

Le vice-président Bush va se rendre en Europe pour expliquer la stratégie américaine des relations avec l'Est

autrement
15 NUMÉROS PAR AN
EN DEUX SÉRIES

SÉRIE MONDE
(5 NUMÉROS)



BERLIN
 LE CHEL PRATÉGÉ

JANVIER 1963 65 F

SÉRIE MUTATIONS
(10 NUMÉROS)



**Tu habites
 chez
 ton père
 ou chez
 ta mère?**

JANVIER 1963 60 F

EN LIBRAIRIE

EUROPE

Suède

Le redressement économique implique une baisse temporaire du niveau de vie

Le projet de budget pour l'exercice 1983-1984, déposé ce lundi 10 janvier au Parlement par le gouvernement social-démocrate suédois, présente un déficit de 90,3 milliards de couronnes (1) (soit environ 1,4 % du revenu national) pour 29,4 milliards de couronnes de dépenses. Les trois objectifs de la politique économique sont la défense de

l'emploi, le renforcement de la compétitivité des entreprises, tant à l'étranger que sur le marché intérieur, et le réajustement des comptes extérieurs. En 1982, le déficit de la balance des échanges a été de 22,6 milliards de couronnes (3,7 % du P.N.B.). Pour 1983, la chute prévue des revenus réels est de l'ordre de 5 %.

De notre correspondant

mandés ont été docilement acceptés par les deux grands syndicats, qui ne réclament que 2 à 3 % d'augmentation des salaires en 1983.

La réussite de cette stratégie économique dépend en grande partie du succès de la dévaluation de 16 % de la couronne, décidée le 8 octobre 1982. Ce « cadeau » à l'industrie permet à l'Etat de réduire sensiblement les subventions versées généralement depuis cinq ans aux entreprises déficitaires. Les résultats positifs de l'opération ne seront sensibles qu'en 1984.

Pour 1983, le gouvernement se déclare plus pessimiste que l'O.C.D.E., mais les mesures de relance intérieure annoncées devraient se traduire par une augmentation de 6 % en volume des exportations, de 1,4 % du produit national brut et par une légère diminution du déficit des échanges : 3 % du P.N.B. en 1983 contre 3,7 % en 1982. Cette politique permettra de freiner seulement la chute des investissements industriels (- 5 % en 1983 contre - 16 %

en 1982) : les entreprises privées, loin de tourner acropiquement au maximum de leur capacité, peuvent fort bien développer leur production sans procéder à de nouveaux investissements. Les répercussions positives sur l'emploi seront marginales : le taux de chômage moyen en 1983 se rapproche de 4 %, et l'inflation, du fait, en particulier, de la dévaluation sera supérieure à 11 % cette année.

D'une façon générale, la gauche suédoise ne pense pas que l'industrie pourra créer de nouveaux emplois à l'avenir. « Mais, nous déclarait le secrétaire d'Etat au ministère des Finances, M. Erik Asbrink, il faut absolument que le secteur industriel soit compétitif, car ce sont les revenus de la production et des exportations qui doivent permettre à l'Etat de financer la création d'emplois dans le secteur des services. »

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 couronne vaut environ 1 franc français.

Grande-Bretagne

EN RENDANT UNE VISITE IMPROMPTUE AUX ILES MALOUINES M^{me} Thatcher a voulu rassurer la population et réaffirmer le caractère britannique de l'archipel

Londres. - La visite de M^{me} Thatcher aux Iles Malouines n'a été annoncée aux Kelpers - les habitants de l'archipel - par la radio locale, samedi 8 janvier, que quelques minutes après l'arrivée du premier ministre. Le voyage avait été entouré d'un secret tel que, la semaine dernière encore, des indiscretions des milieux gouvernementaux avaient laissé entendre que M^{me} Thatcher avait renoncé à son projet, prévu depuis plusieurs mois.

Cela s'explique largement par les soucis de sécurité et par la volonté de ne pas provoquer inutilement les Argentins. Si la visite du premier ministre n'a pas coïncidé avec le cent cinquantième anniversaire de la conquête des Malouines par la Royal Navy, le 3 janvier, il n'en reste pas moins qu'elle a lieu à un moment où Buenos-Aires tente de relancer son offensive diplomatique à l'occasion de la réunion des non-alignés à Managua.

M. Pym a souligné à Londres le sens symbolique de cette visite, qui manifeste « le vif intérêt du premier ministre et son sentiment de communion avec les Falklanders ». « C'est parfaitement naturel après tout ce que nous avons vécu, a ajouté le secrétaire au Foreign Office, et personne ne l'a vécu aussi intensément que M^{me} Thatcher ».

Le chef du gouvernement britannique avait quitté la base militaire aérienne de Brize-Norton, samedi soir, en compagnie de son mari, du grand amiral de la flotte, Sir John Fieldhouse, et d'un petit nombre de proches collaborateurs. Au cours d'une escale à l'île d'Ascension, elle s'est embarquée à bord d'un Hercules de la Royal Air Force, appareil destiné habituellement au transport de troupes et de matériel, qui n'est pourvu d'aucun confort. L'Hercules, qui était escorté par deux chasseurs bombardiers Phantom, a été ravitaillé deux fois en vol.

Après ces vingt-quatre heures de voyage, le premier ministre est arrivé à Port-Stanley, la petite capitale des Iles Malouines, samedi à 20 heures G.M.T. Accueilli par Sir John Rex Hunt, l'ancien gouverneur des Falkland - qui, depuis la fin du conflit avec l'Argentine, porte le titre de commissaire civil - et par le général David Thorn, commissaire militaire, M^{me} Thatcher a été reçue par la population comme la véritable héroïne de la guerre. « Il aurait été étrange que je ne vienne pas dans les Iles Falkland, a-t-elle déclaré, vraiment très étrange. (...) Nous sommes sioux et bouillonnés, nous sommes venus parler à nos compatriotes d'ici pour apporter notre soutien aux forces armées et pour rendre hommage à ceux qui ont libéré les Iles. »

De notre correspondant

Ni la durée ni le programme de cette visite n'ont été officiellement annoncés. Le chef du gouvernement britannique devrait rester quelques jours aux Malouines et visiter les divers champs de bataille de la campagne du printemps. Dimanche, M^{me} Thatcher s'est rendue vers un champ de mines laissé par les Argentins. Elle a passé en revue les pilotes de Sea Harrier et de Phantom basés à Port-Stanley et assisté à un service religieux dans la petite cathédrale anglicane de la capitale.

Pèlerinage militaire et geste politique

Elle a également eu des entretiens avec les commissaires, les chefs militaires et les représentants des habitants. « Je pense que nous pouvons éprouver quelque fierté d'être britanniques », a dit M^{me} Thatcher dans son premier discours. Vous savez pourquoi nous avons combattu : la liberté et la justice, qui sont les deux faces de la même médaille. Nous avons une confiance totale dans votre volonté de vous battre pour ce en quoi vous croyez, ainsi que dans le courage, la bravoure et l'habileté de nos forces armées. Tout cela nous a conduits à une victoire victorieuse. En fin de compte, tout le monde a su que vous étiez britanniques et que vous vouliez le rester. »

De leur côté, les représentants des Kelpers ont insisté sur la nécessité de mettre rapidement en œuvre les

BUENOS-AIRES : « PROVOCATION ET ARROGANCE »

Buenos-Aires (A.P.). - Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Juan R. Aguirre Lanari, a qualifié le voyage-surprise de M^{me} Thatcher aux Malouines de « nouvel acte de provocation et d'arrogance ».

M. Aguirre Lanari a lu un communiqué aux journalistes durant son étape à Caracas, au Venezuela, alors qu'il était en route pour le Nicaragua, où se tiendra une réunion des pays non alignés. Le 3 janvier, l'Argentine a connu une « journée de deuil » en raison du cent cinquantième anniversaire de la « occupation » britannique aux Malouines.

« Devons-nous une telle situation, la République Argentine, appuyée par ses sœurs d'Amérique latine et par tous les peuples du monde qui considèrent la colonisation comme un crime contre l'humanité, n'abandonnera pas ses objectifs [de reconquête] », a dit le ministre.

Depuis 39 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 3 F et 36 r. Malte, 75011 PARIS. TEL. (1) 825.30.30

U.R.S.S.

Selon un responsable de la C.I.A.

LA VULNÉRABILITÉ DE MOSCOU AUX PRESSIONS ÉCONOMIQUES EST « LIMITÉE »

Washington (A.F.P.). - M. Rowen, président du Conseil national de renseignements au sein de la C.I.A., a indiqué devant une sous-commission du Congrès que, si l'économie soviétique a subi un « net ralentissement » ces dernières années, l'agence de renseignements américaine « ne considère pas qu'un effondrement de l'économie soviétique soit le moins du monde une hypothèse vraisemblable ».

Confirmant le rapport présenté récemment par la C.I.A. (le Monde du 28 décembre), M. Rowen, dont le témoignage date du 1^{er} décembre mais a été rendu public samedi 8 janvier seulement, a précisé que « la capacité de l'économie soviétique de demeurer viable en l'absence d'importations » était « plus grande que celle de la plupart des nations industrialisées, sinon de toutes », et que, ainsi, « la vulnérabilité de l'U.R.S.S. aux pressions économiques tend à être limitée ».

La C.I.A. prévoit un taux de croissance de 1 % à 2 % en U.R.S.S., dans les années à venir, contre 4 % dans les années 70, 5 % dans les années 60 et 6 % au cours de la décennie précédente.

DANIEL VERNET.

ASIE

Japon

La visite en Corée du Sud de M. Nakasone pourrait promouvoir la coopération stratégique entre Tokyo, Washington et Séoul

De notre correspondant

Le premier ministre japonais, M. Nakasone, est attendu le mardi 11 janvier à Séoul pour une visite officielle de deux jours en Corée du Sud. C'est la première fois depuis la guerre qu'un chef de gouvernement nippon se rend dans la capitale sud-coréenne pour des entretiens politiques.

De source informée à Tokyo, on indique qu'un accord sera annoncé à cette occasion sur l'octroi par le Japon à la Corée du Sud d'une aide financière de l'ordre de 4 milliards de dollars.

Tokyo. - La visite officielle du nouveau premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, à Séoul les 11 et 12 janvier constitue à proprement parler un événement historique. Outre la résorption et la dépolitisation du contentieux bilatéral avec l'ancienne colonie du Japon impérial, cette démarche est de nature à promouvoir sur le plan régional une coopération tripartite de facto (Etats-Unis, Japon et Corée du Sud) que souhaite vivement Washington pour consolider son dispositif antisoviétique en Asie. Les précédents gouvernements nippons avaient toujours répugné à s'associer ouvertement et concrètement à cette stratégie. Tokyo se bornait à fournir une assistance économique servant avant tout les intérêts du Japon.

En dépit du voisinage et de l'appartenance au « camp américain », le poids de l'histoire, les susceptibilités nationales, le complexe de supériorité et l'ethnocentrisme japonais, de même qu'une rivalité économique croissante, ont pesé depuis trente-cinq ans sur les relations nippo-coréennes. Aussi l'annonce du voyage du premier ministre a-t-il pris par surprise des milieux politiques et une bureaucratie japonaise apparemment peu soucieuse de faire un geste en vue de modifier un statu quo bilatéral très médiocre et de sortir d'une impasse prolongée.

La décision de M. Nakasone n'a pas seulement un caractère symbolique puisque son voyage à Séoul précède d'une semaine à peine la visite qu'il doit faire aux Etats-Unis. Les priorités du premier ministre ne sont donc pas son élection sur la nécessité pour le Japon d'accroître ses responsabilités internationales et de renforcer son potentiel et son rôle militaires - conformément aux souhaits américains - se trouvent ainsi clarifiés. M. Nakasone pourra d'ailleurs se prévaloir à Washington de son geste en direction de Séoul pour tenter d'apaiser les doléances de l'administration Reagan en matière de défense et de commerce. Cité américain, le contrepoint à cette visite doit être fourni, dès le 11 janvier, par les escalades du secrétaire d'Etat, M. Shultz, à Tokyo, Séoul et Pékin.

Tous ces développements peuvent être appréciés, dans une optique asiatique, en fonction des négociations sino-soviétiques et de toutes premières ouvertures faites en automne

dernier par Moscou en direction de Séoul (le Monde du 19 octobre 1982).

Apurer le contentieux

Cela dit, pour que le geste de M. Nakasone se traduise par un véritable tournant dans les relations bilatérales, il convient en premier lieu d'apurer le contentieux nippo-sud coréen et d'assainir l'atmosphère. Au delà des antagonismes traditionnels, plusieurs « affaires » ont empoisonné les relations entre Tokyo et Séoul ces dernières années.

L'une des plus anciennes concerne l'enlèvement en 1973, sur le territoire japonais, du principal dirigeant de l'opposition sud-coréenne, M. Kim Dae Jung, condamné à mort par la suite, après la prise de pouvoir du président Chun Doo Hwan. Plus récemment, la réécriture par les Japonais de certaines pages de leur histoire militaire et coloniale avait exacerbé, pendant tout l'été dernier, les passions anti-japonaises à Séoul, il y avait encore, depuis bientôt deux ans, l'interminable controverse à propos de l'octroi d'une aide financière japonaise de quatre ou six milliards de dollars à la Corée du Sud (le Monde du 20 et 21 septembre 1981).

Les deux premières affaires sont en voie d'apaisement. D'une part M. Kim Dae Jung vient d'être remis en liberté et la justice japonaise ne paraît guère soucieuse de raviver de vieilles plaies en rouvrant le dossier de l'enlèvement. D'autre part, des apaisements ont été donnés à Séoul comme à Pékin concernant la réduction des demandes scolaires japonaises et le rétablissement de certaines vérités historiques.

Reste à trouver, pour sauver la face de part et d'autre, un accord de compromis sur le dosage et le niveau de l'aide. Rien d'impossible à cela, même si le parti socialiste japonais continue à demander l'annulation de crédits qui seraient, selon lui, une aide militaire déguisée. Les Sud-coréens, en effet, avaient initialement l'idée japonaise au renforcement de leurs capacités de défense, arguant du fait qu'ils servent de rempart au Japon contre les « menaces » communistes venues du nord. Mais cette approche n'est plus aujourd'hui de mise. M. Nakasone n'a pu, d'ailleurs, s'embarquer dans cette aventure sans garanties de succès, et il a prouvé qu'il était décidé à l'occasion à prendre les affaires étrangères en main pour sortir des impasses dans lesquels se complaisaient parfois les hauts fonctionnaires.

Tout paraît donc favoriser sur le plan politique aujourd'hui, une véritable détente nippo-sud coréenne et la visite de M. Nakasone est perçue des deux côtés comme l'amorce d'une ère nouvelle de dialogue et de coopération.

R.-P. PARINGAUX.

Retrouver un taux de croissance décent

Mais les sociaux-démocrates considèrent que le déficit budgétaire ne doit pas paralyser l'action politique et économique. Pour réduire l'impasse, il faut, selon le ministre des finances, examiner à la loupe tous les postes de dépenses, assainir l'économie de façon à retrouver un taux de croissance décent et freiner l'inflation. De nombreuses années de modération seront donc nécessaires pour rééquilibrer le budget. La priorité est donnée à la croissance économique, garantie du maintien de la société de bien-être. Toutefois, pour sortir de la crise actuelle, il faut à la fois « économiser plus et travailler bien ». M. Olaf Palme renvoie donc à la politique d'expansion « pure », qui se traduit par des problèmes d'inflation et de déficit de la balance des paiements, et la politique d'austérité générale, qui est source de chômage et de gaspillage des ressources. La « troisième voie suédoise », qui mélange ces deux théories, se fixe comme objectif premier le retour au plein emploi. Dans un premier temps, elle suppose une baisse du niveau de vie « qui doit être comprise par toutes les catégories de la population », puis des mesures de lutte contre l'inflation et le déficit des opérations courantes. Jusqu'à présent, les sacrifices de-

vos SANITAIRES REMIS à NEUF

à domicile, en un jour, sans démontage
baignoires, lavabos, bidets, w.c.
Réparations locales, détartrage...
Remise à neuf totale en blanc, de tous
coloris au choix (financé possible).

SAMOTEC
7, rue Sainte Anne - 75016 Paris
255.44.89

Séminaire VISICALC

2 JOURS
24 et 25 FÉVRIER
17 et 18 MARS 1983

L'outil des managers efficaces.
Principes de mise en œuvre,
travaux pratiques. Deux
personnes par micro-ordinateur.

Renseignements et inscriptions :
F.D.S. 10, rue Henri
Pape - 75013 Paris
588.76.53

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettant
d'affirmer le sérieux avec lequel nous traitons contre :
• pellicules, décolorations, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.

APPELEZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (48-06-34) - Brét - Granoble (48-21-41) - Lille (51-24-18) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-78) - Marseille (48-29-87) - Montpellier - Mulhouse (45-80-88) - Nancy (332-91-88) - Nantes (48-74-57) - Reims (86-85-74) - Rennes (30-18-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-78) - Toulon (93-85-30) - Toulouse (23-28-84).

Pour les cas très avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mélangement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

L'assurance d'un contact privilégié Étudiants - Entreprises :

FORUM CENTRALE ENTREPRISES

11 et 12 janvier 1983

Plus de 70 entreprises pour vous informer...
La présence d'entreprises à taille humaine...

JEU CONCOURS SPÉCIAL ÉTUDIANTS

Plus de 100 000 F de prix
(micro ordinateurs, planches à voile, voyages, etc.)

ÉCOLE CENTRALE DE PARIS

Tél. : 661-33-10, Poste 228 - Châtenay-Malabry - RER Antony

ASIE

PHILIPPINES : rébellions, répression, récession

(Suite de la première page.)

C'est là cherchant désormais le salut hors de l'Eglise et contre l'Etat. Ils se mettent du même camp. Ainsi le pouvoir, c'est-à-dire le président Marcos, passé maître dans l'action psychologique, a-t-il beau jeu de crier au complot et de brandir dramatiquement l'épouvantail des « curés rouges ».

C'est de bonne guerre, ses adversaires ne se privent pas d'agiter l'épouvantail Marcos ; et c'est bien de guerre qu'il s'agit. Cela sert aussi, dit-on dans les milieux catholiques de Manille, à effrayer le peuple bien pensant, à diviser la hiérarchie et à faire taire cette grande conscience morale qui reste obstinément la mauvaise conscience du régime. Cela permet encore de remonter le moral de l'armée et de gagner du temps. Cela, permet enfin, en temps de crise, de faire oublier les responsabilités du pouvoir, d'éviter que l'interrogatoire plus averti sur les raisons profondes qui ont mené, le plus souvent en désespoir de cause, ces associations dites « contre nature » entre prêtres et communistes politiques.

Aide-toi, dit le proverbe, le ciel t'aidera. Au début de décembre, alors que la tension croissait entre l'Eglise et l'armée à la suite d'arrestations de prêtres engagés dans des actions sociales et de protestations contre les sévices et pillages exercés par des militaires dans certaines régions, un jeune prêtre, le Père Edgardo Kangleon, directeur d'un centre d'action sociale de la province de

Samar - l'une des plus pauvres et des plus touchées par la violence armée - se décide à passer aux aveux.

Dans une longue confession confirmant les soupçons officiels, il affirmait avoir été recruté par un autre prêtre pour le compte des communistes et avoir transformé son centre religieux en officine de propagande et de subversion. Ses déclarations (faites pour « soulager sa conscience ») impliquaient une demi-douzaine d'autres prêtres et novices. Elles donnaient l'impression d'une politique systématique et fructueuse d'infiltration des milieux catholiques progressistes par les cadres (également catholiques) du P.C. philippin.

Radicaux et réformistes

Une grande publicité fut donnée à cette affaire : c'était en soi une première des services de sécurité. Il est vrai qu'elle tombait à point nommé, le pouvoir n'étant pas parvenu jusqu'alors à convaincre l'épiscopat du bien-fondé de ses soupçons et de l'authenticité de ses preuves. Les révélations du Père Kangleon, apparemment obtenues « sans sévices » et vérifiables, permettaient aux autorités de mettre dans l'embarras la conférence épiscopale avec laquelle elles ont entamé de délicates négociations et de faire momentanément taire ceux qui criaient à la « persécution » de l'Eglise.

Bien que limitée à un cas particulier, cette confession accrédite la thèse d'une certaine collusion entre l'Eglise et le P.C. Enfin, et peut-être

surtout, elle peut contribuer à jeter le discrédit sur les centres d'action sociale et autres expériences d'entraide qui se sont multipliées sous l'impulsion des catholiques progressistes, mais dans lesquels les autorités voient souvent des foyers d'opposition, voire de subversion, bénéficiant de la Trêve de Dieu.

Le pouvoir a donc marqué un point. A la veille de Noël, face à une campagne de presse massive et orchestrée, les prélateux se taisaient. Mais, ne pouvant guère se passer de la coopération ni de la caution de l'Eglise dans un pays où 90 % des quelque cinquante millions d'habitants sont catholiques, le régime doit se garder des tentations de généralisation et de répression. Faut-il de doigt, le risque serait grand de braver l'Eglise et de provoquer la sainte alliance là où l'on cherchait à diviser.

Faire croire que l'Eglise est favorable à la violence, prétendre qu'elle se prépare à une « confrontation sanglante » et cherche à tout prix à jouer un rôle politique, donner l'impression qu'une poignée de prêtres révolutionnaires influence tout le clergé : tout cela est faux et volontairement exagéré, nous ont dit les prêtres que nous avons rencontrés (voir encadré).

Pour l'heure, M. Marcos n'est certainement pas confronté à une « Eglise révolutionnaire ». L'aile progressiste de l'Eglise des Philippines se divise en gros en deux catégories classiques : les radicaux, qui sympathisent avec l'opposition clandestine, et les réformistes. Les premiers critiquent la position de la hié-

rarchie, qui, même sous la loi martiale, s'est toujours prononcée pour une « collaboration critique » avec le président. Ils ne retiennent de cette expression que la collaboration ; le pouvoir, au contraire, n'y voit que les critiques. Mais même ceux-là, tout comme les réformistes, agissent plutôt pour des raisons de justice sociale et humanitaires que par idéologie.

« Un attrait croissant pour la lutte armée »

Les prêtres rebelles sont, comme hier en Amérique latine, une infime minorité : une vingtaine, dit-on, sur quelque dix mille curés et religieux. A l'opposé, l'aile conservatrice du clergé, qui se satisfait d'un pouvoir autoritaire, est loin d'être négligeable. Elle s'attache même avec un certain succès à remplacer dans les zones névralgiques les prêtres progressistes par des conservateurs et à raviver la vigilance anticommuniste. Enfin, le pape, qui était ici en 1981, n'avait ni de près ni de loin prêché la violence.

Dans le vacarme des polémiques et des propagandes, on oublie souvent de se demander pourquoi certains en sont arrivés là. Dans un passage de sa déclaration, le Père Kangleon abordait le fond du problème. « J'ai été attiré, disait-il, par l'idéalisme d'un mouvement qui proposait un système démocratique et indépendant pour remplacer l'ordre corrompu existant. Il m'apparaissait des réponses alors que je me de-

mandais comment améliorer le sort misérable des chrétiens victimes de la rapacité et d'institutions servant les intérêts d'une minorité de puissants. J'ai été le témoin de beaucoup d'injustices (...) contre un grand nombre de Philippines de la part des autorités ».

A de tels propos, faisait écho, en décembre, M. Francisco Tatad, ancien ministre de M. Marcos : « Nombreux sont ceux qui, sans même comprendre le marxisme, sont profondément déçus par le fait que le peuple ne se soit pas soulevé, les armes à la main, contre la montée de l'injustice, de la pauvreté, de la dégradation de la condition des masses, de l'ampleur des crimes officiels et de l'ordre autoritaire ».

Il disait constater « un déclin de l'ardeur réformatrice et un attrait croissant pour la lutte armée ». Dans ces conditions, et même compte tenu de l'action violente menée par quelques prêtres, il paraît difficile au régime de M. Marcos, détenteur du pouvoir absolu depuis dix-huit ans (dont neuf de loi martiale), de rendre l'Eglise responsable des réalités qui sont l'amen pain quotidien de nombreux Philippines. Et si les communistes tirent profit de l'état des lieux et de celui des consciences, à qui la faute ?

R.-P. FARRINGAUX.

Prochain article :

L'ARMÉE FACE AUX CAMPAGNES

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE
ou PICARD
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goudjons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+
1 barre de seuil
OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée)
(au lieu de 3.350 F)
3.000 F TTC
Pose et dépli. compris
PARIS-BANLIEUE
PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
☎ 566.65.20
CREDIT GRATUIT
3 ans

UN ENTRETIEN AVEC LE CARDINAL SIN

« Nous avons comme chacun le droit à l'autodéfense »

Réputé pour son franc-parler, sa rigueur morale et son humanisme, et toujours prêt à rappeler le pouvoir à ses devoirs, le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, répond aux questions du Monde.

« Pourquoi ce regain de tension entre l'Eglise et le pouvoir ? »

« Le dialogue avec les autorités militaires a pour but de leur faire comprendre qu'un prêtre a le devoir d'aider n'importe qui, rebelle ou non, à se libérer des hommes, pas pour s'occuper d'idéologie. Il n'est pas contre les communistes mais contre le communisme, pas contre les pécheurs mais contre le péché. On ne peut pas dire : « Vous êtes un rebelle », donc je ne vous aide pas, car vous êtes un pécheur. C'est là que se situe la véritable aide : le gouvernement voudrait que nous coopérions sans réserve à sa politique, mais cela n'est pas possible. »

« M. Marcos a affirmé que l'Eglise se préparait à une « confrontation sanglante ». »

« Beaucoup de soldats sur le terrain sont sans éducation. Ils appliquent les ordres sans voir la vraie dimension des problèmes. Le gouvernement nous dit qu'ils n'ont pas de formation religieuse et qu'ils ne peuvent donc pas comprendre le caractère spirituel de nos activités. »

« M. Marcos a affirmé que l'Eglise se préparait à une « confrontation sanglante ». »

« Ils se servent pas ce qu'ils disent. Ils font l' amalgame. La violence n'appartient pas à notre terminologie, mais nous avons comme chacun le droit à l'autodéfense. Si quelqu'un cherche à vous tuer et que vous le tuez en vous défendant, c'est moralement justifiable. Mais dire que nous recherchons la confrontation n'a aucun sens. »

« Pourquoi certains prêtres ont opté pour la violence ? »

« Qui certains ont oublié leurs vœux, mais ce sont des êtres humains. Quand vous êtes affecté dans certaines provinces vous devenez le témoin de tous ces maux et des aspirations de la population. Vous demandez l'aide des autorités et rien ne se passe. Peuvent-ils alors, leur conscience est ébranlée, ils s'oublient, ils peuvent même, par dépit, commettre les crimes les plus graves. C'est cela qui arrive dans la plupart des cas. »

« Vous semblez avoir beaucoup de sympathie pour eux. »

« Bien entendu ! Ce sont mes frères. Je les plains (...) »

Tout cela parce qu'ils ont été envoyés dans ces régions troubles. Cela aurait pu m'arriver. »

« Auriez-vous agi comme eux ? »

« Je n'en sais rien, mais j'y pense. L'histoire de l'Eglise est pleine de martyrs. »

« L'Eglise envisage-t-elle des sanctions contre ces prêtres ? »

« L'Eglise a ses lois, mais c'est ici une question de conscience. Nous ne jetons pas en prison les gens comme le fait M. Marcos si vous n'obéissez pas. »

« Un prêtre peut-il s'opposer à un ordre temporel qu'il croit injuste et entraver en politique ? »

« C'est aux laïcs de maintenir la loi et de restaurer l'ordre temporel, c'est leur devoir. Mais lorsqu'ils n'accomplissent pas ce devoir le prêtre peut se trouver entraîné à jouer un rôle politique. Vous avez appelé à la « démission » du président Marcos. »

« Non, ce n'est pas ce que j'ai dit. Mais j'ai dit qu'affirmer qu'il n'existe pas aux Philippines d'autres dirigeants que M. Marcos est une insulte à ce pays. Il existe beaucoup de dirigeants, bien préparés, mais on ne leur accorde aucune chance. J'ai dit qu'il existe peu de peuples aussi tolérants que celui des Philippines : M. Marcos est au pouvoir depuis dix-huit ans. Je n'ai pas demandé qu'il parte, mais s'il se décidait à partir, je n'y pourrais rien. Je ne dirai pas qu'il n'a rien fait. Il a amélioré les routes, il fait construire un monorail et beaucoup de grands hôtels ont été bâtis. Mais il reste beaucoup à faire, et d'abord du côté de la démocratie. »

« Un ministre a prétendu que vous rêviez de devenir le Khomeiny des Philippines. »

« Mais si je suis un Khomeiny, lui, qui est le chah ? D'ailleurs ce monsieur m'a fait demander une audience. Je crois qu'il veut baiser mon anneau. Je veux, dit-il en conclusion, être une force unitaire, un pont entre les hommes. La seule chose que je souhaite dénoncer, ce sont les murs qui nous divisent. »

R.-P. P.

REMERCIEMENTS DES EDITIONS JEAN DE BONNOT

Jean de Bonnot remercie ses lecteurs et les bibliophiles qui ont bien voulu se faire reconnaître et lui témoigner leur intérêt à la suite du détournement de fichiers dont il a été victime. Touché par ces marques de sympathie, Jean de Bonnot souhaite leur exprimer concrètement sa gratitude en leur proposant exceptionnellement le dernier paru de ses livres au prix coûtant.

LES PENSÉES DE PASCAL Génie à l'état pur, Blaise Pascal est à la fois le Mozart et le Léonard de Vinci des lettres françaises.

L'œuvre
la plus forte
du 17^e siècle

En offrant aujourd'hui ce maître-livre de notre littérature au prix coûtant, ne vous y trompez pas, Jean de Bonnot ne souhaite ainsi que payer un peu sa dette à l'amitié et à la fidélité. Ce génie n'est le résultat d'aucune concession sur la qualité. En effet, ce bel in-octavo (14 x 21 cm) de 528 pages a été réalisé dans la sainte tradition Jean de Bonnot : plein cuir et or véritable, papier chiffon, vignettes et bandeaux d'époque, etc. L'œuvre proposée est un des textes majeurs de notre littérature. Elle bénéficie d'autre part des dernières mises au point de la critique moderne : sur ce plan le savant et spirituel archéologue paléographe Jacques Hau-mont nous a donné avec une

érudition sans pesantier des notes du plus grand intérêt que la mise en pages a su rendre discrètes.

L'étrange destinée
d'un homme
hors du commun

Quel prodigieux génie que Pascal ! C'est le Mozart des lettres françaises et son Léonard de Vinci. Comme le musicien, il montre une précocité surprenante, presque inquiétante, et, comme Léonard, ses dons se manifestent dans de multiples directions. Un tel destin à quelque chose de singulier qui dépasse notre entendement ! Ainsi que le relate sa nièce, la jeune Jeanne de Pascal est marquée par la sorcellerie : à l'âge de deux ans, il est atteint d'une mystérieuse langueur qu'on attribue aux malédictions d'un envoiement et dont on le délivrera par la magie, en transférant le mal à un chat noir qui mourut en effet. A onze ans, il rédige un traité d'acoustique, redécouvrant, sans les avoir appris, les principes fondamentaux de la géo-

métrie. A douze ans, il retrouve de lui-même la plus abstruse des propositions d'Euclide. A seize ans, il compose un traité des coniques qui étonne les savants du temps. A dix-neuf ans, il invente la machine à calculer, la presse hydraulique, la brouette et maintes autres merveilles. Il formule peu après le principe de l'hydrostatique et pressent le calcul des probabilités...

Aux confins
de la raison

Mais ce savant précoce est d'abord un homme. La puissance même de son esprit lui en fait voir les limites. C'est ce conflit entre la raison et les élans de l'âme, entre l'esprit de géométrie et celui de finesse, qui fait la matière des Pensées. Ce drame, cette grandeur misérable de l'homme perdu entre les deux infinis, annonce les plus étonnantes manifestations de la réflexion contemporaine. Quel jaillissement ! Chacune des pensées, écrites sans apprêt, comme elle vient, dans la plus belle langue qui soit, éveille en chacun de nous un écho qui prolonge notre propre interrogation. Athée ou croyant, tout le monde trouve sa nourriture dans les Pensées de Pascal qui reste l'œuvre la plus puissante et la plus réconfortante de toute notre littérature. De Voltaire à Bergson et à Valéry, de Chateaubriand à Stendhal, du physicien Louis de Broglie aux plus matérialistes des marxistes, les Pensées de Pascal sont depuis trois siècles le livre de chevet de tous les Français de quelque esprit et de tous les esprits de quelque profondeur.

Un livre précieux
et rare

On ne trouve plus dans le commerce des livres de cette qualité à ce prix. Jean de Bonnot est probablement un des très rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore exclusivement le vrai cuir et l'or véritable pour ses éditions. Dans cette tradition les Pensées de Pascal sont une réussite : reliure pleine cuir taillée d'une seule pièce dans une peau de mouton irréprochable, dos et plats ornés d'un décor particulièrement élégant composé à partir de fers gravés au 17^e siècle, décor et titres au dos poussés à l'or véritable, tranche supérieure dorée à la feuille avec ce même or de bon aloi, mise en pages raffinée ponctuée de vignettes et de bandeaux du temps, tranches-fils, signet tressé, gardes à l'ancienne. Sait-on que pour ses livres Jean de Bonnot utilise un minimum de 52 cm² de feuille d'or titrant 22 carats ?

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

A renvoyer à Jean de Bonnot, 7, fg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

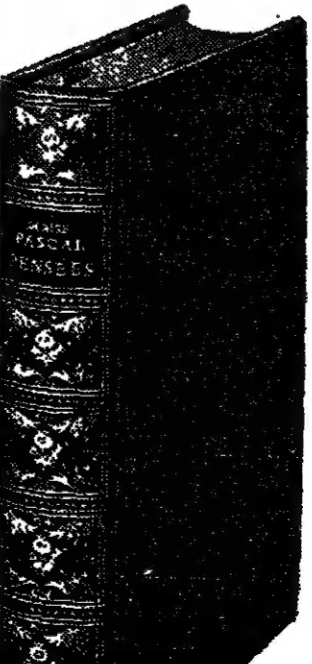
Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant les « Pensées » de Pascal en un fort volume grand in-octavo (14 x 21 cm), relié pleine cuir, au prix de 98,50 F (+ 12,70 F de frais d'envoi). Veuillez trouver ci-joint mon règlement. Si ce livre ne me convient pas, je le renverrai et je serai aussitôt remboursé.

Nom _____ Prénoms _____

Adresse complète _____

Code postal _____ Ville _____

* Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.



LES FOURURES MALAT

FABRICANT
FOURREUR
GARANTIE
DE CONFIANCE
SOLDES de 15 à 25 %
Grand choix de pelisses
CRÉDIT SOFINCO

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^{re} Le Pédère - Tél. 878 40 47

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

PROCHE-ORIENT

Israël

L'organisation d'Abou Nidal revendique la responsabilité de l'attaque d'un autobus à Tel-Aviv

L'organisation terroriste palestinienne d'Abou Nidal, un « dissident » de l'O.L.P., a revendiqué dimanche 9 janvier, dans un appel téléphonique au quotidien de langue arabe publié à Londres *Al Arab*, la responsabilité de l'attaque à la grenade contre un autobus israélien à Tel-Aviv. Abou Nidal, condamné à mort par l'O.L.P., est actuellement réfugié en Irak.

Jérusalem. — L'attentat commis le 8 janvier contre un autobus à Tel-Aviv a causé surprise et inquiétude dans l'opinion publique israélienne. Au moment où l'O.L.P. semble de plus en plus tentée de se lancer dans une offensive diplomatique, cet attentat peut servir les intérêts du gouvernement de M. Begin pour la responsabilité et affirmer de nouveau que l'O.L.P. « ne changera jamais ». Mais cette attaque représente aussi un revers pour le gouvernement, qui n'a cessé ces derniers mois de justi-

De notre correspondant

lier l'intervention au Liban en soulignant notamment qu'elle avait pour but d'éloigner le « spectre du terrorisme » et de renforcer la sécurité d'Israël. C'est vers 18 h 30 samedi que deux ou trois inconnus ont lancé des grenades — de fabrication soviétique — contre un autobus circulant dans un faubourg industriel de Tel-Aviv. Douze passagers ont été blessés. Vingt-quatre heures après, trois d'entre eux seulement étaient encore hospitalisés sans que leurs jours soient en danger. L'opération paraît avoir été minutieusement préparée, comme l'indiquent les premiers éléments de l'enquête. La police pense que des complices ont assuré le repli rapide des auteurs de l'attentat. Ceux-ci n'ont pas été retrouvés malgré un vaste ratissement du secteur étendu aussitôt à l'ensemble de la région de Tel-Aviv. Comme souvent en pareil cas, plusieurs dizaines d'Arabes ont été interpellés comme

« suspects » — dix-neuf d'entre eux étaient encore interrogés dimanche soir.

Contrairement à ce que la plupart des Israéliens eux-mêmes ont pu croire, en raison de la discrétion des autorités, le nombre des attentats à la guérilla diminue depuis le début de la campagne au Liban. En novembre dernier, quatre personnes ont été blessées, dont une grièvement, par l'explosion d'une bombe en plein centre de l'agglomération de Herzliya, au nord de Tel-Aviv. Auparavant, une voiture piégée contenant près de 300 kilos d'explosif avait été découverte à temps à l'entrée d'un libanais, dans le Negev, et, en juillet, à Jérusalem, une catastrophe avait été évitée de justesse lorsque les artificiers avaient pu désamorcer un engin composé de 5 kilos de T.N.T. Ces incidents, comme d'autres restés inconnus jusqu'à présent, ont été passés sous silence ou, presque, à la demande de la police, qui affirme qu'elle ne veut pas fournir des informations aux terroristes sur le résultat de leurs actions. C'est une explication, mais elle ne convainc pas totalement les commentateurs de la presse israélienne, qui, maintenant, font remarquer que ce n'est pas prévenu du danger qui le menace. Or, en Israël, depuis toujours, c'est grâce à la vigilance et à la discipline des citoyens que la plupart des bombes sont découvertes et désamorcées à temps. A propos de cette discrétion récente des autorités, l'éditorialiste de *Jerusalem Post* a avancé, ce lundi 10 janvier, sous forme de reproche, cette hypothèse : « Peut-être est-il difficile pour le pouvoir d'admettre ouvertement que la guerre au Liban n'a pas écarté le danger du terrorisme ». Pour sa part, le quotidien travailliste *Davar* fait observer, lui aussi, que la guerre n'a rien réglé à propos du terrorisme, que celui-ci reste un « fardeau », comme il l'a toujours été dans le pays. Et le journal ajoute que « le terrorisme, malgré sa gravité, n'a jamais vraiment mis en danger l'existence d'Israël ».

Par ailleurs, le fait que les incidents et les embuscades continuent de se multiplier au Liban, dans l'ensemble des régions contrôlées par l'armée israélienne, est tout aussi inquiétant et embarrassant pour le gouvernement de M. Begin. Vingt et un soldats avaient été blessés au sud de Beyrouth, le 7 janvier, dans l'attaque d'un autobus réquisitionné par l'armée, et, dimanche soir, un engin télécommandé a explosé près de Tyr au passage d'une patrouille : un soldat a été blessé légèrement.

FRANCIS CORNU.

Liban

PREMIÈRE JOURNÉE D'ACCALMIE GÉNÉRALISÉE A TRIPOLI

Après dix jours de bombardements presque ininterrompus, Tripoli, chef-lieu du Liban-Nord, a connu dimanche 9 janvier sa première journée d'accalmie généralisée, ce qui a permis à une grande partie de la population de circuler et de se ravitailler.

Cet apaisement sur le terrain est survenu au lendemain des entretiens qu'a eus à Damas M. Chafic Wazzan, président du conseil libanais, et à l'issue desquels l'agence officielle syrienne Sana a annoncé que les Forces de sécurité intérieure (F.S.I. — gendarmerie libanaise) seraient chargées de rétablir la sécurité à Tripoli.

Toutefois, dimanche, des tirs sporadiques et des rafales d'armes légères étaient toujours entendus dans les quartiers « chauds » de la ville à Raal Mohsen, où sont installés les Abouites alliés de la Syrie, et Bab el Teyran, place forte des miliciens libanais anti-syriens.

A Beyrouth, les forces israéliennes ont progressé dimanche et renforcé leurs positions dans la grande banlieue sud de Beyrouth. Cette progression, estimée à une centaine de mètres, s'est faite dans le secteur du village de Choueifat, en face de l'aéroport international de Beyrouth, tenu par les « marines » américains. Pour assurer un meilleur contrôle à leurs positions, les soldats israéliens ont abattu des arbres et fortifié leurs défenses dans ce secteur.

Selon les informations de source proche de la délégation libanaise, aux négociations avec Israël, qui ont repris ce lundi matin à Khaldé, le Liban aurait accepté la formule américaine préconisant l'élaboration d'un ordre du jour où chacune des deux parties formulerait ses propres souhaits sans que soit adopté un ordre de priorité pré-établi.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le roi Hussein et M. Yasser Arafat examinent la possibilité d'une participation jordano-palestinienne à des négociations de paix avec Israël

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a entamé le dimanche 9 janvier, à Amman, des entretiens avec le roi Hussein qui porteront notamment sur l'examen des « modalités » d'une participation des Jordaniens et des Palestiniens à des négociations de paix avec Israël. Un éventuel accord à ce sujet sera ensuite soumis aux instances palestiniennes responsables pour être approuvé. Il sera en outre l'objet de concertations interarabes avant d'être définitivement adopté. Le roi Hussein, apprend-on d'autre part, pourrait effectuer au cours du mois de février une nouvelle visite aux États-Unis pour faire part aux dirigeants américains d'un éventuel accord.

Lors de sa visite à Washington le 21 décembre dernier, le souverain jordanien avait demandé au président Reagan des garanties selon les-

quelles les États-Unis exerceraient des pressions sur Israël pour obtenir son retrait des territoires occupés. On ignore s'il a obtenu satisfaction mais on sait, en revanche, que le chef de la Maison Blanche s'oppose à ce que des membres de l'O.L.P. fassent partie de la délégation jordano-palestinienne chargée de négocier un règlement.

Au Caire, un « notable » palestinien de Cisjordanie, M. Hekmat El-Masri, a déclaré, à l'issue d'un entretien avec le président Hosni Moubarak, que « l'éventualité d'une reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. est en cours d'examen ». Le chef de l'Etat égyptien a indiqué, pour sa part, que ses probables entretiens aux États-Unis — où il est attendu le 26 janvier, porteront essentiellement sur la relance des perspectives de paix au Proche-Orient. — (A.F.P., Reuter.)

AFRIQUE

Algérie

Alger donne « valeur d'exemple » au bornage de la frontière avec le Niger

De notre correspondant

Alger. — « Un événement d'une importance majeure », telle est l'appréciation formulée par les intéressés dans une déclaration commune publiée après la signature, le 5 janvier, d'une convention relative au bornage définitif de la frontière entre le Niger et l'Algérie. Cette frontière est la même que celle tracée au cordeau sur quelque 900 kilomètres dans le désert par les autorités coloniales, mais désormais elle résulte non plus de documents antérieurs aux indépendances mais d'un acte de souveraineté.

Celui-ci a été accompli à l'occasion d'une visite du président Kountché à Alger la semaine dernière.

Neuf mois plus tôt, Alger et Niamey avaient créé une commission technique dont la convention finale ne fait que ratifier les travaux. La frontière, qui autrefois n'existait que sur les cartes, est désormais matérialisée par des poteaux plantés sur le terrain par les armées des deux pays.

Les Algériens tiennent beaucoup à la délimitation définitive de leur territoire de façon à éviter, disent-ils, tout contentieux en cas de découverte dans le sous-sol. Une convention analogue sera signée dans quelques semaines avec le Mali. Une « mission technique de reconnaissance sur le terrain » vient de rentrer à Alger après avoir travaillé à la délimitation de la frontière avec la Mauritanie, qui paraît poser plus de problèmes.

A Alger, on donne « une valeur d'exemple » à l'accord conclu avec Niamey parce qu'il est conforme à la résolution de la conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine tenue au Caire en 1964, selon laquelle « tous les Etats membres s'engagent à respecter les frontières existant au jour où ils ont accédé à l'indépendance ».

Dans la déclaration commune, les présidents Chadli et Kountché se réfèrent à « l'instrument privilégié que constitue l'O.U.A. » et « lancent un appel solennel pour que soient adoptés des attitudes différentes au sein de l'organisation panafricaine. Si, à l'inverse de l'Algérie, le Niger n'a pas siégé à Tripoli lors de la tentative de sommet qui a échoué pour la deuxième fois le 25 novembre, c'est peut-être en raison de la méfiance que suscite le colonel Kadhafi à Niamey. Mais le Niger s'est prononcé contre l'admission de la République arabe saharouie démocratique (R.A.S.D.) au sein de l'O.U.A., admission controversée qui fut à l'origine du premier sommet avorté de Tripoli.

D'autre part, M. Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines, assiste, ce lundi, à Harare, à la troisième conférence afro-américaine, à laquelle participent également MM. Oliver Tambo, président de l'A.N.C. (organisation interdite en Afrique du Sud), et Sam Nujoma, président de la SWAPO (mouvement qui dirige la guérilla en Namibie). — (A.F.P., Reuter.)

Zimbabwe

UNE BOUSCULADE A FAIT CINQ MORTS A L'ARRIVÉE DE M. ZHAO ZIYANG.

Cinq femmes ont été tuées et une trentaine de personnes blessées, dimanche 9 janvier, à l'aéroport de Harare, alors que la foule attendait le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, qui fait une visite de trois jours au Zimbabwe. L'incident s'est produit au moment où la police a ouvert les portes menant à l'aire d'attente de l'aéroport.

A Lusaka, la veille, M. Zhao Ziyang avait rappelé l'appui de son gouvernement aux mouvements de libération d'Afrique australe. Il doit d'ailleurs en rencontrer les dirigeants à Dar-Es-Salaam, siège du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, où il poursuivra sa tournée (le Monde du 7 janvier).

D'autre part, M. Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines, assiste, ce lundi, à Harare, à la troisième conférence afro-américaine, à laquelle participent également MM. Oliver Tambo, président de l'A.N.C. (organisation interdite en Afrique du Sud), et Sam Nujoma, président de la SWAPO (mouvement qui dirige la guérilla en Namibie). — (A.F.P., Reuter.)

DEUX MINISTRES FRANÇAIS DANS LE GOLFE

M. Cheysson lance un appel à la paix aux Iraniens

MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, et Herminet, ministre de la défense, ont terminé, le premier ce lundi 10 janvier à Doha (Qatar), le second dimanche à Mascate (sultanat d'Oman), des visites dans le Golfe.

M. Cheysson avait commencé sa visite vendredi par Manama (Bahrein) où, au cours d'une conférence de presse, samedi, il a notamment déclaré : « La France est vraiment bouleversée par la guerre entre l'Iran et l'Irak, qui a déjà coûté tellement de morts et qui représente une telle menace pour l'ensemble de la région. Une fois de plus, j'adresse un appel aux Iraniens pour que cette guerre finisse, et je réaffirme que mon pays est à la disposition de tous pour assurer et développer la paix dans les frontières reconnues » (c'est-à-dire celles fixées à la conférence d'Algier en 1975). M. Cheysson a souligné que, « entre les pays du Golfe et la France (...), il y a une grande compréhension et des possibilités considérables de développement ».

De source française, on indique que les responsables de Bahrein ont salué les efforts de la France pour la paix et la stabilité au Proche-Orient. Selon Associated Press, M. Cheysson a déclaré « sans ménagement » au cours de sa conférence de presse qu'Israël avait droit à la paix et à la sécurité « comme tout autre Etat de la région présent et futur », mais il a estimé que les propositions de paix des États-Unis ne semblaient pas sérieuses, « car ils ne font pas suffisamment pression sur Israël ». L'agence officielle de Bahrein a indiqué que les vues des deux pays étaient « concordantes et convergentes » sur la nécessité de fonder la paix sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à l'indépendance.

Évoquant au cours d'une conférence de presse à Doha le conflit du Proche-Orient, M. Cheysson a souligné qu'un projet de résolution franco-égyptien était toujours déposé devant le Conseil de sécurité de l'O.N.U. « à la demande de nos amis arabes ». « Le débat à son sujet peut commencer à tout moment, avec la participation de toutes les parties concernées. Begin peut venir. Arafat peut venir, et il pourra le voir déposé qu'il n'y ait pas de plan de paix israélien. Un tel plan serait très intéressant. Je suis sûr que le jour où il existera sera un jour qui sera beaucoup plus proche de l'ouverture de la négociation » entre Israël et l'O.L.P.

Le ministre s'est également entretenu du développement de la coopération entre les deux pays et a insisté sur la nécessité d'un système moné-

taire international « plus stable et mieux réglé ».

M. Herminet et la liberté de navigation

De son côté, M. Herminet s'est entretenu notamment avec le sultan d'Oman et a visité les installations militaires de la péninsule de Musandam, sur le détroit d'Ormuz.

Dans un communiqué, le ministre souligne que ses entretiens ont été « empreints de confiance et de compréhension » ; il insiste sur le rôle du sultan pour la défense de la liberté de navigation. M. Herminet, lui-même, a évoqué la présence militaire française dans l'océan Indien et le souci de la France de voir cette région rester une zone de paix échappant à la rivalité des deux Super-Grands. — (A.F.P., A.P.)

RENCONTRANT EN FRANCE LE CHEF DES MOUDJAHIDIN KHALO

M. Tarek Aziz, vice-président irakien souhaite que « son cher ami Radjavi » accède à un poste éminent en Iran

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, et le dirigeant en exil des Moudjahidin du peuple irakien, M. Massoud Radjavi, se sont entretenus, dimanche 9 janvier, pendant plus de quatre heures, de la guerre entre leurs deux pays, à Anvers-sur-Oise, où vit M. Radjavi.

Cette rencontre a donné lieu à un « communiqué commun » selon lequel M. Aziz a exposé à son hôte le « désir sincère de l'Irak de conclure la paix sur la base de la pleine indépendance et de l'intégrité territoriale (des deux pays), le respect de la libre volonté des peuples irakien et iranien, la non-ingérence dans les affaires intérieures » de l'Irak et de l'Iran.

M. Aziz a, en outre, transmis à M. Radjavi une invitation à se rendre en Irak, proposition qui, selon le dirigeant des moudjahidin, « sera étudiée ». Le vice-premier ministre irakien s'est pour sa part déclaré « heureux » de cette rencontre.

Nouveau procureur de la République islamique

« Je voulais connaître M. Radjavi pour procéder à un échange de vues sur la guerre et sur la lutte de nos deux peuples », a déclaré M. Aziz à l'issue de l'entretien, ajoutant, en réponse à la question d'un journaliste : « Je serai heureux de voir mon cher ami Massoud Radjavi comme prochain premier ministre ou président d'Iran. Mais, n'est-ce pas, nous ne pouvons pas nous tenir dans les affaires intérieures irakiennes ».

MM. Aziz et Radjavi ont tenu à souligner que l'Irak n'apporterait aucun soutien matériel aux Moudjahidin du peuple. Dans l'entretien accordé au Monde vendredi, (le Monde du 8 janvier), M. Tarek Aziz avait cependant laissé entendre

que l'Irak fournissait une aide matérielle aux Moudjahidin sans toutefois donner des détails pour ne pas les « embarrasser ».

L'hojatoleslam Yousef Sanei a été nommé dimanche procureur général de la République islamique par l'Imam Khomeiny en remplacement de l'hojatoleslam Mohamed Medi Rahimi-Amlashi, a annoncé la radio iranienne.

« M. Sanei est un homme important parmi les religieux ; je l'ai élevé comme un fils », a déclaré le « guide de la révolution » iranienne, qui recevait le président de la Cour suprême, Fayzollah Abol Karim Mousavi Ardebili. « C'est un ennemi acharné des hypocrites (les moudjahidin khalo) », a ajouté l'Imam, selon Radio-Téhéran que cite l'A.F.P.

L'hojatoleslam Sanei est membre du Conseil de surveillance de la Constitution. Il a été, au début de la révolution, l'un des juges islamiques les plus importants de la prison d'Evin à Téhéran.

Samedi, un communiqué des gardiens de la Révolution annonçait que quatre-vingts « hypocrites » avaient été tués ou arrêtés au cours de la découverte de vases cachés. Ce communiqué ne précise ni le lieu ni la date de ces atrocités.

Par ailleurs, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a estimé lundi que « la défaite de Saddam (M. Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien) marquera l'échec de la politique française dans la région ». M. Mousavi, qui commentait au micro de Radio-Téhéran les dernières prises de position françaises sur le conflit iranien et les vœux des ministres français des relations extérieures et de la défense dans le Golfe, a poursuivi : « Cela amènera à une disparition presque complète de la France de cette région. »

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

• **DEMISSION DE CINQ MINISTRES.** — Les cinq ministres membres du Mouvement de gauche révolutionnaire (MIR) ont démissionné de la coalition gouvernementale de gauche du président Hernan Siles Zuzo, à l'occasion d'une conférence de presse, le 9 janvier à la Paz de source officielle. Dans un communiqué, le MIR — mouvement du vice-président Jaime Paz Zamora — a accusé une partie du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.G.) dirigé par le président Siles Zuzo d'opposer des résistances à la mise en œuvre du programme du gouvernement d'unité démocratique et populaire. — (A.F.P.)

Corée du Nord

• **M. KANG RYANG-UK**, qui était l'un des trois vice-présidents de Corée du Nord, est décédé, le dimanche 9 janvier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, rapporte l'agence de presse japonaise Kyodo, qui cite un communiqué de Radio-Pyongyang. — (Reuter.)

Égypte

• **LE PROCÈS DU FRÈRE DE SADATE.** — Vingt-quatre chefs d'accusation ont été retenus contre M. Esmat-El Sadate, quatre de ses quinze enfants et six autres membres de sa famille. Ils sont notamment accusés d'« enrichissement illégal », de « malversations », de « trafic d'influence », de « faillite de parenté avec l'ancien président de la République », et de « spéculation ». Le procès du frère du roi assassiné, commencé le 13 décembre, reprendra le 12 janvier. — (Corresp.)

• **LES RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ET L'ÉGLISE COPTE.** — L'hebdomadaire égyptien *El-Sayess* (proche du gouvernement) a cité, dimanche 9 janvier, des sources proches de l'Église copte orthodoxe qui se réjouissent des signes de détente enregistrés ces derniers jours entre les autorités et le pape Chénouda III, pour la première fois depuis sa déposition, en septembre 1981, par Sadate. Le président Moubarak et le pape ont échangé des messages de vœux à l'occasion du Nouvel An. S'adressant au chef de l'Etat égyptien, au nom de l'ensemble de la communauté copte, Chénouda III a notamment écrit : « Vous avez beaucoup fait pour l'Égypte qui attend encore beaucoup de vous. » Ce message a été publié avant la Noël copte, célébrée traditionnellement début janvier. — (Corresp.)

• **LA PRINCESSE FAYKA**, sœur de feu le roi Farouk, renversé en 1952, est morte vendredi 7 janvier, au Caire, à l'âge de cinquante-cinq ans, des suites d'une longue maladie. La princesse avait constamment résidé en Égypte depuis la chute de la monarchie. Des trois autres sœurs de Farouk, l'une, Fawzia, première épouse de Mohamed Reza Chah, continue à vivre en Égypte, la seconde, Fatheya, vit à l'étranger, et la troisième, Fatima, a été assassinée il y a trois ans par son mari aux États-Unis. — (A.F.P.)

Pakistan

• **LES TRAFICANTS D'HÉROÏNE ENCOURENT DES PEINES DE PRISON À VIE**, et non plus de cinq ans maximum, a annoncé, dimanche 9 janvier, le gouvernement. Le secrétaire à

l'information, le général Mujibur Rahman, a déclaré que vingt-sept fabricants d'héroïne avaient été découverts ces derniers semaines dans des régions reculées du nord-ouest du pays et que la production d'opium était tombée de 800 à 50 tonnes par an à la suite des mesures prises pour encourager les paysans à pratiquer des cultures de remplacement. Récemment, les États-Unis avaient exercé des pressions insistantes sur le Pakistan, qui serait devenu la principale source d'héroïne introduite en Occident, pour qu'il effectue des contrôles plus sévères en ce domaine.

Tchécoslovaquie

• **M. HUSAK « HÉROS DE L'U.R.S.S. ».** — A l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, le chef du parti et de l'Etat tchécoslovaque, s'est vu attribuer le titre de « héros de l'U.R.S.S. » assorti de l'ordre de Léonine et de la médaille de l'étoile d'or pour ses « mérites ». Le décret d'attribution qualifie M. Husak d'« ami sincère de l'Union soviétique, internationaliste convaincu et courageux combattant inlassable pour l'approfondissement de l'unité fraternelle et de la coopération multiforme entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie ». — (A.F.P.)

U.R.S.S.

• **UNE FEMME D'ORIGINE LETTONNE ET SA FILLE**, toutes deux citoyennes suédoises, sont retenues en prison en U.R.S.S. à la suite d'une visite à des parents en Lettonie, et annoncé leur mari et père à Stockholm.

EXCLUSIF

LES SALAIRES DES CADRES 1983

2^e PARTIE

Une grande enquête exclusive du Point qui concerne tous les cadres :
dirigeants et cadres dirigeants, cadres supérieurs,
cadres expérimentés, cadres confirmés.

Selon votre fonction, votre âge, l'activité, la taille,
la santé de votre entreprise,
les nombreux tableaux chiffrés du Point vous permettront
de situer votre salaire.

Cette semaine dans Le Point,
la suite et les conclusions générales de cette importante enquête
Un numéro-référence à ne pas manquer.

*Avec comme chaque semaine
l'importante rubrique d'offres d'emploi pour les cadres.*

le point

Le Point en vente chez votre marchand de journaux.

مكتبة المجلد

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Perdre dix ou quinze villes serait dans la norme affirme M. Lionel Jospin

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 9 janvier, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré que le parti socialiste et le parti communiste ne présenteront pas de listes distinctes, aux élections municipales, que « dans un certain nombre de villes » dont le maire sortant est communiste et où le P.S. estimait « raisonnable de revendiquer la tête de liste », étant donnée l'évolution du suffrage universel depuis deux ans. « Il n'y a aucune « primauté » dans des villes où le maire sortant est socialiste », a affirmé M. Jospin. Il a ajouté que le P.S. avait « peut-être » commis une « erreur » en rendant public, pendant ses négociations avec les communistes, le nombre des villes où il envisageait de contester la mairie au P.C.F.

Interrogé sur les mises en garde du P.C.F. quant à une possible démolition de son électoral, M. Jospin a déclaré : « Chacun doit se charger de son électoral, de ses militants, de ses sympathisants. Nous socialistes, et moi notamment, nous nous battons pour mobiliser nos militants (...). La direction du parti communiste s'est engagée à nos côtés dans cette politique de transformation, de changement. Elle a contribué, à sa place - plus réduite qu'avant -, à l'élection de François Mitterrand et à la constitution d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Elle est consciente que la crise est profonde, les signes sont sous nos yeux chaque jour (...).

« Nous agissons dans cette crise, et je pense que les dirigeants du parti communiste, qui sont gens réalistes, savent qu'il est relativement difficile d'avancer. En tout cas, pour eux, c'est tout de même la possibilité de voir leur parti, leurs militants, leurs élus, participer à une politique de changement en France, ce qui ne leur avait jamais été donné dans l'histoire, et cela dans des conditions de liberté et de tolérance absolument inscrites dans la réalité. Je pense que cela vaut la

peine pour les dirigeants du parti communiste. »

Le premier secrétaire du P.S. a affirmé que les élections municipales ont un enjeu politique, mais local. « En période de crise, je pense qu'on est mieux protégé dans les villes dirigées par la gauche », a-t-il dit. M. Jospin a ajouté : « S'il y a un enjeu national, nous le verrons bien. Il est possible, effectivement, qu'un certain nombre de gens se posent cette question. Nous verrons lorsqu'ils auront voté. »

Soulignant que des élections locales « favorisent toujours l'opposition, comme cela a été le cas en 1959, 1965, 1971 et 1977 », le premier secrétaire du P.S. a ajouté : « Gagner des villes, ce sera difficile : si nous les conservons toutes, ce serait un triomphe ; si nous en perdons dix ou quinze, ce serait la norme ; si nous en perdons plus, ce que je ne veux pas croire en raison du travail qui a été fait par les maires sortants, ce serait la situation qu'a connue la droite en 1977. »

Au sujet du départ de M. Jean-Pierre Cot du ministère de la coopération et du développement et du texte voté par le bureau exécutif du P.S. (le Monde du 8 janvier), M. Jospin a déclaré : « Ce ministre et camarade ne s'est pas exprimé lui-même, mais d'autres se sont exprimés à sa place et ont dit que son départ pourrait s'expliquer par une insuffisante attention du gouvernement de la France aux problèmes des droits de l'homme, sur lesquels il aurait insisté. C'est sur ce point que j'ai souhaité, personnellement, que les choses soient clarifiées. En effet, en dix-huit mois de gouvernement, depuis que je suis premier secrétaire du P.S., pas une seule fois, depuis le ministère de la coopération, il ne m'a été adressé une remarque afin que j'intervienne sur la seule chose que j'ai voulu faire précéder au bureau exécutif du P.S., et, effectivement, on m'a donné acte qu'il n'y avait pas de divergences sur la question des droits de

l'homme entre Jean-Pierre Cot, le gouvernement et l'Élysée, en tout cas le P.S. »

Indiquant, d'autre part, qu'il n'est ni partisan ni adversaire de l'hypothèse « bulgare » dans l'enquête sur l'attentat contre le pape, M. Jospin s'est élevé contre « le fait de multiplier à l'infini, comme on y assiste toutes ces dernières semaines, des éculubrations qui peuvent être démontrées fausses. »

« Le grand diffamateur »

Enfin M. Jospin a accusé M. Chirac d'avoir lancé une « campagne de diffamation » et d'avoir créé un « scandale politique » en déclarant à des journalistes anglosaxons que M. François Mitterrand était l'« otage des communistes » (1). Le premier secrétaire du P.S. a également reproché à M. François Létour, secrétaire général du parti républicain, d'avoir affirmé que la marine nationale avait arraisonné un bateau livrant des armes libyennes à la Corse.

« M. Létour est le petit faublaudeur », a lancé M. Jospin, affirmant que M. Chirac « s'est livré à des attaques basses et inférieures contre le chef de l'État, un État auquel il apporte lui-même sa contribution comme homme politique ». Il a souligné que M. Mitterrand, lorsqu'il était dans l'opposition, avait toujours « scrupuleusement respecté » à l'égard de la fonction présidentielle. « Je trouve ça scandaleux », a-t-il dit. M. Chirac n'a pas eu le courage politique ou individuel de faire une déclaration publique, il a procédé par confidences. (...) M. Chirac s'est livré à ce qu'on appelle une campagne de diffamation, je n'ai jamais vu un homme politique responsable se livrer à cela », a conclu M. Jospin.

(1) M. Jospin fait allusion à un entretien informel accordé par le maire de Paris à des journalistes américains, dans lequel il avait déclaré que le communisme (le Monde du 9-10 janvier).

Le P.C.F. doit à la fois mobiliser son propre électoral et se montrer unitaire

Le comité central du parti communiste est réuni, les lundi 10 et mardi 11 janvier, avec l'ensemble des premiers secrétaires de fédération, pour examiner, sur le rapport de M. Paul Laurent, membre du secrétariat, la situation politique et la campagne pour les élections municipales. Le comité central a rendu public, dès ce lundi matin, un appel à la réunion de six cents « assemblées populaires » dans les entreprises.

M. Lionel Jospin a évalué le niveau à partir duquel les élections municipales de mars prochain pourraient être considérées comme une victoire pour l'opposition. Selon le premier secrétaire du parti socialiste, la gauche resterait dans la « norme » établie en 1959, 1965 et 1971 par les coalitions alors au pouvoir, si elle ne perdait pas plus de dix à quinze villes de plus de trente mille habitants. Au-delà de ce chiffre, a expliqué M. Jospin, la gauche se trouverait dans la situation qu'avait connue la droite en mars 1977 et qui n'avait pas empêché celle-ci de gagner, un an plus tard, les élections législatives. Et si, à l'inverse, la majorité conservait toutes les grandes villes qu'elle administre, ce serait, a-t-il dit, un « triomphe ».

Après les avertissements du parti communiste, attirant l'attention sur les risques de démolition de son électoral, les propos du premier secrétaire du P.S. confirment que les responsables des deux formations n'entendent pas dissimuler leur pessimisme à l'approche de l'échéance. Ils ne sont pas les seuls, d'ailleurs, à tenir pour acquis un recul de la majorité.

M. Jacques Chirac a mis en garde, samedi, les militants de Femmes-Avenir contre un excès de confiance, et s'adressant, par-delà ses auditeurs, à l'ensemble de l'opposition, il a invité celle-ci à ne pas considérer que la victoire serait « dans la manette ».

Face à cet optimisme, tout se passe comme si la gauche tentait de renverser la charge de la preuve. Consciente de ce que, dans son électoral traditionnel, certains l'auraient abandonnée au long du chemin, elle parcourt depuis mai 1981, tandis que, parmi les milieux d'élus, le reflux s'est fait sentir, dès les

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré le dimanche 9 janvier, sur Europe 1, qu'il incombe à chaque parti - socialiste et communiste - de mobiliser ses militants et ses électeurs pour le scrutin des 6 et 13 mars. M. Jospin estime qu'un recul de la gauche dans dix ou quinze villes de plus de trente mille habitants ne serait pas un échec politique.

élections législatives partielles de janvier 1982, la majorité met l'opposition au défi de créer une surprise et de transformer en un désaveu de la politique gouvernementale l'expression prévisible des désempolements qu'elle provoque. Les électeurs que cette politique a troublés ou déçus sont-ils prêts, dans une conjoncture économique et internationale inquiétante, à ébranler l'assise du pouvoir et à renforcer l'opposition, en donnant le sentiment qu'ils tiennent celle-ci pour quitte de ses échecs passés et de sa défaite de 1981 ?

L'union de l'opposition

Sachant qu'ils sont jugés aux leçons qu'ils ont tirées de leur déroute d'ailleurs, les chefs de la droite s'emploient, en premier lieu, à manifester leur union. Moins spectaculaire que le déferlement du 24 novembre dernier entre MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac - scène de reconnaissance publique, dont les sondages avaient enregistré le bon effet sur l'électoral de l'opposition - le repas offert par l'ancien président de la République à son ancien premier ministre, vendredi 7 janvier, révèle par la discrétion même dont il a été entouré, le souci de faire oublier le temps où une telle rencontre constituait à elle seule un événement. D'ailleurs, le lendemain, de ce déjeuner, les électeurs de l'U.D.F. et du R.P.R. peuvent constater que les vainqueurs de 1974 et les batteurs de 1981 ne perdent plus leur temps en de déclarations gentilles que celles de MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

Le rendez-vous à l'ancien chef de l'État et le maire de Paris se sont accordés sur le comportement à adopter à l'égard du pouvoir et si M. Giscard d'Estaing est prêt à soutenir M. Chirac lorsque celui-ci est attaqué par le P.S. pour avoir mis en cause, devant des journalistes américains, la personne et le passé de M. Mitterrand, M. Jospin a montré, dimanche, que les socialistes sont toujours décidés à ne faire grâce au président du R.P.R. d'aucun geste ou propos pouvant permettre de dénoncer en lui un homme porté aux réactions excessives et irresponsables (un « agité », suggère-t-il à la télévision, en avril 1979). Estimant que les déclarations prêtées à M. Chirac par le *Matin de Paris* relèvent de la diffamation envers le président de la République, le premier secrétaire du P.S. a affirmé que de tels propos sont sans précédent chez un homme politique s'exprimant devant les représentants de la presse d'un pays où il doit être reçu officiellement. Avec la même intention, M. Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris, avait fait connaître la semaine dernière sa satisfaction de ce que M. Chirac, après avoir amené l'opinion, l'été dernier, contre le nouveau statut envisagé pour la capitale, se fût déclaré prêt à l'appliquer « dans le meilleur esprit » (le Monde du 6 janvier).

A gauche comme à droite, on s'efforce donc de contrôler l'impact que pourront avoir les élections municipales, premier grand test de la solidarité du rassemblement réuni en mai 1981. Si le principal souci de l'opposition est de ramener à elle des électeurs qui lui avaient fait défaut il y a deux ans et qui peuvent être, aujourd'hui, tentés par l'abstention, l'attention se porte en priorité, à gauche, sur l'électorat communiste. Les sondages indiquent, depuis quelque temps, qu'après avoir été les plus fidèles soutiens du gouvernement, les partisans du P.C.F., parmi lesquels certaines défections avaient déjà été à l'origine du revers de mars 1982, sont gagnés par le doute.

Ceux qui connaissent ce sentiment se divisent en deux catégories : certains, convaincus du noyau dur de l'électoral com-

muniste, catégorie dont une proportion non négligeable s'était abstenue au second tour de l'élection présidentielle de 1981, sont heurtés par la politique gouvernementale dans leurs convictions, mais aussi dans leurs intérêts. Lors du dîner qui avait réuni, le 21 décembre, MM. Pierre Mauroy, Georges Marchais, Charles Fiterman et André Lajoinie, les dirigeants communistes avaient attiré l'attention du premier ministre sur le fait que le désempolement de la hiérarchie des salaires est mal ressenti par cette partie de leur électoral. Il s'agit, en outre, d'électeurs portés à voter systématiquement contre le pouvoir en place, et, pour certains d'entre eux, conservateurs dans des domaines tels que la justice et les mœurs.

Deux catégories

C'est à cette catégorie d'électeurs, mais aussi de cadres politiques et syndicaux que s'adressait, dans *l'Humanité* du 5 janvier, André Wurmser, éditeur du quotidien du P.C.F. Cet article, tout en arguant contre l'attitude négative que pourraient adopter ces communistes, dénonçait leurs réactions une expression inhérente dans la presse et les déclarations publiques du P.C.F. Les dirigeants communistes s'étaient bornés, jusqu'à, à faire état d'un certain mécontentement - M. Lajoinie allant jusqu'à reprocher au gouvernement, début octobre 1982, de ne pas tenir tous les engagements de la gauche, - mais sans accorder un véritable droit de cité à cette « semi-élite », comme l'a fait *l'Humanité* la semaine dernière.

Les dirigeants communistes ont besoin de tout leur monde pour gagner la bataille, particulièrement décisive pour eux, des élections municipales. Aussi prouvent-ils le risque de faire droit à une tendance dont la reconnaissance pourrait leur créer des difficultés au regard de leurs engagements gouvernementaux. Il ne suffit pas, en effet, que le parti socialiste ait consenti à limiter à onze, officiellement, le nombre de grandes villes où il contestera la mairie au P.C.F., encore faut-il que la loi le mette sortant communiste combatte la liste de gauche le P.C.F. mobilise son propre électoral. Il lui faut, en même temps, se montrer suffisamment unitaire pour rallier les électeurs socialistes et les autres composantes de la gauche. La mise en garde de M. Marchais, la semaine dernière, contre les tentatives apportées à la constitution des listes, s'adressait, certes, aux socialistes, mais elle avait aussi valeur d'avertissement aux responsables communistes locaux : un « bon accord », ayant été conclu nationalement, il n'est plus temps de chiper sur des nombres de sièges, voire sur des postes d'adjoint, alors que l'essentiel est de conserver la mairie.

Le comité central du P.C.F. réuni, lundi et mardi, devrait confirmer cet engagement unitaire. Il a d'ores et déjà décidé, avec les premiers secrétaires fédéraux, de lancer une campagne de six cents assemblées populaires - celle-là dans les entreprises. Il s'agit de coordonner ainsi discours unitaire et rassemblement des partisans actifs du P.C.F., le premier impératif ayant, toutefois, ses limites : la direction communiste n'envisage pas de faire de geste en direction d'une seconde catégorie - *« flot-tant »* de son électoral, celle qui n'ayant pas voté pour M. Marchais au premier tour de l'élection présidentielle et ayant soutenu M. Mitterrand, hésite également, aujourd'hui, à voter pour le P.S. ou pour le P.C.F. Du moins les dirigeants du parti communiste se refusent-ils à reconnaître, pour tenter de rattraper cet électoral, la représentativité des cadres, élus et militants communistes qui s'étaient opposés à eux dans la période antérieure à 1981, au premier rang desquels se situent les animateurs de *Rassemblement communiste*.

Ni M. Henri Fiebach à Paris ni M. Roger Fajnzylberg à St-Étienne n'auront leur place sur une liste à laquelle participerait le P.C.F. Les dirigeants communistes confirment qu'ils restent fidèles au tri opéré dans l'électorat de leur parti par la politique qu'ils avaient menée après la rupture de l'union de la gauche, en 1977.

PATRICK JARREAU.

Deux gendarmes sont tués en Nouvelle-Calédonie

(Suite de la première page.) M. Tjibou, qui a séjourné récemment à Paris pour négocier avec le gouvernement la réforme du statut du territoire, a déclaré, lundi soir, en

Une élection cantonale partielle

INDRE : canton d'Argentan-sur-Creuse (1^{er} tour). Inscr., 10019; vot., 7049; suffr. expr., 6913. MM. André Advénier (opp.), 3874, E.L.U.; Michel Barbet, P.S., 1972; Francis Gerbaud, P.C., 1067.

Il s'agit d'un scrutin au remplacement de René Touzet, U.D.F., sénateur de l'Indre et maire de Chassenault, décédé le 18 septembre 1982.

Lors des élections cantonales de mars 1979, René Touzet avait été réélu, dès le premier tour, avec 3 518 voix, devant le candidat du P.S., M. Marty, qui avait obtenu 1 930 suffrages, et celui du P.C., M. Chavassus qui en avait recueilli 1 561. Il y avait eu 9 995 inscrits, 7 276 votants et 7 009 suffrages exprimés.

M. André Advénier, adjoint au maire d'Argentan-sur-Creuse, candidat de l'opposition unitaire, améliore le score réalisé par René Touzet (56,63 % des suffrages exprimés contre 50,19 %), lequel n'avait pas, en mars 1979, bénéficié du soutien du R.P.R. Le candidat du P.S. progresse, lui aussi : il recueille 28,52 % des suffrages exprimés alors que M. Marty en avait obtenu précédemment 27,53 %. En revanche, le candidat du P.C. enregistre une perte de 6,84 points (15,43 % des suffrages exprimés contre 22,27 % en 1979).

RENOUVELLEMENT DES CONSEILLERS NATIONAUX A MONACO

Les électeurs monégasques ont désigné, dimanche 9 janvier, les dix-huit conseillers, appelés à siéger pendant cinq ans, au conseil national de la principauté.

La liste d'Union nationale et démocratique, qui l'avait emporté en 1978, a calé, au premier tour les dix-huit sièges à pourvoir avec 1 897 voix en moyenne. La liste d'Union démocratique et socialiste, qui ne présentait que quatre candidats, a recueilli 681 voix en moyenne, et les indépendants, avec trois représentants, ont obtenu 693 voix en moyenne. Il y a eu 2 846 suffrages exprimés et 2 930 votants sur 3 904 inscrits.

présentant ses condoléances aux familles des victimes : « On ne peut encore définir les responsabilités, mais je peux constater que dans toute la population il y a de la colère, de l'énervement et de l'indignation. Il y a aussi, semble-t-il, de la mobilisation. Et je pose la question : mobilisation pour quoi faire ? Si c'est encore pour tuer, le conseil de gouvernement et les partis qui le composent affirment qu'ils ne peuvent appuyer de telles mobilisations. En effet, le meurtre ne se justifie pas. »

Le haut commissaire de la République dans le territoire, M. Royette a affirmé, pour sa part : « Des crimes ont été commis. Ils sont sanctionnés à la mesure de ce qu'ils sont, c'est-à-dire, avec la plus grande rigueur. Ceux qui les ont commis, ont fait une faute immense. Ils ont ouvert au flanc de notre communauté une blessure profonde et grave. Cette blessure pourrait s'aggraver si, par malheur, la violence venait s'ajouter à la violence. J'en appelle à la raison et au sang-froid de ceux qui veulent maintenir la paix civile. Tout futur de trouble qui tenterait d'aggraver les événements sera poursuivi avec la plus grande fermeté. Vous pouvez compter sur moi. »

M. Abadie porte l'entière responsabilité d'une rupture qui marque l'histoire de notre cité », a déclaré le porte-parole de la section du P.S. de Lourdes, M. Joseph Ciris, avant d'ajouter : « Les militants socialistes consistent avec regret que M. François Abadie, pourtant membre du gouvernement d'union de la gauche, refuse la constitution d'une liste d'union de la gauche et la représentation légitime et souveraine des socialistes. Avec ses collègues, dont une très large majorité ne l'a pas suivi, il a été en faveur de M. Mitterrand le 10 mai 1981. M. François Abadie a définitivement préféré l'alliance avec la droite à l'alliance avec la gauche... Le parti socialiste ne saurait toujours être absent de cette consultation électorale. Aussi demande-t-il au peuple de gauche de le soutenir dans ses efforts pour que la gauche puisse être représentée massivement au prochain conseil municipal (1). »

La réplique de M. François Abadie n'a guère tardé : rappelant un propos d'Edouard Herriot - la bête humaine donne une idée de l'infini -, le secrétaire d'État au tou-

Hautes-Pyrénées : la rupture entre M. Abadie (M.R.G.) et les socialistes paraît consommée

De notre correspondant

Tarbes. - Dans les Hautes-Pyrénées, le M.R.G. met en cause l'« intransigence » des représentants du parti socialiste et du parti communiste à Tarbes, et, par la voix de son président départemental, M. François Abadie, secrétaire d'État au tourisme, accuse la section du P.S. de se faire l'« auxiliaire » du R.P.R. et de l'U.D.F. pour lui faire perdre la mairie de Lourdes.

M. Jean Duprat (M.R.G.), député des Hautes-Pyrénées, adjoint au maire de Tarbes, a déclaré de son côté que le M.R.G. n'avait à servir d'« otage » à aucun parti.

A Lourdes, M. François Abadie a pris l'initiative, après de longues discussions, d'une rupture avec la section du parti socialiste. M. François Abadie s'est jugé en position de force pour refuser à la section socialiste les sept candidats qu'on lui demandait de faire figurer sur une liste commune M.R.G.-P.S.

Dans le conseil municipal sortant, les socialistes disposent de cinq sièges, quatre conseillers socialistes se sont définitivement solidarisés avec M. François Abadie. Ils ont bravé la menace des instances de la direction locale du P.S., qui les avaient avertis qu'ils se placeraient ainsi hors du parti.

M. Abadie porte l'entière responsabilité d'une rupture qui marque l'histoire de notre cité », a déclaré le porte-parole de la section du P.S. de Lourdes, M. Joseph Ciris, avant d'ajouter : « Les militants socialistes consistent avec regret que M. François Abadie, pourtant membre du gouvernement d'union de la gauche, refuse la constitution d'une liste d'union de la gauche et la représentation légitime et souveraine des socialistes. Avec ses collègues, dont une très large majorité ne l'a pas suivi, il a été en faveur de M. Mitterrand le 10 mai 1981. M. François Abadie a définitivement préféré l'alliance avec la droite à l'alliance avec la gauche... Le parti socialiste ne saurait toujours être absent de cette consultation électorale. Aussi demande-t-il au peuple de gauche de le soutenir dans ses efforts pour que la gauche puisse être représentée massivement au prochain conseil municipal (1). »

Le M.R.G. a dénoncé publiquement vers la constitution de leur propre liste à Tarbes. Pour parvenir à un accord avec le P.C. et le P.S., avec lesquels il avait enlevé la mairie de Tarbes à l'ancienne majorité (le maire sortant est M. Chastellain, P.C.), le M.R.G. acceptait de ramener à sept (alors qu'il a huit conseillers sortants) le nombre de ses candidats sur les trente-cinq premiers d'une liste qui aurait sauvegardé l'union de la gauche.

Le M.R.G. a dénoncé publiquement, le 8 janvier, l'intransigence communale et concertée des représentants du P.C. et du P.S., qui lui proposaient cinq sièges.

L'opposition est aussi divisée, puisque à une liste R.P.R.-U.D.F. s'opposera une liste de dissidents du R.P.R., qui n'acceptent pas que leur leader, M. Jacques Longué, président départemental du R.P.R., cède la tête de liste au président départemental de l'U.D.F., M. Jean Journé.

GILBERT DUPONT.

(1) Au soir du premier tour des élections cantonales le 14 mars 1982, les socialistes de Lourdes s'étaient abstenus d'une déclaration de M. Abadie, dans laquelle il se disait « consterné par le résultat du scrutin au niveau national », et menaçait de n'être plus membre du gouvernement aux élections municipales. Un peu plus tard, le secrétaire d'État au tourisme avait déclaré son propos en réaffirmant sa solidarité avec le gouvernement de M. Mauroy.

LE MONDE diplomatique

Numéro de janvier
QUAND LES ÉTATS-UNIS S'ENFOIENT DANS LA CRISE
(Mark Harigard et Kevin Danaher)

Guerre commerciale en Occident
L'EUROPE AU BANC DES ACCUSÉS
(Marie-France Toinet et Hubert Kempf)

5, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 08
Publication mensuelle du Monde
En vente partout
Le numéro : 10 francs

هكرامان الوطن

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les six ans de M. Chirac à l'Hôtel de Ville

M. Jacques Chirac, qui quittera Paris le mardi 11 janvier pour les États-Unis, où il sera reçu par le président Reagan, a présenté à la presse, ce lundi matin, un document de deux cents pages qui représente un bilan complet de l'action de la municipalité parisienne. M. Paul Quilès, député socialiste,

liste, chef de file des listes d'union de la gauche à Paris, présentera, mardi, son « projet municipal ».

Sur la couverture du document que M. Chirac vient de publier, une vingtaine de Parisiennes et de

Parisiens vont de l'avant, souriant aux lèvres. Un titre : « 1977-1983 : six ans de progrès », un sous-titre : « Des engagements tenus, un bilan ».

L'ouvrage est important à plus d'un titre, et d'abord par sa nouveauté. Comme le rappelle le maire dans la préface, « c'est le premier bilan d'une municipalité parisienne de plein exercice, fonctionnant sous le régime de droit commun, élue par les Parisiens et pleinement responsable de ses actes ».

Du bastion au tremplin

par ANDRÉ PASSERON

Lorsqu'il y a six ans exactement, M. Jacques Chirac s'est lancé à la conquête de la mairie de Paris, ce geste a été reçu d'abord comme un audacieux « coup » politique. Il s'agissait, pour lui, de retrouver — comme on dit au théâtre — un « emploi », qui soit à la mesure de ses talents, d'affirmer son image de chef de file d'une fraction de la majorité et d'asseoir l'autorité du tout jeune R.P.R.

Face à M. Michel d'Ornano, porte-drapeau de M. Giscard d'Estaing, les élections municipales parisiennes ne furent, somme toute, qu'une sorte de vaste élection primaire entre l'U.D.F. et le R.P.R., au bénéfice de ce dernier, tandis que la gauche remportait de notables succès en province.

M. Chirac, qui avait donné sa démission de premier ministre en août 1976 et qui, le 5 décembre, avait fondé le R.P.R., allait-il, comme l'aurait Alexandre Sanguinetti, s'enfermer dans le donjon de l'Hôtel de Ville et en devenir le prisonnier ? Trouverait-il, au contraire, comme le pensaient ses conseillers de l'époque, M. Juillet et M. Garand, dans son poste de maire, un tremplin contre le chef de l'Etat et pour son destin personnel, c'est-à-dire présidentiel ? Après six ans d'exercice du pouvoir à la tête de la capitale, la question ne se pose plus dans les mêmes termes.

En installant, en mars 1977, après son élection au suffrage universel, dans l'immense bureau des anciens préfets de Paris au premier étage de l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac doit d'abord mettre en application un nouveau statut : déjà — de la capitale après plus d'un siècle de tutelle directe de l'Etat. Se contentant alors de donner l'impulsion, le nouveau maire se déchargeait sur ses adjoints, sur les fonctionnaires et sur une forte équipe de collaborateurs du sein de la Ville. Il est vrai que les échéances nationales l'absorbèrent et qu'il se laissa le corps perdu dans les élections législatives de 1978 et, à son corps défendant, dans les européennes de 1979.

La « chiraquisation » des gaullistes

Ce n'est qu'après celles-ci que les choses changèrent plus profondément. M. Chirac se sépara de ses conseillers privilégiés, M. Juillet et M. Garand, confia l'animation du R.P.R. à M. Bernard Pons et prit en main les affaires de la ville. Il s'est, en effet, rendu compte, au cours de ses multiples voyages en province, que sa qualité de maire de Paris lui vaut un sacré coup de prestige. Il renouvèle ses équipes de collaborateurs, modifie les structures administratives, parcourt la capitale, découvre la vie des quartiers, s'attache aux problèmes d'urbanisme, de cadre de vie, de la culture, développe les aides aux jeunes ménages et aux personnes âgées. Il réserve aussi sa tutelle sur les services et sur les commissions d'arrondissement, ce que la gauche lui reprochera avec véhémence. Elle d'une majorité, le maire gouverne selon le principe majoritaire. Il veut aussi se faire mieux connaître de ses administrés et établir sa réputation de bon gestionnaire.

Son activité contribue à maintenir la majorité lors des élections législatives.

D'une ville à l'autre

NIEVRE

CHATEAU-CHINON. — Après son élection à la présidence de la République, M. François Mitterrand avait renoncé à tous ses mandats électifs et laissé la direction de la mairie de Château-Chinon à M. Signé. Le président de la République avait toutefois conservé le siège de conseiller municipal afin de marquer son attachement au Morvan et à la Nièvre et faire en sorte qu'il n'y ait pas une élection partielle dans cette commune dont il était le maire depuis vingt-deux ans. Mais M. François Mitterrand ne sera pas candidat en mars et ne figurera pas sur la liste que présentera la majorité. Il a fait part de cette décision à l'occasion d'un entretien qu'il a eu avec M. Signé. (Corresp.)

tives de 1978. Il est vrai qu'après les traumatismes successifs subis par les gaullistes, le parti qu'il forge peu à peu se distingue de ses devanciers. Dans les meetings, les portraits de de Gaulle cèdent la place au bonnet phrygien frappé de la croix de Lorraine, les références au fondateur de la V^e République deviennent un simple rite.

Les gaullistes, en somme se « chiraquisent ». L'autorité du président du R.P.R. n'est plus sérieusement contestée par les barons bougres ni par les « gaullis-giscardiens ». Seul M. Michel Debré fera cavalier seul à l'élection présidentielle mais ne recueillera que 1,6 % des suffrages.

C'est en effet tout naturellement que M. Chirac est candidat à la présidence de la République, le 26 avril de cette année-là. Ce faisant, il s'attire tout, aussi naturellement le reproche de diviser la majorité sociale, et surtout de favoriser l'élection du candidat socialiste, M. Giscard d'Estaing, au lendemain de sa défaite, parlant de « trahisons pré-méditées », sans préciser davantage.

Les 18 % des voix qu'il recueille auraient pu le contraindre à s'enfermer dans le « donjon » de l'Hôtel de Ville. Il s'efforce au contraire d'utiliser la plate-forme assésée pour apparaître désormais comme le seul « contre-pouvoir » face à la gauche triomphante.

Asses premier ministre, chef de parti le plus important et le plus cohérent de la nouvelle opposition, disposant de groupes parlementaires actifs, maire de la capitale, M. Chirac dispose d'atouts que les autres personnalités de la majorité n'ont pas. Il se garde désormais de remettre à un tel plaisir ouvert par la campagne présidentielle. L'U.D.F., désespérée par l'échec de son chef de file, n'a, dans un premier temps, ni la force ni le goût de lui consacrer sa primauté nationale. M. Chirac fait assés d'insouciance, repoussant toutes les offres d'adhésions au R.P.R. venant des rangs « giscardiens » et accordant à l'U.D.F. plus que son dû dans la répartition des secteurs municipaux pour les élections de 1983.

Ses relations avec M. Giscard d'Estaing se décrivent progressivement. Après que l'ancien chef de l'Etat ait annoncé qu'il « jetait la rampe à la rivière », les deux hommes s'attachent à donner l'image de leur réconciliation en déjeunant ensemble à deux reprises.

Face à l'Elysée

Les relations du nouveau pouvoir avec le seul porte-drapeau de l'opposition à exercer des fonctions officielles (maire) et importantes (chef de parti) sont empreintes au début du septennat de respect et d'estime qui semblent réciproques. Le nouveau président de la République se rend solennellement à l'Hôtel de Ville, et le maire est reçu plusieurs fois à l'Elysée. Le pouvoir ne réprouverait pas en effet à trouver dans le maire de Paris un opposant à sa convenance. Lui-même donne l'impression de se prêter au jeu des bonnes relations de puissance à puissance et de l'établissement d'un *modus vivendi*. Mais ce statu quo ne saurait durer.

La politique générale du gouvernement accroît l'inquiétude, le mécontentement et l'agressivité de l'électorat et des partis de l'opposition. Le résultat des élections législatives de janvier 1982, celui des cantonales de mars, enregistrent les progrès des « délus du socialisme », selon l'expression de M. Giscard d'Estaing. Ils convainquent M. Chirac que toute apparence de compromis avec la majorité ne pourrait que lui nuire. Il cherche donc et systématise son opposition. Il laisse M. Claude Labbé mettre en cause la « légitimité » du pouvoir en place, et il décrit lui-même l'avenir sous de sombres perspectives.

Le gouvernement y répond par la réforme du statut de Paris. Les socialistes s'en prennent avec plus de vigueur à la gestion du maire dans quelques secteurs, notamment le logement, et dénoncent l'absence de démocratie dans les arrondissements. L'affaire est si mal présentée que M. Chirac peut affirmer qu'il est une victime de la vindicte du pouvoir « socialo-communiste ». Une nouvelle bataille de Paris surgit.

La polémique s'envenime après

que septembre 1982, le président du R.P.R. eut affirmé, à Nourmès, que « l'expérience socialiste ne durerait pas deux ans ». Il parle aussi de « régression sociale » pour qualifier la politique du gouvernement et, avec plus d'insistance, reproche au chef de l'Etat de gouverner avec les communistes.

A travers tous ces épisodes, le maire de Paris — volent nœuds — conforte son image de principal challenger de la majorité, du moins selon les sondages.

Toutefois, M. Chirac se rend bien compte qu'il ne profite que partiellement de la désaffection dont souffre le pouvoir. Les transferts d'opinions s'effectuent imparfaitement ; les échecs alternatifs sont lointains, et le président du R.P.R. n'offre pas de solution concrète de remplacement. Il se résout donc à élaborer un « projet politique » qu'il présentera au cours d'un meeting le 23 janvier à la porte de Versailles. Et puis, se dit-on auprès de lui, il faut être prêt à parer à toute éventualité. On comprend, dès lors, que la possession pendant six ans encore de la mairie de Paris constitue pour son détenteur un atout important pour préparer les prochaines échéances nationales, élections législatives de 1986, élection présidentielle de 1988.

La mesure du temps

Le maire de Paris s'est enfin servi de son Hôtel de Ville comme base de départ pour mieux se faire connaître hors de l'Hexagone. L'Association internationale des maires de métropoles totalisent ou partiellement francophones — qu'il a créée lui a permis de développer ses relations avec le monde africain, mais aussi avec la Belgique, le Québec, le Liban. C'est en tant que maire de Paris qu'il est reçu dans de nombreuses capitales, qu'il a rencontré les dirigeants allemands ou britanniques, qu'il a eu un entretien privé avec le pape. C'est à l'Hôtel de Ville qu'il accueille les chefs d'Etat étrangers, hôtes de la France comme le pape, M. Brejnev ou M. Reagan. Et s'il est invité par son homologue de New-York, ce n'est pas simplement comme maire qu'il rencontre cette semaine, M. Reagan et les principaux responsables de la politique américaine. Après les élections municipales, M. Chirac, qui s'intéresse davantage aux questions internationales, qu'elles soient stratégiques ou économiques, effectue d'autres voyages, en Afrique, sans doute au Japon, peut-être en Union soviétique.

Ainsi, au terme d'une mandature de six ans, le maire de Paris a-t-il usé de son échec municipal comme d'un tremplin, d'un instrument aux ressources multiples. Ce comportement explique les convoitises, les rivalités, l'agressivité des politiciens. M. Chirac a aussi pris la mesure du temps, surtout du temps à venir. N'est-ce pas cette notion qu'on lui attribue, chacun à sa manière, tous les présidents de la V^e République ?



ANDRÉ ROSSEL
LE FAUX
GRAND SIECLE
1604-1715
LA BELLE EPOQUE
1982-1914

dans la nouvelle collection
HISTOIRE DE FRANCE
A TRAVERS LES JOURNAUX
DU TEMPS PASSE

CHACUN VOLUME : 230 F
ÉDITION
A L'ENSEIGNE
DE L'ARBRE VERDOYANT
Diffusion ARMAND COLIN

Deux cents pages pour convaincre

La tâche de l'équipe élue en 1977 n'était pas facile. Après cent ans de pouvoir préfectoral, l'administration parisienne, forte à l'époque de plus de 35 000 fonctionnaires, avait pris des habitudes. Il lui fallait désormais obéir à un maître, faire fonctionner des institutions nouvelles comme les commissions d'arrondissement, accepter une réorganisation des services.

« A l'époque, écrit M. Chirac, ce changement suscitait chez certains élus ou fonctionnaires quelques appréhensions ». La nouvelle machine, semble-t-il, bien fonctionnelle et le maire en rend grâce à ses adjoints, aux directeurs et aux personnels qui « ont su faire entrer dans les faits les choix des élus ».

Ce bilan permet aussi de répondre à une seconde question non moins essentielle : les engagements ont-ils été tenus ? « Nous voulons que les uns et les autres puissent juger sur pièce », dit le maire. Celles-ci sont abondantes.

L'ouvrage est de grand format, imprimé en deux couleurs, illustré de photographies et il compte presque deux cents pages. En une douzaine de chapitres, c'est une véritable revue de détail de l'action des douze grands services techniques de la ville qui est proposée.

Les prévisions et les chiffres abondent : urbanisme, logement, architecture, voirie, propriété, espaces verts, action sanitaire et sociale, aide aux familles, santé, écoles, installations sportives, culture, information, épaves, canaux et cimetières, rien n'est apparemment oublié.

Le bilan de la mandature se présente donc comme une sorte d'encyclopédie dont la consultation est facilitée par un index en deux cent quarante mots-clés. Est-on curieux de connaître le kilométrage de rues piétonnes créées en six ans, le nombre de pigeons qui ont été chassés de Paris en 1982, le régime des allocations pour personnes âgées, le montant de la subvention accordée aux concerts Colonne, les pertes du réseau d'adduction d'eau ? On trouvera tous ces détails au fil des pages.

Deux autres chapitres font l'un le point sur le rôle du médiateur — en l'occurrence M. Michel Junot — ancien préfet, élu du quinzième arrondissement, — qui reçoit plus de mille plaintes par an, l'autre sur le fonctionnement des commissions d'arrondissement.

Enfin, une douzaine d'annexes apportent, par thèmes cette fois et non plus par services, des compléments d'information sous forme synthétique. Exemple de sujets traités : la sécurité, les économies d'énergie, la rénovation des fontaines.

Chiffres et annexes techniques sont précédés d'un passage plus politique qui s'intitule « Des engagements tenus ». « Depuis six ans, énonce la phrase liminaire, avec l'aide du Conseil et de toute l'administration de la capitale, des commissions d'arrondissement et des commissions extra-municipales, Jacques Chirac, maire de Paris, a tenu les engagements pris et atteint les objectifs fixés ».

Suit l'énumération de toutes les actions qui, selon l'équipe municipale, ont été menées conformément aux promesses de la campagne de 1977 : l'humanisation de l'urbanisme, l'amélioration de la vie quotidienne, de la circulation, de l'infor-

● M. Jacques Chirac invité, samedi 8 janvier, par l'Assemblée générale du mouvement Femmes-Avenir à s'adresser à ses adhérentes. L'importance déterminante du premier tour de l'élection municipale, en raison du mode de scrutin choisi. Il a ajouté : « Je pense que les résultats seront bons pour l'opposition mais il serait dangereux de pêcher par excès d'optimisme. Nous devons nous battre pour gagner mais pour gagner il faut se battre. Il faudra lutter contre la tendance qui consiste à se dire avant le premier tour : c'est dans la muserie ».

mation des Parisiens : l'accroissement de la vie culturelle ; la progression mesurée des impôts...

C'est évidemment cette partie de *Six ans de progrès* qui sera la plus discutée, voire même contestée, notamment par les élus communistes et socialistes de Paris. Ceux-ci noteront qu'il n'y est soufflé mot de la promesse (sans doute imprudente) faite par M. Chirac de construire 5 000 logements sociaux par an pendant sa mandature.

Cet objectif est rappelé beaucoup plus loin, dans l'épaisseur du chapitre technique consacré à l'urbanisme et à la construction. Selon les rédacteurs du document, de 1977 à 1981, la moyenne des décisions de financement de logements aidés a été de 4 389. On n'aurait donc pas été très loins de tenir les promesses si l'Etat, en diminuant ses crédits, n'avait empêché la Ville de le faire. L'opposition n'aura guère de peine à avancer des chiffres tout différents et non moins officiels. Selon la Ville et la préfecture de Paris, la moyenne des logements effectivement construits n'a pas dépassé 2 357, ce qui est moins de la moitié des ambitions de M. Chirac.

Le poids des impôts

Cet exemple montre avec quelle prudence devra être muni le bilan présenté par le maire de Paris. Les inexactitudes manifestes, les approximations n'y manquent pas. Deux illustrations : le rédacteur du bilan assure que la progression des impôts à Paris a été ramenée au-dessous de la hausse des prix. C'est exact pour 1981 et 1982. Il oublie simplement de préciser que, sur cinq ans (1978-1982), l'escalade des impôts demandés aux Parisiens a été de 15,9 % en moyenne, alors que le taux de l'inflation ne progressait que de 11,5 %. Paris ne se situe pas en queue du peloton des grandes villes pour la progression de la pression fiscale, mais dans le gros de la troupe, au coude à coude avec Lyon et Bordeaux.

Dans l'annexe consacrée au Palais

omnisports de Bercy, il est dit que cet équipement sera achevé en 1983, qu'il disposera d'une patinoire olympique et que son coût total est de 408 millions de francs (1980). Or l'inauguration n'est pas prévue avant février 1984, il manque 60 centimètres pour que la patinoire soit de dimension olympique, et les conseillers de Paris ont voté, en trois ans, 760 millions de francs de crédits pour Bercy. Trois inexactitudes en vingt-deux lignes, c'est beaucoup pour un document officiel.

Enfin, le ton quelque peu triomphaliste du bilan en atténue peut-être la crédibilité. Affirmer que « seule de toutes les grandes villes de France, Paris a créé des commissions extra-municipales » c'est s'exposer à quelque déconvenue. Dire pour la culture — dont le bilan est tout à fait positif — qu'avec Jacques Chirac la capitale a retrouvé son éclat culturel et réussi à donner toute sa place à la culture dans la vie quotidienne des Parisiens — n'est-ce pas céder à une emphase et à la propagande ?

Malgré ces réserves, le bilan de la première municipalité de plein exercice est une contribution fondamentale à l'information des citoyens. A travers cet épais dossier, un débat peut et doit s'ouvrir. Le document prouve qu'une équipe d'élus responsables est tout à fait capable, sans mettre l'Etat en péril, de gérer ce « monstre » qu'est la capitale.

Bien entendu *Six ans de progrès* servira de caution à M. Jacques Chirac lorsqu'il présentera prochainement son programme pour la prochaine mandature. Cela est de bonne guerre.

Le bilan a été tiré à 3 000 exemplaires. Il sera à la disposition de tous les élus, des fonctionnaires de la Ville, de la presse, des représentants d'associations. Un résumé sera distribué gratuitement à la population sous la forme d'un numéro spécial du mensuel *Ville de Paris*, tiré à 800 000 exemplaires et sortant vers le 15 février.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le second déjeuner entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac

Après leur premier déjeuner, à l'initiative de M. Pierre de Bénouville, député (app. R.P.R.) de Paris au restaurant Drouant, le 24 novembre dernier, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac avaient laissé entendre que d'autres rencontres pourraient suivre. Depuis cette « reprise de contact », les deux hommes se sont téléphonés à maintes reprises. Un second déjeuner les a réunis le 7 janvier, cette fois non plus en « terrain neutre », mais au domicile de M. Giscard d'Estaing, rue Bénouville, dans le seizième arrondissement de Paris (le Monde daté 9-10 janvier). Seul le proche entourage des deux « convives » a été informé de cette rencontre dans l'après-midi qui l'a suivie.

La routine ?

Quel qu'ait été le contenu des discussions entre les deux hommes, cette deuxième rencontre aura permis d'enclencher un processus de « banalisation », de normalisation de leurs relations, l'objectif étant d'effacer de la mémoire collective l'image de la « guerre des chefs ».

Un pas supplémentaire pourrait être franchi avec l'organisation d'un meeting électoral auquel participeraient l'ancien président de la République et le maire de Paris. L'idée d'en organiser un à Marseille avait été lancée par M. Jean-Claude Guadin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et candidat contre M. Defferre. Elle avait reçu l'agrément de M. Giscard d'Estaing, mais n'a rencontré aucun écho auprès de M. Chirac. Vendredi, les deux hommes sont convenus de ne se rencontrer à nouveau qu'après le deuxième tour des élections municipales, ce qui laisse supposer que l'organisation d'un tel meeting est définitivement abandonnée.

Le premier déjeuner de MM. Giscard d'Estaing et Chirac les avait réunis quelques jours avant le congrès de l'U.D.F., qui devait permettre à l'ancien président de la République d'affirmer son « leader-

ship » ; ce deuxième déjeuner survenait quelques jours avant le passage de M. Giscard d'Estaing au « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 16 janvier.

La veille, *l'Express* devrait publier une longue interview de M. Giscard d'Estaing dans laquelle ce dernier pourrait exposer ses scénarios pour l'avenir. Et comme rien ne semble être laissé au hasard dans l'organisation du calendrier des interventions de l'ancien président de la République, un autre hebdomadaire — *Paris-Match* — publiera une photo de cette deuxième rencontre rue Bénouville. Un photographes avait été prévenu par M. Giscard d'Estaing sans que celui-ci ait, semble-t-il, informé son hôte.

Que dans le même temps, un sondage faisant apparaître un redressement de la cote de popularité de M. Giscard d'Estaing soit publié, n'est pas non plus à exclure. Tant il est vrai qu'une mise en orbite présidentielle ne supporte aucune négligence.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

STAGES D'ANGLAIS à OXFORD

en cours individuels
Formation continue pour adultes
tous niveaux
une semaine au moins - 15h, 30h ou 45h de cours par semaine
séjours également pour scolaires et étudiants
OXFORD
INTENSIVE
SCHOOL
OF ENGLISH
Agences de la British Council - Association 1901
21, rue Théophraste Renaudot
75013 Paris - Tél. (1) 523.12.02

ipesup sciences-po
1ère classe préparatoire
aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation
aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
Préparation
en cours du soir
à partir de février
Stage intensif d'été
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

Chirac

POLITIQUE

M. Franceschi se rend en Corse avec M. Robert Broussard

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, devant se rendre en Corse, ce mardi 10 janvier, afin d'installer dans ses fonctions M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué pour la police dans l'île. M. Franceschi devait venir une conférence de presse peu après son arrivée, vers 15 heures, à la préfecture de région ou à l'aéroport. Il devait rentrer à Paris dans la soirée.

La situation en Corse a été calme en fin de semaine, seulement marquée par une manifestation contre la violence à Petreto-

Bicchiano (Corse-du-Sud), samedi 8 janvier, et par la condamnation d'un plasticien à cinq ans d'emprisonnement, vendredi 7 janvier, à Ajaccio.

Le Journal du dimanche a publié un sondage Ifres, réalisé du 5 au 7 janvier auprès d'un échantillon national de mille personnes. 62 % des personnes interrogées sont « favorables à un référendum pour régler le problème corse » et 33 % défavorables. 28 % estiment que « la métropole pourrait un jour se séparer de la Corse comme ce fut le cas pour l'Algérie » et 66 % ne le pensent pas.

En 1980, un sondage de l'Institut public S.A. (le Monde du 18 janvier 1980) indiquait que 43 % des Français accepteraient qu'un jour la Corse ne fasse plus partie de la France, 49 % refusant cette éventualité.

M. Pierre Mauroy doit recevoir, mardi 11 janvier, à 12 heures, le bureau, et, à 18 heures, tous les élus de l'Assemblée de Corse. Le président de l'Assemblée, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), parlera notamment avec le premier ministre des difficultés de fonctionnement de l'Assemblée régionale.

UN BILAN DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE

Un « parlement » en rodage

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Pas même six mois d'existence, l'Assemblée régionale de Corse, en ce mois de janvier, en ce début d'année, on parle de son bilan. En Corse, tout le monde l'observe du coin de l'œil. On lui en veut de décevoir et on s'en veut de lui en vouloir si tôt. Étrange climat. L'Assemblée de Corse, élue le 8 août dernier au scrutin direct à la proportionnelle, est placée sous « haute critique » comme certains bâtiments sont sous haute surveillance.

Les Corseos ont tant attendu et espéré d'elle qu'ils n'en retiennent pas de constater, en ce mois de janvier, qu'elle n'a toujours pas de locaux à elle. Son président, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), s'est d'abord songé à acheter le Grand Hôtel, puis à s'installer dans l'ancien hospice Eugénie, enfin à bâtir ex nihilo. Mille péripéties, rien de tangible. On en est là. Pendant que son président parcourt les petites annonces immobilières, l'Assemblée se consacre dans une résidence exiguë sur les hauteurs d'Ajaccio, délibère à la préfecture de région, et n'en finit pas de se chercher un toit bien à elle.

Le docteur Edmond Simeoni, chef de file des autonomistes (U.P.C.), fait frémir les Corseos lorsqu'il affirme que leurs élus ne disposent pas d'une « seule secrétaire ». Tant pis pour l'exagération ! M. José Rossi (U.D.F.) a raison lorsqu'il soutient que l'Assemblée « ne peut pas se payer le luxe de rester dans locaux deux ou trois mois de plus ». Seul motif de satisfaction : un directeur des services administratifs, M. Charles Ghérard, vient d'être nommé. Les élus commencent à désespérer de trouver un jour un homme — Corse de préférence — prêt à affronter ce défi du Monde du 8 janvier.

Ses soucis d'installations ne sont pas que matériels. L'Assemblée est parfaitement consciente d'être la loi sur la décentralisation, cette « grande affaire du septennat ». Or les élus s'aperçoivent qu'ils sont toujours, pour l'instant, les « otages » du pouvoir central. Chacun, lorsqu'il a besoin d'un renseignement, d'une donnée statistique, d'une analyse, est bien obligé de se tourner vers les services de l'Etat qui travaillent, selon M. Rossi, dans une optique centralisatrice. Cette situation, dans la logique décentralisatrice, n'est pas saine. Sur quelle base l'Assemblée votera-t-elle son plan régional quinquennal, en 1983, son statut fiscal, son schéma d'aménagement et sa politique énergétique ?

« Nous demeurons sans appareil de réflexion », résume M. Dominique Bucchini (P.C.), premier vice-président. Dans ces conditions, les élus sont tentés de s'adresser à leurs partis politiques respectifs. Leurs propositions seront alors le résultat d'une réflexion purement idéologique, redoutent le R.P.R. et l'U.D.F. M. Rossi, trente-huit ans, l'un des jeunes élus de l'Assemblée, regrette que le président de l'Assemblée, qui a délégué plusieurs de ses pouvoirs à ses dix vice-présidents, ne dispose pas d'un cabinet technique pour suivre, et au besoin critiquer, les travaux de son « gouvernement ».

Mais à qui la faute ? L'Assemblée de Corse est en rodage. Elle fait ses premiers pas. Sans grands moyens financiers pour l'instant, M. Vincent Carliotti (P.S.), vice-président, se veut serein et lucide : « Nous avons des problèmes pour trouver nos locaux, oui. Nous inaugurons la décentralisation sans référence extérieure, ni sur le continent ni à l'étranger. »

Un cocktail de sensibilité

Cependant, l'Assemblée remêche déjà son « absence de majorité ». Le scrutin à la proportionnelle a du bon : il « fait » des assemblées représentatives. Il fait aussi des majorités intouchables ! « Il y a une majorité minoritaire », confesse M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.). On n'est pas « exclu » avec 23 sièges sur 61. On ne peut constamment se contenter de majorité d'idées ! La Corse, aujourd'hui, décline sur tous les tons cette vérité. Si l'on pousse M. Nicolas Alfonsi (M.R.G.), ce dernier reconnaît : « On a perdu les élections. Nos 23 sièges [M.R.G., P.S., P.C.] ne sont pas homogènes. C'est un cocktail de sensibilités qui ne votent pas ensemble au canon. » Et M. Alfonsi de poursuivre : « Nous sommes sur le fil du rasoir. »

Scepticisme ? Pessimisme ? Les élus corseos sont prompts à broyer du noir. M. Bucchini (P.C.) s'empare : « Les élus de droite parlent pour enfoncer les portes ouvertes, pour renforcer les débats, frayer les décisions, comme à l'Assemblée nationale. Le R.P.R. emballe le pas à M. Simeoni dès qu'il lève la main. » M. Nicolas Alfonsi (M.R.G.) observe : « M. de Rocca-Serra [R.P.R.] fume son cigare. MM. Rossi [U.D.F.] et Simeoni [U.P.C.] restent sur leur Avanti ». Jeu classique.

En somme, l'Assemblée de Corse essaie les plâtres et n'arrive pas encore à se défaire des vieilles habitudes politiques. Il lui manque un souffle et un envol. M. Prosper Alfonsi, son président, souffrant durant quelques semaines, n'a pas eu le « punch » nécessaire au moment décisif. M. Simeoni, qui s'y connaît en séduction et dans l'usage des symboles, rappelle : « J'ai demandé dès le début, en soit, une déclaration d'investiture. Il faut parler aux Corseos. Il fallait une prise en main ».

L'Assemblée de Corse prend lentement conscience de ses pouvoirs. Rien ne presserait si une course de vitesse n'était engagée entre l'Assemblée et l'Etat. Pour conserver son crédit moral et politique, l'Assemblée de Corse est contrainte à l'innovation. L'an 1 du statut particulier se doit d'être à la hauteur.

LAURENT GRELSAMER.

SONA
LA MAISON DE L'INDE
Boutique officielle
du Gouvernement de l'Inde
solde

400 rue Saint-Honore - 75001 Paris
Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

L'ARRIVÉE DU COMMISSAIRE

Il n'aura pas fallu une semaine. Le commissaire divisionnaire Robert Broussard, nommé commissaire de la République délégué pour la police en Corse, devait arriver dans l'île, à Ajaccio, ce lundi 10 janvier, en compagnie de M. Joseph Franceschi. M. Broussard dirigera les forces de l'ordre tant en Corse-du-Sud qu'en Haute-Corse. Il aura la haute main sur les différents services de police, dont les responsables ont été remplacés la semaine dernière, et la gendarmerie, qui a vu ses trois principaux commandants mutés le jeudi 8 janvier.

De bonne source, on indique que le commissaire de la République délégué pour la police disposera d'importants moyens pour lutter contre le Front de libération nationale de la Corse, dit-on le semaine dernière. Dans un premier temps, M. Broussard n'entend cependant pas « forcer ». Comme il nous l'a déclaré : « Je ne vais pas en Corse dans un esprit de cow-boy. » (le Monde du 8 janvier). L'un de ses premiers gestes devrait être d'adresser à tous les maires de Corse une lettre précisant l'objet de sa mission. En somme, la lettre d'un commissaire à des officiers de police judiciaire.

POLÉMIQUE ENTRE MM. LÉOTARD ET HERNU SUR L'AIDE ÉTRANGÈRE AU F.L.N.C.

M. François Léotard, secrétaire général du P.R., avait « mis au défi » M. Charles Hernu, ministre de la défense, d'apporter un démenti à l'information selon laquelle des armes ont été livrées en Corse via la Sardaigne. Dans le dernier numéro de Paris-Match, il assurait avoir eu connaissance de mouvements de la marine nationale autour de la Corse « pendant les trois mois qui viennent de s'écouler » (le Monde du 7 janvier). M. Hernu lui opposait aussitôt un démenti en précisant qu'il n'y a eu aucune saisie d'armes durant ces trois derniers mois par la marine nationale et la gendarmerie maritime.

Le cabinet de M. Léotard nous a indiqué que ce dernier ne voulait pas « indéfiniment » alimenter la polémique, mais qu'il confirmerait ses informations. Il se refuse à apporter les preuves de leur véracité afin de ne pas, selon lui, compromettre ses informateurs.

M. Hernu avait récemment indiqué aux journalistes que, il y a trois mois, un navire de guerre italien avait saisi une cargaison illicite d'armes à destination de la Sardaigne.

Bombe au bal

Jules Nicoli, président de l'Amicale des Corseos de Paris, accordéoniste virtuose, animateur d'un orchestre de danse et d'orchestre de jazz, a perdu la vie. On lui a glissé la soirée dansante qu'il avait organisée, comme chaque hiver, pour ses compatriotes, dans les salons de la mairie du 6^e arrondissement, samedi 8 janvier.

Ce soir-là, à la tête de ses six musiciens en veste rouge, il enchaînait valses, tangos et pasodoble. France-Inter avait installé les micros de l'émission de Jo Donné, « Inter-Dansez ». Mais vers minuit le public était encore fort clairsemé. On était loin des centaines de danseurs qui se pressent habituellement sous les lustres de la salle des fêtes. Jules Nicoli avait reçu la veille sa photo découpée dans un journal et encadrée de noir. Mauvaise plaisanterie, avait-il pensé. Soudain un coup de téléphone à la loge du concierge : « Nous

avons déposé du plastique dans la main, dit une voix, et nous avons relevé les numéros des voitures qui portent le blason corse. Arrêtez le bal, s'il vous plaît. »

À la demande du commissaire de police, Jules Nicoli dut demander aux danseurs d'arrêter les lieux. On fouilla tous les recoins, en vain, grâce au ciel. Mais la fête était finie. Un « videur » avançait aussitôt une explication : « C'est un coup de la racaille du Front de libération. Là-bas, ils font pour eux-mêmes. Ici ils font croire aux représentants des Parisiens contre les Corseos. Pour flaqueur la pagaille. Ah ! si on nous laissait faire... »

Les danseurs se dispersent dans la nuit. Une jeune femme venue là presque par hasard et qui s'était amusée tout son soûl à ce mot de la fin : « Ça, au moins, c'était une vraie bombe. » M. A.-R.

● M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a dénoncé dimanche 9 janvier, à Tourcoing (Nord), « l'affaiblissement de la France » en prenant notamment pour exemple « la situation dramatique de la Corse ». Il a souhaité, d'autre part, « que dans chaque

commune gérée par l'opposition, toutes ses composantes signent une charte sur la gestion de la municipalité et un accord de loyauté envers le maire élu ». Il a ajouté : « Il faut que l'union réelle pour les municipales se poursuive après les élections. »

FAITS DIVERS

A WISSEMBOURG (BAS-RHIN)

La mort mystérieuse d'un adolescent

De notre correspondant

Strasbourg. — « Aucune hypothèse n'est écartée », estiment, ce lundi 10 janvier au matin, les enquêteurs deux jours après la découverte, dans le coffre d'une voiture près de Wissembourg (Bas-Rhin), du corps tamponné d'un adolescent âgé de quatorze ans, Philippe Dietrich, né de neuf coups de couteau dans le dos (le Monde du 9-10 janvier).

Vérifications, auditions de témoins, voire d'éventuels « suspects » effectués depuis vendredi n'ont pas suffi à percer le mystère. Pourquoi Philippe a-t-il été tué avec tant de sauvagerie ? Seule l'autopsie qui devrait être pratiquée, mardi 11 janvier, permettra de confirmer ou non l'agression d'un détraqué sexuel. Pour l'instant les gendarmes de Wissembourg qui mènent l'enquête ont eu recours pour « vérifications » deux jeunes gens restés très prudents. Comme d'autres témoins,

Le père de Philippe contrôlait certes ses allées et venues, mais il bénéficiait déjà de l'indépendance de son âge. Version de ses camarades de jeux : Philippe, un « claron » de la fanfare de Wissembourg, faisait l'école buissonnière. Au cours du premier trimestre, il avait « séché » les cours du collège technique pendant cinq semaines ; il fréquentait assidûment les cafés de la ville ; il adorait le billard américain et il sollicitait des cigarettes un peu partout. Mais on ne lui connaissait pas de fréquentations un peu « particulières ».

De l'immédiat, les gendarmes de Wissembourg font beaucoup d'efforts sur les empreintes digitales relevées sur un rétroviseur extérieur qui avait été arraché et retrouvé à l'intérieur de la voiture, mais les témoignages contradictoires, enregistrés jusqu'à présent, ne permettent pas encore d'établir une piste sérieuse.

RÉGIONS

Basse-Normandie

A CHERBOURG

Ecologistes et socialistes ont manifesté ensemble contre le retraitement des déchets nucléaires

De notre correspondant

Cherbourg. — La vraie question a fini par être posée par les différentes composantes du mouvement antinucléaire réunies, samedi 8 janvier, à Cherbourg pour protester contre l'arrachement du navire de Greenpeace, le *Sirius*.

Au terme d'un rassemblement et d'une marche à travers la ville qui a réuni environ 1 500 personnes (3 000 selon les organisateurs, 1 200 pour la police), les responsables des comités français et étrangers présents ont tenté de définir une stratégie commune, contre toutes les formes de transport des combustibles irradiés et non plus seulement par mer.

Paradoxalement, se sont les cargos apportant des déchets en provenance du Japon et bientôt de Suède qui ont toujours le mieux mobilisés les écologistes, alors que leurs escales sont rares et que le centre de retraitement de La Hague reçoit en moyenne un « château » par jour, par le rail et par la route.

Organisé par le Comité contre la pollution atomique de La Hague qui était depuis le 4 janvier, date de l'occupation d'une grue du port, contre l'indifférence apparente des Cherbourgeois, ce rassemblement a surpris par son ampleur. Personne, pas même le comité organisateur de son propre avis, ne s'attendait en effet à voir défiler à cette occasion un grand nombre de ceux qui avaient

l'habitude de manifester contre le nucléaire avant le 10 mai 1981. Beaucoup de militants du P.S. se sont retrouvés à titre individuel aux côtés des représentants antinucléaires de l'Hexagone et de ceux qui sont venus de Grande-Bretagne, de Belgique, du Danemark, des Pays-Bas et de la Suède. En tête du cortège : Brice Lalonde, qui n'a pas ménagé pour autant les socialistes en les accusant d'« avoir joué les matamores en faisant arraisonner le *Sirius* ». La police avait déjoué la veille un projet d'occupation des quatre mâtures de l'agglomération tenues par le P.S. Seule l'a été finalement celle d'Octeville, avec le concours d'un conseiller municipal appartenant aux mouvements antinucléaires.

Pendant ce temps, le *Sirius* reste accosté dans l'arsenal. Pour le préfet maritime, son équipage a commis deux infractions qui nécessitent une enquête au terme de laquelle il serait autorisé à quitter Cherbourg. Pour reprendre la mer, le navire des écologistes doit d'abord récupérer ses autres dont les chaînes ont été coupées le 6 janvier. Répêchés par les plongeurs de la marine, elles ont été confiées à l'arsenal qui les replacera probablement, mardi, sur le *Sirius*.

RENÉ MORAND.

Bretagne

UNE MANIFESTATION A LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

Les Bretons veulent le bilinguisme dans la signalisation routière

Le respect des langues régionales implique leur usage systématique dans la vie publique, estiment les associations culturelles. En Bretagne, une campagne pour le bilinguisme des panneaux indicateurs routiers se développe depuis plusieurs mois.

De notre envoyée spéciale

Quimper. — « Châteaulin 18 km », « Pontivy 33 km ». Ces, portant sous le bras des dizaines de panneaux indicateurs arrachés le long des routes bretonnes que des manifestants, militants de l'association culturelle Skol an Emgav, se sont rendus récemment à la préfecture de Quimper (Finistère), afin de récupérer une fois de plus le « bilinguisme de la signalisation routière ».

La revendication n'est pas nouvelle puisque, déjà en 1973, des partisans de la langue bretonne avaient usé du pinceau pour « personnaliser » les panneaux indicateurs. La campagne de Skol an Emgav est née il y a un an de la décision de mouvements culturels bretons. « Après le 10 mai, affirmait le responsable de l'association, nous avions espéré que les socialistes tiendraient les promesses formulées à plusieurs reprises par le P.S., qui avait déposé, le 18 décembre 1980, une proposition de loi relative à « la place des langues régionales » sur le bureau de l'Assemblée nationale. L'article 22 de ce projet signé de MM. Le Penec, Mauroy, Mitterrand, Defferre, dit notamment : « Pour la ré-

alisation des agglomérations, les services de l'équipement tiennent compte des appellations traditionnelles de la langue de la région. En conséquence, les deux formes des noms de lieux : celle de la nomenclature officielle et celle qui est d'usage dans la langue de la région figurent en caractères distincts, quand elles diffèrent, sur les panneaux de signalisation routière et d'intérêt touristique placés sur les services de l'équipement. »

Mais la loi n'a pas changé. La direction départementale de l'équipement d'Ille-et-Vilaine a reproduit aux militants culturels que la signalisation routière faisait l'objet de textes réglementaires conformes à la convention internationale de Vienne à laquelle la France a souscrit. Cette convention précise que l'inscription des noms de localité doit être imposée uniquement dans la langue nationale.

A défaut de convaincre les pouvoirs publics, les militants de Skol an Emgav ont réussi à persuader une bonne partie de l'opinion bretonne et des élus. MM. Jean-Pierre Jedy (P.C.), maire de Carhaix, Yves Dollo (P.S.), député des Côtes-du-Nord, Jean Beaufort (P.S.), député du Finistère, sont intervenus auprès du ministre des transports ou à l'Assemblée nationale.

D'autre part, les municipalités favorables au bilinguisme usent d'artifices non prévus par la loi : panneaux en breton placés sur le territoire communal, signalisation « touristique » et non officielle, etc. C'est le cas à Lorient, Vannes, Rennes, Pontivy, Nantes, Saint-Brieuc, Quimper, Guingamp... Quant au comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELB), il affirme dans un communiqué « que la mise en place d'une signalisation bilingue en Bretagne au cours des prochains mois pourrait être le signe concret et spectaculaire de la volonté des pouvoirs publics de rompre avec la politique du passé ».

M. Flitman, sollicité par les Bretons, a affirmé qu'il partage (leur) souci de favoriser l'identité culturelle des régions, mais préfère que la question se règle dans le cadre de la régionalisation. Les militants bretons, qui ne voient toujours rien venir sur leurs routes, sont donc passés à l'action. « Le gouvernement déclare avoir des affaires plus importantes à régler. Nous nous voyons dans l'obligation d'entreprendre nous-mêmes ce qu'il n'est pas, pour l'instant, en mesure de faire. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

Le Monde

société

ÉDUCATION

DANS L'ATTENTE DE « GARANTIES EXPLICITES »

Les responsables de l'enseignement catholique refusent toute négociation

Les responsables de l'enseignement catholique viennent de rejeter les négociations proposées le 20 décembre dernier par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, dans la perspective d'une rénovation « d'ensemble » de l'enseignement public et de l'enseignement privé. Réuni dimanche 9 janvier à Paris, le Comité national de l'enseignement catholique, dont les quelques cinquante membres représentent toutes les compo-

santes de l'école catholique, a adopté à l'unanimité — moins une abstention — un texte préparé, la veille, par la commission permanente. Dans ce document, l'enseignement catholique pour qu'un « dialogue » soit « possible », que soit reconnue « la position : « les établissements privés ont un service public d'éducation ». Il réclame, avant même de formuler

des propositions, des « garanties explicites » sur cette structure apte à « sauvegarder les valeurs qu'il défend ».

La veille, les associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) des Yvelines avaient réuni, à Verneuil-sur-Seine environ douze mille personnes pour protester contre le refus de cette municipalité de participer aux dépenses de

fonctionnement d'une école sous statut d'association.

Durant la semaine qui a suivi la rentrée des vacances de Noël, les débats, plus modérés des passionnés dans les établissements, ont souvent laissé apparaître une inquiétude d'indifférence. Un envoyé spécial décrit, ci-dessous, l'exemple de Saint-Étienne.

A SAINT-ÉTIENNE

La guerre scolaire aura-t-elle lieu ?

Saint-Étienne. — Voltaire est le maître à penser de ce pasteur agnostique, le Grand-Orient de France sa raison de vivre et la Déclaration des droits de l'homme sa bible. S'il en reste un seul à Saint-Étienne pour dénoncer encore « l'affreux pouvoir de l'Église sur les consciences », ce sera le docteur Charles Perrier. Le parti socialiste, auquel il appartient, peut bien être « inféodé de chrétiens » et le parti communiste constituer « un autre cléricalisme » ce médecin du travail, qui, à près de soixante ans, prépare un doctorat d'état sur les libertés publiques et le mariage, ne croit pas à l'archaïsme de Père Combes.

Ses souvenirs « effrayables » d'ancien élève des « Pères », le malade qu'il éprouve, aujourd'hui encore, à voir un curé, lui rappellent toujours l'enfer de ce débat capital. « Derrière la liberté de l'enseignement, déclare-t-il, se cache un engagement qui lui-même, il y a la participation financière de l'État, constitutionnellement l'acte de l'article 2 de la Constitution, l'exercice d'une activité culturelle. L'échec des projets de M. Savary, « un compromis », serait à ses yeux « la victoire de l'Église de France », « la victoire de l'Intégrisme », et même « la revanche de Pharaon ».

À l'opposé, même tache. M. Manhaeghe, dont les enfants sont dans une école privée, fait allusion au cas d'école du succès du ministre, à une souveraineté rampante, il évoque même les démons du Philéas. Cet homme, qui a été stigmatisé « la déclaration de guerre de M. Savary », lui, ancien ouvrier, ancien réfugié de R.D.A., il a vu les effets de l'endoctrinement, ancien combattant d'une guerre scolaire qui pour l'instant n'a pas eu lieu.

Le frano-maçon de la rue Montecassino ou le catholique de l'Association des parents de la rue Michel-Croix ne disent pourtant rien de la lutte de classe sociale à Saint-Étienne. Les courtoises du premier ne peuvent masquer l'indifférence de beaucoup de professeurs de l'enseignement public ou de militants de gauche. La hargne d'un père d'élève ne peut dissimuler la modération de beaucoup de représentants de l'école privée, pourtant radicalement hostiles à l'ancien projet du ministre.

La Loire n'est pas la Haute-Loire, « cette petite. Vendre des rapports, dit-on, seraient nettement plus tendus ». Si la presse stéphanoise, vendredi, ne demandait qu'à ravaler la moche, l'incendie risquerait d'embraser les établissements scolaires que l'Association sportive de Saint-Étienne agite par le boncoeur de l'entraîneur Robert Herbin.

L'école privée, à Saint-Étienne, est d'abord celle des 9 700 familles des Associations de parents de l'enseignement libre (APEL) sur les 24 000 que comptent les établissements catholiques du diocèse de Saint-Étienne et de Montbrison. Ce sont elles qui, avec la disparition des congrégations, contrôlent effectivement les conseils de gestion des quelque 190 établissements. « On se connaît tous dans cette affaire », concède M. Maurice Roux, président du comité diocésain. Le cordan ombilical : « constitue l'école privée l'enfant et la famille sont, pour ces parents, définitivement coupés ». L'adoption, projet ministériel : il s'agit simplement de reprendre, en termes de M. Thiollier, assureur, d'une « maintenance » sur « droits que les parents possèdent sur leurs enfants ».

« Les propositions de M. Savary », estime M. Jean-Marie Rouvier, un directeur de banque de Saint-Étienne, furent simplement un choc. Elles le furent d'autant plus que ces parents avaient apprécié la lenteur de la démarche de M. Savary, qu'ils considéraient comme de bon sens. Le compromis aurait pu être possible : non point, naturellement, sur la liberté de choix des établissements, non pas davantage sur la liberté de choix du directeur de l'école et du projet pédagogique. La négociation aurait dû porter sur « le changement de structures juridiques » et sur « une collaboration plus étroite des deux » et, pour qu'il n'y ait pas, sur la création d'un service public unifié, sur le modèle du privé. « Nous

De notre envoyé spécial

soumis près, dira l'un d'eux, à négocier la liberté du public ».

Ces parents ne pourront s'empêcher d'imaginer « avec horreur » la participation des représentants du maire communiste, M. Joseph Sanguérolle, au conseil des établissements. Ils ne peuvent pas évoquer « les ingrédients de marxisme-léninisme que distillent les écoles publiques », ils caricatureront, quelconques, l'« esprit fonctionnaire ». Mais les APEL de Saint-Étienne repoussent pourtant la tentation de toute politisation. L'école privée n'est pas celle des riches ni celle de la droite ; elle n'est pas « celle du préjugé » — anti-républicain. Pourquoi, en définitive, demandent-ils, « supprimer une liberté » ?

Volontés d'égalitarisme

Ces inquiétudes sont aussi partagées par les directeurs d'écoles privées. De gauche hier, on réputait tel M. Jean Bruni, responsable du collège Saint-Louis, un grand établissement plus que centenaire, favorable à tout janvier dans le bulletin du collège : « Je ne demande simplement à quel bon nous banaliser en nous plaçant en dehors de ces conditions qui préservent notre spécificité : courants associatifs porteurs d'un projet, libre adhésion des familles, choix du chef d'établissement, cohérence de l'équipe éducative, et je m'engage que M. Savary, qui a déjà entendu tout cela, depuis un an qu'il consulte, n'en ait rien retenu ».

Ce refus de l'unification du service public est aussi celui de ces enseignants qui, à l'école technique du Marais, représentent un tiers des membres du conseil d'administration, ou qui, ailleurs, possèdent quelquefois leurs propres écoles. « Nous constatons une très nette différence entre les jeunes qui sortent de l'éducation nationale et ceux qui viennent de nos écoles », nous serais, ils « nous adaptons continuellement aux besoins de l'industrie ».

M. Jean Chatet, responsable recrutement du personnel à Creusot-Loire, qui voit dans la nationalisation des écoles techniques un nivellement par le bas. « Il y a bien sûr, de bonnes écoles faites par le public, mais les écoles privées s'adaptent plus rapidement, et dès qu'apparaît un système trop lourd et trop administratif les temps, il répond pour modifier les formations deviennent trop longues. D'ores et déjà, nous avons du mal à trouver du personnel qualifié ».

Les élèves du privé, enfin, ne sont pas autre chose que leurs parents. Ces quinze représentants des terminales et des premières du collège Saint-Louis défendent aussi « cette grande famille de l'école libre » et, pour l'immense majorité, le caractère religieux de l'école. « Leur » école. Quelqu'un aux autres, d'ailleurs, déclare M. Rouvier, le projet de M. Savary « une volonté idéologique d'égalitarisme » ou « la fin de toute liberté ».

Mais l'essentiel est plus dans la disponibilité des professeurs, qu'ils soulignent, dans cette attention qu'on leur témoigne. « On nous fait la vie ici », dira l'un d'eux. Autre style, mais finalement le même sentiment chez les élèves de l'école du Marais, qui compte 40 % de fils d'immigrés : « Ici, on s'occupe de nous », affirme cet élève de C.A.P. « Au moins au Marais, on n'est pas le bordel comme dans le public », déclare un autre.

Laïcité et tolérance

Les projets de M. Savary, s'ils inquiètent certains, ne provoquent pas grand enthousiasme parmi les professeurs du public ou dans les partis de gauche. Les enseignants du lycée Claude-Fauriel, toutes tendances syndicales confondues, se disent attachés à la notion de laïcité, devenue le simple synonyme de tolérance ; ils ne voient pas dans l'unification du service public une priorité. Le SNES, syndicat majoritaire, n'avait pas inscrit « problème de l'ordre du jour, vendredi, de sa première réunion depuis la rentrée. « Il n'aurait même valu », affirme M. René Lacour, membre du comité, améliorer « qual » des élèves

naturellement basculent du privé vers le public. « Seuls quelques gauchistes anonymes sur le terrain des mouvements des élèves témoignent de l'existence de quel-ques laïcs militants qui, à côté du nom du collège Saint-Michel, ont inscrit : « Mort aux Jésuites ».

On ne trouvera guère d'engagement réel en faveur du service public que chez les dix instituteurs de l'école primaire Montreymaud, dans les quartiers ouvriers de Saint-Étienne, où face à la décadence de Creusot-Loire, la laïcité n'est toujours « un idéal lumineux » et les élèves de Jules Ferry d'actualité. « Il s'agit de savoir à quel appartient l'élève : à lui-même, à ses parents ou à la société », déclare M. Charles Petit, instituteur depuis vingt-cinq ans.

« L'enseignement public est un enseignement libre, puisque, aucune croyance n'est imposée à l'enfant », M. Savary est pourtant suspect aux yeux de ces maîtres de faire la part du bon et du mauvais. « Je salue », affirme M. Charles Petit, une prudence manœuvrière. Les quelques instituteurs présents s'opposent en tout cas à l'assimilation de la carte scolaire, qui mettrait plusieurs écoles publiques, en concurrence, un terme à proscrire radicalement.

Ces instituteurs ont bien ces bénévoles, maîtres Jacques de l'enseignement public, qui vendent des pains neufs à la récréation et se font presser les heures au moment des fêtes, pour financer les activités extra-scolaires. Ce sont eux, qui, dans les écoles perdues, président les associations familiales, et dans l'éthique, en définitive, n'est pas, de leur propre aveu, l'absence de la morale chrétienne. Pourtant cette réforme scolaire qui ne changera rien à leur vie quotidienne est leur. Question de principe : « l'école du peuple » en laquelle ils croient est incompatible avec « cette école des cadres ».

La question, en tout cas, embarrasse les partis de gauche à l'approche des municipales. D'entre eux, M. Lucien Arnaud, adjoint chargé de l'enseignement, déclare : « Je ne veux rien qui puisse avoir un rapport avec les élections ». Il ne dira effrontément, et ce n'est son attachement à la loi que le parti communiste, depuis 1977, à un grand service public unifié.

Même au sein des quelques vingt-cinq amicales laïques de Saint-Étienne, les plans de M. Savary n'ont pas, dans deux parties de balote, suscité d'enthousiasme pour une raison simple : on en ignore la teneur.

La guerre scolaire, si elle s'engage, ne trouvera pas à Saint-Étienne ses champs de bataille les plus sanglants.

NICOLAS BEAU.

UNE MANIFESTATION DANS LES YVELINES

Des critiques aux huées

Environ douze mille personnes ont assisté, samedi 8 janvier, à Verneuil-sur-Seine (Yvelines), à un rassemblement autour de l'école privée Notre-Dame-des-Opéaux à laquelle la municipalité socialiste refuse, depuis trois ans, de verser le forfait prévu par le contrat d'association.

Verneuil est par là de tout le département des Yvelines, à l'appel de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre, les manifestants ont entonné le « Chant de la Liberté », Verneuil, avec ses écoles, a été le théâtre de la manifestation.

« En affirmant le 10 décembre dernier que le gouvernement n'imposait pas aux communes qui ne le souhaitent pas une participation financière aux dépenses de fonctionnement des écoles privées, M. Savary a prôné l'illégalité », a soutenu M. Pierre Lucas, président de l'APEL de Notre-Dame.

« Il est scandaleux d'entendre un ministre en exercice violer

Les « conditions d'un dialogue possible »

Après avoir rappelé les positions de la « commission permanente », le lendemain de l'annonce du « plan Savary », les associations de parents d'élèves de l'enseignement catholique ont formulé les conditions auxquelles elles accepteraient le projet ministériel comme « base de négociations ».

« I - assurer la disparition du statut privé des établissements actuellement sous statut public, la mise en place d'un enseignement réellement pluraliste ».

« II - réduire la liberté de choix de l'école par les parents » de l'enseignement privé, qui sont pourtant « l'Etat les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants ».

« III - aboutir à ce que cette liberté de choix « devienne un privilège réservé aux seules familles fortunées ».

« IV - imposer la fonctionnarisation de tous les personnels ».

« V - impliquer, à terme, l'intégration de l'enseignement privé que l'enseignement catholique ».

Les responsables de l'enseignement catholique réclament, d'autre part, « le règlement d'urgence des contentieux en cours ». Puis ils définissent « les conditions d'un dialogue possible » sans avoir « pris acte » des déclarations du président de la République, le 2 janvier dernier, où il rélevait « son attachement à respecter les consciences » ainsi que sa « volonté de maintenir un enseignement privé dans un ensemble pluraliste et décentralisé ».

Selon eux, pour concevoir la réforme du système éducatif français « le sens d'un progrès » pour les jeunes, il faudrait formuler des « propositions concrètes », qui videraient plusieurs objectifs :

« Le souci des « valeurs de vie » grâce à la « diversité réelle » des projets éducatifs ;

« L'autonomie et la souplesse accrues des structures du service scolaire national, en vue de développer liberté et responsabilité ;

« Une volonté enfin de donner « aux corps intermédiaires et à la vie associative » une place plus importante.

« L'Etat n'est pas « le gérant mais le garant des réalités éducatives », précise le texte, qui met les points sur les [i] : « Ni l'Etat ni les collectivités publiques n'ont en France le monopole du bien public. Toutes les forces vives de la nation doivent pouvoir se sentir solidaires d'une « école de la jeunesse ».

L'enseignement catholique réclame, en outre, qu'il soit « basé sur le contrat d'association ». Nous tenons à ces structures éducatives « privées et à une philosophie contractuelle de nos rapports ».

« S'il n'y a pas l'autonomie

« Garanties explicites »

« L'enseignement catholique, ce type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend » : une phrase juridique, l'enseignement administratif, avec toutes les charges, il faut le dire, de l'Etat pour les écoles et pour les personnels, il faut pour les établissements éducatifs d'apporter leur personnalité dans l'œuvre nationale de la nation, liberté pour les établissements de s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs. Alors, pourquoi ne pas leur laisser la position de l'enseignement catholique, « de raison et d'efficacité » ?

Une première mentionnait ici la référence à « des situations analogues par exemple dans le monde de la santé, où des cliniques privées sont associées au service public hospitalier ».

« Garanties explicites »

« L'enseignement catholique, ce type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend » : une phrase juridique, l'enseignement administratif, avec toutes les charges, il faut le dire, de l'Etat pour les écoles et pour les personnels, il faut pour les établissements éducatifs d'apporter leur personnalité dans l'œuvre nationale de la nation, liberté pour les établissements de s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs. Alors, pourquoi ne pas leur laisser la position de l'enseignement catholique, « de raison et d'efficacité » ?

Ces propositions, l'enseignement catholique en verrait la justification par l'importance des problèmes à résoudre, qu'il ne nie pas : la « néces-

saire décentralisation », la « mise à jour permanente » de l'école, par les rapports que le ministre a mandés (rapports Soubré, Poiretti, Legrand, Prost...), l'ouverture de l'école à « partenaires inhabituels en France, les mouvements de population », le « rôle de la gestion dans les écoles ».

Il accepterait donc « aménagements » en vue d'harmoniser l'organisation du « scolaire public », c'est-à-dire portant sur la « répartition de crédits », la « répartition de crédits », les « critères objectifs » définis, en particulier, la prise en compte des « choix exprimés par les familles », la « répartition de crédits », les « critères objectifs » définis, en particulier, la prise en compte des « choix exprimés par les familles », la « répartition de crédits », les « critères objectifs » définis, en particulier, la prise en compte des « choix exprimés par les familles ».

« L'enseignement catholique, ce type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend » : une phrase juridique, l'enseignement administratif, avec toutes les charges, il faut le dire, de l'Etat pour les écoles et pour les personnels, il faut pour les établissements éducatifs d'apporter leur personnalité dans l'œuvre nationale de la nation, liberté pour les établissements de s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs. Alors, pourquoi ne pas leur laisser la position de l'enseignement catholique, « de raison et d'efficacité » ?

« L'enseignement catholique, ce type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend » : une phrase juridique, l'enseignement administratif, avec toutes les charges, il faut le dire, de l'Etat pour les écoles et pour les personnels, il faut pour les établissements éducatifs d'apporter leur personnalité dans l'œuvre nationale de la nation, liberté pour les établissements de s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs. Alors, pourquoi ne pas leur laisser la position de l'enseignement catholique, « de raison et d'efficacité » ?

La tentation du statu quo

(Suite de la première page.)

« L'enseignement catholique, ce type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend » : une phrase juridique, l'enseignement administratif, avec toutes les charges, il faut le dire, de l'Etat pour les écoles et pour les personnels, il faut pour les établissements éducatifs d'apporter leur personnalité dans l'œuvre nationale de la nation, liberté pour les établissements de s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs. Alors, pourquoi ne pas leur laisser la position de l'enseignement catholique, « de raison et d'efficacité » ?

« L'enseignement catholique, ce type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend » : une phrase juridique, l'enseignement administratif, avec toutes les charges, il faut le dire, de l'Etat pour les écoles et pour les personnels, il faut pour les établissements éducatifs d'apporter leur personnalité dans l'œuvre nationale de la nation, liberté pour les établissements de s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs. Alors, pourquoi ne pas leur laisser la position de l'enseignement catholique, « de raison et d'efficacité » ?

Pour un évêque comme celui de Grenoble, Mgr Metgarin, dont la compétence à l'égard de l'enseignement catholique est indiscutable, la nation, car elle permet la « diversité réelle » spirituelle dans une « école » qui a la primauté de l'économique à l'Etat en décalage. Mgr Metgarin approfondit leur conception des rapports entre l'Etat et la nation, Mgr Metgarin résume par Mitterrand devant les corps constitués. En ce sens, ajoute Mgr Metgarin, « les propositions Savary sont trop tôt ».

Il reste qu'en prononçant dimanche, l'enseignement catholique s'est exposé au reproche de refuser le dialogue. On se repère frileusement au lieu d'accepter le projet d'un « dialogue », il n'y a pas de dialogue, pour l'ensemble de l'école, privée et publique.

Quant au gouvernement, il paraît être en mesure de modifier les « structures éducatives » qu'il a employés, il prend le risque de querelles. Soit, confirmant son intention de « se faire contraindre », il n'y a pas de dialogue, pour l'ensemble de l'école, privée et publique.

CHARLES VIAL.

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande

Stage parallèle
(février à juin)
Stage université
IPEC Enseignement supérieur privé
46, rue de la Harpe - Paris 5
Téléphone : 633.81.23/328.03.71/354.45.37

Cures thermales
d'hiver au soleil
Vous supportez l'hiver ? Vous êtes fatigué ? Vous avez des douleurs ?

Vous supportez l'hiver ? Vous êtes fatigué ? Vous avez des douleurs ? Vous supportez l'hiver ? Vous êtes fatigué ? Vous avez des douleurs ? Vous supportez l'hiver ? Vous êtes fatigué ? Vous avez des douleurs ?

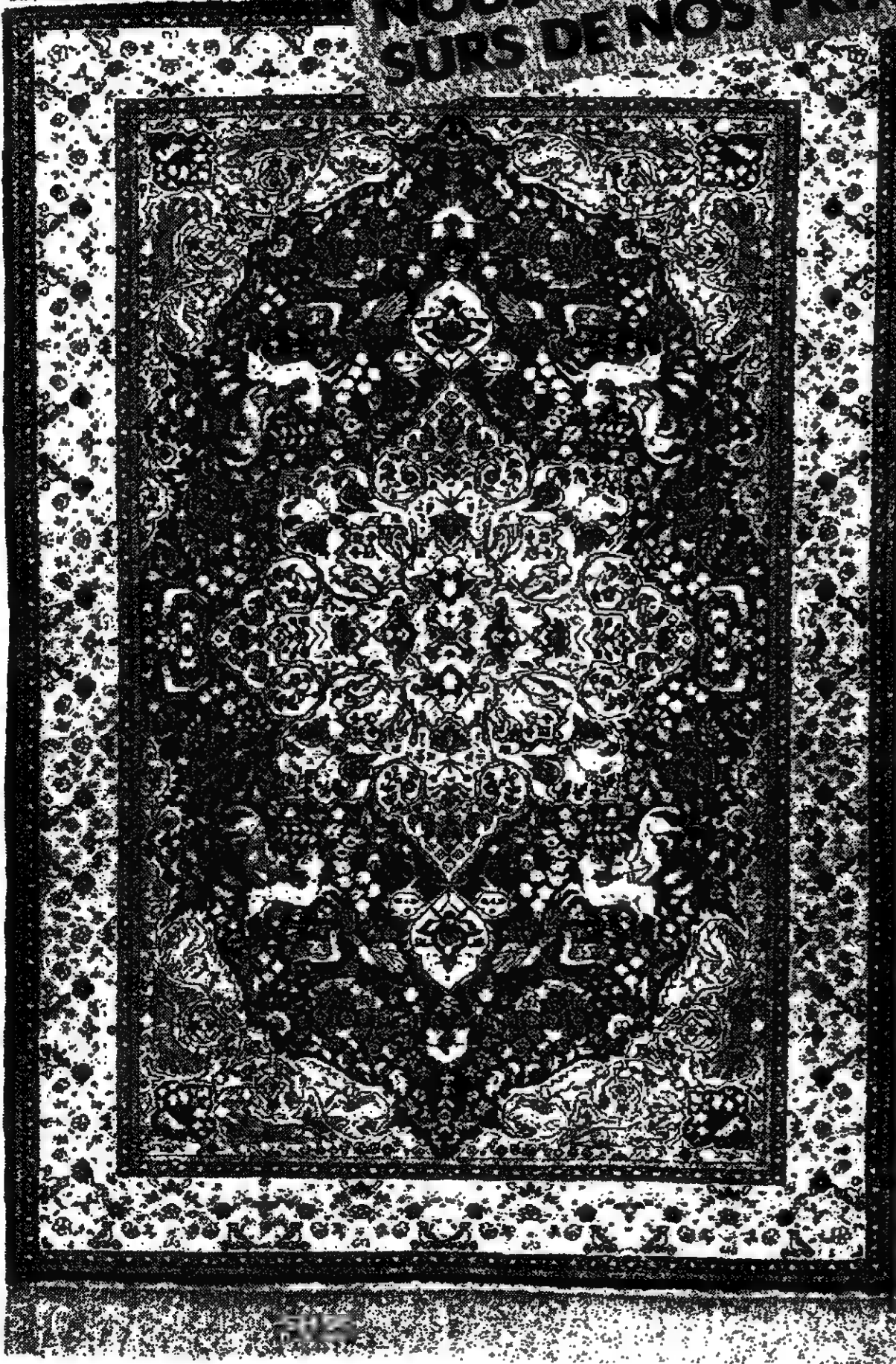
USA
LANGUAGE
L'anglais américain.
Début du trimestre : 10 janvier.

Tous niveaux.
Centre d'enseignement : 9 H à 21 H 30.
Professeurs diplômés américains.
Activités : cours spéciaux :
• Cours collectifs
• Médias américains
• Littérature
• Atelier de théâtre
• Open house

COUNCIL CENTRE ODEON
1, place de l'Odéon
PARIS Tél. : 634.16.10

GALERIES LAFAYETTE

NOUS SOMMES
SURS DE NOS PRIX



Parce que nous avons déjà marchandé pour vous tous nos tapis d'Orient, ils sont aux meilleurs prix sur le marché.

Parce que nous sommes le premier point de vente de tapis d'Orient en France.

Parce que nous importons directement nos tapis d'Orient, que nous allons les choisir un par un dans leur pays d'origine.

Parce que notre choix est important : Turquie, Iran, Russie, Afghanistan, Pakistan, Inde, Cachemire, Népal, Chine...

Parce que notre acheteur spécialiste n'hésite pas à parcourir tout l'Orient et même le Népal ou

l'Afghanistan pour découvrir de nouveaux artisans qui tissent des merveilles.

Parce que chaque tapis noué à la main est une pièce unique, garantie par un certificat d'origine. Venez écouter son histoire que nos conseillers se feront un plaisir de vous raconter.

Et si vous le désirez c'est à votre domicile que nous vous présenterons le tapis d'Orient qui s'intégrera le mieux à votre intérieur.

Tout cela seul le spécialiste du tapis d'Orient pouvait se le permettre.

Pendant cette exposition, jusqu'au 26 mars, vous bénéficiez du crédit gratuit 12 mois*.

Exposition Meubles, Objets et Tapis d'Orient jusqu'au 26 mars 1983

Galerias Lafayette

Hausmann

* à partir de 2000 F d'achat, dès acceptation du dossier, après versement comptant 20 %, les frais de crédit Cetelem, soit assurance facultative, sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

MÉDECINE

DANS LES HOPITAUX PARISIENS

L'Assistance publique a mis au point une stratégie pour intégrer l'innovation

Comment l'hôpital « absorbe-t-il l'innovation ? Comment au début, en son sein, les choix fondamentaux qui visent non seulement l'acquisition des équipements, mais aussi l'utilisation de telle technique, le « rejet » de telle autre ? Comment éviter que les innovations ne viennent se rajouter aux anciens procédés d'investigation et de traitement, alors que, bien souvent, leur destination première visait à remplacer ces derniers ?

Autant de questions cruciales à un moment où une rationalisation des choix s'impose : l'hôpital absorbe, à lui seul, plus de la moitié des dépenses de santé et les investissements hospitaliers relèvent désormais d'options économiques générales et même, parfois, politiques.

C'est à ce thème de réflexion que se consacre une commission constituée à l'Assistance publique (A.P.) de Paris. Le directeur général de l'Assistance, M. Gabriel Falize, a créé, sous l'égide du professeur Dominique Jolly, directeur du Plan à l'A.P., un Comité d'évaluation de la diffusion des innovations technologiques (CEDIT), que préside le professeur Yves Grosogoniat (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) et qui vise, précisément, à une rationalisation des choix et à une analyse des décisions. Ce comité n'a qu'un rôle consultatif.

La création du CEDIT provient d'un constat de carence : les processus de décision, bien souvent, pour ce qui a trait à l'équipement et au fonctionnement des hôpitaux manquent de rationalité, tant sur le plan économique que dans le domaine médical. Certes, la France s'est dotée, depuis plusieurs années, d'une « carte sanitaire » qui permet de planifier la création des lits et l'implantation des matériels les plus coûteux : scanners ou équipements de médecine nucléaire, par exemple.

Mais cet appareil de décisions, au demeurant récent et très centralisé, ne saurait à lui seul régir l'ensemble de la politique d'équipement hospitalier ni « a fortiori » permettre une analyse critique de l'utilisation quotidienne des méthodes de diagnostic et de traitement. Au-delà des décisions ministérielles s'impose une réflexion technique approfondie sur l'acquisition, par les hôpitaux, de techniques nouvelles, dont certaines sont coûteuses en personnel et en matériel.

En aval de ces décisions, une réflexion continue demeure nécessaire sur le bien-fondé des pratiques considérées comme acquises : tel traitement, tel moyen de diagnostic, apparaissent périmés, peu adaptés, voire risqués pour les malades. Qui portera de tels jugements ? Qui infléchira les décisions d'acquisition ou d'abandon ?

Le raisonnement humanitaire

Trop longtemps considéré comme prisonnier du raisonnement humanitaire et coupé des circuits rationnels de la décision, l'hôpital a vécu en marge des débats économiques dont il était pourtant contemporain et tributaire. La démarche économique propre à une entreprise moderne y apparaissait même, bien souvent, comme quasi sacrilège (1).

Une telle marginalisation n'est plus permise aujourd'hui, d'une part, en raison du poids croissant que représente le monde hospitalier dans la vie économique des sociétés industrielles ; d'autre part, parce que les hôpitaux sont aussi des entreprises et doivent être gérés comme telles. Ils doivent, à ce titre, aborder l'innovation en fonction de critères techniques, de façon à éviter un double écueil : l'exclusion ou l'abandon trop rapide.

Aux États-Unis, un organisme de réflexion, l'Office of Technology Assessment, a été créé sur la demande du Congrès pour évaluer les risques de tous ordres qu'impliquent les nouvelles technologies — médicales ou non — et en informer les parlementaires. Le ministère américain de la Santé a créé de son côté un « National Center for Health Care Technology », orienté sur l'analyse de l'évaluation en médecine.

Il est inévitable que des structures de ce type se trouvent d'emblée face à une contradiction : il leur revient d'analyser toute nouvelle technologie, d'étudier ses apports possibles sous le triple plan médical, technique et économique et d'en « planifier » l'intégration par la pratique quotidienne des hôpitaux. Or l'innovation et planification peuvent se neutraliser mutuellement.

De nouvelles techniques

C'est donc à un défi, mais à un défi nécessaire, qu'est confrontée la structure aidée, à la direction du Plan de l'A.P., par les professeurs Jolly, Grosogoniat et le docteur Claude Blum. Composée de onze membres (2), le CEDIT se propose, par son rôle de « laboratoire de l'innovation », une tâche formelle.

Un certain nombre de dossiers ont déjà été examinés par le CEDIT. Par exemple, la technique des im-

plants oculaires, c'est-à-dire le remplacement du cristallin. Les experts du CEDIT ont décidé qu'une telle méthode, par son rapport coût-efficacité, méritait de figurer parmi les techniques admises et même routinées. Un dossier ouvert et refermé.

Le dossier de la fécondation *in vitro* a ainsi figuré parmi les premiers dossiers examinés par le CEDIT : convenait-il d'encourager de telles techniques et, si oui, où ? Les experts du CEDIT ont décidé que de telles expériences devaient assurément être continuées, mais, compte tenu de leur coût, en nombre limité. Aussi — pour ce qui concerne l'A.P. de Paris — des moyens supplémentaires pour les fécondations *in vitro* n'ont-ils été donnés qu'à un seul centre : l'hôpital Antoine-Bécère à Clamart (Hauts-de-Seine).

Donner

les moyens nécessaires

Même réflexion sur la pratique des plasmaphéreses : c'est-à-dire l'épuration du plasma, de certaines substances toxiques, méthode coûteuse et dont l'utilisation tendait à s'étendre, parfois de façon exagérée, à de nombreuses maladies systémiques, voire à tout désordre immunologique et, en tout cas, sans que les indications en soient encore bien définies ; elles ne pourront être qu'après l'apport d'un certain nombre de protocoles scientifiques et de « suivi » des expériences.

Sur l'avis des experts du CEDIT, le directeur général de l'Assistance publique a décidé que, seuls, douze centres seraient habilités à pratiquer des plasmaphéreses (3). A propos des greffes de moelle, domaine sur lequel une réflexion nationale est engagée (le Monde du 17 décembre 1982), une décision a été prise : donner les moyens nécessaires à trois centres lourds pour l'A.P. de Paris.

A l'heure actuelle, un certain nombre de dossiers sont en cours d'examen : que faut-il penser de la résonance magnétique nucléaire, dont beaucoup estiment qu'elle pourrait rendre les scanners périmés, à plus ou moins brève échéance ? Que faut-il acquiescer dans ce domaine, coûteux s'il en est ? Convient-il d'encourager le traitement adjuvant de certains cancers par l'hyperthermie, ce qui se pratique déjà à titre expérimental à l'hôpital Avicenne, à Bobigny ? Convient-il d'admettre dans la pratique le traitement des scolioses par un nouvel appareil de stimulation musculaire électrique ? Que retenir des multiples indications des lasers ? Jusqu'à quel point doit-on admettre dans l'usage quotidien les diagnostics anténatals d'éventuelles anomalies du fœtus ? Autant de questions ouvertes sur lesquelles le CEDIT s'appuie à apporter des éléments de réponse.

CLAIRE BRISSET.

(1) Cf. sur ce sujet « La technologie médicale à l'épreuve des choix économiques » par le professeur Jean-François Lacroix (le Monde du 20 septembre 1978).

(2) Ces onze membres sont nommés par le directeur général de l'A.P. de Paris : il s'agit de six médecins parmi lesquels deux membres de la C.M.C. choisis par le président de la C.M.C., chirurgiens, spécialistes ou biologistes des hôpitaux, d'un pharmacien des hôpitaux et de membres de la direction de l'A.P. Le président est de droit un médecin. Le CEDIT désigne, pour traiter les dossiers qui lui sont soumis ou dont il se saisit, des experts de disciplines diverses.

(3) Antoine-Bécère, Avicenne, Broussais, Cochin, Henri-Mondor, Lariboisière, Necker, Raymond-Poincaré, Pitié-Salpêtrière, Saint-Louis, Saint-Vincent-de-Paul, Tenon.

TELEX PARTAGE
SERVICE TELETEX / PARIS 345 21 62

CINÉMA

■ AMITYVILLE II, LE POSSÉDÉ ■ de Damiano Damiani

Où le diable va-t-il se nicher ?

Propos ~~interview~~ par
COLETTE GODARD.

Où le diable va-t-il se nicher ?

**appelé par M^{me} Montelli cristallise un
conflit où le diable a beau jeu de se
richer.**

devient sang, peut-être l'at-
teinte ■ la morale chrétienne et au
puritanisme anglo-saxon qui se mari-
feste. Le massacre, très réaliste, se
produit aux deux tiers ■ film, mais
Damiani, après avoir contenu les
là les influences diaboliques et les su-
perstitions légendaires, ■
obligé d'en venir aux effets de terreur
par ■ ■ ■ américain
■ d'exploiter ■ phénomène

Le visage de Sonmy, qu'on pouvait croire déformé par un accès de folie, d'aberration mentale, devient carrément celui d'un possédé, et un duel horrifiant se joue, comme dans l'*Exorciste*, entre le prêtre (personnage psychologiquement bien rendu, au demeurant) et ce jeune homme habité par un des anges noirs de Lucifer. On ne marche plus, parce qu'on nous a trop fait le coup. Tout de même, le thème du sacrifice du malin est plus vieux que les prophètes. Il faut en parler.

JACQUES SICLIER.
★ Voir les films nouveaux.

La Grèce, le Canada, la France... et le public

Avec leur budget prévisionnel de 100 millions, les Rencontres de la ville de 1988 ont le tiers couvert par une subvention de la ville - les Rencontres cinématographiques n'ont rien de budgétaires, l'on observe qu'elles présentent trois cent quarante films courts, moyens et longs métrages, qu'elles organisent colloques et expositions, le tout étalé sur un mois. Au demeurant, les Rencontres stéphanoises sont le festival de France à réaliser des recettes sur le théâtre.

■ laques des quartiers, les comités
 d'entreprise, les résidences de per-
 sonnes âgées et les centres de petit-
 enfance, ainsi que vers plus d'un
 quinze villes de plusieurs départe-
 ments : Chelles, Giverny, Grenoble et
 Chambéry. Même pour partie du
 programme, Paris sera concerné. Le
 projet en effet prévoit un programme de
 documentaires contemporains dans
 un échantillonnage ■ films
 réel ■ primés à Beaumont.
 Avec leur budget prévisionnel :
 un million ■ mille francs

La municipalité, elle ainsi que la Société des réalisateurs de films sont à l'origine de ce temps fort de l'animation culturelle régionale dont les chevilles ouvrières sont Alain Renaud, un professeur de philosophie, et Nella Brousson. Les cinémas stéphanois, ainsi que les salles de la Maison de la culture de Saint-Etienne accueilleront les projections de ces Rencontres qui, en

A Saint-Etienne, explique Alain Renaud, le président du Rancounes, « la manifestation que nous organisons entend toucher tous les publics, montrer toutes les facettes de l'art cinématographique et relater les intentions des auteurs ». D'où le programme quelque peu pantagruélique que propose aux cinéphiles. D'autres pensent qu'on frôle la mesure.

« COSI FAN TUTTE », Tourcoing

« TANNHAUSER » au Théâtre des Champs-Élysées

On se réjouit que ce *Costi*, après quatre représentations à Tourcoing, se rende à Henin-Beaumont (le 11 janvier), Dunkerque (le 9 février) et Boulogne (le 11 février). La *Compagnie musicale* de la région bien sûr dans le Nord-Pas-de-Calais.

JACQUES LONCHAMPT.
★ Prochaines représentations ■ Tourcoing, les 11 et 13 janvier.

THÉÂTRE

(Suite de la première page.)

Une volonté qui malgré ses efforts ne parvient pas à devenir ce qu'elle est, qui ne trouve aucun fragment so-

Cette *offensive*-trainte de Hamlet double tranchée, par ce « marche-à-pied-lecture », suit exactement ce qu'il semble se permettre de penser son constant «*ed*», quoi donc in-diqueraient plus clairement la vie tacite si *délicat* de la ligne de partage du sensible et du spirituel, de l'organique et de l'irréversible, dans l'aven-

C'est ici qu'un événement de première grandeur a lieu, ce mois de janvier 1983, sur la colline de Chaillot, à Paris : pour une fois, Hamlet est là, en visite, parmi nous. Plus que, d'habitude, lorsque [il] vient à Paris.

changer pour de bon. Certes, la mise en scène et les décors, à mi-chemin entre le réalisme et le schématisme économique restent ce qu'ils étaient, mais l'irruption soudaine d'une interprète idéale vocalement et possédant l'intelligence de son rôle vient donner une âme à un spectacle qui en manquait.

Les limites de Reiner Goldberg (*Tannhäuser*) dont l'aigu semble insoluble, passent au second plan. Siegfried Vogel (le Lohengrin) a la nature qui convient à un rôle affectueux et à l'artère du tournoi des châteaux de la Wartburg; Jürgen Friele (Wolfram) rivalise si bien avec Tannhäuser qu'on lui accorderait facilement la préférence. Et, si Walter et Rietorff réalisent un peu à la fois, les chœurs en donnent à belle voix tandis que l'orchestre fait preuve d'une exactitude de nuances et d'une justesse redoutables.

Le **scène** continuera sur
cette lancée **scène**, cette fois, la
implicité du fond **scène**
et les feuilles **scène** répand
ur le plateau ajouteront à la poésie
de ce qui constitue, dans son dé-
veloppement, le sommet de l'œuvre.
Dans le livret Tannhäuser est mira-
culeusement sauvé par Elisabeth ;
il metteur en scène, Erhard Fischer,
qui ne croit pas à de telles supersti-
tions, ne nous l'a pas fait voir mais
c'est peut-être ce qui est arrivé au
théâtre des Champs-Élysées.

Et voilà qu'au deuxième acte, avec l'entrée d'Elisabeth (Celestina Casapietra), les choses se mettent à


GERARD CONDE
★ Dernière représentation, le 10 jan-
vier à 19 heures avec une distribution

«Hamlet», de Chaillot

annoncé, dans un théâtre, il n'est pas là. ~~Il n'est pas là.~~ Les mots, les mots, imprimés en anglais dans le grand folio de Shakespeare.

émigrés en français, ne sont plus ses mots, alors, mais une sorte de trichi-
nforme, gauche, un pathos obtus, ■

uss, parce que cette si transparente substance matérielle-immatérielle de Hamlet, alors, ■■ écrasée sous la masse criarde du site, des ■■■■■■

Au Théâtre  au-
jourd'hui, grâce aux soins d'un jardi-
nier, d'un pisciculteur en
somme Raymond Lepoutre, pour la
première fois à notre connaissance,
les mots français de Hamlet sont les
mots anglais de Hamlet. Nous perce-
vons une parole claire, bien portante,
une voix très personnelle pourtant :
une parole dont chaque mot touche,
est-à-dire essaim et émeut ; et ce
qui est curieux, c'est que cette parole
française, si on la compare au texte
anglais, est sous jumble du texte an-

Cette offensive-retraite de Hamlet double tranchant, oui, cette marche-à-pied-lecture, seul exercice senti (qu'il semble se permettre dans son constant exil, quoi donc indiqueraient plus clairement le jeu tactile si délicat de la ligne de partage du sensible et du spirituel, de l'organique et de l'irrimatériel, dans l'aventure de Hamlet ?

naïfs, est comme l'empreinte vivante
 d'une langue que la voix anglaise aurait laï-
 sée sur les lèvres françaises, en les
 embrassant ; et ce qui est plus mys-
 térieux encore, c'est que la musique
 de Shakespeare
 court, comme un ruisseau, dans
 l'herbe du français, et que
 l'étard, au travers de tout cela, une
 poésie pure qui n'est pas une poésie
 en termes, mais une poésie
 transsubstantiée en termes. Oui,
 des mots, des mots, des mots
 de Shakespeare en français, les
 mêmes : un miracle, ça
 chance !

Et l'autre aspect de l'événement, est que, par les soins du metteur en scène et du décorateur, Antoineitez et Yannis Kokkos, et dans une même mesure par les soins de l'homme qui a fait les lumières, Païce Trottier, la spiritualité sensible et culturelle de Hamlet n'est en rien, pour la première fois, écorchée ou oxygénée par le site, par les acteurs dans leurs vêtements ni par des intentions voyantes de tel ou tel participant de l'événement.

Les trois ombres

Le site, ce n'est rien d'autre que l'air, blanc, et de la lumière. Comme une grande valée verticale que l'on se voit en va au loin, très loin là-bas à l'horizon. Et juste devant nous, au bord avant du site, une bande promontoire, barrant la valée de gauche, est plus lumineuse encore. C'est tout. Dans ce « plein » pur, blanc et libre, les figures de l'ensemble et des autres ombres-ombres se présentent, donnant des paroles.

Trois ombres disposent de plus de
ansée : Hamlet lui-même, qui s'efforce
de briser l'apparence ; ombre
son père, assassiné, qui avance,
peuple un peu penchée en avant et
blais, comme un pêcheur qui remonte
la senne sur le sable de la
age, oui, qui draine dans cette
enne toute une série de maux et de
gimes qui font le réel illusoire ; enfin
comédiens, les acteurs de pas-
sage à Elsenore, à qui Hamlet s'adresse
pour faire sourdre la vérité,
et la réalité est mensonge. L'ac-

Des autres acteurs qui, aujourd'hui, interprètent cet admirable jeu en scène de *Hamlet*, mieux vaut ne rien dire en particulier, d'une part parce que chaque protagoniste de *Hamlet* est à ce point ancré dans nos consciences que chaque fois notre vue l'emporte, en image de mémoire, sur l'acteur qui l'investit ; d'autre part parce que la mise en scène est si précise, et le texte si vivant en soi, que chaque comédien volontairement s'efface, est là pour

Remarquons tout juste, et avec regret que le rôle d'Opélie est, souvent, celui d'un personnage de talent, tenu par Jerry Lewis, mais, comme si Opélie était bien plutôt Hamlet, au point de l'avoir fait se demander pourquoi le directeur - scène, redressant une marmite, l'attribue pas tout de suite, le rôle de Hamlet à cette jeune femme (après tout, Sarah Bernhardt joua elle aussi le rôle de Hamlet - en mai 1899). Et pour ne pas tout sceler dans la distribution, Richard Fontana, qui nous donne un Hamlet hésitant, très fouillé, fragile, très amoureux, vertueux, angélique, représentant alors le rôle d'Opélie, nous offre et se fraicheur d'opélie, tout marquée (après tout, les hommes, dans les temps passés, assuraient bien les

MICHEL CURNOT.
* Théâtre national de Chaillot. Du
jeudi au vendredi à 20 heures, samedi à
à 30, dimanche 16 heures (en version
férale).

■ La Cinémathèque française rend successivement hommage au cinéaste américain d'origine viennoise Fred Zinnemann (jusqu'au 24 janvier) et au cinéaste français René Clair (à partir du 19 janvier). La rétrospective Zinne-

COMMUNICATION

PARISH ATTENDANCE AND PARISHES

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 10 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Téléfilm : les Poneys sauvages.**
Réal. R. Mazoyer, avec J. Weber, Y. Beneyton, F. Hatz.
N° 3 : « Terres violentes ». Nous sommes en 1961 : un beau jeune de Michel Delon transformé en roman-photo.
Georges, de retour de Catalogne, part pour l'Algérie en palin. Michel Mézières vit en Grèce et tombe amoureux.
22 h 05 **2002 L'Odyssée du futur : La cosmologie.**
Émission d'I. et G. Bogdanoff, réal. J.-N. Roy et P. Pouzenc. Avec MM. J.-P. Petit, chargé de recherches au C.N.R.S., H. Reeves, astrophysicien.
La naissance de l'univers du point de vue mythologique : l'histoire de la recherche des Égyptiens il y a 5000 ans, et les perspectives d'avenir : un vaste programme !
23 h 05 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Émission : moi au théâtre : Folie Amante.**
De Barillet et Grédy. En scène R. Clermont. Avec L. Remand, A. Chamrout, P. Liévin.
Amante, vedette de music-hall, des jours difficiles : compte sur la publication de « Mémoires » pour se relever. Un obstacle : Philippe Moche, son cousin, de qui elle est tombée amoureuse. Elle se bat pour bouleverser son existence.
23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : Divins.**
Film français de D. Delouché (1975), avec D. Darrieux.

J. Le Poulain, M. Couture, R. Fontana, G. Flana, Candy.
Un jeune homme trop romantique est amoureux d'une vedette de la scène et de l'écran. Il finit par demander à la star de le décevoir en lui jouant une comédie.
Danielle Darrieux dans un rôle de compositrice avec métamorphoses parodiques et sévères. Conçu, écrit, réalisé pour elle, ce film est, par ailleurs, une timide tentative de comédie musicale.
22 h 00 **Journal.**
22 h 30 **Magazine : Thalassa.**
De Georges Pernoud.
L'hiver des marins.
23 h 15 **Musi-Club.**
Symphonie de S. Prokofiev, par l'Orchestre symphonique de la B.B.C., sous la direction de G. Rozdestvenski.

FRANCE-CULTURE

h. Trompette sous un crâne, de K. Amazo. Avec B. Dandry, J.-F. Calvé, S. Arlet.
21 h. L'autre scène ou les vivants et les dieux : le bien social et le sacré.
22 h 30. Nuits magnétiques : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

h. 30. (en direct du Grand Auditorium du Radio-France) : « Quatuor à cordes n° 11 », de Beethoven : « Quatuor à cordes n° 8 », de Dvorák : « Quatuor à cordes n° 3 », de Britten, par le Quatuor Endellion. Avec A. Watkinson, 1^{er} violon ; L. Williams, 2^e violon ; G. Jackson, alto ; D. Watermann, violoncelle.
22 h. La nuit sur France-Musique : musiques de nuit : 23 h 5. Aspects de la musique française : de Milhaud, d'Indy ; 0 h 5. Un Italien à Paris, P. Coppola.

Mardi 11 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **TF 1 Vision plus.**
12 h 10 **Suspens.**
12 h 10 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
14 h 45 **Après-midi de TF 1 : Féminin présent.**
16 h **C'est à vous.**
16 h 50 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rite.**
19 h 05 **Météorologie.**
19 h 45 **Émissions régionales.**
20 h **Journal.**
h. 30 **D'accord pas d'accord (L.N.C.).**
La distribution du propane : encore des problèmes.
h. 35 **Soirée ouverte... aux jeunes : hommage à Elvis Presley.**
20 h 40 **Téléfilm : Le jour où Elvis est venu à Bremerhaven.**
Réal. F. Brügmann, avec W. Drygalla, P. Biga, M. Shelley.
L'Amérique des années folles du Rock'n'Roll, des cheveux gominés et des débuts d'Elvis Presley.
h. 25 **Elvis, son dernier concert.**
Réal. D. Hemion. Enregistré par la chaîne de télévision américaine CBS.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 **ANTOLOGIE.**
12 h 05 **Journal.**
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neufs.**
12 h 45 **Journal.**
13 h **Émissions régionales.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h **Anglais : le vie.**
14 h 05 **Série : Histoires d'Europe.**
15 h 50 **Magazine : Champs d'Arènes.**
16 h 45 **Entre vous.**
De L. Borel.
Aller et venir : les handicaps physiques.
17 h 50 **A2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 45 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bourdard.**
20 h **Journal.**
h. 30 **D'accord pas d'accord (L.N.C.).**
h. 40 **Cinéma : L'Empire du silence.**
Film français de J.-L. Bertoni (1977), avec J. Yano, M. Piccoli, J.-P. Marielle, J. Robert, J.-C. Brialy, M. Lonsdale.
Des événements mystérieux mettent en danger l'ordre et la puissance de la filiale française d'une multinationale installée dans la tour Montparnasse. Il faut découvrir le responsable.
D'après le roman de René Victor Pilhes, une fable satirique, poétique, fantastique, solidement mise en scène, avec quelques défauts dans la seconde partie.
Original.
22 h 25 **Mardi cinéma.**
Avec Claude Cardinal et Lino Ventura.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 50 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'espace.
20 h **Les jeux.**
h. 30 **D'accord pas d'accord (L.N.C.).**
Distribution de propane, encore des problèmes.

20 h 35 **Cinéma : les Grands Moyens.**
Film français d'H. Cavallini (1975), avec H. Dieudonné, Y. Maurel, A. J. B. Carrel, C. Rouvel, F. Sardon.
A Nice, la mère (corse) d'un policier italien avec ses deux sœurs octogénaires une vendetta contre les grands responsables du meurtre.
D'un roman de Charles Exbrayat, ce film hérite de l'humour noir anglo-saxon et de la comédie de mœurs méridionale. On aime Hélène Dieudonné.
22 h **Magazine : Mémoires de France.**
Enlèvement de P. Ory, réal. F. Chadeaux.
L'histoire d'un village de Bercy, avec C. Cabana, secrétaire général de la mairie de Paris ; E. Verdier, membre du collectif Bercy ; G. La Bella, auteur d'une étude économique et sociologique sur les entreprises.
23 h 05 **Journal.**
23 h 35 **Prélude à la nuit.**
Festival de Pradon, pour violoncelle et C. Debussy par L. Rost.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mathématiques : Norvège : marais bien et or noir.
8 h. Les chaînes de la conscience : les sermons et leur sabbat : à 9 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 10 h 50, la vallée aux loups.
9 h 7. La maternelle des autres : les femmes et les autres.
10 h 45. Étranger mon ami : Howard's End, de E.M. Forster.
11 h 2. Musique : « Patchwork », journée violon (violon des cycles, violon baroque, violon roumain et violon de l'Inde du Sud) (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5. Agora, avec M.-J. Joubert.
12 h 45. Panorama.
14 h. Sous : Mexico.
14 h 5. Un livre, des voix : « L'île blanche », de N. Ciravegna.
14 h 45. Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier : à 15 h 30, Poincaré cardinaux ; à 16 h 30, Micromégas ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30. Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIII^e siècle.
19 h 25. Jazz à l'antenne.
19 h 30. Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (application à la neurophysiologie du comportement et à la psychanalyse).
20 h. Dialogues : L'œuvre de culture, avec J. L. et F. Aubral.
21 h 30. Nuits magnétiques : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique du matin : œuvres de Georges Roll, Liza, Telemann, Rheinberger, Franck.
8 h 7. Le Bouquet des 9-9.
9 h 4. Le matin des musiciens : J.-P. Rameau.
11 h 2. La musique populaire d'aujourd'hui : Israël.
12 h 35. Jazz : Earl Hines et les petits comités.
13 h. Opéra : « Le postillon de Longjumeau », de Adam.
14 h 4. Boîte à musique.
15 h 30. Les enfants d'Orphée.
16 h. D'une œuvre à l'autre : Discoboth RDA : œuvres de J.-S. Bach, Mendelssohn, Beethoven, Elgar.
17 h 5. Répères contemporains.
17 h 30. Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30. Studio-Concert (en direct du Studio 101) : le Groupe vocal de France sous la direction de J. Allidis, interprète des œuvres de Ottaviano, Arrigo, Luzzu, Schoenberg, Messiaen.
19 h 35. Jazz.
19 h. Premières loges : Tutti dal Monte ; œuvres de Rossini, Donizetti, Verdi.
h. 30. Concert : Festival d'été de Paris (donné à l'église Saint-Séverin) : œuvres de J. Brahms, Mendelssohn, Dietrich, Bruckner, J. Brahms, Reger ; le Freiburger Vokalensemble ; dir. W. Schäfer.
22 h. Cycle acoustique.
23 h. La nuit sur France-Musique : Musique de nuit : 23 h 35, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 JANVIER

h. 15. **Michel Rocard**, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, est reçu à l'émission « Face à l'Europe » sur France-Inter à h. 15.

MARDI 11 JANVIER

h. 15. **Michel Rocard**, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, est invité à l'émission « Radio libre » sur Europe 1, à 20 h 30.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs 3 à 4 ans
RUE LACÉPÈDE, PARIS-6
Téléphone (01) 707-85-64

ISSEC

formation continue des cadres

Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales
Établissement de formation continue privé

Tél. 233-21-88

PRINTEMPS 1983

- UN ENSEIGNEMENT INTENSIF, sans absence prolongée hors de l'entreprise.
- Chaque module ou crédit - 9 journées réparties sur 4 mois - 2 formules :
 - 1 journée tous les 15 jours,
 - 2 ou 3 jours consécutifs une fois par mois.
- Un centre d'orientation, véritable conseil en formation, à la disposition des participants pour leur aider dans l'élaboration de leur plan de perfectionnement.
- Un corps professoral constitué de professeurs permanents et de spécialistes d'entreprises.

COURS A PARTIR DU FÉVRIER

Logistique et Production

- Éléments fondamentaux.
- Techniques de planification et de contrôle.
- Direction du personnel par l'encadrement.
- Distribution physique et transport.
- Mise en place d'un système d'organisation.

Organisation Planification

- Techniques d'organisation des tâches.
- Structures d'organisation.
- Planification d'entreprise.
- Mise en place d'un système d'organisation.

Secrétariat général

- Données fondamentales du droit des affaires.
- Pratique des contrats commerciaux.
- Pratique du droit commercial et financier des sociétés.
- Transports douaniers et du commerce international.
- Management du risque.
- Secrétariat général, Direction, Administration.

Marketing

- Marketing fondamental.
- Choix de produits.
- Marketing des produits industriels.
- Déclinaison et évaluation des actions marketing.
- Direction des ventes.
- Communications publicitaires.
- Techniques de base du commerce international.
- Développement et gestion des produits nouveaux.
- Politique de marketing.
- Marketing agro-alimentaire.
- Utilisation des marchés à terme de marchandises.
- Économie et gestion des coopératives agricoles.
- Stratégie industrielle des entreprises.

Informatique de gestion

- Introduction à l'informatique de gestion.
- Applications de l'informatique de gestion.
- La bureautique.
- La micro-informatique.
- Informatique et organisation.

Finance

- Techniques de gestion financière.
- Analyse financière.
- Financement des entreprises.
- Aspects économiques et financiers des opérations internationales.
- Décisions et politiques financières.

Comptabilité contrôlée

- Comptabilité générale de l'entreprise.
- Introduction au contrôle de gestion.
- Principes et pratique comptables approfondis.
- Fiscalité des entreprises.
- Opérationnel et audit comptable.

Personnel et formation

- Techniques de base de la fonction personnel.
- Approche stratégique de l'organisation et des conditions de travail.
- Droit du travail.
- Gestion de la formation et développement des ressources humaines.
- Bilan social et suivi social.
- Direction du personnel par l'encadrement.
- Expression orale.
- Négociation sociale, arbitrage et gestion des conflits.
- Analyse transactionnelle et amélioration de la communication.

- UN DIPLOME DE SPÉCIALITÉ ISSEC, homologué par l'Etat depuis 1976, réservé aux sessionnaires ISSEC ayant suivi quatre crédits de perfectionnement réussis et soutenu un mémoire.
- UN CENTRE DE LANGUES - Paris ou Cergy - anglais, allemand, espagnol, arabe, brésilien.
- CENTRES ASSOCIÉS - Nîmes (contrôle, gestion, marketing).

ISSEC SÉMINAIRES

- Outils statistiques du marketing : 15/16 mars 1983.
- Éléments de mathématiques financières : 23/24 mars 1983.
- Le plan comptable révisé : 12/13 avril 1983, 14/15 juin 1983.
- Gestion de projets : 30/31 mai, 1^{er} juin.
- Legal English : 4/5, 11/12 mars.
- Export English : 4/5, 11/12 mars.
- Création d'entreprise : 12 juin (7 avril - 21 juin).

ISSEC

DEMANDE D'INFORMATIONS - SESSION PRINTEMPS 1983

M. M^{me} Fonction
Société
Adresse personnelle / professionnelle
..... Tél.
☐ Je désire recevoir un programme de perfectionnement ISSEC et un dossier de candidature.
☐ Je désire un rendez-vous avec le centre d'orientation de l'ISSEC.
☐ Je désire recevoir un programme du centre langues.
☐ Je désire recevoir un programme séminaire.
A retourner à
ISSEC 38, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS.
Tél. 233-21-88.

ENTRETIEN
SÉANCES ANNUELLES
LEURS MÉS TROIS

Handwritten signature or stamp.

INFORMATIONS « SERVICES »

VOYAGES AÉRIENS

Des rayons X dans la valise

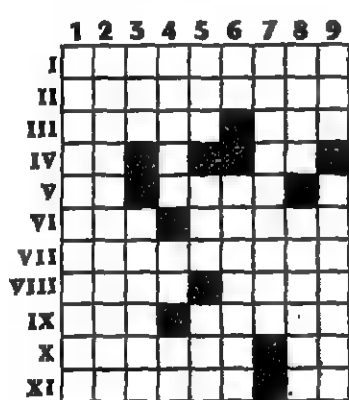
La police de l'air et des frontières est chargée d'assurer la sécurité internationale des vols nationaux. Pour accomplir cette mission, elle indique la réglementation, les fonctionnaires utilisent les principaux aéroports des appareils à rayons X, dont la plupart sont de la marque « Philips », afin de détecter dans les bagages la présence d'armes, d'explosifs ou de tout autre objet dangereux ou suspect.

Au cours de l'année 1981, 14 millions de passagers ont été enregistrés au départ des aéroports parisiens et les services de police ont pu constater que les appareils à rayons X ne subissent aucune augmentation de la norme de sécurité, de maintenance ou de fiabilité. Cependant, il est toujours recommandé au passager d'avoir le service chargé du contrôle de la présence dans son bagage d'objets dangereux à l'action des rayons X, ainsi qu'il est la seule méthode pratiquée.

Telle est la réponse de M. Jean Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la Démocratie (Journal officiel du 27 décembre 1982), à la question posée par M. Pierre Bernard Cousté, député (Ipp. R.P.R.) du Rhône.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3360



HORIZONTALEMENT

I. S'acquiert régulièrement pour des raisons convenables. - II. Trompent l'attente en attendant. - III. Tout feu tout flamme. Dans le Vaucluse. - IV. Les différences sont les mêmes. - V. Terme de chimie. Facilement. - VI. Projection généralement réservée aux adultes. On peut avoir un dire. - VII. Se trouve dans une espèce de bourbier. - VIII. Re traite impériale. A l'air vraiment un goût très prononcé. - IX. Pronom. Intervient dans les affaires graves. - X. Imposer une contrainte par corps. Personnel. - XI. Fait travailler ou travaille lui-même. Accompagnent le Pape.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 janvier :

UNE LOI
relative à la répartition des compétences entre les départements, les régions et l'État.

DES DÉCRETS
relatifs au décret du 7 avril 1971 relatif au collège des magistrats cours et tribunaux et du ministère de la justice ;

relative à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public de l'Éducation nationale.

DES ARRÊTÉS
relatifs au taux de la taxe spécifique perçue sur certains produits pétroliers au profit du fonds spécial des grands ports ;

relatifs à l'organisation technique paritaire central de l'Éducation nationale des enseignants et victimes de guerre.

relative à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public de l'Éducation nationale.

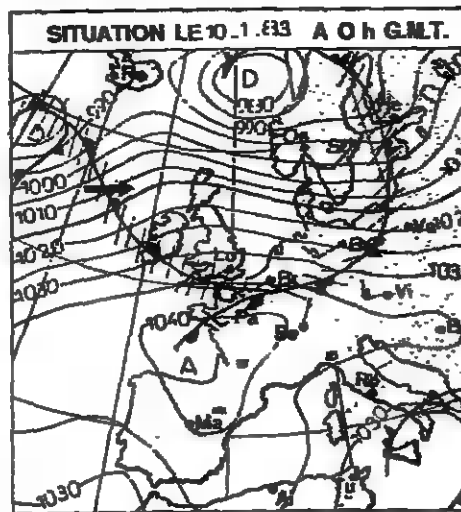
relative à l'organisation technique paritaire central de l'Éducation nationale des enseignants et victimes de guerre.

relative à l'organisation technique paritaire central de l'Éducation nationale des enseignants et victimes de guerre.

relative à l'organisation technique paritaire central de l'Éducation nationale des enseignants et victimes de guerre.

relative à l'organisation technique paritaire central de l'Éducation nationale des enseignants et victimes de guerre.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 10.1.83 A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 à 0 heure et le mardi 11 janvier à 0 heure.

Les hautes pressions s'installent et se renforcent sur l'ouest de l'Europe, elles sont centrées sur le nord de la France et rejettent les perturbations vers les îles Britanniques.

Mardi, la journée débutera sur la majeure partie du pays dans la brume. Les régions les plus touchées avec brouillard de brouillard dense s'étaleront de l'Aquitaine au Massif Central aux régions de la Loire à la vallée du Rhone et au Jura. Ces brouillards seront souvent givrants.

Sur le bord de la Méditerranée, beau temps bien ensoleillé et doux, 4 à 5 degrés le matin, 12 à 14 l'après-midi.

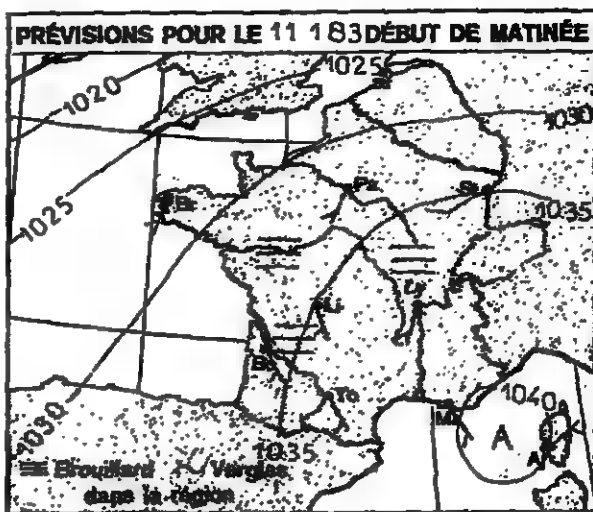
Au nord de la Loire dans le Nord et le Nord-Est, temps nuageux en marge des perturbations circulant sur la Manche, ces nuages resteront épais toute la journée et donneront un peu de bruine sur les côtes de la Manche. Temps très doux, 7 à 9 degrés toute la journée, le vent d'ouest sera modéré.

Sur le reste du pays, au sud de la Loire et dans le centre, l'après-midi, de belles éclaircies se développeront, il fera 8 à 9 degrés en général et le vent sera faible.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 janvier à 7 heures, de 1 038,6 millibars, soit 779 millimètres de mercure.

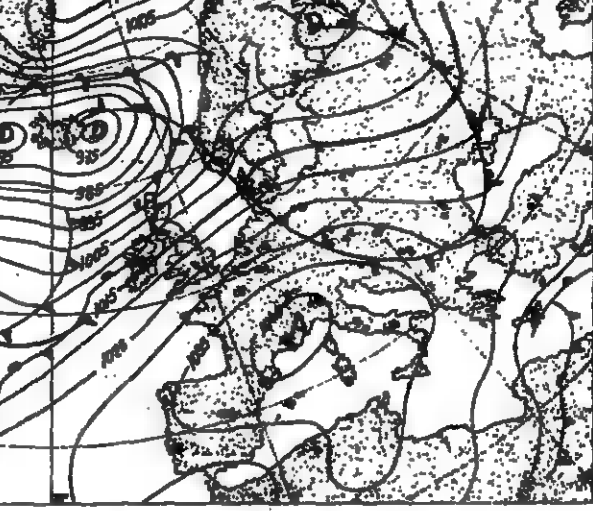
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 janvier ; le second le minimum de la nuit du 9 au 10 janvier) : Ajaccio, 15 et 2 degrés ; Biarritz, 7 et 2 ; Bordeaux, 4 et 2 ; Bourges, 7 et 1 ; Bruch, 11 et 10 ; Caen, 10 et 8 ; Cherbourg, 10 et 9 ; Clermont-Ferrand, 7 et 0 ; Dijon, 2 et 1 ; Grenoble, 5 et -1 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 2 et 0 ; Marseille-Marganne, 12 et -2 ; Nancy, 6 et 3 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 5 ; Paris-Le Bourget, 9 et 7 ; Pau, 11 et 1 ; Perpignan, 14 et 1 ; Rennes, 10 et 7 ; Strasbourg, 6 et 3 ; Tours, 7 et 3 ; Toulouse, 6 et 1 ; Poitiers-Père, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés ; Amsterdam, 9 et 5 ; Athènes, 13 et 9 ; Berlin, 7 et 5 ;



PRÉVISIONS POUR LE 11.1.83 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Beau, 7 et 6 ; Bruxelles, 8 et 6 ; Le Caire, 17 et 9 ; Les Canaries, 19 et 16 ; Coppenhague, 7 et 4 ; Dakar, 25 et 15 ; Djibouti, 15 et 11 ; Genève, 5 et -3 ; Jérusalem, 9 et 4 ; Liège, 13 et 5 ; Londres, 11 et 5 ; Luxembourg, 3 et 3 ; Madrid, 10 et -3 ; Moscou, 2 et 0 ;

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 JANVIER

« L'architecture gothique racontée aux enfants », 14 h 30, Musée Saint-Jacques-le-Pauvre, M^{me} Colin.
« Hôtel de Sully et place des Voies », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Dubois.
« Notre-Dame », 15 heures, portail central, M. Guiller.
« Bénédictins et Mauristes à Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M^{me} Penne.
« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champrol (Approche de l'art).
« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et Lettres de Paris).
« Musée », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.
« Les primitifs flamands », 11 heures, aile du Louvre, M^{me} Camille.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, M^{me} Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, M^{me} Ferrand.
« Exposition Famille-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, M^{me} Hager.
« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, M^{me} Leblanc.
« Le Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, R. Roman.
« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue (Le vieux Paris).

BREF

TROIS MESURES EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS

Pour promouvoir la vie associative, trois mesures annoncées récemment par M. André Henry, ministre du temps libre, vont entrer en application dans les prochaines semaines. Il s'agit de :

● **Conseil national de la vie associative (C.N.V.A.).** - Il sera créé par décret avant la fin du mois de janvier. Il aura notamment pour tâche de proposer un certain nombre de réformes utiles que le ministre de l'Éducation nationale et le ministre de l'Économie sociale.

● **Fonds de développement solidaire de la vie associative (F.D.S.V.A.).** - Il permettra aux associations de bénéficier d'aides, de garanties, et de solidarités nouvelles. Il aidera les investissements associatifs par des signatures de conventions avec des organismes financiers, notamment l'Institut de développement de l'économie sociale.

● **Contrat d'association sociale.** - Entre une association et les pouvoirs publics, les deux parties définiront des programmes d'activités en matière sociale.

CIRCULATION

PRÉCISION. - Dans l'article intitulé « Contraventions », publié dans le Monde du 8 janvier dernier, nous avons reproduit la liste des infractions à la circulation routière par la chancellerie. L'une d'entre elles concernait l'utilisation des feux de position pour circuler de nuit en agglomération. Or, depuis le décret du ministre des transports du 18 juin 1982, l'utilisation des feux de position n'est plus une infraction, les feux de croisement n'étant plus obligatoires la nuit en ville. Elle n'est donc pas possible d'être sanctionné pour première infraction, comme nous l'avons indiqué un peu abruptement.

COLLOQUE

Le Monde ECONOMIE

Un choix difficile pour le gouvernement

Comment organiser l'industrie française du téléphone

Alors que les grandes manœuvres dans l'industrie mondiale des télécommunications prennent une nouvelle dimension avec l'alliance qui s'ébauche entre A.T.T. et Philips, le gouvernement français envisage une restructuration de l'industrie française du téléphone. Par ses enjeux à long terme, ses prolongements technologiques et internationaux, ce dossier industriel est sans doute l'un des plus importants que la gauche ait eu à traiter depuis le 10 mai 1981. Pour le nombre des acteurs en présence, les différents avis qui s'expriment, il est également l'un des plus difficiles à prendre.

Au début des années 70, le téléphone — ce « gadget », comme avait dit sans rire un ministre des P.T.T. — était en France l'affaire des grands groupes étrangers. International Telephone and Telegraph régnait à travers deux filiales la Compagnie générale de constructions téléphoniques et la Matériel téléphonique sur 42 % du marché de la communication (les câbles téléphoniques) et la filiale française du Suède Ericsson en contrôlait 18 % ; C.I.T.-Alcatel, du groupe C.G.E., et la petite coopérative

Désormais, l'Etat est totalement maître du jeu. Il est le principal actionnaire du secteur, puisqu'il en contrôle, avec la nationalisation de C.G.E., Thomson et C.G.C.T., les trois principaux groupes. Caux-ci couvrent 100 % des marchés de la communication publique, 70 % des transmissions, plus de la moitié de la téléphonie privée. Il est aussi le principal client de ce secteur puisque les P.T.T. assurent 65 % de la totalité du chiffre d'affaires de la branche.

Que faire de la C.G.C.T.

Reste maintenant à déterminer ce que l'on va faire de cette force de frappe. Le succès de ces dernières années est fragile. L'essor technologique pris avec le temps peut fondre comme neige au soleil. La concurrence se fait plus vive. L'arrivée sur le marché mondial du géant américain American Telephone and Telegraph et l'alliance qui s'ébauche avec Philips, les ambitions d'I.B.M. dans les télécommunications, les évolutions techniques, obligent à définir une nouvelle stratégie, à transformer l'essai pour placer définitivement, sur l'orbite mondiale, l'industrie française des télécommunications. De cela, chacun est conscient, au sein des pouvoirs publics comme des entreprises concernées. Mais les avis divergent sur la méthode, les structures, les moyens, à mettre en œuvre.

L'idée de regrouper tout de suite au sein d'une seule entité — Téléphonie de France — les secteurs télécommunications des groupes nationaux a été officiellement abandonnée. Les P.T.T., qui entendent conserver deux fournisseurs, deux pôles, ont fait valoir leur point de vue. Pourtant, tout est loin d'être réglé, et le débat a rebondi ces derniers semaines à partir des problèmes posés par la C.G.C.T.

Coupée de ses liens avec l'I.T.T., cette entreprise et ses neuf mille salariés ne peuvent vivre seuls sans produits originaux, avec 15 % seule-

ment du marché français et des pertes qui s'accumulent depuis plusieurs années (près de 300 millions de francs en 1982). Il faut assurer le plan de charge de ses usines et déterminer quel type de contrats elles produiront à l'avenir. La C.G.C.T. doit donc s'arrêter à l'un des deux groupes français : C.I.T.-Alcatel ou Thomson, Laguey ?

Les tenants d'un rapprochement de la C.G.C.T. avec C.I.T.-Alcatel, que l'on trouve notamment au ministère de la recherche et de l'industrie, avancent quatre grands arguments : 1) Le central E.10 de C.I.T.-Alcatel est le seul qui puisse être sous-traité rapidement — d'ici la fin de 1983 — dans les usines de l'ancienne filiale d'I.T.T. « Pourquoi charger la barque de Thomson, explique-t-on, en ajoutant à ses problèmes ceux de la C.G.C.T. ? Le groupe doit d'abord surmonter les difficultés qu'il rencontre pour le point de vue de la C.G.C.T. »

M.T. 20-25 ; il ne faut pas détourner ses efforts pour des questions de réorganisation, de fusion, de surcapacité d'usine, etc. » 2) La part de C.I.T.-Alcatel sur le marché français de la communication publique est maintenant de 45 %. Pour améliorer la compétitivité du E.10 sur le marché mondial, il faut « allonger les séries ». En représentant la part de la C.G.C.T. — même si cette dernière conservait son identité — le E.10 de C.I.T.-Alcatel représenterait environ 60 % des commandes de M.T. 20-25. 3) Les compétences de la C.G.C.T. en téléphonie privée, dans les matériels d'abonnés, seraient « d'un précieux concours » pour C.I.T.-Alcatel, qui a quelques faiblesses dans ces domaines.

4) Il faut être très organisé la coopération entre tous les acteurs français du téléphone pour faire face à la concurrence et au défi que serait une alliance A.T.T.-Philips, développer la prochaine génération de centraux. Le coût des recherches sur les unités de recordement numérique, qui constitueront le cœur des futurs centraux, est estimé au moins à 3 milliards de francs. « On ne peut pas se permettre de disperser les efforts, de financer des recherches sur des systèmes ». Or Thomson fait de gros efforts financiers, etc. » Les équipes de recherche de Thomson, C.I.T.-Alcatel, du C.N.E.T. et d'autres « doivent donc se mettre tout de suite au travail ». A terme, une certaine répartition des tâches pourrait alors se faire entre les deux grands groupes français — C.I.T.-Alcatel se spécialisant plutôt dans la communication publique, Thomson s'orientant progressivement vers la périphérie, les systèmes de communication d'entreprises. Chacun des deux groupes pourrait vendre les produits de l'autre.

Pour séduire qu'elle soit — sur le papier — cette solution a été critiquée dans divers milieux, en particulier aux P.T.T. « Les centraux des deux constructeurs n'ont pas la même structure et ne répondent pas tout à fait aux mêmes objectifs, explique-t-on en avenue de Ségur. Les capacités en nombre de lignes des M.T. 25 sont supérieures à celles du E.10. Nous en avons donc un besoin absolu pour équiper les grandes villes. » Ainsi, au cours des prochaines années, les commandes devraient-elles se répartir à peu près par moitié entre les deux systèmes. Responsables de la bonne marche du téléphone en France, les P.T.T., qui ont passé des milliards de francs de commandes à Thomson, s'inquiètent donc des retards apportés à la mise au point des M.T. 20-25.

Or le rapprochement de la C.G.C.T. à C.I.T.-Alcatel est un préjudice qu'on ne veut ou ne peut pas à l'étranger, comme un acte de défiance à l'égard de son « patron », le signe que « le groupe sortira un jour ou l'autre de la communication publique. Cela ne fera qu'accroître la concurrence des équipes qui travaillent sur M.T. 20-25. » Le climat qui règne depuis plusieurs mois au sein de la division té-

lphone de Thomson n'a pas, à vrai dire, été propice à la mobilisation des équipes. A tort ou à raison, elles ont prêté à certains de leurs dirigeants une arrière-pensée : celle de vouloir lâcher la communication publique, qui coûterait trop cher (les pertes se chiffrent depuis trois ans en centaines de millions de francs chaque année). D'où la démotivation constatée ces derniers mois. D'où également un durcissement — sans doute maladroit — des P.T.T., qui ont brusquement réduit, en fin de d'année, leurs commandes de M.T. 20-25 et menacent Thomson de lui appliquer les pénalités de retard prévues par les contrats (il y en a pour plusieurs centaines de millions de francs).

Le double objectif des P.T.T.

Opposée viscéralement à toute opération qui viserait, même à horizon lointain, le monopole de la communication publique à un seul constructeur, la P.T.T. poursuivait un double objectif : « Un objectif qui coûte à l'Etat en service M.T. 20-25, dont l'absence est une catastrophe », et un autre, sont-ils tentés de prendre plus ou moins directement la situation en main.

Leur idée serait de réunir la division téléphonique de Thomson (y compris les transmissions) avec la C.G.C.T. au sein d'une nouvelle société Thomson-Alcatel. Cette dernière, 34 % du capital (avec la possibilité de revenir à terme à 50 %), le reste étant entre les mains de divers établissements financiers, dont la Caisse d'Allocations Familiales.

Ainsi, le financement et les pertes du téléphone seraient assurés par les comptes de Thomson-C.S.F. (qui est toujours coté en Bourse), une synergie étant maintenue avec les autres divisions du groupe, notamment les composants et les systèmes mi-

J.-M. QUATREPOINT.
(Lire la suite page 21.)

Une baisse inéluctable des effectifs

L'ASPECT social de la restructuration de l'industrie téléphonique française est un des points les plus délicats du dossier. En dépit des développements considérables du réseau, la mutation de l'industrie des télécommunications (l'électrocinéma, à partir de 1977, a plongé brutalement l'industrie dans un état de surcapacité permanente. L'automatisation, le déplacement de la valeur ajoutée vers l'amont (les composants électroniques) et l'aval (les logiciels de plus en plus complexes) bouleversent les effectifs et les qualifications.

Les grands groupes (Thomson, C.G.E., les Signaux, Matra, C.G.C.T. et Philips) employaient en France 77 100 personnes en 1975, 79 540 en 1977 et 83 000 à la fin 1981. Les P.T.T. ont un bond de 1978 à 1977 (de 5 900 personnes à 14 000), voyaient leurs effectifs ramener à 11 500 en décembre 1981. L'emploi croissant d'ingénieurs et de techniciens n'a donc pas compensé, loin de là, les départs d'ouvriers.

Si Philips-P.T.T., Matra et les autres s'en sont sortis relativement bien, les constructeurs de centraux pour les P.T.T. souffrent en revanche beaucoup plus. Thomson et la C.G.E. ont perdu 6 000 personnes depuis six ans. La C.G.C.T., passant de 11 000 salariés à 5 500 (9 000 avec les filiales), a connu la plus forte baisse relative. D'où le climat social très tendu qui règne dans cette entreprise à l'heure où son sort se décide.

E.L.B.

A.O.P. détiennent respectivement 30 % et 10 %.

Sous l'impulsion des P.T.T., le panorama alterne profondément change en dix ans et, à la veille de l'arrivée de la gauche au pouvoir, la situation était la suivante : les deux groupes français, C.I.T.-Alcatel et Thomson, contrôlaient chacun 42 % du marché français de la communication. Le premier fabriquait un central électronique « temporel » aux couleurs françaises (E10), qui a fait une percée sur le marché mondial. Le second, après avoir racheté en 1978 L.M.T. et la Française Ericsson, tente de mettre au point une nouvelle génération de centraux électroniques (M.T. 20-25).

Cette reconquête ne s'est pas faite sans mal. Il y eut quelques périodes de « zéro », des erreurs coûteuses. Pourtant, un fait demeure : en une décennie, l'industrie française des télécommunications s'est affranchie, sous la férule des P.T.T., de sa dépendance financière et technologique vis-à-vis des groupes étrangers. La gauche allait parachever l'opération en rachetant à l'I.T.T., en juillet 1982, la C.G.C.T. pour 215 millions de francs.

AUSTRALIE

Une économie minée par l'inflation des salaires et des prix

Pour réduire la spirale de l'inflation et des salaires, le gouvernement australien a fait voter par le Parlement, à la mi-décembre, le blocage des salaires des quatre cent soixante-neuf mille employés fédéraux pour un an. Il a obtenu des différents Etats qu'ils adoptent une attitude similaire ; ceux dirigés par un gouvernement travailliste n'ont toutefois accepté de prendre cette mesure que pour une période de six mois. Le premier ministre, M. Fraser, a ensuite part obtenu de la commission d'arbitrage sur les conflits industriels que ce blocage s'applique également au secteur privé.

Si une expression pouvait bien résumer le comportement national australien, ce serait celle, si souvent employée, de « She'll be right, mate ! » (littéralement : « Elle s'en tirera, mon vieux ! »). Cette expression, issue de l'époque des pionniers, ceux qui s'efforçaient de se bâtir une vie dans ce milieu naturel dur et imprévisible qu'est l'outback — l'intérieur isolé et souvent semi-désertique — adoptait un optimisme sardonique. C'était leur première arme pour survivre.

« She'll be right, mate ! » revient aujourd'hui à la mode, à un moment où l'Australie se trouve prise dans la « tempête » mondiale, qu'elle souffre également d'une fièvre inflationniste et qu'elle est frappée par la sécheresse la plus grave de mémoire d'homme. Dans un pays où un taux de chômage de plus de 2 % était jadis considéré comme politiquement inacceptable, ce pourcentage atteint 7 %. On prévoit qu'il approchera les 10 % pendant l'été austral — janvier et février — avec l'arrivée sur le marché du travail de jeunes sortis de l'école.

Importante nation commerciale, l'Australie a défendu beaucoup moins bien que ses principaux partenaires. L'inflation est de 12,3 % et, le prochain semestre, pourrait être

pire. En dépit de cela, le gouvernement a adopté un budget étonnamment discret sur l'inflation. Rejetant l'avis de ses conseillers économiques, il a opté pour une stratégie basée sur la philosophie du « She'll be right, mate ! ».

Cette attitude se comprend, car le pays a subi un glissement soudain et inattendu vers la « stagflation ». Il y a encore peu, le gouvernement était persuadé que le pays se trouvait dans une position tout à fait favorable pour sortir d'une récession qui s'étendait au reste du monde. Quand il s'est présenté devant les électeurs en octobre 1980, il avait affirmé qu'un « boom » — le fameux « boom minier » — était au coin de la rue ; ce qui semblait très plausible alors.

Le boom du prix du pétrole de 1979 avait apporté au pays de énormes profits. Elle avait aussi entraîné une dépréciation de charbon, jusqu'alors considérés comme dépourvus de valeur. Les exportations, commerciales et de matières premières et de locomotives, responsables en tout premier lieu du développement des exportations au cours des deux dernières décennies, avaient décidé de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole au profit du charbon et du uranium (abondants en Australie). Dans une moindre mesure, d'autres pays industriels avaient commencé à se tourner vers l'Australie.

Les mirages du « boom »

Le boom du pétrole a aussi profité à l'Australie dans d'autres domaines. Un important gisement de gaz offshore au large des côtes nord-ouest devient rentable, et un consortium international décide de développer un projet de développement de 8 milliards de dollars. Les producteurs d'aluminium se précipitent pour profiter d'une énergie à bon marché fournie par les centrales au charbon ou à la lignite. Les gouvernements des Etats — qui ont

dans leurs attributions l'énergie — se lancèrent dans de nombreux programmes pour attirer les sociétés intéressées à la recherche de pétrole sur place. Du jour au lendemain, une économie fatiguée se voyait bouleversée par la fièvre du « boom ».

Comme par le passé, la promesse de ce « boom » avait rapidement fait oublier les mauvais souvenirs. C'est dans le secteur des salaires que ce fut le plus évident. L'Australie a un système à elle de fixation des salaires : les conflits industriels sont réglés par une commission d'arbitrage. Celle-ci considère que la fixation des salaires fait partie de ses prérogatives. Une large part de son succès vient de son rôle dans l'élaboration d'un « salaire de base » pour tous les Australiens. C'est ainsi qu'elle est devenue la pièce maîtresse d'un dispositif centralisé.

L'Australie mit le cycle des prix des matières premières. Elle peut se permettre des variations importantes à l'intérieur de ce marché sans trop de douleur. Mais, quand l'ensemble du marché évolue dans un sens ou dans un autre, il entraîne l'Australie avec lui. La période ascendante, alors que les capitaux s'investissent dans le développement et que le revenu des exportations affluait, apparaît comme une période de prospérité. L'augmentation des salaires. Le système des revenus impliquait alors que les gains obtenus dans un certain secteur se répartissent ailleurs.

En 1974, quand le premier choc pétrolier fit monter l'inflation, l'Australie n'avait pas encore absorbé la vague d'augmentation des salaires qui avait suivi la hausse du cours des matières premières des années précédentes. En vue de ralentir ces augmentations, le gouvernement travailliste d'alors avait défendu un système d'indexation des salaires. Il avait obtenu l'accord du Conseil des syndicats (Australian Council of Trade Unions : ACTU) — une organisation de salariés venus liés à l'augmentation trimes-

trale de l'inflation. Comme le chô-

mage augmentait, les syndicats furent satisfaits de pouvoir ainsi protéger leur pouvoir d'achat.

Bien que M. Malcolm Fraser (conservateur), depuis son arrivée au pouvoir fin 1975, ait réduit l'application de l'indexation automatique, ce système a résisté jusqu'à la crise pétrolière de 1979. La pression contre l'indexation des salaires s'était accrue d'année en année de la part des salariés travaillant dans les branches dont les profits étaient supérieurs à la moyenne et qui avaient leur part des bénéfices. L'industrie du raffinage pétrolier fut la première cible de ce mouvement. Les syndicats, petits militants et disciplinés, obtinrent par la grève des avantages considérables. Le coût de ces grèves était énorme, mais les syndicats obtinrent ce qu'ils voulaient.

La course aux salaires

Les gouvernements des Etats, qui rivalisaient pour attirer les capitaux d'aluminium sur leur territoire, furent les plus vulnérables. En Nouvelle-Galles-du-Sud, l'Etat le plus industrialisé, la situation était d'autant plus délicate que la majorité libérale était au pouvoir. Les travailleurs du secteur énergétique obtinrent de substantielles hausses de salaires, avant d'aider les travailleurs, qui leur avaient promis la semaine de trente-cinq heures, à accéder au gouvernement.

La commission d'arbitrage abandonna le système d'indexation après qu'un grand nombre de syndicats eurent obtenu des augmentations directes des salaires. Cela fut rendu possible parce que, avec la hausse des prix du pétrole de 1979, l'Australie connaissait un nouveau « boom ».

MAXIMILIEN WALSH.

(Lire la suite page 21.)

Un regard américain sur la France de M. Mitterrand

La dernière livraison de l'hédomadaire américain *Business Week* a consacré (le Monde du 6 janvier) plusieurs articles, dont une analyse du président de la République, la France de M. Mitterrand. « Pour les étrangers autorisés à s'installer en France, les choses peuvent être extrêmement rentables », estime *Business Week*, qui, dans son numéro du 13 janvier, s'attache à montrer les ombres et les lumières de l'économie française du point de vue d'un investisseur étranger. Il n'est pas indifférent que le président de la République affirme à son interlocuteur américain : « Il n'y a pas de risque de nouvelle dévaluation... l'avenir... » Durant mon mandat de sept ans, il n'y aura pas plus. Si on prend au pied de la lettre cette déclaration, cela ne devrait-il pas signifier que le parti socialiste, à l'occasion des élections législatives de 1986, ne proposera pas de nouvelles extensions du secteur public ?

Après avoir rappelé les grands traits de ce que la revue américaine appelle fort opportunément le « mercantilisme du vingt et unième siècle », fait « d'un mélange bien français entre, d'une part, une active intervention de l'Etat dans l'économie et une concentration des efforts sur les technologies de pointe », *Business Week* estime que la question la plus importante qui se pose à la France est la détermination de sa politique industrielle. Cette dernière politique n'a pas encore été définie. Aux enquêteurs de *Business Week*, M. Claude Mandil, conseiller de politique industrielle du premier ministre, M. Pierre Mauroy, a déclaré : « La principale stratégie consiste à ne pas en avoir, c'est-à-dire à laisser les dirigeants des entreprises nationales décider eux-mêmes ce qu'ils veulent. » *Business Week* se contente en définitive de reproduire les intentions exprimées par les représentants du gouvernement français, nous sur les points suivants : (1) l'absence de (futures) provisions d'une analyse proprement originale.

P. F.

ENTREPRISES

Les Prévisions Glissantes Détaillées

En treize dossiers sectoriels, les perspectives à moyen terme des entreprises à l'horizon 1987.

Chaque dossier comprend : un ouvrage présentant les hypothèses économiques du BIFE pour les prévisions, et les résultats régionaux de l'évolution de l'emploi ; un dossier sectoriel détaillant les projections en 40 branches, les principales statistiques sur la production, les échanges extérieurs, l'emploi, les comptes des entreprises (en 90 branches).

un dossier écartant les révisions du BIFE (niveau 40) et présentant les perspectives en produits par le BIFE.

Les secteurs : Agro-alimentaire, Métallurgie, Verre, Chimie, Papier-Carton-Cauchouc-Plastique, Mécanique, Électronique - Équipement ménager, Automobile, Aéronautique - Navale - Armement, Parachimie - Pharmacie, Textile - Cuir - Chaussure, Bois - Imprimerie-Presses-Édition.

Prix du dossier 500 F (440 F à partir du deuxième)

INFORMATION, VENITE : économique, Paris, Tour A, 185, rue de la Harpe, 12. Observatoires économiques régionaux I.N.S.E.E.

(Lire la suite page 21.)

DESTINÉ A PRENDRE LE RELAIS DES « 5 000 F MONORY »

Le compte d'épargne en actions (C.E.A.) est un placement aussi attrayant pour l'investisseur

Après une longue gestation — et de nombreuses interrogations sur ses modalités exactes, — le compte d'épargne en actions (C.E.A.) a officiellement vu le jour puisque son bulletin de naissance, incorporé à la loi de finances 1983 (article 66 de la loi du 29 décembre 1982) est paru au Journal officiel du 30 décembre dernier.

La création de ce nouveau produit financier répondait d'abord au souci d'éviter toute cassure avec la loi du 13 juillet 1978, plus connue sous le nom de « loi Monory » (M. Monory était à l'époque ministre de l'économie), dont les dispositions, initialement limitées à la fin de l'année 1981, avaient été exceptionnellement reconduites un an de plus. Au-delà de cette préoccupation immédiate, le compte d'épargne en actions ne constitue que l'une des pièces essentielles du dispositif d'ensemble destiné à encourager l'épargne immobilière à long terme (voir encadré sur la loi Delors).

Sans nier le succès indiscutable des « 5 000 francs Monory » qui ont permis de drainer, entre 1978 et 1981, vers les marchés financiers quelque 20 milliards de francs (ce qui correspond environ à 10 % de la capitalisation de la Bourse de Paris), 12 milliards environ pour les seules actions françaises, les pouvoirs publics ont voulu remédier à l'un des inconvénients constatés dans l'application de la « loi Monory » : le

peu d'écho entendu sur le marché primaire, où les augmentations de capital — source essentielle de fonds propres pour les entreprises — ont été trop restreintes au cours des dernières années.

Dans son principe, le C.E.A. est relativement simple : une déduction d'impôt (et non pas du revenu imposable comme précédemment) importante est consentie, dans la limite de son investissement, à tout détenteur d'un compte d'épargne en actions qui accepte de voir son portefeuille bloqué pendant cinq ans.

Au fil des mois, les deux paramètres essentiels (la déduction et les seuils limités) ont subi d'importantes variations. Initialement fixées à 20 % dans la limite de 10 000 francs par an pour une personne seule et de 20 000 F pour un couple, ces conditions ont été jugées trop peu incitatives pour les épargnants visés (ceux des tranches d'imposition à 30 %). Les parlementaires ont finalement voté une réduction d'impôt de 25 %, mais dans la limite d'un portefeuille de 7 000 francs pour une personne seule et de 14 000 francs pour un couple.

Un « coup de pouce » supplémentaire a été donné en autorisant le cumul de ces déductions fiscales avec l'abattement de 3 000 francs accordé sur les revenus de dividendes provenant d'actions, et le législateur

leur a adossé un système moins pénalisant que précédemment pour les souscripteurs qui veulent « sortir » du C.E.A. En revanche, un contrôle plus strict des mouvements sur ces comptes a été confié aux intermédiaires chargés de les gérer.

Quel sera l'accueil des épargnants à ce nouveau produit financier ? Il est encore trop tôt pour le dire, d'autant que les banques et les agents de change ont dû attendre les derniers jours de l'année pour avoir le détail exact des dispositions approuvées par le Parlement, retardant considérablement la campagne d'information destinée au grand public.

Incontestablement, une faible partie des « monoristes » est décidée à ne pas bloquer à nouveau son épargne et elle a déjà décidé de revendre, son portefeuille constitué depuis 1978, ainsi que l'a démontré la baisse de 2 % constatée à la Bourse de Paris le 3 janvier, première séance de l'année. Par contre, une fois franchi le cap des blocages psychologiques inhérents à tout nouveau produit financier, surtout un peu complexe, il est probable que le C.E.A., à la condition impérative d'être bien « vendu », une fois que les réseaux financiers l'auront bien assimilé, devrait attirer une part importante de l'épargne populaire toujours sensible à sa motivation essentielle : l'avantage fiscal.

SERGE MARTI

Un avantage fiscal important à condition d'assurer la stabilité de l'épargne investie

• LA PÉRIODE D'APPLICATION DU C.E.A.

Du 1^{er} janvier 1983 à la fin décembre 1987, cinq ans, alors que la « loi Monory » en vigueur depuis 1978 (de 1978 à 1982) pour les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1932 avait été exceptionnellement reconduite pour une année en attendant la mise en place d'un système de « relais ».

• LES BÉNÉFICIAIRES

Contrairement au précédent système, sont concernés tous les contribuables domiciliés en France. Par ailleurs, une restriction est apportée en matière de statut : seuls les personnes redevables de l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.)

En instaurant cette sélection, les pouvoirs publics entendent accroître l'efficacité d'un véhicule d'épargne populaire pour lequel un important effort fiscal est consenti, ainsi que certains contribuables redevables de l'impôt sur les grandes fortunes peuvent avoir d'autres possibilités de placement telles que les emprunts à terme particulièrement bien rémunérés pour les sommes dépassant 500 000 F.

• LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

1) Une réduction d'impôt égale à 25 % de l'impôt d'épargne calculé sur l'année. Celui-ci est calculé sur les seuls investissements en actions françaises (ou valeurs assimilées) et dans la limite maximum de 7 000 F pour une personne seule (célibataire, veuve, divorcée) et 14 000 F pour un couple marié. Ainsi un achat net de 1 000 F par an permet de bénéficier d'une réduction d'impôt de 1 750 F et de 3 500 F pour un investissement de 14 000 F dans le cas d'un couple.

Au titre de l'ancienne « loi Monory », l'avantage fiscal consistait à déduire du revenu imposable (et non pas de l'impôt) le montant de l'investissement. Ainsi, une personne qui pratique une épargne de 5 000 F par an et par foyer fiscal, majorée de 500 F pour charge et de 1 000 F par an de trois enfants, bénéficie d'un avantage fiscal proportionnel au montant de son investissement, soit le titre d'exemple, 1 400 F pour un taux de 20 %, dans le cas d'un couple avec trois enfants 2 100 F pour un taux de 30 %, 2 500 F pour les tranches à 35 % et 4 200 F pour un taux marginal à 60 %.

Dans le cas présent, celui du C.E.A., l'avantage d'impôt est identique, quel que soit le taux marginal d'imposition de l'intéressé, et le système apparaît un peu plus juste, l'avantage fiscal étant non plus lié à l'effort d'épargne mais à l'investissement.

2) La possibilité de cumuler la déduction de 25 % de l'impôt de 3 000 F applicable aux revenus d'actions. Le cumul avec les « 5 000 F Monory » était, jusqu'à présent, limité à une somme de 1 000 F (précisons à ce sujet qu'il s'agit de l'abattement sur les dividendes d'actions et non de la franchise applicable aux revenus d'obligations, laquelle a été relevée de 3 000 F à 10 000 F).

3) Le blocage des sommes investies pendant cinq ans (contre quatre ans pour la « loi Monory », reconduite en 1982, afin d'assurer la stabilité de l'épargne investie). L'ensemble du portefeuille d'actions françaises devra être bloqué à partir du 1^{er} janvier de l'année qui précède l'ouverture du compte d'épargne en actions (le 1^{er} janvier 1982 si l'ouverture intervient en 1983).

L'avantage fiscal attaché au C.E.A. doit correspondre à un réel effort d'investissement. Pour un bénéficiaire, le « monoriste », qui ont acheté régulièrement 5 000 F d'actions ou de Sicav depuis 1978 — en opérant des déductions légales sur le revenu imposable — ne peuvent pas compter sur les 25 000 F ainsi réalisés (5 000 F par an sur une période de quatre ans et une année supplémentaire en 1982) pour alimenter le C.E.A., qu'il leur a délégué d'ouvrir. Il leur faudra donc constituer une épargne nouvelle qui, seule, pourra permettre la déduction d'impôt de 25 % sur les sommes investies.

Les déductions pratiquées par les contribuables « monoristes », à partir de 1982, ont été reconduites jusqu'en 1987. Ainsi, une personne qui pratique une épargne de 5 000 F par an et par foyer fiscal, majorée de 500 F pour charge et de 1 000 F par an de trois enfants, bénéficie d'un avantage fiscal proportionnel au montant de son investissement, soit le titre d'exemple, 1 400 F pour un taux de 20 %, dans le cas d'un couple avec trois enfants 2 100 F pour un taux de 30 %, 2 500 F pour les tranches à 35 % et 4 200 F pour un taux marginal à 60 %.

Il faut remarquer que, dans la pratique — et ce n'est là que la simple reproduction du système Monory — les importants investissements impliquent un « gel » des sommes investies pendant cinq ans,

de sorte que, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1988 pour un compte ouvert en 1983.

Toutefois, et c'est là un point important, ce blocage n'est pas totalement hermétique. Si pendant une certaine période, les ventes au sein du compte d'épargne en actions dépassent les achats, le détenteur peut restituer la réduction d'impôt de 25 % (conditionnée par un solde positif du compte) mais sans bénéficier d'un abattement de 20 % par année civile de détention du portefeuille.

Exemple : un couple marié a investi 10 000 F en 1983, ce qui lui donne droit à une déduction de 2 500 F. Supposons qu'il vende deux ans plus tard, en 1985, une somme équivalente (10 000 F). Dans ce cas, il devra reverser au fisc l'avantage fiscal auquel il n'a pas droit, puisque son compte a été négatif pendant cette période, mais en appliquant l'abattement de 20 % sur l'année 1985 au cours de laquelle il n'a pas varié son compte.

En clair, il reversera 2 000 F de la déduction fiscale de 2 500 F, 60 % s'il vend en 1986 seulement, 40 % en 1987 et ainsi de suite.

Le système Monory permettait de vendre en cours d'année, quitte à racheter des montants identiques avant le 31 décembre, mais obligeait, dans le même temps, à réintégrer dans le revenu imposable la totalité des sommes déduites. Le nouveau système est moins sévère en cas de sortie prématurée, en raison de l'introduction d'une dégressivité de la pénalité (20 % par an), appliquée au prorata du nombre d'années pendant lesquelles a été conservé le portefeuille.

Enfin, la possibilité de « sortir » du C.E.A. a été prévue dans le cas de force majeure. La libération sans pénalité est permise en cas de licenciement, de décès ou d'invalidité, ce que prévoyait déjà la loi du 13 juillet 1978. Cette disposition sera étendue à présent au cas de départ en retraite et au licenciement du conjoint.

• L'APPROVISIONNEMENT DU COMPTE

Aucune innovation majeure n'est prévue puisque le C.E.A., comme les « 5 000 F Monory », peut être librement alimenté à partir de toutes les

valeurs donnant droit à la déduction telles qu'elles sont définies à l'article 110 octies du code général des impôts. Il s'agit des actions françaises (y compris des valeurs de sociétés françaises inscrites sur le marché « hors-cote ») et des valeurs de Sicav et des fonds de placement (F.C.P.) détenus 75 % d'actions françaises et — le fait est moins connu — d'actions non cotées au de parts de S.A.R.L. souscrites à l'occasion d'une opération de constitution ou d'augmentation de capital.

Il est toutefois précisé que, pour bénéficier de la réduction d'impôt, le titulaire du C.E.A. doit verser dans son C.E.A. les obligations inconvertibles remises en échange des actions françaises de l'Etat, en vertu des dispositions de la loi de nationalisation du 1^{er} janvier 1982, qu'il détient ou que possèdent son conjoint et ses enfants s'ils sont considérés comme à charge pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

• LE FONCTIONNEMENT

Depuis le 1^{er} janvier 1983, il est donc possible d'ouvrir un compte d'épargne en actions — mais un seul — auprès d'un intermédiaire financier unique (banque, agent de change), ce qui évite toute ventilation des fonds entre plusieurs gestionnaires.

Chaque année, le titulaire du C.E.A. devra établir une déclaration spéciale jointe à sa déclaration de revenus et à laquelle il devra joindre les états de son compte remis par son intermédiaire financier.

Ce dernier devra établir un relevé trimestriel (au lieu d'un état mensuel comme prévu initialement) du C.E.A. dont le solde devra être nul ou positif. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque le détenteur aura procédé à des ventes en cours d'année, il se verra appliquer une pénalité pour l'année où il reconstruit son portefeuille d'épargne et s'il ne bénéficie de la réduction d'impôt.

La pénalité est calculée sur le nombre de trimestres à courir avant la fin d'une année, accroissant d'autant le montant de l'épargne à constituer sous forme d'achats d'actions ou d'autres valeurs que l'on est délégué de la fin du mois de décembre.

Exemple : un titulaire de « compte Delors » qui aurait ouvert un C.E.A. au début du mois de janvier puis vendu 5 000 F à la fin du mois devrait racheter un montant de 20 000 F à la fin de l'année (5 000 F de solde égal multiplié par quatre trimestres) pour équilibrer son compte. Par contre, cette obligation de se racheter ne porterait que sur 10 000 F (5 000 multiplié par deux trimestres à courir) si le désinvestissement intervenait dans le courant du second trimestre.

Par ce mécanisme complexe (qui n'exclut pas une certaine souplesse à l'intérieur de chaque trimestre), le législateur a voulu pénaliser et donc minimiser les velléités de procéder à des « aller-retour » comme la possibilité en était offerte par la « loi Monory ». Si le principe essentiel des « 5 000 F Monory » était bien de bloquer l'épargne pendant quatre ans, il n'était pas interdit de la débloquer seulement en fin d'année (au moment où était établi le relevé des comptes au 31 décembre) et de revendre une partie du portefeuille dès le début de l'année suivante tout en bénéficiant de la déduction fiscale de 5 000 F.

Cette astuce, pratiquée heureusement par un nombre restreint de « monoristes », comportait le danger de déséquilibrer le marché boursier à la fin de chaque année et le début de la suivante. Plus

contraignant pour le particulier — et pour le gestionnaire — le système devrait mettre un terme à cette pratique à partir du 1^{er} janvier 1984.

• LE RÉGIME DES PERSONNES NÉES AVANT 1932

Les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1932 peuvent librement choisir entre l'ouverture d'un C.E.A. et le maintien des avantages liés à la « loi Monory ». S'ils optent pour cette dernière solution, la loi du 13 juillet 1982 sera appliquée sous certaines conditions :

— Avoir pratiqué au moins une déduction avant le 31 décembre 1981 ;

— Exercer une activité professionnelle (y compris le conjoint) au 1^{er} janvier 1982 ;

Ces dispositions sont applicables jusqu'à la date de départ en retraite du contribuable ou de son conjoint et au maximum pendant une durée de quinze ans (jusqu'au 31 décembre 1996).

Le montant de la déduction fiscale est alors porté de 5 000 F à 6 000 F à compter de la cinquième déduction (1982 pour les personnes ayant bénéficié d'une déduction en 1978).

• QUELQUES EXEMPLES D'APPLICATION

1) Les contribuables nés après le 31 décembre 1931 ou nés avant (le cas le plus courant) :

— Ils ont acheté des actions françaises régulièrement depuis 1978 et ils ont maintenu jusqu'en 1982 leur portefeuille à un montant au moins égal à celui qu'ils avaient à la fin 1982 : la déduction de 1982 leur est définitivement acquise.

Sur ce point précis, il est clair que pour bénéficier de la déduction au titre de l'année 1982, il faut conserver pendant une durée de quatre ans (jusqu'au 31 décembre 1986) la totalité du porte-

feuille, y compris les titres acquis en 1978 à 1981.

— Ils ont investi 5 000 F d'actions françaises de 1978 à 1982 mais revendu une somme de 10 000 F en 1982. Le montant de leur portefeuille doit être ajouté à leur revenu imposable de 1984 mais dans la limite de « vendu » une fois que les réseaux financiers l'auront bien assimilé, devrait attirer une part importante de l'épargne populaire toujours sensible à sa motivation essentielle : l'avantage fiscal.

— Ils ont acheté 5 000 F d'actions françaises en 1980, l'année suivante et en 1982. Deux cas de figure se présentent :

Soit le contribuable cède la totalité de son portefeuille en 1984. Il doit alors ajouter 15 000 F (trois années à 5 000 F) à ses revenus de 1984 puisque la vente de son portefeuille est intervenue avant l'expiration de la quatrième année suivant celle de la première déduction (loi Monory).

Soit il cède la totalité de son portefeuille en 1985. Il ne doit alors ajouter que 5 000 F à son revenu imposable de 1985, après avoir bénéficié d'un report de trois ans de la date de paiement de la partie de l'impôt d'impôt de son revenu de 1982.

2) Les ventes à partir du 1^{er} janvier 1983 :

Pour le principe que les déductions fiscales sont acquises définitivement cinq ans après la première, un contribuable ayant pratiqué une déduction au titre de 1978 peut céder librement, depuis le 1^{er} janvier 1983, les actions acquises en 1978, 1979, 1980 et 1981, et ainsi de suite d'année en année.

Pour les actions achetées en 1981, la déduction fiscale est maintenue jusqu'en 1987. Entre-temps, tout désinvestissement partiel ou total constaté en 1983 entraînera dans le revenu imposable de cette année la réintégration de l'excédent des ventes sur les achats effectués en 1983 mais dans la limite de la seule déduction opérée en 1982 (les déductions opérées de 1978 à 1981 sont définitivement acquises).

les ICG
des cadres performants

Institut de
Contrôle de Gestion

- Une formation au management exclusivement réservée aux cadres et dirigeants d'entreprise.
- Inscriptions en cours pour la promotion Jean Mermoz.
- Date limite : 1^{er} mars 1983.

Pour renseignements :
Mademoiselle DELARUE, ICG
Quai Grenelle - IV^e PARIS Cedex 15
Tél. 578 61 52



Institut Français de Gestion

ATOLL

La « loi Delors »
au « Journal officiel »

La loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, plus communément appelée « loi Delors », a été publiée au Journal officiel du 11 janvier dernier.

Après un premier chapitre consacré aux nouvelles dispositions destinées à faciliter le financement des investissements des entreprises (obligations avec bons de souscriptions d'actions, possibilités d'effectuer le paiement des dividendes en actions, création de certificats d'investissement, de titres participatifs et de fonds communs de placement à risques), une seconde partie concerne plus particulièrement la protection des épargnants (surveillance des marchés et des placements dits « miracles », sous l'autorité de la Commission des opérations de Bourse), l'article 47 donnant le « feu vert » à la mise en œuvre du marché appelé à remplacer le « compartiment spécial du hors-cote » à la Bourse de Paris dès que la réglementation définitive de ce nouveau marché aura été mise au point.

SUP DE CO
TOURS

Un événement de portée nationale : l'ouverture de SUP DE CO TOURS, la première ESCAE à donner une très large place dans ses

programmes aux techniques de pointe qui vont remodeler toute la gestion des entreprises : micro-ordinateurs, bureautique, télématique, etc.

SOYEZ
LES PREMIERS!

Soyez de ceux qui — les premiers — ont compris quels seront les profils recherchés demain.

LA DOUBLE COMPÉTENCE
GESTION ET
INFORMATIQUE

École Supérieure de Commerce du Centre
1 rue Léo Delibes - 37200 Tours - Tél. (47) 27.42.43

هكوان الكحل

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

GILBERT ÉTIENNE. - Développement rural en Asie. Les hommes, le grain et l'outil.

Il est bien utile de connaître l'Inde, l'Indonésie, le Sud sans se contenter du confort des Hilton. Dans cet ouvrage, dédié à Pierre Gourou, l'auteur, qui a réagi avec clairvoyance contre « une Inde trop noire », ajoute à ces grands pays trop moins fréquentés, le Bengale-Desh et l'Afghanistan. Soit une comparaison à celle de René Dumont, il préfère à ses statistiques « la mise en terrain de ces représentations, suivies avec soin. Nous vivons en mesure.

La lecture de cet ouvrage n'est supportable qu'à distance ; le dégoût géographique a perdu son sens depuis que quelques heures d'été suffisent pour rendre les continents. Mais, cependant, pas de discussions pharisiennes ; le lecteur est le maître de juger, en sens le plus précis du terme.

Une lutte permanente pour l'eau, l'usage de l'eau, les techniques particulièrement l'agriculture, les sciences du haut rendement : critiques, légèrement par les moralistes, la « révolution » a sauvé l'Asie du Sud du désastre. Plus de quinze ans après la grande menace de famine, les Indes ne sont peut-être guère mieux nourries, mais la vie est plus saine. Comme dit le populaire, « il fallait le faire ». Quand l'économie va, est-il précisé, les pauvres ne perdent plus, mais ils ne s'enrichissent pas.

Une lutte éternelle, il est utile de plus en vue la lutte, la trentenaire, l'exubérance, par la stérilisation.

Il faudra bien que les progrès économiques au Bengale-Desh, bien des progrès aussi dans l'usage du matériel, pour éviter du fameux retard. Guère plus de progrès, le Pakistan, mais il dispose plus de terres.

Voici le drame de l'Afghanistan, soumis lui aussi à un débordement démographique, sur les plateaux pacifique. C'est peut-être, de tout l'ouvrage, la description la plus intéressante, tant le pays est si différent, prêt mal, aujourd'hui, l'enquête.

Remarquable vidéo, sans fatigue, qui n'encourt pas le reproche de brièveté.

* Tiers-monde - I.E.D.S. 1982. 24 cm, 277 pages, avec les cartes. 150 F.

I.D.A. ÉTUDE RÉTROSPECTIVE. - Les deux premières décennies de l'Association internationale de développement.

Elle a vingt ans, cette association, créée en 1963, la Banque mondiale, qui assure une aide par des voies financières. Trente-six pays distributeurs de soixante-dix-huit pays à aider. La préface du président W. Clausen est suivie d'un texte rendu illustré, présenté avec soin, clarté, de l'action exercée, des réalisations rencontrées, des échecs et des réussites.

Vingt-cinq tableaux statistiques complètent ce panorama historique du premier intérêt, la démographie n'est pas oubliée.

Bibliographie : Ouvrages et périodiques d'organisations internationales.

* Economics and Banque mondiale. Paris, Washington DC et Tokyo, 1982. 26,5 cm, 156 pages.

HENRI LEPAGE. - Vivre le commerce.

Il y a quelques années, nous avons eu, en France, les plaintes écologistes, un mouvement. « Vive la vieillesse du commerce ». Plus de cinquante ans moins conforme au temps, c'est aujourd'hui une véritable révolution.

Après une spirituelle préface de M. Robert Lattès, relatant une aventure, dans le commerce, en quelques mots, le héros, viennent les quatre parties de l'ouvrage, selon une disposition qui n'est pas absolue, mais permanente : l'assimilation du commerce à une production ou, plus exactement, à une phase de la production, car celle-ci est un tout. Dans cette division du travail, le commerce joue son rôle et assume, si l'on ose dire, la fonction, ce qui rend précieux son temps utile.

« productivité », d'où le consommateur. Peut-être était-ce là une occasion de regretter que, notre compte, le « temps perdu » par le professionnel n'entre pas dans les comptes nationaux, mais seulement onéreux, à la longue.

La publicité ne joue pas - est-il précisé - le rôle qui lui est souvent attribué de despote, créatrice de besoins, mais elle ne peut pas se contenter d'être informative. Nous voici loin d'E. de Girardin.

Lois également de Boucicaut, nous voyons la justification des grandes surfaces et suivons leur progression, en regrettant quelque peu l'emploi complaisant du terme « discount », beaucoup plus attrayant évidemment que son synonyme « rabais ».

Elargissant ses vues, l'auteur en vient aux services, productifs certes, mais aussi, mais sans mentionner - nous le regrettons car l'occasion était belle ! - combien le niveau trop élevé des rémunérations, au mépris des lois du marché, est générateur de chômage. Peut-être, ce domaine quasi vierge s'ouvre-t-il à l'auteur de Demain, le capitalisme.

Bibliographie sélective, qui va de Hayek à Galbraith, en passant par Lévy-Garboua, sans mention, toutefois, de Liberman, inséparable du « petit » ciale.

* Dunod, Paris, 1982. 22 cm, 163 pages. 69 F.

XAVIER GREFFE, JEAN-NOËL JEANNENEY et divers. - L'impôt.

Le voici, une fois de plus, ce sujet si éternel, si éternel, si rebattu d'intelligence, ou de notes de raison. Son importance justifie, sans doute, l'exception que nous faisons, en analysant ce numéro spécial de la revue Pouvoirs. Parmi les douze articles sur le sujet, retenons particulièrement celui de J.-N. Jeanneney : toujours soucieux de laisser le lecteur rendre le jugement, il nous relate la bataille de l'impôt progressif sur le revenu, en France. Nous sourions certes, et cependant, quelques pages plus loin, un ministre du cabinet Mauroy, M. Michel Jobert, nous propose simplement de supprimer ce même impôt.

A l'inverse de tant d'autres, il suggère un remplaçant : une forte T.V.A. progressive (selon le critère de non-nécessité, à l'instar de N. Kassar), doublée d'un impôt sur le capital, plus apparent, semble-t-il, il celui de M. Allais qu'à celui de M. Fabius.

M. M. Sylvain et J.-P. n'ont pas redouté de s'aventurer (tout comme le pouvoir lui-même) dans la masse que représente la taxe professionnelle et la taxe d'habitation. Et, cependant, cet impôt his-

torique sur le nid ne reçoit pas l'analyse simple qu'il mérite. Les autres s'échappent à la fois.

Fiscologie assurément, mais non fiscale, comme d'autres le disent, M. Pierre Uri s'élève, contre la conception du « plafond national » en matière fiscale, mais, cette fois encore, le sanctuaire des carburants reste hors de portée.

Mentionnons aussi les « Vues générales » de Xavier Greffe (bonne présentation), le rôle du Parlement particulièrement en matière budgétaire, par Christian Pierret, rapporteur général du budget de la commission nationale.

« L'impôt sur les grandes fortunes », où A. Teckay reprend les arguments de la soumission des inférieurs, de la fiscalité, de G. Hugué, mieux tenu. Enfin, C. David, il y a, qu'une façon de donner, une façon de prendre.

Quelques tableaux, par R. Bertrand, complètent cet ensemble, qui ne fera l'unanimité ni en sa faveur ni à son encontre.

* P.U.F., Paris, 1982. 21,5 cm, 207 pages. 57 F.

GEORGES LEFRANC. - Visages du mouvement ouvrier français.

Un militant, un pionnier et, qualité combien plus rare, un homme courageux.

Les visages du mouvement ouvrier français : J. Le Franc, Aujourd'hui, une douzaine de textes, dont quelques inédits, tous propres à nous faire oublier l'heure : le jeune apprenti, le vieux ouvrier ou franc, les sourcils, et, en tout cas, revivre.

Parmi les études de « Hier » se détache le Jean-Jaurès, vu par Marcel Sembat et revu par le docteur Pierre Collart. Dans « Négative », d'abord l'aventure scabreuse de la scission néosocialiste de 1933, qui, après avoir « épouvanté » Léon Blum, quelque peu dans la collaboration, pour être rachetée par la tenue de Paul Ramadier.

Présentant encore, les lignes, dites « trop courtes », sur l'échec du Front populaire. Trop courtes ? Peut-être, mais trois suffiraient cependant, le volume de la production industrielle à trois dates : sep-

tembre 1936, à la veille de la dévaluation, décembre 1936, à la veille des quarante heures, et octobre 1938, à la veille de l'action de Paul Reynaud. Les citations données de Léon Blum confirment sa haute conscience et sa connaissance des hommes, à l'opposé, malheureusement, de la connaissance des choses. Dignes d'intérêt, également, la nature de ses désaccords avec Léon Jouhaux. Mais Pierre Mauroy marche-t-il toujours la main dans la main avec Edmond Maire, ou avec André Bergeon ? La lecture nous conduit finalement à l'évocation de la suite d'illusions qui valent, à l'auteur, durer jusqu'en août 1939. Il nous plonge jusqu'en juin 1940.

Dans la troisième partie, plus après que le drame est en cours, figure une inédite sur les « originaux » syndicalistes français, les « originaux » syndicalistes (« changer, sans que la machine s'arrête »).

Et nous terminons sur une question vive : le numéro de la République vers laquelle nous allons sera-t-il VI ou VII bis ?

Précieux index des notes citées.

* Presses universitaires de France, 1982. 21,5 cm, 232 pages. 105 F.

JEAN-MARC ELA. - L'Afrique des villages.

Interrogé l'Afrique noire, plus d'un Français répond qu'il la connaît, ayant passé trois jours à Dakar. Cette vaste région, dont les parties les plus proches sont à trois heures de Paris, comme naguère Le Havre, mérite un examen plus sérieux. C'est à quoi nous convie le jeune Camerounais, en faisant ressortir le sacrifice des hommes des campagnes, c'est-à-dire des producteurs vitaux, au profit des villes et des administratifs. Comme l'a montré, il y a déjà près de vingt ans, René Dumont, les colonies ont été remplacées par les hommes des bureaux. Santé, revenus, culture, est agencé selon les mêmes règles. Bourgeoisie d'Etat ? En tout cas, inégalité si profonde.

« Le développement » - que les paysans de cette Afrique se nomment eux-mêmes le « cul du monde ». A défaut de ressources, nous leur avons transféré notre langue.

En fin d'ouvrage, un appel aux paysans, pour qu'ils prennent leur destin en main.

* Karthala, Paris, 1982. 21,5 cm, 217 pages. 68 F.

TOURNOI DES 5 NATIONS
RUGBY
Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983
2 890 F
Comprend : Vol aller-retour, hôtel luxe, entrée stade, assurances
direct (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268.16.70

EXPRESSION ORALE
MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
887 26 00
22, rue des Dames Paris 17^e

MACHINES A BOIS
S'UNIR POUR REFLECHIR

Réfléchir pour analyser l'ensemble des données du marché français. Réfléchir en termes financiers, commerciaux, industriels. Réfléchir pour investir « juste » en introduisant des technologies nouvelles afin de diminuer les coûts de production et améliorer la compétitivité. Réfléchir pour rendre plus performantes les structures commerciales. Réfléchir pour développer des plans à l'exportation. Réfléchir pour la volonté de 3 grands Groupes 1, né de la volonté de 3 grands de la machine à bois, réfléchit pour appliquer. Groupe 1 est ouvert à tous. Le mot clé pour y participer : dynamisme.

GROUPE
SERVIR QUALITÉ FRANCE

LUREM
GUILLIET
LYONFLEX

11, rue de la République 69001 LYON
11, rue de la République 69001 LYON
11, rue de la République 69001 LYON

les atouts pour gagner

Le programme international ESLSCA - MBA en 3 ans.

Désormais, grâce aux accords conclus avec des universités et business-schools nord-américaines, tout étudiant recevant un diplôme de ses études obtient un MBA (Master in Business Administration) et le diplôme ESLSCA, validé par le Ministère de l'Éducation.

* New York, Pace University, University of Connecticut, Boston, Université d'Ottawa.

Une pédagogie innovante à la fois théorique et pratique.

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur, organisateur et homme d'action, décideur et homme de dialogue.

Une coopération permanente entre le corps professoral et les dirigeants d'entreprise, 105 cours de « vrais » cas, garantissent les débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'entrée (100 000 francs par an).

Différents avantages sociaux et culturels indéniables.

Participer au programme de l'ESLSCA, les contacts sont directs avec les responsables économiques nationaux.

Autres avantages sociaux : chaque étudiant peut, par exemple, faire le cursus est essentiel à la réussite professionnelle, une pédagogie de l'initiative, des projets, des responsabilités.

eslsca
35 ans d'expérience, 4000 étudiants, 2020 candidats au concours, 230 autres, 1200 autres diplômés par an.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Rougemont, 92087 PARIS - 01.47.52.52

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	62,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	251,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	51,47	51,47
IMMOBILIER	13,00	15,42
AUTOMOBILES	39,85	39,85
AGENDA	39,85	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

FONCTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

A.D.I.T.E.S.

RECHERCHE CONFÉDÉRALE C.G.T. AVANT POUR
VOCATION D'AIDER LA CRÉATION
D'ENTREPRISES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES

recherche :
DIPLOMÉ H.E.C. OU SCIENCES PO (ECO)

pour le poste de :

DIRECTEUR

DÉFINITION DE POSTE :

* **MISSION :** direction, coordination et animation d'une équipe d'intervenants, chargés d'aider à la création d'entreprises coopératives ouvrières.

* **TACHES :** réception et évaluation des demandes d'intervention ; planification du travail des intervenants ; suivi de l'évolution des dossiers ; relations avec les pouvoirs publics et les établissements financiers, éventuellement avec les sociétés d'études.

PROFIL DU CANDIDAT RECHERCHÉ :

* **FORMATION :** diplômé H.E.C. ou Sciences PO (Ecofi), de 25 ans minimum, justifiant d'une première expérience d'entreprise de 2 ans environ.

* **QUALITÉS DEMANDÉES :** organisateur, rigoureux, efficace, sens politique, apte à l'animation d'une équipe, esprit militant.

Adm. : manuscrite avec curriculum vitae et photo 3x4.

Chef du service confédéral
"ÉCONOMIE SOCIALE" C.G.T.,
263, r. de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX.



Futur président-directeur général 500.000 F

Cette entreprise produit et commercialise des biens durables de consommation. Elle réalise un chiffre d'affaires de 250 millions de francs et obtient des résultats financiers excellents. Elle exporte plus de 50% de sa production sur les marchés internationaux. Son président-directeur général recherche un futur président-directeur général pour préparer sa succession. Il devra assurer la direction générale de cette entreprise qui se caractérise par des structures souples, légères et opérationnelles. Ce poste s'adresse à un cadre dirigeant maîtrisant l'ensemble de la direction d'une entreprise et capable d'assurer le développement stratégique. Agé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur et pratiquant l'anglais, il aura acquis une expérience dans le secteur industriel ou commercial. La rémunération annuelle, de l'ordre de 500.000 francs, incluant l'indemnité de départ, sera versée sous forme de salaire et de bonus. Ce poste est basé à Paris. Ecrire à J. MOUNIER.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Direction finances-gestion

Compiègne

MATRA MATRA-ELECTRONIQUE (400 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe MATRA, recherche un futur président-directeur général pour préparer sa succession. Il devra assurer la direction générale de cette entreprise qui se caractérise par des structures souples, légères et opérationnelles. Ce poste s'adresse à un cadre dirigeant maîtrisant l'ensemble de la direction d'une entreprise et capable d'assurer le développement stratégique. Agé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur et pratiquant l'anglais, il aura acquis une expérience dans le secteur industriel ou commercial. La rémunération annuelle, de l'ordre de 500.000 francs, incluant l'indemnité de départ, sera versée sous forme de salaire et de bonus. Ce poste est basé à Compiègne. Ecrire à J. MOUNIER.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur du marketing

320.000 F

Produits grande consommation - région ouest - Cette entreprise agro-alimentaire, filiale d'un important groupe international, entretient une politique de développement et de croissance. Elle recherche un directeur du marketing, membre du conseil d'administration et sous l'autorité du directeur général il aura à concevoir et à proposer une politique de développement et de croissance. Responsable de la politique produit, il aura la charge de la mise en œuvre de la politique produit, il aura la charge de la mise en œuvre de la politique produit, il aura la charge de la mise en œuvre de la politique produit. La rémunération annuelle, de l'ordre de 320.000 francs, incluant l'indemnité de départ, sera versée sous forme de salaire et de bonus. Ce poste est basé à Nantes. Ecrire à J. MOUNIER.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur général adjoint de pmi

300.000 F

Alsace - Cette entreprise textile de 200 personnes réalise un chiffre d'affaires de 50 millions de francs, en progression de 10% par an, et dispose d'équipements les plus modernes. Pour renforcer son développement, elle recherche un directeur général adjoint de pmi, membre du conseil d'administration et sous l'autorité du directeur général il aura la charge de la mise en œuvre de la politique produit, il aura la charge de la mise en œuvre de la politique produit, il aura la charge de la mise en œuvre de la politique produit. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs, incluant l'indemnité de départ, sera versée sous forme de salaire et de bonus. Ce poste est basé à Strasbourg. Ecrire à J. MOUNIER.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
11, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 80.00.00

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur des productions

INDUSTRIE DU PRET A PORTER

250.000 F +

Nous fabriquons et commercialisons du PAP haut-de-gamme. Notre développement nous conduit à renforcer nos structures industrielles. Nous créons le poste de Directeur des Productions. Ce nouveau poste, basé dans l'une de nos usines, coordonnera les fabrications de 3 unités (100 personnes), supervisera les approvisionnements matières premières, la fonction méthodes, les coûts de prix de revient, l'ordonnement-lancement. Ce poste nécessite une expérience élargie de Direction d'usine importante, dans le secteur de l'habillement. Le poste est basé dans une grande usine industrielle de l'Ouest de la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 1201 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, s.a.

Directeur administratif et financier

à 30 ans 180 000 F +

Nous recherchons une P.M.I. (C.A. : 80 MF), filiale fabriquant et commercialisant des produits électro-acoustiques de haute performance. Notre réputation est excellente sur le marché des moyens de communication spécialisés, des civils que militaires.

Nous recherchons Directeur Administratif et Financier un homme dynamique et créatif pour mettre en place, en collaboration avec lui, une politique financière et gestionnaire de développement.

Il aura en priorité à mettre en œuvre un système d'analyse des prix de revient, à améliorer les procédures comptables et à mettre en place un outil de gestion de gestion.

Une expérience en comptabilité industrielle acquise en P.M.I. est indispensable. La connaissance des marchés publics est appréciée, ainsi qu'une expérience en gestion du personnel.

Lieu de travail : Nanterre Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo en noir et blanc) sous la référence 1201 M à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la République - 75015 PARIS

Une entreprise de production et de distribution du secteur agro-alimentaire, filiale d'un important groupe international, recherche son :

DIRECTEUR FINANCIER

Il sera chargé de la coordination, du contrôle et de l'animation des services administratifs, financiers et comptables de la société. Il assurera la responsabilité de la présentation des documents comptables.

Un de ses principaux objectifs sera d'organiser les services administratifs, financiers et comptables en tenant compte de l'appartenance de la société à un groupe international. Il devra connaître avec précision les techniques de reporting - anglo-saxonnes.

Titulaire d'un D.E.C.S. complet, il possèdera une pratique de la fonction de plusieurs années, acquise en entreprise. Une expérience en cabinet d'audit serait appréciée.

Agé de 35 ans minimum, il aura une très bonne connaissance de la langue anglaise, écrite et parlée. Le poste est basé dans la région Sud-Est de la France.

Les candidats adresseront leur C.V. (sous référence 82104), en indiquant leurs prétentions, au cabinet de conseil chargé de cette recherche :

Ernst & Whinney Conseil

150 boulevard Haussmann 75008 Paris

DOM-TOM

PATRON HAUT SALAIRE

300 000 F

logement + indemnité d'entretien.
Pour diriger une partie agricole et partie industrielle.
Nous recherchons un Gestionnaire rigoureux, de bon sens et capable de gérer un contrat de 100 ans avec réinvestissement en Métropole au fin de mandat.

Adresser lettre manuscrite
C.V. sous réf. 55325
à notre Conseil
20 rue de l'Opéra
75004 Paris Cedex 01

Directeur général de PMI dans le Sud-Ouest

Pour prendre la direction d'une entreprise avec plusieurs établissements en un CA de 100 MF. Une production variée - des moyennes séries surtout et de l'unitaire - intégrant une partie de sous-traitance. Une clientèle privée et publique, d'où une stratégie commerciale et une distribution diversifiée s'appuyant sur une très bonne image de marque.

A l'heure des responsabilités de direction polyvalente, vous êtes devenu apte à maîtriser un ensemble de cette taille. L'idéal serait, quelle que soit la durée de votre expérience, que vous ayez la pratique de la production de moyennes séries dans des entreprises où les équipements de plein air, loisirs, nautisme, sports... Il faudrait aussi que vous soyez très ouvert à la gestion et conscient que la meilleure entreprise ne vit pas sans clients.

Nous avons cherché aux consultants de SIRCA de rechercher un professionnel ; en vous recevant, ils compléteront votre information sur cette activité. Nous comptons aussi sur eux pour trouver la personnalité bien trempée qui va assumer cette responsabilité opérationnelle : pas l'homme qui recherche la sécurité à tout prix ou la rente de situation, mais celui qui aime se battre et que l'enjeu stimule. Nous lui offrons aussi de travailler au bord de la mer et d'être rémunéré à un très bon niveau. Merci d'adresser votre candidature sous référence 112 en précisant votre état de disponibilité.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Jeune Directeur de Personnel consultant expérimenté

Nous sommes l'un des cabinets conseil ayant la plus forte notoriété en France. Nous recherchons actuellement pour notre département "recrutement et analyse" un jeune directeur du personnel capable de manager l'ensemble des activités du département dans le secteur "INDUSTRIE ALIMENTAIRE".

En plus d'une formation évidemment supérieure, cette fonction suppose un haut niveau de connaissance des entreprises industrielles ainsi qu'une personnalité affirmée et un fort tempérament commercial.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 9212 M à mentionner sur l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

Directeur d'établissement Ingénieur Centrale, AM...

L'OFFRE :

- La responsabilité complète d'un établissement performant de 100 millions de C.A. d'une grande entreprise (Centre de la production).
- Vous appuyant sur une équipe performante, vous assurerez la réussite technique et économique de votre établissement.

VOUS AVEZ :

- Une formation d'ingénieur (Centrale, AM ou équivalent).
- Une expérience réussie de la production, si possible dans une usine à dominante mécanique.
- La position actuelle d'un numéro 2 qui veut progresser ou même d'un directeur d'unité qui se sent "à l'étroit".

NOUS SOMMES :

- Un groupe très connu du secteur de l'emballage (1100 personnes - 500 millions de C.A.).
- L'industriel au sein duquel se situe l'offre est implanté en Seine-Maritime, à proximité de la mer. Il s'agit de notre plus grande usine.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 207202 M à mentionner sur l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

DIRECTEUR D'UNE USINE DE BONNETERIE

300 PERSONNES - MARNE

Nous sommes un important Groupe Bonnetier. Nous recherchons LE DIRECTEUR de l'une de nos usines, qui sera responsable de la fabrication des pulvérisateurs de haut de gamme, sous une marque de renommée mondiale. Dépendant du Directeur de Production, il aura sous sa responsabilité les 300 personnes de cette unité de fabrication dont la majorité de l'effectif est féminin.

Il dirigera l'ensemble des services de fabrication tricotage et confection, méthodes, entretien général et participera à l'élaboration de la politique.

Il aura pour mission la production en quantité, qualité, au meilleur prix et sera responsable de son budget et de ses plans d'investissements.

Ce poste conviendrait de préférence à un diplômé d'une école de textile ou AM, ayant des aptitudes au commandement et le sens des relations humaines.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 2209 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Un important... l'industrie agro-alimentaire

le directeur général

Une... ses... (CA 250 MF, 1500 clients, siège en grande banlieue Nord-Ouest de Paris) disposant d'une complète autonomie de gestion.

Votre patron... directeur général... responsabilités commerciales, financières, humaines.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes dirigeants, ESC par exemple, connaissant la distribution ou l'alimentation et ayant fait leurs preuves à la tête d'un centre de profit.

Nous remercions J.E. LEYMARIE, remerciez lui écrire (réf. 4273 LM).

notre directeur de la logistique dans le Centre-Ouest

Nous sommes une affaire de premier plan de la distribution (CA annuel supérieur à 100 MF). L'un de nos problèmes majeurs est de gérer la chaîne complète de distribution de plusieurs millions de produits par an, ainsi que les systèmes de l'entreprise.

Après au moins 35 ans, ingénieur diplômé (ECP, AM...), vous avez géré des systèmes logistiques performants reposant sur l'informatique.

En un premier temps, vous confiez la gestion de l'exploitation des systèmes : très rapidement, vous devrez concevoir, réaliser et gérer l'ensemble de nos systèmes, demain, fortement décentralisés. Pour cela, nous vous proposons un budget (140 MF/an), une équipe (350 p.), un important programme d'investissement : de talent.

Notre consultant, A. LEROUX, remercie de lui écrire (réf. 4256 LM) à "Carrières d'Ingénieurs".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

REGION DE NANCY

Notre client est la filiale industrielle d'un Groupe International.

Il recherche :

directeur administratif et comptable

pour la plus importante usine de France (1200 personnes). Le titulaire de ce poste dépendra directement de la Direction Générale, supervisera une équipe de 25 personnes et sera un interlocuteur du Conseil de Direction. Il aura la responsabilité de la gestion administrative et analytique, la fiscalité, la comptabilité ainsi que le reporting mensuel.

Le candidat recruté sera diplômé de l'enseignement supérieur (Baccalauréat de Commerce et/ou DECS), aura une expérience d'au minimum 8 ans dans la fonction et parlera l'Anglais.

Veuillez envoyer C.V. à M. J. MARTIAL
réf. 311-M à l'avenue de la République 54000 Nancy
en indiquant votre adresse actuelle
et le numéro de téléphone pour faciliter le contact.

Directeur des ventes

... d'abord : filiale à 100 % d'un des plus grands groupes français. Une gamme ultra-complète de produits à proposer et démontrer à des laboratoires de recherche et de contrôle le plus souvent par un réseau de distributeurs. Sur notre marché une très large première place.

Votre responsabilité maintenant : Direction des ventes - France. Vous répondez devant le Directeur Commercial des objectifs fixés, des moyens choisis, des résultats. Vous animez 2 Chefs de Vente et à travers eux un réseau Paris et province de spécialistes qui savent de quoi ils parlent. Vous êtes naturellement en relation avec les Chefs de Produit, les usines, les achats...

Parlons enfin de vous : vous êtes un professionnel de la vente par réseau de distribution (revendeurs, grossistes...). Vous savez l'expérience de l'ardeur à l'équipe et gérer un chiffre d'affaires, des marges, une rentabilité. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, et parlez anglais ce qui vous facilitera la prise de contact avec le milieu scientifique sans un atout appréciable.

Merci de nous avoir lu et de nous confier votre dossier. SEFOP nous référencera DV 176M qui nous connaît bien et peut vous aider.

SEFOP

11 Rue des Pyrénées, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Société Internationale de produits de grande consommation
recherche pour sa filiale Marocaine à CASABLANCA son

Directeur des ventes

Directement rattaché à la Direction Générale avec laquelle il élaborera la politique marketing, il assurera la promotion des ventes et animera la Force de Vente.

Nous souhaitons un homme de 30 à 35 ans, de formation Sup de Co ou équivalent et ayant déjà une expérience de la vente et du commandement. 3 mois de stage sont prévus à la Société mère à Paris avant l'entrée en fonction.

Merci d'adresser candidature, CV, photo et prétentions sous réf 8988 à Media-System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-mer)

Produits Diagnostiques Analyses Médicales

RESPONSABLE ZONE EXPORT

Moyen-Orient - Extrême-Orient

Cette Société, leader dans son secteur, fabrique et commercialise des réactifs diagnostiques pour analyses médicales. Le développement de ses ventes à l'exportation a conduit à créer un poste de Responsable Zone Moyen-Orient, Extrême-Orient. Sous l'autorité du Directeur Export, il prend en charge la responsabilité du développement des ventes en accord avec la stratégie et les objectifs globaux. Il propose alors des objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir (prospection, mise en place de nouvelles structures commerciales, promotion des ventes...). En outre, il est chargé du soutien et de l'animation des réseaux de distribution déjà existants, en particulier au niveau de la formation et du contrôle des vendeurs.

Nous souhaitons rencontrer un jeune candidat possédant une formation scientifique de bon niveau, si possible déjà familiarisé avec le milieu de la biologie médicale (réactifs, instrumentation). Son dynamisme, sa disponibilité, seront ses principaux atouts pour réussir à ce poste.

L'anglais courant est nécessaire. Le poste est basé à Paris, mais de fréquents déplacements à l'étranger sont à prévoir (50 % du temps). Les possibilités de développement du poste et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 12508 H à :

EGOR BIOMEDICAL

8, rue de Belfort 75008 Paris.

PARIS DION TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

egor

LE PARLEMENT EUROPEEN

Le Parlement européen recherche

traducteurs free-lance

d'expression française pour la traduction à domicile à partir des langues allemande, anglaise, danoise, grecque, italienne et néerlandaise des textes du compte rendu in extenso de ses débats.

Adresser curriculum vitae et photocopies des titres ou diplômes au : Parlement européen, Service de Recrutement, Boîte postale 1601, L-1016 LUXEMBOURG, pour le 24 janvier 1983 au plus tard.

Laboratoire Français

CADRE EXPORT

Cette Société, dont les ventes à l'exportation représentent plus de 20 %, développe plusieurs gammes de réactifs diagnostiques à l'usage de Laboratoires d'Analyses Médicales, Cliniques, Hôpitaux.

Se très forte progression à l'exportation (100 % en 1982) le candidat doit rechercher un nouveau collaborateur. Directement rattaché au Directeur Export, il intervient de façon ponctuelle à la demande des responsables de zones en soutien technique-commercial au niveau des distributeurs, formation et animation du réseau de ventes, conseil d'argumentaires, adaptation des produits aux appareils des LAM, hôpitaux, cliniques, suivant les pays.

Bon vendeur, bon technicien, il joue également le rôle de Chef de Produit Export en réalisant des études de marché dans les pays où il intervient.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'une trentaine d'années : il est diplômé d'études supérieures (biophysique, immunologie, biologie...) et justifie d'une expérience de 2 ans minimum dans ce domaine ou est technicien supérieur de laboratoire expérimenté.

L'anglais courant est nécessaire. Une certaine connaissance de l'espagnol serait appréciée.

Le poste est basé à Paris mais nécessite une disponibilité presque totale (70 % déplacements).

La taille de l'entreprise, son développement, font que les possibilités d'évolution de carrière sont nombreuses et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 12508 H à :

EGOR BIOMEDICAL

8, rue de Belfort 75008 Paris.

PARIS DION TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

egor



CAMPENON BERNARD

(CA 5 Milliards 18.000 personnes)

recherche pour la COLOMBE

INGENIEUR ELECTRICIEN

chargé de la conception et de la réalisation du réseau électrique d'un très important chantier de Travaux Sociaux - Alimentation 115.000 v - 2 sous-stations 13.000 v - Puissance installée supérieure à 10.000 KVA.

Une formation d'ingénieur, complétée par une expérience de préférence de l'étranger, est nécessaire. La connaissance de l'espagnol serait un avantage.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 734 M à l'attention de :

Monsieur RENOTTE

CAMPENON BERNARD

92/98, Bd Victor Hugo 92115 CLICHY.

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

emploi international
(et départements d'Outre-Mer)



ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY

UNITED ARAB EMIRATES

ZADCO, MAJOR OIL COMPANY IN ABU DHABI - UNITED ARAB EMIRATES - CHARGE OF DEVELOPMENT AND PRODUCTION OF (UPPER ZAKUM) A NEW LARGE OIL FIELD OFFSHORE AND SOPHISTICATED OIL TERMINALS ON ZIRKU ISLAND, PROPOSE THE FOLLOWING ATTRACTIVE POSITIONS IN PRODUCTION, MAINTENANCE AND TELESYSTEM...

PRODUCTION

Sr. Production Programmer (30005 - 37505) Ref. 279 M

Location : Abu Dhabi

B.Sc. in Engineering or equivalent with 10 years of experience in the Oil Industry, at least 5 of them should be in establishing and monitoring long-term and short-term oil and gas production, and some experience of Planning and Programming function with Computer assistance.

Oil and Gas Movement Coordinator (23005 - 28505)

Location : Abu Dhabi

University Degree in Chemical Engineering, Petroleum Engineering or Business Administration and 10 years of experience in Coordinate oil and gas movement either in Production and field or in performance follow-up supply operation in an industrial Company.

Asst. Superintendent Production (33505 - 41505)

Based on Zakum Field

B.Sc. in Petroleum Engineering or equivalent with 7 years operating experience including 2 years in a Senior Supervisory Position directing, supervising and coordinating activities related to Production and water injection.

Senior Supervisor Field (27005 - 33005) Ref. 282 M

Based on Zakum Field

Secondary School Education preferably those with Post-Secondary Technical Diploma and 15 years of experience on petroleum field, mainly in down-hole operations as well servicing, well testing, control and safety devices maintenance including at least 5 years in a supervisory level.

Plant Shift Supervisor (23005 - 28505) Ref. 283 M

Based on Zakum Field

Secondary School Education preferably those with Post-Secondary Technical Diploma with 8 years of experience in Oil Field/refinery in supervising operation of production plants and installations, including at least 1 year as a Senior Panel Operator and 1 year in a Supervisory level.

Well Head Platform Surface Operation Supervisor (19005 - 23005) Based on Zakum Field Ref. 284 M

Secondary School Technical Education level with 7 - 11 years experience in Offshore Production and surface operation of which 3 years in a Supervisory level.

Well Head Platform Maintenance (19005 - 23005) Based on Zakum Field Ref. 285 M

Secondary School Technical Education followed by 2-3 years Technical Diploma in Mechanical or Electrical field with 7 - 8 years experience on Oil Field operations including 2-3 years at supervisory level. Good knowledge and experience in Oil, Gas and water production and injection equipment.

Operation and related technology is required. Ref. 286 M

Supervisor Down Hole Operation (19005 - 23005)

Ref. 287 M

Secondary School level of Technical education with 5 - 7 years of cable work and servicing experience on Offshore operations including 3 years at least in a supervisory level.

Senior Panel Operators (Process and Utilities) (19005 - 23005) Based on Zakum Field and Oil Terminal on Zirku Island.

Secondary Technical Education, preferably those with higher technical education. At least 7 years wide experience as Process Operator on an Oil Field or in a sophisticated Processing Plant including 2 years as Panel Operator. An experience of the start up of Oil field or terminals will be an advantage. Thorough knowledge of Oil Production or Processing operation is required.

MAINTENANCE

Instrument and Mechanical Service Supervisor (28505 - 28505) Based in Abu Dhabi Ref. 288 M

Secondary Instrument, Electrical

Diploma and 10 years of relevant professional experience including holding a significant supervisory position both on site and in a methods section or B.Sc. in relevant Engineering with 5 years of experience. Good knowledge of maintenance procedures and ability to define maintenance control.

Instrument Supervisor Lab. (19005 - 23005) Ref. 289 M

Based in Abu Dhabi

B.Sc. in Electronics or Instrumentation with 3 years in Electronics System Laboratory experience including 2 years supervisory experience and 2 years of experience in repair printed circuit board and apparatus (workshop). Good experience in process control and experience in PDC 2000 Honey Well and Programmable logic Controller will be an advantage.

Senior Instrument Technician Laboratory (19005 - 23005) Based in Abu Dhabi Ref. 290 M

Post Secondary Diploma in Electrical Engineering or Electronics (HND level or equivalent) with 5 years of experience on printed circuit boards in Laboratory. Soldering experience on module is required. Experience in process control and experience in PDC 2000 Honey Well and programmable logic controller will be an advantage.

Senior Instrument Technician Laboratory (19005 - 23005) Based in Abu Dhabi Ref. 291 M

Post Secondary Diploma in Electronics or Electrical Engineering (HND level or equivalent) with 3 years experience on repair or study on printed boards in Laboratory. Soldering experience on module is required. Experience on Computer peripherals will be a definite advantage. Applicants should have good knowledge of Micro Processor Hardware and programming.

Well Head Platform Surface Operation Supervisor (19005 - 23005) Based on Zakum Field (Offshore) Ref. 292 M

Secondary Technical Diploma in Engineering in Electronics or Instrumentation with 10 years of experience, 3 of which in operational supervisory position in the Petroleum Industry (8 years experience for B.Sc. graduates). Good practical knowledge of Telesystems as well as "Conventional" instruments is required.

Instrument Supervisor (19005 - 23005) Ref. 293 M

Based on Central Complex on Zakum Field

Post Secondary Technical Diploma in Instrumentation or Electronics or equivalent with 5 years of professional experience in day to day Instrumentation and Operations on the field as well as locating and replacing faulty instruments. Applicants should be acquainted with production process Maintenance Superintendent (33505 - 41505)

Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 294 M

B.Sc. in Engineering majoring in Electronics and a broad technical background and 10 years of experience including 3 years of operational responsibility covering all the fields of specialization (Electricity, Mechanics, Instrumentation, and Electronics). Good knowledge of the equipment in the field. Applicants should be able to supervise and coordinate all the necessary actions and maintenance work on the field and carry out maintenance costs in materials and equipment.

LANGUAGES

English is the official language in the Company. Applicants should be able to speak and write English especially Technical terms.

PERSONNEL BASED OFFSHORE

will be fully accommodated on a bachelor basis in a modern European type boat. Sporting and recreational facilities are available Offshore and leave will be on rotation basis (Zirku Island) and 4:4 weeks (Offshore Platform on Zakum Island) with free air passage to the country of origin. In addition to that an Offshore allowance will be added to the salaries.

TELESYSTEM

Supervisors (Electrical, Telemetry, Instrumentation and Telemetry) (27005 - 33005) Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 295 M

Secondary Technical Diploma (or B.Sc. Degree) with specialization in Electrical, Electronics, Instrumentation and Telemetry with 12 years of Professional experience in Operational level in a Supervisory level in Oil industry. Applicants should have relevant experience for B.Sc. graduates. Applicants should be able to carry out daily implementation of (Electrical, Instrument, Telemetry and Instrumentation) in the plant in the workshop and coordinate the coordination or personnel problems.

Instrument and Telemetry Senior Technician (23005 - 23005) Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 296 M

Secondary Technical Diploma in Instrumentation or Electronics with 8 years of professional experience, including 3 years carrying out preventive maintenance on programmable logic controllers and analyzers. Acquaintance with Production Process is required.

Instrument and Telemetry Workshop Senior Technician (19005 - 23005) Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 297 M

Secondary Technical Diploma in Electronics or Electrical Engineering with 5 years of professional experience including field work and experience as instrument technician in a workshop. Acquaintance with Production Process is required.

Telesystem Supervisor (19005 - 23005) Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 298 M

Secondary Technical Diploma (HND level or equivalent) in Electronics or Instrumentation with 10 years experience in Computer Systems and peripherals. B.Sc. Degree with 10 years experience. Applicants should have proper working of Computer and carry out preventive and maintenance.

Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 299 M

Post Secondary Diploma (HND level or equivalent) in Electronics or Instrumentation with 10 years experience on Electronics Instrumentation with computers and peripherals. Good experience in locating faulty cards or any faulty cards and replace them with equipment (DANIEL HONEYWELL SYSTEMS). Knowledge on mechanical equipment associated in peripherals will be an advantage.

Superintendent Field Telesystem (27005 - 33005) Ref. 300 M

M.Sc. or B.Sc. in Electronics or Electrical Engineering or equivalent with 10 years experience on Computer Peripherals, preferably on Data Control Products (12 years experience for B.Sc.) including 3 years in a supervisory position.

Supervisor Telesystem Remote Terminal Unit (21005 - 28005) Based on Zakum Field Ref. 301 M

First Secondary Diploma in Electronics or Instrumentation (HND level or equivalent) with good knowledge in diagnostics and 8 years of experience on Telemetry and Instrumentation (B.Sc. graduate should have 5 years of experience). Applicants should be able to find faulty cards and carry out preventive maintenance.

Engineer Master Terminal Unit - Field Control Centre (24005 - 30005) Based on Zakum Field Ref. 302 M

B.Sc. in Electronic Engineering with 8 years of experience on Computer and its maintenance preferably on Data Control products. Experience in fault finding using the field equipment including software diagnostics.

APPLICATIONS

Handwritten detailed application written in English quoting the job and its reference number, with photocopy of educational and experience certificates, passport photocopies and a recent photograph should be sent to:

HEAD OF RECRUITMENT AND SELECTION
P.O. BOX 6808, ABU DHABI, U.A.E.

PETROCONSULT E.T.T.

INGÉNIEURS

EN CLIMATISATION

Expérience : travaux neufs en

travaux, mise en route de

groupes frigorifiques, condition-

nement d'air.

Bilingue ANGLAIS.

Adresseur C.V. 25, rue Jean G.

audouin, 75116 PARIS - Tél.

phone : 720-86-78.

Poste à pourvoir en

HOLLANDE

(Domaine spatial)

recherche

INGÉNIEUR

INFORMATICIEN

Connaissances spécialisées

électronique - mécanique -

matériaux.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Env. avec C.V., photo et prêt à

56.944 Couronne Publiée.

20, av. de l'Opéra.

75000 Paris.

Codex 01 ou transmettre.

PETROCONSULT E.T.T.

recherche pour l'étranger

INGÉNIEURS

ÉLECTRICIENS-

MÉCANICIENS

E.T.T., M.T., courant faible, 5 ans

d'expérience en chantiers T.P.

Bilingue ANGLAIS.

Adresseur C.V. 25, rue Jean G.

audouin, 75116 PARIS - Tél.

phone : 720-86-78.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS

recherche pour poste

Afrique Noire francophone

CADRE COMPTABLE

ou équivalent

expérience professionnelle

O.M. appréciée.

Libre rapidement.

Adresseur lettre manuscrite

C.V. détaillé avec photo et

attestations sous n° 3.816 L.T.P.

31, bd Bonne-Nouvelle,

75003 Paris Codex 02.

Société américaine

cherche

DOCUMENTALISTE

Tre emplois. Lieu de travail

Afrique de l'Ouest.

Contrat 2 ou 3 ans au moins.

De ans d'expérience en micro-

filmage et banque de données.

Poste régulier formation du

personnel.

Adresseur C.V. et présentations

s/r 0.558 le Monde Pub.

service ANTONIO C. de

Paris, 30, av. de la

Libération, 75002 Paris.

GRUPPO INTERNATIONAL

recherche

JEUNE HOMME

FORMATION SUPPLÉMENTAIRE

Unité de commerce, maîtrise

de gestion DECS, am., et

diplôme avec quelques années

d'expérience pour servir le

contrôle de gestion de la filie

de l'Algérie

Lieu de résidence, Algérie.

Attendant souvent indépendants.

Adresseur C.V., photo et

présentations s/r 0.558 le

Monde Pub. service ANTONIO

C. de Paris, 30, av. de la

Libération, 75002 Paris, au

transmission.

LES EMPLOIS

INTERNATIONAUX

Cette classifica-

tion permet aux

sociétés nationales

ou internationales

de faire publier

pour leur siège

leurs établisse-

ments situés hors

de France leurs

appels d'offres

d'emplois.

MAROC

Ingénieur d'affaires

Hydrocarbures O.C.

Filière Marocaine d'un important Groupe Français, notre Client est considéré comme l'un des Grands de ce secteur d'activité.

Le tenant actuel du poste "Ingénieur d'affaires" au Maroc évoluant dans le Groupe, en France, nous recherchons son

homologue.

Relevant de la Direction, ce cadre sera responsable d'un véritable "Centre de Profits" (C.A. 25 millions de FF). Il aura en

gestion globale sur les plans : Commercial (Clients, Fournis-

seurs), "Matériel" (engins, ateliers), Humains (chantiers),

L'autonomie, le rôle de l'organisation la connaissance des

hommes et le "savoir faire" commercial, sont indispensables.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur (hydraulique, TP...)

nationalité française, âgé de 30 à 35 ans, ayant l'expérience

(professionnelle) d'un pays du Maghreb) et le fort potentiel lui

permettront d'être opérationnel à la hauteur des responsabilités

confiées.

Nous vous remercions la plus totale discrétion et ne soumettrons

aucun dossier sans accord.

Christophe SANQUER remercie de lui adresser son lettre de

candidature, photo et présentations en rapportant la référence CS/101.

Les entretiens auront lieu à Paris

MANAGEMENT DEVELOPMENT

113, Av. Mers Sultan - CASABLANCA - MAROC

contrôleur de gestion

DAKAR

Vous êtes un jeune et excellent technicien de

la gestion qui souhaitez développer son expe-

rience dans une grande entreprise qui lui per-

mettra de jouer un rôle clé dans la rénovation

de ses systèmes d'information de Gestion.

Vous êtes également très sensible à la qualité de

la vie et pour l'obtenir vous seriez prêt à

vous expatrier.

Un holding financier et industriel vous pro-

pose de vous détacher temporairement dans

l'une des plus grandes sociétés sénégalaises

pour assister le Directeur Financier (lui-

même détaché) dans la mise en place du plan

de rénovation des systèmes d'information de

gestion, plan qui vient d'être élaboré.

Vous aurez un statut d'expatrié avec les avan-

tages qui y sont rattachés.

On exigera de vous une formation supé-

rieure, une solide pratique de la comptabilité

analytique en milieu industriel, une expe-

rience des systèmes de gestion informatiques

de contrôle budgétaire et de l'organisation,

administrative et comptable ainsi qu'une

capacité prouvée de direction d'équipes.

Notre C.V. avec votre accord devra

être adressé sous pli fermé à I.C.A., 3 rue

d'Hauteville 75010 Paris, qui

IC.A. International Classified Advertising

NEW YORK

JEUNES INGENIEURS & TECHNICIENS SUPERIEURS

Postes de l'essor d'un grand groupe industriel dans

LE DOMAINE PETROLIER

Plusieurs postes de :

FIELD ENGINEER BASE MANAGER

pour la maintenance de nos systèmes de

TELESUPERVISION

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



GROUPE DANIEL

Leader français des
suppléments alimentaires en recherche

**responsable
d'exploitation**

• Homme d'organisation et de synthèse, sachant animer une équipe et fixer des objectifs avec une autorité de style technique.
• Ingénieur généraliste, justifiant d'une carrière industrielle d'une dizaine d'années, maîtrisant bien les problèmes techniques et de production.
• Première mission prévue dans l'unité de Blois.
Adressez votre lettre détaillée en précisant motivations de candidature, réf. 154, à L.P.A.-GENEVAY, 11, square Jamin, 75016 Paris.

**SAIC/VELCOREX
MULHOUSE**

• Leader Européen du velours et de sportswear.
• 60 % à l'exportation.
• CA : 1.350.000.000 F.

OFFRE : Dans le cadre du RENFORCEMENT de ses STRUCTURES TECHNIQUES, plusieurs OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRE :
- en production : usages (modèles), assemblage.
- auprès des SERVICES CENTRAUX : contrôle qualité.

à des : **INGÉNIEURS - TECHNICIENS
SUPERIEURS - TEXTILE**

**INGÉNIEURS MÉCANICIENS
(Type A.M.)**

INGÉNIEURS CHIMISTES
L'IMPORTANCE DE LA SOCIÉTÉ et son PLAN de DÉVELOPPEMENT à moyen terme, nécessitent d'envoyer des INGENIEURS ayant des atouts :

JEUNES-DIPLOMÉS
à celui de **CADRES DE DIRECTION**

Si la perspective d'une évolution de carrière au sein d'un GROUPE PERFORMANT retient votre attention, prenez contact avec son Secrétaire Général - M. DEMAZURE - en lui adressant (par courrier exclusivement) votre C.V. très complet - LA SAIC vous garantissant la plus totale discrétion.
SAIC - B.P. 109, 3, av. de Seine, 68110 ILZACH.

UNIROYAL

Filiale Française d'un Groupe International nous sommes connus pour la qualité technique de nos pneumatiques. Nous recherchons pour notre

CLAJOUX près Compiègne (Oise)

ingénieurs

électriciens débutants

spécialité électronique, informatique, mini-systèmes mini-informatique appréciée.
• Anglais et Allemand souhaités.
Adresser votre candidature (C.V. et photo récente (retourner) en indiquant précisions au Département Personnel, Monique Griffart
PNEU UNIROYAL - ENGHIEN
Bulle Postale 163, 60205 Compiègne

**ENTREPRISE METALLURGIQUE
(470 personnes)**
dépendant d'un groupe important
recherche
pour la région de METZ

CHEF COMPTABLE

pour remplacer le titulaire du poste, en instance de départ en pré-retraite.

Rattaché au chef d'établissement, il sera responsable de l'ensemble des problèmes de comptabilité et financiers, ainsi que du contrôle de gestion et de l'établissement du budget.

Le poste convient à un candidat haut niveau, formation supérieure, expérience, un poste similaire, allemand.

Adresser CV et prétentions sous réf. CA 127 à :
PROFILS
Immeuble Périscud,
5, rue Louis Lejeune
92128 Montrouge.

PROFILS



Chef du service industrialisation 200.000 F

Rhône-alpes - Société spécialisée dans la conception, la mise en œuvre et la mise en service de machines à l'export, recherche, développement, et la mise en place de la structure, chef du service industrialisation. Dépendant du service technique et en liaison avec le service commercial, il aura pour mission d'étudier la faisabilité des machines et la qualité, de définir les normes de fabrication, de réaliser les plans, de diriger le bureau d'études, de contrôler et l'outillage des personnes. Enfin, il assurera la mise en place de la clientèle. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé de 30 à 40 ans, de formation technique et commerciale, qui aura acquis une première expérience industrielle et qui aura une bonne connaissance de l'anglais technique et commercial. La rémunération est liée à l'acquis professionnel du candidat. Ecrire à M. LE GOUFF, Réf. A3886M

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Bourges - Brétigny - Clermont - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chefs de services maintenance - travaux neufs Rhône-alpes

Electricité, électronique et bâtiment - Cette importante entreprise de tertiaire, pour assurer un fort développement, installe et gère un grand nombre de matériels automatisés, télétraitement, bureautique, vidéo... Elle recherche un chef de service maintenance et un chef de service travaux neufs. Le chef de service maintenance, âgé de 30 à 40 ans, devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans la maintenance des matériels automatisés, télétraitement, bureautique, vidéo... Le chef de service travaux neufs, âgé de 30 à 40 ans, devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans la construction de bâtiments, bureaux, usines... Les deux postes s'adressent à des ingénieurs diplômés, âgés de 30 à 40 ans, de formation technique et commerciale, qui auront acquis une première expérience industrielle et commerciale. La rémunération est liée à l'acquis professionnel du candidat. Ecrire à M. D. VERNEUIL, Réf. A3886M

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Bourges - Brétigny - Clermont - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur arts et métiers Annemasse

Fonction généraliste en PMI - Cette société, filiale d'un grand groupe pharmaceutique de très bonne notoriété, conçoit, fabrique et distribue des systèmes de soins médicaux à la pharmacie et au vétérinaire, la cosmétologie et la parfumerie. Afin d'assurer l'avenir de son service de production, elle recherche un jeune ingénieur. Sous l'autorité du directeur de la société basé à Paris, il assurera la responsabilité du centre d'Annemasse et de son développement. Cette fabrication proprement dite, réalisée à l'aide de machines automatisées, lui assurera la maîtrise du processus de fabrication et de son personnel. Les négociations avec les fournisseurs et les clients, ainsi que la gestion des stocks, lui seront confiées. Il devra intervenir occasionnellement au service après-vente, il pourra également prendre part à la commercialisation du produit tant en France, qu'à l'étranger (Europe et USA). Ce poste, complet et autonome, s'adresse à un jeune ingénieur, âgé de 20 à 30 ans, de formation AM, ICAM ou équivalente, ayant acquis rapidement une expérience pluridisciplinaire au sein d'une entreprise à forte croissance humaine et technique. La rémunération sera en lien avec la formation et l'expérience du candidat. La première expérience professionnelle sera appréciée. Elle sera de nature à intéresser une personnalité de valeur. Le poste est basé à Annemasse. Ecrire à Ph. BONNEFOY, Réf. A3886M

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Bourges - Brétigny - Clermont - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable relations humaines 200.000 F

Rhône-alpes - Société, personnes, fabricant de petite et moyenne gamme d'équipement commercialisés en France et à l'export, recherche, son responsable relations humaines. Il aura pour mission de gérer et de développer les relations humaines en matière de formation, de communication, de recrutement, d'objectifs qu'il aura à la direction. Il prendra en charge, avec son équipe, l'ensemble de la fonction (gestion, administration, paye...) et sera en liaison avec les négociations avec les organismes extérieurs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (droit, économie, psychologie...) ayant acquis une première expérience de 10 à 15 ans dans le domaine des relations humaines. La rémunération est liée à l'acquis professionnel du candidat. Ecrire à M. LE GOUFF, Réf. A3886M

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Bourges - Brétigny - Clermont - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef service entretien tôlerie 170.000 F

Vendée - Cette importante entreprise industrielle, spécialisée dans la fabrication d'équipements de grande série, et qui est une filiale d'un grand groupe public, recherche un chef service entretien en matière de maintenance, de réparation, de contrôle, de gestion, de planification, de suivi, de formation, de recrutement, d'objectifs qu'il aura à la direction. Il prendra en charge, avec son équipe, l'ensemble de la fonction (gestion, administration, paye...) et sera en liaison avec les négociations avec les organismes extérieurs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (droit, économie, psychologie...) ayant acquis une première expérience de 10 à 15 ans dans le domaine des relations humaines. La rémunération est liée à l'acquis professionnel du candidat. Ecrire à M. LE GOUFF, Réf. A3886M

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 893.90.63

Bourges - Brétigny - Clermont - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeunes responsables maintenance - travaux neufs Rhône-alpes

Matériels électroniques - pointe - électrotechnique - Cette importante entreprise de tertiaire, pour assurer un fort développement, installe et gère un grand nombre de matériels automatisés, télétraitement, bureautique, vidéo... Elle recherche un responsable de la maintenance et un responsable de la fabrication de ces matériels. Le responsable de la maintenance, âgé de 30 à 40 ans, devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans la maintenance des matériels automatisés, télétraitement, bureautique, vidéo... Le responsable de la fabrication, âgé de 30 à 40 ans, devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans la construction de bâtiments, bureaux, usines... Les deux postes s'adressent à des ingénieurs diplômés, âgés de 30 à 40 ans, de formation technique et commerciale, qui auront acquis une première expérience industrielle et commerciale. La rémunération est liée à l'acquis professionnel du candidat. Ecrire à M. D. VERNEUIL, Réf. A3886M

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Bourges - Brétigny - Clermont - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Chef des Ventes Export
Tissus de haut de gamme**

Nous sommes une PME (CA 100 millions) d'un textile important. Nous fabriquons et diffusons des tissus de haut de gamme auprès des confectionneurs. Nous recherchons un responsable des ventes à l'exportation, notre objectif est de créer le poste de Chef des Ventes Export.

Il sera rattaché à la Direction Générale, il prendra en main le service et le réseau d'agents et devra évaluer et stimuler.

Le premier poste sera basé à Paris, son déplacement sera fréquent. Ce poste s'adresse à un universitaire ayant déjà exercé la fonction 2 à 5 ans, un bachelier confirmé. La maîtrise de l'anglais et l'allemand sont indispensables, du textile d'un produit influence par le textile.

Le poste est basé à une ville de moyenne importance, une heure de Paris.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous réf. M 353/B - 106, Bd Haussmann 75008 PARIS

Jean Paul VELLA Conseil



مكتبة



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Allier la compétence technique à l'esprit marketing et vente

ENERTEC, filiale Européenne de la RESEAU et la Régulation, est spécialisée dans les équipements liés à la distribution et au transport de l'électricité. Ses effectifs sont de 6 000 personnes dont 4 000 en France. ENERTEC fait partie du Groupe SCHLUMBERGER (10 000 personnes dans le monde, plus de 8 milliards de \$ de C.A.). La division ELECTRICITE-DISTRIBUTION, basée à POITIERS (86) recrute des commerciaux expérimentés et recrute :

Jeunes Ingénieurs ESE, ENST, ECP, ECL...

pour prendre en charge l'une des responsabilités suivantes :

Ingénieur produits

France

Il sera chargé des fonctions Marketing pour l'ensemble des produits de comptage et télécomptage d'électricité vendus à l'EDF. Il assurera la liaison avec la Division pour tout problème technique ou commercial y compris pour le développement de matériels nouveaux. Réf. S 218.

Ingénieurs produits

Export

Outre l'analyse de marchés, il assurera l'analyse des appels d'offres, la rédaction des propositions et mènera les négociations pour l'une des gammes de produits suivantes :
• Télécommande
• Mesure domestique. Réf. S 219.

Chef de zone

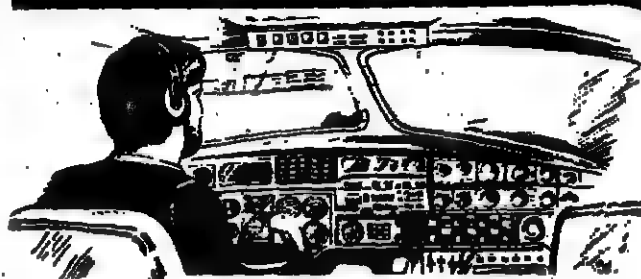
Grande Exportation

Familier du commerce international en milieu industriel, il aura à vendre ou faire vendre les produits de la Division en assurant le lien permanent entre le service Marketing et les clients ou fournisseurs situés essentiellement dans la zone Extrême-Orient. Réf. S 220.

Tous les postes nécessitent de solides qualités de contact, du goût pour la mobilité, si possible déjà quelques années d'expérience et une bonne pratique de l'Anglais. Ils ouvrent de larges perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international de tout premier plan. Ecrire, en précisant la région choisie, à P. COTON, ENERTEC - Z.I. de Chasseneuil - B.P. 23 - 86360 Chasseneuil du Poitou.

ENERTEC

Schlumberger



AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des postes à des :

INGÉNIEURS MÉCANICIENS GRANDE ÉCOLE

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS attirés par des Secteurs de Production et motivés par des postes opérationnels

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 880 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IMM à Monsieur MAHE, THOMSON CSF, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

THOMSON-CSF



Une première expérience variée et enrichissante (IEP, Sciences Eco, ESC...)

Le renom de la marque n'est plus à faire : elle est première sur le marché national. Mais elle souhaite développer sa présence sur le marché international. D'où la nécessité d'une structure d'exploitation particulièrement performante.

Vous seconderez le responsable de cette structure pour optimiser les moyens de prévision et de gestion dans les domaines suivants : ventes, achats de matières premières, approvisionnements, lancement, stockage... De plus, vous assisterez la Direction Générale dans l'élaboration et le suivi des actions d'exportation.

Vos interventions ponctuelles seront multiples et déterminantes.

Quant à vous, gestionnaire, après une formation supérieure de type IEP, SCIENCES ECO, ESC, vous êtes intéressé par une première expérience vécue au sein de l'entreprise. Vous maîtrisez bien l'anglais.

Poste à pourvoir à Saint-Laurent-du-Font (38).

Merci de nous envoyer votre candidature sous référence GE 181M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

responsable commercial

SPORTSWEAR GRANDE DISTRIBUTION

Nous sommes un important industriel Français bien implanté, grâce à une marque à renommée internationale, dans le circuit boutiques et détaillants. Nous avons créé une ligne de produit destinée à la grande distribution : nous avons besoin d'un collaborateur pour prendre en charge ce nouveau département. Nous confierons à celui-ci l'élaboration du produit, en liaison avec un bureau de création, sa commercialisation auprès des acheteurs de CA, la mise en place d'une force de vente destinée à visiter les points de vente. Ce collaborateur, sous l'autorité du Directeur Général, sera le "patron" du centre de profit constitué par cette ligne de produit. Nous confierons ce poste à un homme de formation supérieure, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de commercialisation d'articles d'habillement auprès de la distribution moderne, et capable de prendre en charge le développement d'une activité nouvelle. La résidence NANTES ou sa région.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 223.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, s.a.

SUPAE

filiale SAE

Nord . Normandie . Orléanais . Champagne . Ardennes . Région parisienne

recherche des CADRES

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

ECP . ENPC . ESTP . ENSAM

Une formation d'un an assurée pour préparer une carrière bâtiment en France et à l'étranger.

INGÉNIEURS ETUDES DE PRIX BATIMENT

3 ans d'expérience minimum.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES BATIMENT

5 ans d'expérience minimum.

COMPTABLES

BTS ou DUT de comptabilité gestion . DECS Débutants ou première expérience.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite (en précisant secteur souhaité) à SUPAE C.D. 117 - B.P. 16 91570 BIEVRES.

Responsable cellule logistique Exploitation et planification

SUD-EST - Une importante société fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation recherche pour étoffer les effectifs de sa direction logistique, le responsable de la cellule exploitation et planification. Placé sous l'autorité du directeur du département, le futur titulaire aura pour principale mission, l'application de l'exploitation quotidienne des orientations générales définies dans le cadre des plans directeurs de gestion de la production et de distribution. Responsable de la qualité de service, il devra prendre en charge la coordination des fabrications, des unités de production et des sous-traitants, ainsi que l'approvisionnement du système de distribution.

Ce poste évolutif convient à un jeune diplômé possédant une formation supérieure et des connaissances dans le domaine des transports ou de la gestion de production. La rémunération est liée au potentiel et à l'expérience du candidat.

Françoise Meyer vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 311.

Meyer & partenaires

100, cours Julien 13006 Marseille (M) 48.36.94.



Le leader mondial de l'outillage électro-portatif est présent dans 50 pays du globe et gère 22 000 personnes. La Société française (1 200 personnes : C.A. 800 M.F. : forte croissance) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne.

UN RESPONSABLE SYSTÈME (Réf. 739)

Rendant compte au Directeur Informatique, il assurera la mise en exploitation d'applications diverses et exercera un rôle de support technique auprès des unités d'études et d'exploitation.

Cette opportunité ne peut s'adresser qu'à un candidat justifiant d'une première expérience système acquise dans une configuration de caractéristiques analogues.

L'expansion de la Société, que traduit le développement informatique, garantit le caractère motivant de ces postes.

Ecrire en précisant la référence avec C.V. et prétentions à BLACK & DECKER, à l'attention de C. NICOLAZZI - B.P. 0633 - 69239 LYON Cedex 02.

UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION (Réf. 742)

Rattaché au Directeur Informatique, il aura pour mission d'organiser et d'optimiser les moyens de l'exploitation en fonction des exigences des normes et de délais imposés par les systèmes de traitement. Pour ce faire, il animera des cellules de préparation, saisie, exploitation représentant un effectif de 8 personnes.

Cette fonction convient à un candidat pouvant se prévaloir d'une formation de type B.T.S.-D.U.T. et d'une expérience pratique similaire.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur mécanicien, homme process : futur chef de notre service technique

LILLE 150 000 F +
 Filiale du Groupe CHARGEURS REUNIS, notre Société est spécialisée dans la fabrication de textile (140 personnes, C.A. : 50 millions de francs). Notre expansion nous conduit à actuellement un projet de création d'une nouvelle unité de production, très automatisée.
 C'est pourquoi nous avons besoin d'un jeune **INGENIEUR MECANICIEN** (AM, INSA...) ayant une expérience de 2 à 5 ans en ingéniering ou en B.E. préférence l'industrie chimique, textile ou papetière, où il aura acquis une bonne expérience des automatismes industriels du génie chimique. L'idéal, il aura déjà participé à l'implantation d'usines dans un domaine d'activité proche du nôtre.
 C'est, en tout cas, la première mission que nous lui confierons : être le **MAITRE d'OEUVRE** toute partie engineering dans la conception et le démarrage de notre projet.
 Il deviendra ensuite le **CHEF DU SERVICE TECHNIQUE** de cette unité : responsabilité du matériel, du service entretien, et amélioration constante du processus de fabrication grâce à des innovations technologiques. Rattaché au Directeur de l'usine, il supervisera une dizaine de personnes, ce qui implique des qualités d'animation et de coordination.
 Vous êtes invité à adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 83274 M à :

telecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75001 PARIS.

Haute Normandie JEUNE INGENIEUR de PRODUCTION E.N.S.A.M. ou similaire

Notre unité (150 personnes - 80 M.F. de C.A.) est l'une des usines d'un Groupe français du niveau international spécialisé dans l'emballage : leader dans sa profession.
 Nous recherchons un **Ingénieur débutant** ou 2 à 3 ans d'expérience désireux de s'intégrer dans une entreprise performante.
 Près du **Chef de Production** ce sera un praticien prenant en compte les données techniques de l'entreprise et souhaitant évoluer vers des responsabilités économiques et humaines.
 La pratique de l'anglais ou de l'allemand sera appréciée.
 Adresser sous référence 532/M un C.V. manuscrit à A. AUPETIT, CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL, 3, Boulevard René Levesneur 72000 LE MANS

Banque Populaire de Champagne Banque Coopérative et Régionale

recherche pour étoffer une équipe nouvelle chargée de conduire des analyses et des études, d'implanter ou d'améliorer circuits et procédures,

ORGANISATEURS

attirés par :
 - la diversité des applications administratives et commerciales,
 - le développement de solutions originales,
 - la mise dans une petite équipe aux compétences variées,
 - une entreprise en constante évolution à 150 km de Paris, utilisant le télétravail.

Sont demandées :
 - une formation supérieure
 - une expérience en organisation (cabinet ou entreprise).

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3420 à nos collègues, 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

PAPETERIES DE GASCOGNE - MIMIZAN (40) D'INGENIEUR DEVELOPPEMENT

A l'interface entre la clientèle et la production, cette fonction technico-commerciale est destinée à un ingénieur diplômé de l'EST ou d'une école de chimie, souhaitant valoriser une première expérience (minimum 3 ans) dans un secteur proche du Papier (Industrie Chimique ou Transformatrice).
 Outre un intérêt technique évident pour tout ce qui a trait à l'amélioration des performances de nos produits, en fonction des données technologiques et techniques réelles du marché, nous attendons de lui des dispositions personnelles de négociation et d'adaptation à la taille de nos clients et à la spécificité de leurs attentes.
 Les interventions en clientèle, avec nos responsables commerciaux seront relativement nombreuses (de l'ordre de 25 % du temps) et entraîneront quelques déplacements à l'étranger. La maîtrise de l'anglais ou de l'allemand constituerait un point positif à ce poste.
 Le poste est basé au siège de notre Société, à MIMIZAN. La rémunération importante, tiendra compte de l'expérience du candidat.
 Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions, à OCS notre Conseil, à qui nous avons confié cette recherche et qui vous garantira la confidentialité de votre candidature. Merci de mentionner la réf. 2537 M

CONSEIL EN RECRUTEMENT
 1 rue Guillaume Bruch - BP 37
 33004 BORDEAUX Cédex.

IN.R.S. NANCY

INGENIEUR MECANICIEN

dans le cadre d'un contrat national de solidarité. Notre poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, ENSAM, INSA...) ayant la pratique de l'anglais et une bonne connaissance des problèmes liés aux mesures physiques pour occuper le poste de **RESPONSABLE** d'un laboratoire d'essais de machines et de protection.

INGENIEUR CHIMISTE chimie organique

RESPONSABLE du laboratoire de spectrométrie de masse, notre candidat sera diplômé d'une école supérieure de chimie et posséder une expérience de un à deux ans en étant une bonne connaissance du domaine.
 Maîtrise de l'informatique et d'électronique appréciées.
 Pour ces postes le salaire sera compris entre 150.000 et 200.000 F.
 Faire offre de candidature par lettre manuscrite à M. BARTOLI

ANPE 12, pl. Croix-de-Bourgogne 54000 NANCY

LE C.N.E.S.

SON CENTRE SPATIAL DE TOULOUSE

UN ANALYSTE

en informatique de gestion, de formation Ecole d'Ingénieur ou MIAGE. Il devra justifier d'une expérience de 1 à 2 ans environ, et de bonnes connaissances en gestion.

Connaissance des SGBD. Pratique du BASIC, du COBOL et des mini-calculatrices.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

en vue de prendre en charge des activités de dans le domaine de la connectique.

Débutant ou de préférence quelques années d'expérience.

C.N.E.S., 18, avenue du personnel, 31000 TOULOUSE CEDEX.

contre l'avenir-carcan, ayez le réflexe vallourec

La politique sociale de Vallourec?

Une remise permanente des structures figées, des situations bloquées, un mot, des carcans. Vallourec, une société qui veut développer le dialogue, qui a mis en place la « Demarche au progrès ». Elle concrétise ainsi la communauté d'intérêts existant entre le personnel et son entreprise. Une société qui a beaucoup de cadres, mais qui porte en avant les entraîneurs d'hommes, ses hommes d'initiative.

Le Groupe Vallourec - 30 000 personnes - 80 sociétés françaises étrangères - 6^e producteur mondial de tubes d'acier

Vallourec, une société forte de sa tradition qui sait remettre en question ses cadres de ses politiques, qui n'a pas peur de les écrire et les vit.

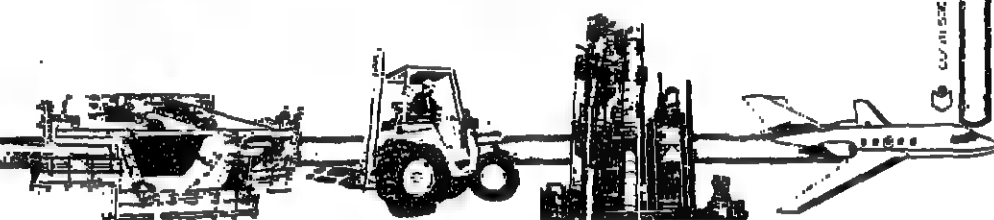
Vous qui adhérez à cette conception de l'entreprise
 Vous qui pensez « qu'il y a quelque chose à faire ».
 Venez poursuivre à développer nous notre politique sociale.



vallourec, c'est le bon réflexe.

Si vous voulez être animateur des Ressources Humaines, étroitement associé à votre Direction comme **chef de personnel expérimenté** en usine, en province, venez en parler avec nous.

Mme B. Verane
 chargée du recrutement Vallourec
 B.P. 110 - 75764 Paris Cedex 16



ingénieur méthodes-industrialisation

DECKER, 1^{er} de l'outillage électro-portatif souhaite former un jeune ingénieur à la diversité de ses techniques en lui confier prochainement la responsabilité de son usine de Brémès dans l'Aisne.

Au début, son rôle sera de coordonner l'industrialisation des produits de leur lancement en grandes séries. Il sera en relation avec les services de l'usine. Progressivement, ses responsabilités s'étendront aux programmes de réduction des coûts, d'investissements, d'amélioration de la qualité et à la gestion globale du service.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, intéressé par la technique, le dialogue, disposant d'une première expérience méthodes en fabrication, grandes entreprises. Langue anglaise utile.

Adresser votre CV, une courte lettre manuscrite, référence 2256 M à M. Laperche, Sema-Selection : Cours Vitton - LYON

sema selection Paris, Lille, Lyon, Marseille, Toulouse

recherche pour usines de fabrication lubrifiants Province

UN JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

Arts & Métiers, Centrale, INSA...

Chargé des activités entretien/travaux neufs il devra posséder du dynamisme, des relations sociales et le goût du travail en équipe.

Connaissances en informatique, bonne pratique de la langue anglaise indispensables.

perspectives ultérieures d'évolution s'offrent au sein du Groupe.

Adresser lettre, CV, photo No 56988 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui vous transmettra le dossier.

Juriste d'entreprise

SUD-EST - Une importante société agro-alimentaire (700 personnes) recherche un juriste pour son siège à Marseille, sous l'autorité du secrétaire général, le futur titulaire devra prendre en charge l'ensemble des problèmes juridiques de l'entreprise. Il devra plus particulièrement gérer le portefeuille titres et les marques de la société, les assurances, les immeubles, édifier les règlements. Il sera responsable du contentieux, du suivi des procès et jouera un rôle de médiation et d'assistance auprès des différentes directions.
 Ce poste convient à un candidat âgé de 30 ans environ, possédant un diplôme de droit des affaires, une expérience de quelques années dans une fonction similaire. La rémunération est liée au potentiel à l'expérience du candidat retenu.
 Françoise Meyer vous remercie et lui adresse votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 012.

Meyer & partenaires 100, rue Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94

مكتبة

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS

TELEC ALCATEL
Groupe C.G.E.

6 INGÉNIEURS D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT

• 3 Ingénieurs Confirmés
Possédant une expérience minimum de 3 ans en milieu industriel ainsi qu'une bonne connaissance des circuits linéaires et/ou logiques à microprocesseurs.
Réf. M.01

• 3 Ingénieurs Débutants
Diplômés Grande Ecole (Sup Télécom - ESE - ESEO - INPG - INSA...), ils participeront à des études électroniques avancées dans les domaines de la commutation et de la transmission numérique.
Réf. M.02

2 INGÉNIEURS COMPOSANTS

• Ingénieurs Electroniciens
Grande Ecole ou 3^e cycle de Physique débutants ou confirmés et connaissant les technologies des circuits intégrés LSI (et VLSI), ils assureront des expertises et des études de fiabilité sur ces composants.
Réf. M.03

Ces postes présentent de réelles perspectives d'évolution de carrière dans une entreprise en fort développement technologique. Ils sont à pourvoir à STRASBOURG.
Envoyer CV et prêt en précisant la réf. du poste concerné à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - TELIC-ALCATEL - Direction du Personnel, 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Adjoint à la direction commerciale responsable du marché Français

Leader européen, nous sommes une P.M.E. de plus de 250 personnes en forte expansion, active en région lyonnaise. Nous fabriquons et commercialisons du matériel pour l'industrie et le bâtiment.
Notre direction commerciale souhaite vous confier la responsabilité du marché français. Vous aurez pour mission de développer et de maintenir en direct notre chiffre d'affaires auprès de clients de toutes tailles et de développer en direct notre chiffre d'affaires auprès de clients de toutes tailles et de développer en direct notre chiffre d'affaires auprès de clients de toutes tailles.
De formation supérieure (ESCP ou équivalent), vous devrez justifier à 30-35 ans d'une expérience de vente réussie dans un milieu technologique. Vous serez mobile pour des déplacements fréquents et de courte durée. Anglais indispensable.
La rémunération et les perspectives d'évolution seront des éléments motivants.
Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions, sous réf. 671 M, à notre conseil Agema, BP 121, 69500 Caluire. Réponse et entretien assurés.

AGEMA Conseil

ADJOINT A LA DIRECTION GENERALE

32 ans minimum, de formation supérieure commerciale (ESCP - ESSEC - ESC ou équivalent) vous avez expérimenté vos talents de manager commercial ou exploitation durant 5 années au moins dans une société de transports.
Notre P.M.E. messageries frigorifiques (13 CA - 13 personnes - 11 véhicules) notoirement implantée en Champagne-Ardenne, recherche près de son PDG un homme de confiance, dont la mission sera d'assister et de secondar celui-ci dans le «management» et le développement de l'entreprise. Il pourra s'il en avait les moyens, d'ici 5 ans, assurer la pérennité de cette P.M.E.
Nous vous remercions d'adresser votre CV, manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 4720 ST à notre Conseil, 58, avenue de Wagram 75017 PARIS.
8, rue de la Tréfilerie 51054 REIMS Cedex.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

P.M.E. EN PLEINE EXPANSION

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE
NOUS SOUHAITERIONS :
- candidat de niveau MIAGE ou équivalent ayant 3 ans d'expérience minimum ;
- et connaissant le matériel I.B.M. 34 et le GAP II.
NOUS OFFRONS :
- une large autonomie ;
- une activité variée ;
- des responsabilités importantes ;
- une rémunération comprise entre 120.000 F et 170.000 F.
LIEU DE TRAVAIL : Région Nord.
Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à M. FOURNIER, St-DEMEYER, BP 176, rue de la Préfecture, 59840 PERENCHIES.

IMPORTANT GROUPE TEXTILE FRANÇAIS

pour l'usine de d'une ses

LE CHEF DE TEINTURE

capable de prendre par la suite la direction technique de l'usine.
Le poste est pourvu est situé à 130 km de Paris.
Vous avez :
- un diplôme « Physique » Chimie » ou équivalent ;
- une connaissance plus approfondie de chimie des colorants avec application aux tissus coton et coton-polyester ;
- quelques années de pratique industrielle textile, plus spécialement dans la teinture ;
- une forte personnalité, aptitude à animer une équipe.
vous :
- travailler pour un groupe en expansion, une équipe dynamique.
Envoyer votre candidature C.V. sous la 2398 (à mentionner l'enveloppe) à Werner International 523, avenue Louise, 1050 des garantie.

LA REGIE DES TRANSPORTS DE MARSEILLE

recherche dans le cadre SERVICES TECHNIQUES EXPLOITATION

UN TECHNICIEN INFORMATIQUE - ANALYSTE EXPLOITATION

Il sera chargé du suivi des équipes d'études, de la mise en place d'applications et des développements de projets en exploitation.
Il devra disposer d'une formation supérieure (B.T.S., D.U.T.) avec la spécialité aura une expérience d'au moins 1 an dans les domaines concernés.
La maîtrise des systèmes micro-processeur, multi-processeur, mini-ordinateur (type P.D.F.) sera appréciée.
Envoyer C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite : R.A.T.V.M.-R.T.M. (Services Courants Faibles) 1, boulevard Voltaire, 13001 MARSEILLE.

LES ECONOMIQUES TROYENS ET DOCKS REUNIS

(2.000 personnes)
Filiale d'un groupe important la distribution recherche

LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE LEUR DIRECTION DU PERSONNEL

Celui-ci devra assurer, avec son équipe, la gestion de la paie pour l'ensemble des salariés de la société, ainsi que l'exécution des déclarations sociales et fiscales.
Il assistera les divers entités et points de vente de la société pour toutes questions concernant la paie et à cet effet assurera la formation de leur personnel.
Il accomplira mieux cette mission, une expérience professionnelle d'au moins 5 années dans un poste similaire est exigée.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à l'attention de M. BERTHIER, directeur de personnel.

E.T.D.R.
63, avenue Pasteur, 10000 TROYES
Discrétion totale assurée.

sovac

important groupe financier privé souhaite accueillir dans son agence

d'Orléans UN JEUNE DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

ayant une expérience commerciale, pour faire accéder après quelques fonctions de direction d'agence.
Le candidat a vocation commerciale qui sera intégré dans une petite équipe formée de différents produits et financements : industriels, immobiliers, financements personnels et au management d'agence.
Il percevra une rémunération fixe rapidement évolutive, bénéficiera d'importants avantages et d'une fonction.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à Mr PICHOT-SOVAC Grammont 37000.

LES HOSPICES CIVILS DE LYON

recherche pour leur DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

1 INGÉNIEUR D'APPLICATION

Expérience systèmes transactionnels (G.C.O.S., T.D.S.) mini-souhaitée.
Adressez : HOSPICES CIVILS DE LYON Département informatique, 61, boulevard Pinel, B.P. 40, 69611 LYON CEDEX.

JEUNE CADRE

Important groupe de sociétés Rhône-Alpes
OFFRE situation d'avenir
Age 30 ans, de formation supérieure (École de Commerce ou de gestion ou D.E.C.S.), pour comptabilité générale et analytique sur informatique, gestion financière et contrôle de gestion Groupe, expérience confirmée exigée.
Adress. C.V. + références précises à : S.C.I.A. 125 - 01000 BOURG-EN-BRESSE Cedex.

RECHERCHE : INGÉNIEURS

de formation électronique de puissance débutants ou ayant quelques années d'expérience

TECHNICIENS

STES ou DUT pour son département « ETUDES NOUVELLES »

REMERCIER :
- Conception et réalisation d'installations ;
- Les « NOUVELLES » : « ENERGIES »
Ecr. s/m 7.521 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, PARIS.

ATTACHÉE de DIRECTION

Ce poste conviendrait à une candidate de 32 ans environ ayant une maîtrise de droit, une bonne pratique du droit des sociétés et plus généralement du droit des affaires.
Une expérience en cabinet d'audit serait appréciée.
L'utilisation de l'informatique et de la bureautique est impérative.
De réelles qualités de contact et d'organisation, une bonne autorité naturelle sont indispensables.
Envoyer manuscrit, C.V., photo et prétentions à ADM 164, rue de la Grande-Bretagne, 92110 CLAMART, 8.871.

ASSISTANT DE FORMATION

Organisme de formation de la Vienne recherche :
Chargé de promouvoir le centre dans le département.
- Profil : Formation supérieure, expérience de l'entreprise obligatoire dans un service de production industrielle. Expérience commerciale appréciée. Qualité d'organisation et esprit de la performance indispensables.
- 32 ans environ.
Demander :
- lettre de motivation ;
- photo ;
- C.V. ;
- 100, rue de la République, 86000 POISSY, 8.871.

JEUNE DIPLOME

Maîtrise Sciences Economiques Connaissances parfaitement acquises, pour le service chargé d'études économiques.
Adress. C.V. et photo à C.R.A. Poirou-Charantes, 234 bis, r. du 14 juillet, 41000 POISSY Cedex.

UN INGÉNIEUR MINÉRALURGISTE

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public à vocation internationale, recherche pour son Centre Scientifique et Technique d'ORLÉANS LA SOURCE :
- lettres de motivation ;
- C.V. ;
- photo ;
- 100, rue de la République, 45000 ORLÉANS, 8.871.

UN TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

Pour assurer la gestion de la documentation de sa Division électronique, le service recherche, en quelques fonctions techniques (édition de circuits imprimés, vernissages, etc.), les candidats doivent présenter une formation du type BAC F2 avec une expérience de technicien en électronique (débutants acceptés). Connaissance de l'Anglais technique souhaitée.
Envoyer candidature avec C.V., photo et prétentions à : I.A.N.P.E. - 166, bd de Châteauneuf, 45000 ORLÉANS, 8.871.

Société construisant et commercialisant des biens d'équipements lourds (C.A. 400 MF)
recherche pour son siège social (PARIS-16e)

ASSISTANT(E) CONTROLEUR DE GESTION

qui aura directement la responsabilité
- Du tableau de bord central ;
- De l'établissement du contrôle des budgets ;
- De l'élaboration et du suivi des procédures comptables et administratives ;
- Des états de consolidation pour la maison-mère ;
- Des questions fiscales.

Il s'agit d'un poste à responsabilité. Une connaissance pratique de gestion de crédits importants à l'exportation au sein de groupements industriels complexes sera un supplément.
Il s'agit d'un poste à responsabilité. Une connaissance pratique de gestion de crédits importants à l'exportation au sein de groupements industriels complexes sera un supplément.
Il s'agit d'un poste à responsabilité. Une connaissance pratique de gestion de crédits importants à l'exportation au sein de groupements industriels complexes sera un supplément.

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Expérience exigée sur MICRO et MINI-CALCULATEURS. Anglais indispensable.

TECHNICIEN LABORATOIRE

Titulaire B.T.S. ELECTRONIQUE. Expérience micro-processeurs. Anglais indispensable.

TECHNICIEN Service Après-Vente

Titulaire du Technicien Electro-mécanique C.A.P. Electro-mécanique. Lieu de travail : PARIS (déplacements).

Adresser C.V. et prétentions à ASSISTANCE INFORMATIQUE FRANCE 13, rue des Mûriers, 75005 PARIS.

JOURNALISTES

ou

INGÉNIEURS

Dans le domaine de la

MANUTENTION

STOCKAGE - TRANSPORTS - LOGISTIQUE

PROFIL IDEAL : Journaliste ayant une formation d'ingénieur, 2 à 3 ans d'expérience dans les techniques de distribution physique et leurs applications.
Ce poste peut également convenir à un ingénieur, un technicien supérieur ou un homme de marketing ayant le goût et l'aptitude à communiquer par écrit.
Il s'agit d'un poste à responsabilité. Une connaissance pratique de gestion de crédits importants à l'exportation au sein de groupements industriels complexes sera un supplément.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : REGIE-PRESSE sous réf. T 037 88 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante organisation professionnelle consacrée au logement

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE DU BATIMENT

- 32 ans environ ;
- 4 ans expérience minimum ;
- bonne connaissance technique de la construction ;
- pratique de la négociation et des relations.
Le candidat devra être mesureur, conduire des négociations, gérer des entreprises, évaluer des projets techniques, développer des méthodes, maîtriser l'ouvrage et fournir une assistance opérationnelle.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à : T 037613 M, REGIE-PRESSE, rue Réaumur, Paris-2.

AGENT DE CHANGE

recherche un

SPECIALISTE OBLIGATIONS

Quelques années d'expérience + bonne connaissance clientèle institutionnelle
Envoyer C.V. + photo + prétentions à : B. Compagnie S.A., 92, rue de Richelieu, 75002 PARIS. Discrétion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VALORISEZ VOS CONNAISSANCES DANS UN SECTEUR DE POINTE

Importante société d'ingénierie (5000 personnes) nous concevons et réalisons des ensembles industriels dans le domaine électro-nucléaire et recherches des

Ingénieurs

ENSEM - IDN - ENSL
Débutants ou première expérience

Vos connaissances en Electronique, Electro-mécanique, Automatismes, Régulation, Instrumentation, Installation électrique générale, vous permettront de prendre en charge : — la préparation des plans de montage (définition et contrôle des composants, d'essai, rédaction des procédures de montage, contacts avec les clients et les chantiers), — l'assistance technique des chantiers.

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions, à : 5626, Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

The Boston Consulting Group

SPECIALISE EN STRATEGIE D'ENTREPRISE

Le bureau de Paris du Boston Consulting Group assiste les Directions Générales des grandes entreprises françaises, privées et publiques, dans l'identification, l'évaluation et la mise en œuvre des choix qui engagent leur avenir.

La contribution que nous apportons à nos clients repose sur une expérience acquise dans une grande variété de situations, sur la qualité de nos équipes et sur la garantie d'objectivité qu'assure notre indépendance.

Chaque année, des collaborateurs de haut niveau décident de se joindre à notre équipe de Paris. Ils nous permettent de croître et de maintenir notre leadership.

- Issus d'une Grande Ecole de tout premier plan, leur créativité et leur rigueur leur permettent d'aborder des problèmes complexes.
- Une première expérience professionnelle d'environ cinq ans les a confrontés au concret et les a rendus sensibles aux facteurs humains.
- Leur culture et leur expérience leur permettent de s'intégrer naturellement dans le monde des affaires français et ils souhaitent y inscrire leur carrière professionnelle; ils maîtrisent très bien l'anglais et parlent souvent l'allemand, l'italien ou l'espagnol.
- Ils assument la responsabilité de leurs conclusions, savent les faire partager et ont le souci de les voir mises en œuvre.

Les candidat(e)s adressent un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une lettre manuscrite, à Mme Joly, The Boston Consulting Group, Tour Fiat, 92084 Paris La Défense Cedex 16.

Paris Londres Munich Düsseldorf Boston San Francisco Chicago Angeles Tokyo

ORGANISME PUBLIC SPÉCIALISÉ DANS L'AUDIOVISUEL RECRUTE PAR CONCOURS CINQ CADRES ADMINISTRATIFS

une fois recrutés, ils pourront, le cas échéant, être titularisés.

Le recrutement est effectué en vue de pourvoir des postes au sein des services administratifs et des postes de caractère juridique.

Il exige le cas :

- Soit une bonne connaissance des mécanismes comptables et financiers et une certaine compétence en matière de contrôle de gestion;
- Soit une formation juridique appliquée aux questions de personnel et d'administration. Une expérience de l'informatique est appréciée.

Limites d'âge : 20 - 45 ans.

Diplôme exigé : Diplôme sanctionnant un second cycle d'études supérieures.

Les demandes de candidatures doivent être accompagnées obligatoirement d'un curriculum vitae et d'un diplôme, à adresser avant le 16 janvier 1983 sous référence 52965 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra.

Les candidats doivent être dégages de toute obligation militaire. Les postes à pourvoir sont le résultat du concours et une liste sera envisagée à l'issue du recrutement.

Après une période d'essai de 3 mois, une rémunération mensuelle de l'ordre de 100 000 F. est assurée.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Les candidats doivent se présenter au 1er Mars 1983.

Le concours se déroulera en Mars et Avril 1983.

Le groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution de l'eau potable et les services (C.A. 12 Milliards - 45000 personnes) recherche pour renforcer ses structures de gestion :

Chef des services administratifs et comptables

Ce Cadre possède une Formation Supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent + DECS) complétée par une solide pratique administrative et comptable. Il aura déjà eu la charge d'animer de nombreuses équipes de Collaborateurs. Il se verra confier, au sein d'une de nos Directions Régionales des responsabilités de type secrétariat général englobant l'ensemble des fonctions : administration générale, comptabilité, gestion clients, personnel, juridique, assurances, achats, informatique... La carrière pourra se développer par la suite par affectations successives dans de grandes villes de province et éventuellement à l'étranger. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Futurs chefs des services administratifs et comptables

Ces jeunes Cadres diplômés de l'Enseignement Supérieur ayant complété leur formation par un DECS, auront déjà acquis une première expérience (3 à 5 ans) dans le domaine administratif et comptable en particulier.

Après une période de formation d'intégration (2 ans environ), ils seront affectés à un poste de responsabilité semblable à celui décrit dans l'annonce précédente. La connaissance de l'anglais est indispensable.

La rémunération de début envisagée est de l'ordre de 120.000 F par an. Elle pourra être modulée en fonction de l'intérêt de l'expérience.

Ecrire : C.V. et prétentions à S.L.E.E. - Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris Cedex 16.



lyonnaise des eaux

Ingénieurs ou techniciens électroniciens de maintenance

Hewlett-Packard France, 3^e société de mini-informatique, recherche pour ses services après-vente la région parisienne, des ingénieurs ou techniciens en électronique.

Ces postes nécessitent une bonne motivation pour un travail de support en clientèle, de solides connaissances en électronique et en anglais. Nous proposons un salaire intéressant en rapport avec le niveau technique et l'expérience et un intéressement aux bénéfices de la société. Une voiture de fonction et d'importantes possibilités de

développement sont assurées. Nous assurons une formation complète de nos systèmes dans nos locaux européens ou à l'étranger.

Les dossiers de candidature, lettre manuscrite, un CV et une photo, sont à envoyer à Hewlett-Packard France - Service du Recrutement, Didier Gabin, 91947 Les Ulis Cedex, réf. 014.



HEWLETT PACKARD

Un marché en expansion Un groupe qui va de l'avant



Nous sommes les leaders européens de l'appareillage électrique d'installations. Nous réalisons un C.A. de 2,5 milliards de francs dont 30% à l'étranger. Nous employons 11 000 personnes.

Nous offrons une carrière commerciale à de jeunes diplômés : ESC, Universitaires, IUT, BTS...

Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience de vente de matériel électrique. Formés à nos produits et à nos méthodes de vente, vous êtes armés pour vendre et promouvoir les ventes. Au contact permanent des utilisateurs : professionnels de l'installation et industries, des distributeurs : grossistes et grand public : des prescripteurs : bureaux d'études et d'ingénierie et architectes, intégrés dans une équipe régionale sympathique, vous avez un métier passionnant et préparez votre avenir. Notre réseau de vente est une pépinière pour nos futurs responsables commerciaux.

Nous vous demandons d'être motivés pour la vente, disponibles pour des déplacements, mobiles géographiquement.

Le groupe Legrand est prêt à vous accueillir, nous avons plusieurs postes à pourvoir dans des villes universitaires.

Les recrutements auront lieu à Paris les 19 et 20 janvier.

Nous vous remercions d'adresser C.V. + lettre manuscrite indiquant vos prétentions, sous réf 23 M 002 à notre Conseil CPA, 69, rue de Monceau 75008 Paris.



Bankers Trust Company

l'une des 10 premières banques américaines au large réseau international

CHEF DE SERVICE CREDIT DOCUMENTAIRE

Souhaitant développer sa carrière à la tête d'un service traitant les opérations de commerce international au montant unitaire important pour une clientèle de première catégorie. Le candidat, classe V ou supérieure, aura 7 à 10 ans d'expérience des crédits documentaires

dont 3 ans au moins en tant que responsable ayant su prouver sens de l'organisation et de l'encadrement. Anglais indispensable - Disponibilité rapide souhaitée. Réf. M 10 C

Pour faire face au développement des activités de ce service, nous recherchons un

REDACTEUR

Ayant 2 à 3 ans d'expérience, la maîtrise des opérations de financement d'import-export. La connaissance du négoce international et back to back credit sera appréciée. Il aura le sens des

contacts humains et du travail en équipe. Bonne connaissance de l'anglais. Possibilité d'évaluation pour un candidat de valeur. Réf. M 10 R

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à la Direction du Personnel, Bankers Trust Company, 12-14 Rond Point des Champs Elysées 75386 Paris Cedex 08.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TECHNICAL WRITER FOR ACCOUNTING SOFTWARE

A leading American financial software producer rapidly expanding in Europe seeks a technical writer/translator to work in their Paris Office.

The appropriate candidate will be bilingual English/French with French mother tongue and have in-depth knowledge of French, and if possible U.S. accounting practices. A general understanding of computer techniques is also required.

After selection, the candidate will spend 2 months at the U.S. Headquarters in Boston for training and thereafter 1 or 2 weeks per year.

The job will initially consist of:
- reviewing and revision of translated technical documents.
- creation of French language marketing documentation.

The company offers significant opportunities for career expansion into technical sales support and new client development.

Send C.V. and salary requirements to LEXITEL (REF M.D.) 15, rue de Louv, 75001 PARIS.



Département robotique RESPONSABLE TECHNIQUE

la créativité industrielle

Cette PMI très dynamique, filiale d'un puissant groupe industriel français est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de composants électromécaniques auprès de l'industrie aéronautique et spatiale. Le département robotique, récemment créé est amené à connaître un développement important. C'est la responsabilité globale de ce département sur le plan technique qu'il convient de prendre aujourd'hui.

Le titulaire du poste, rattaché au Directeur Technique prend en charge l'animation technique et humaine du département robots industriels (chargement et déchargement de machines outils, assemblages automatisés...). Il dirige et anime une équipe de techniciens, prend en charge l'étude et le développement de nouveaux produits, à l'industrialisation et à la mise en place d'une structure de production appropriée.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (Homme ou Femme) de formation supérieure : Centrale, Supélec, AM, INSA... possédant déjà une expérience industrielle dans un contexte similaire. Son expérience et sa formation l'ont conduit à bien maîtriser les domaines liés à la mécanique, l'électronique et la micro-informatique.

La connaissance de l'anglais est impérative. Le poste est basé dans la banlieue Sud Est de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. 5733 C à

EGOR INDUSTRIE

11 rue de l'Industrie 75001 PARIS

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Produits détergents INGENIEUR CHIMISTE

Responsable recherche et développement

Société d'un puissant multinational étudie, fabrique et commercialise une gamme complète de détergents principalement au marché des collectivités. Dans ce domaine, elle occupe la première place.

Son exceptionnelle conduite à créer un poste d'Ingénieur Chimiste, Responsable du département Recherche et Développement "Détergents", sa mission est complète : il participe à la définition des nouveaux produits en liaison avec le Marketing, il dirige les programmes de recherche et en assure la réalisation. Il gère de façon autonome les budgets des équipes de recherche et effectifs (une équipe d'ingénieurs et Techniciens spécialisés) il est en relation fonctionnelle avec les services commerciaux, les clients et la production.

Pour être très évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Chimiste impérativement spécialiste des détergents. Diplômé ou autodidacte, il possède une expérience professionnelle significative dans ce domaine acquise de préférence dans un Service Recherche et Développement. Le poste est basé dans la banlieue Est de Paris.

Les conditions offertes, les perspectives de carrière concrètes et rapides, et l'intérêt technique du poste sont de nature à motiver un candidat à grande valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 14538 E à

EGOR INDUSTRIE

1 rue de Ponthieu 75008 PARIS

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

COFRAMI

Société de Services spécialisée dans la conception et la réalisation de logiciels sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

recherche

DEUX INGENIEURS AYANT UNE FORMATION GRANDES ECOLES ou D.E.A.

Ces ingénieurs participeront à des développements logiciels dans les domaines suivants :

- automates, contrôle de processus ;
- télécommunications et télématique ;
- systèmes spécifiques.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : COFRAMI, 11, rue Vernet, 75008 PARIS sous la référence M.F.R.



Recherche pour son secteur géographique PARIS-NORMANDIE-BRETAGNE

INSPECTEUR DE VENTE

Réseau concessionnaires

Après une présentation au réseau, il sera chargé de promouvoir les ventes, de suivre et d'optimiser l'activité commerciale des concessionnaires de son secteur. Ce poste implique un rôle d'animation de gestion et de contrôle.

Nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 25 ans) mobile et disponible possédant une expérience significative acquise de préférence dans l'animation d'un réseau et dans la vente indirecte.

Le Siège de la Société étant basé à PARIS, et la zone d'inspection couvrant la région parisienne, il est souhaitable de résider en Ile-de-France. Statut cadre, véhicule de fonction, frais remboursés.

Adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6239 AF, à :

EGOR PROMOTION

63 rue de Ponthieu 75008 PARIS

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Un métier neuf...

INGENIEUR D'ETUDES EN MARKETING INDUSTRIEL

Cette Société, filiale d'un groupe anglo-saxon de la pétrochimie, fabrique et commercialise des lubrifiants destinés à différents secteurs de l'industrie. Son important développement en France la conduit à renforcer son équipe marketing et à créer un poste d'Ingénieur d'Etudes.

Il a pour mission d'analyser les données, recueillies aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, concernant les secteurs déjà travaillés. Parallèlement, il appréhende et évalue le potentiel des nouveaux marchés. L'ensemble de ses recherches et de ses conclusions s'inscrivent dans la définition de la politique à moyen terme de la Société.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement scientifique, idéalement un chimiste. Son expérience confirmée du marketing, produits industriels l'amène à s'orienter vers une fonction comportant une réflexion d'ordre stratégique, une prise de décision en termes d'actions.

Pratique de l'anglais indispensable. Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11475 D à :

EGOR SA

11 rue de Belfort 75008 PARIS

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Si vous désirez faire carrière dans l'informatique venez rejoindre nos équipes

Filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer des systèmes de gestion en temps réel nous organisons à partir du 7 février prochain un prochain stage de 5 mois de formation intensive aux techniques de l'informatique (langage de programmation, bases de données, temps réel...). Il est rémunéré et s'adresse aux titulaires de

maîtrise ou DEA scientifique ou gestion

A l'issue du stage vous serez intégré(e) dans une de nos équipes responsables de projets et participerez au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (4 grands ordinateurs mainframe et 1300 terminaux répartis en France), avant d'accéder à des responsabilités d'encadrement.

Adresser lettre, C.V., photo sous réf. M 201 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.



Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit. Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique. La GIE vous donne les moyens d'y réussir.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGENIERING SPECIALISÉE DANS UNE TECHNOLOGIE AVANCÉE

recherche

CHEF DE SON BUREAU D'ÉTUDES

Vous êtes INGÉNIEUR MÉCANICIEN diplômé et avez acquis une expérience d'environ dix ans dans un poste comportant la direction d'un BE d'installations d'unités industrielles équipées de réseaux de tuyauteries.

Dans le cadre de ce poste, vous aurez la responsabilité complète de l'administrative que technique, d'un bureau d'études de 60 personnes, ainsi que celle de l'assurance qualité des travaux effectués.

Procédant actuellement à l'introduction des méthodes CAO à l'intérieur de ce bureau, une expérience antérieure dans ce domaine serait appréciée.

Ce poste requiert un excellent niveau de qualification professionnelle et un tempérament d'animateur.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-LA DÉFENSE

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 50000 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
MAGAZINES MENSUELS

recherche

RESPONSABLE PROMOTION ET VENTES

(E.S.E.C., S.U.P. DE CO., etc.)

Expérience commerciale dans la presse ou dans l'édition souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° T 037657 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Télégramme
AGENCE DE PUBLICITÉ

cherche jeunes

CONTROLEURS DE GESTION

Formation E.S.C.P. ou équivalente expérience souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 252 565 M, à

RÉGIE-PRESSE

11, rue Réaumur, 75002 PARIS

La Direction Informatique de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de l'Ile-de-France Paris - Gare de Lyon

POUR RESTER LES PLUS PERFORMANTS

Notre informatique est depuis quelques années à la pointe du progrès. Nous avons été parmi les premiers à : temps réel dans nos agences (1978). Notre matériel central IBM 3081 sous MVS, IMS avec DL1 orchestre plus de 100 terminaux. Nos 50 informaticiens sont compétents, bien formés, très motivés et souvent débordés.

Vous diplômés d'une école d'ingénieur ou d'une MIAGE.

Le bon sens, venez nous rejoindre, comme le tout Paris, pour partager la réussite de notre avenir.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. choisie à :

EGOR INFORMATIQUE

63, rue de Ponthieu 75008 PARIS

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

NOUS AVONS BESOIN D'ÉNERGIES NOUVELLES

Pour développer des applications en temps réel avec bases de données : missions d'analyse et/ou programmation. Postes de référence M 1621 D.

Pour assister l'architecte bases de données. Une bonne connaissance de DL1 est indispensable. Poste sous réf. M 1621 E.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DU TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de \$ - 20.000 personnes

recherche

pour l'expansion du Service Maintenance

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

- Titulaires BTS/DUT ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 5 années dans le service après-vente de systèmes informatiques.
- Vous désirez être l'intermédiaire d'un secteur géographique dans lequel vous maintiendrez une gamme de matériels.
- Vous avez obtenu une formation approfondie sur nos produits à moyen terme une possibilité d'évolution vers des responsabilités de supervision.

Les candidats motivés par une telle opportunité sont priés d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à : Brigitte RISCHARD Direction du Personnel WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

ENERTEC

société du groupe SCHLUMBERGER, recherche pour sa division Acquisition Enregistrement basée à VELUZY

Ingénieur électronicien

Intégré à un service des enregistreurs magnétiques pour l'industrie aéronautique, il participera à un projet enregistré à l'été 1982 et sera responsable de la chaîne d'enregistrement-lecture et circuits de correction d'erreurs. Il est diplômé d'une grande école et a des connaissances en électronique rapide, analogique et numérique.

Réf. S 238

Nous offrons des possibilités d'évolution à ceux qui, par leur technique et leurs qualités humaines, sont prêts à assumer des responsabilités.

Adresser dossier de candidature complet, précisant la référence, au Service du Personnel ENERTEC, 1 rue Newport, 78140 Vélizy-Villacoublay.

Ingénieur système

Il fait partie d'un service d'études systèmes professionnels d'enregistrement et de traitement de l'information. Au sein de l'équipe chargée d'étudier les besoins et de concevoir le système, il sera responsable de la conception et de la mise au point d'un système à microprocesseurs. Diplômé d'une grande école, il est titulaire d'un diplôme de maîtrise et d'un diplôme de spécialisation.

Réf. S 239

ENERTEC

Schlumberger

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Radio France

un jeune ingénieur informaticien pour coordonner notre réseau minis/micros.

La Radio se décentralise. Notre rôle est de piloter la création des radios locales publiques et d'assister les futures sociétés régionales de radiodiffusion, en mettant en place un système de gestion sur MICRAL et MINIS 6.

Le poste est ouvert à un plan informatique s'appuyant sur des compétences internes et externes; notre responsable informatique cherche son adjoint pour, à ses côtés, servir de relais aux utilisateurs finaux et assurer la sous-traitance.

L'ingénieur, vous avez acquis en trois ans minimum votre expérience de la conduite de projets supportés aussi bien sur minis ou micros installés sur un réseau et souhaitez dépasser la technique pour accéder à la vision d'ensemble du développement informatique de notre société.

(réf. 4272 LM)

ESSO CHIMIE

Notre-Dame-de-Gravenchon (76)

Le département Informatique de notre site de production, situé entre Le Havre et Rouen, dispose d'un IBM 4331 et d'un gros mini de DATA GENERAL, reliés au réseau du groupe. Les applications vont de la gestion à la production en passant par la modélisation. Nous intégrons l'équipe, développant le système gérant toutes les opérations de la production, puis basculez sur la réalisation d'un projet de gestion de l'entretien.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, vous avez acquis en deux ans d'expérience à passer d'un matériel ou d'un langage à l'autre, pratiquez le FORTRAN, votre le COBOL, dans un environnement DB/DC et, enfin, votre anglais est compréhensible. Sachez que chez nous les jeunes ingénieurs prédominent et que votre développement de carrière est largement ouvert sur le groupe, y compris à l'international.

consultant, J. THILY, vous accueillera sous la référence correspondante « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10 RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Jeune Ingénieur analyste, poursuivez votre carrière en Normandie.

DEBUTANTS Sup. de Co. Paris, ESCAE Lyon ou Reims

Vous avez choisi l'option FINANCE-COMPTABILITE et vous souhaitez vous orienter vers une carrière en Entreprise.

Notre Groupe, l'un des leaders de la fabrication et de la pose de canalisations en béton armé l'effectif de 2500 personnes est réparti dans différentes régions de France et à l'étranger, offre trois postes de cadres comptables.

• Deux postes sont basés à Paris : l'un est axé sur les études financières et le contrôle budgétaire, l'autre orienté vers la responsabilité comptable et administrative d'une filiale.

• Le troisième permettra au candidat retenu de prendre en charge la gestion comptable et administrative d'une filiale de province.



Si l'un de ces postes vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions sous référence 1484 à :

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
Boite Postale 371 - 93
75365 Paris Cedex 08.

PERNOD

renforce la structure de son département marketing et recherche

Assistant chef de produits

- Diplômé d'une école supérieure de gestion (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent),
- ayant le goût d'un marketing opérationnel étroitement lié aux activités de la force de vente.

Nous souhaitons recruter un candidat ayant déjà acquis une première expérience (1 à 2 ans) d'un marketing de produits de grande consommation.

Nous offrons une intégration progressive, incluant un passage sur le terrain au sein de l'équipe de vente et des perspectives d'évolution à moyen terme vers la fonction de chef de produits.

Lieu de travail : Crétail.

Adresser CV et prétentions à PERNOD, Service du Personnel, 120 avenue de la Vallée Foch, 91120 Palaiseau.

GROUPES INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

Pour Services Fiscaux et Direction Financière

Un jeune cadre

Diplômé de l'enseignement supérieur, les candidats auront acquis au cours d'une première expérience en entreprise la connaissance pratique de la fiscalité des entreprises.

Il y a de larges perspectives de carrières dans les différentes branches du groupe.

Adresser CV, photo et prétentions mentionnant sur l'enveloppe la référence 1111 à Média-System, Emplois et Carrières, 104 rue Réaumur 75001 Paris.

FLOPETROL

Leader mondial pour les essais de production de puits pétroliers, conçoit et développe ses propres équipements d'opérations sur site, et réalise

Jeunes Ingénieurs

Recherche et Développement

Ingénieur analyste

Il développera un premier temps un logiciel automatisant la production d'un rapport chimique et participera à l'implantation d'un atelier logiciel d'en prendre ultérieurement la responsabilité. De formation supérieure technique, il possède 3 à 4 ans d'expérience, la connaissance du logiciel et matériel DEC, la programmation structurée et des langages Fortran et Pascal.

Réf. S 234.

Ingénieur systèmes électroniques

Il assurera la réalisation et les essais des prototypes en laboratoire et sur les puits à l'étranger, et sera responsable de projets mettant en œuvre : circuits analogiques basse fréquence, techniques numériques, microprocesseurs, minicalculateurs. Electronicien de haut niveau, il possède de solides connaissances en analogie digitale, circuits analogiques, mini et microinformatique, logiciel et télétransmission.

Réf. S 235.

Ingénieur mécanicien

Travaillant en équipe avec le chef de la section Mesures de débits, il développera l'aspect mécanique des outils et systèmes à l'étude. Diplômé d'une grande école à dominante mécanique, ENSAM ou équivalent, il possède déjà, de préférence, une première expérience acquise au sein d'un bureau d'études.

Réf. S 236.

Développement et Industrialisation

Ingénieur électronicien

pour couvrir les domaines suivants : petits systèmes de type embarqués et appelés à travailler en environnement sévère ; systèmes embarqués de données en environnement industriel. Ce poste implique également la mise en place des moyens de tests en production et la constitution des dossiers de fabrication. Il s'adresse à un ingénieur possédant de préférence une ou deux années d'expérience hardware acquise au sein d'un bureau d'études ou des systèmes informatiques.

Réf. S 237

Ces postes, basés à un quart d'heure de Fontainebleau, impliquent une bonne connaissance de l'Anglais. Les rémunérations sont motivantes et les perspectives d'évolution sont réelles au sein d'un Groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier complet, en précisant la référence, à la Direction du Personnel Services Techniques FLOPETROL, BP 560, 77006 Melun Cédex.

FLOPETROL

Fontainebleau

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES.

PASSEZ DE LA THEORIE A LA PRATIQUE AMBITIEUSE

De formation grande école (scientifique ou gestion), vous recherchez l'entreprise qui vous permettra d'exploiter au mieux vos capacités et votre ambition.

IMPORTANT GROUPE PRIVE D'ASSURANCES, nous disposons des moyens nécessaires pour accompagner l'évolution rapide de votre carrière.

Nous souhaitons dès aujourd'hui former de futurs cadres de direction pour leur confier à terme, d'importantes responsabilités dans différents secteurs du Groupe.

Aussi, faites-vous preuves en vous intégrant à notre Service Informatique et en participant durant quelques années au développement de grands projets de gestion.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre C.V. (avec photo et prétentions) au G. CAM (référence 179) à qui nous avons confié cette recherche.

G. CAM - Marie-Françoise Aletti - Tour Maine-Montparnasse
Boite Postale 8 - 75755 Paris Cedex 15.

CONNAISSEZ-VOUS LE CAM?

Nous sommes le service chargé de développer et de gérer l'informatique de la CAISSE DES DEPOTS.

La CAISSE DES DEPOTS est la Caisse des Dépôts et la caisse de l'entreprise (750 personnes) nous permettent de vous offrir un emploi stable, intéressant et évolutif.

Nous recherchons plusieurs DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES (Ecoles d'Ingénieur, Maîtrise, IUT...). Ils seront intégrés dans nos équipes d'études et participeront à la conception et à la réalisation d'applications de gestion dans les domaines BANCAIRES, ASSURANCES, RETRAITES, etc...

Ces projets font appel à des méthodes et techniques évoluées : TELETRAITEMENT, (CICS, TDS) BASES DE DONNEES (DLI, IDS 2) TIME SHARING, INFOGRAPHIE et tout ce qui concerne l'informatique DECISIONNELLE.

En fonction de votre expérience nous vous offrirons des postes de :

CHEFS DE PROJETS

ANALYSTES

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Les affectations possibles sont :

PARIS MONTPARNASSE, ARCEUIL, ANGERS, BORDEAUX.

L'entreprise offre tous les avantages sociaux liés à la Banque et possibilités réelles d'évolution (budget formation : la masse salariale).

Prenez contact avec CAM envoyant CV détaillé et prétentions à :



Dir. du Personnel
Réf. : 3204/01
94114 Arcueil Cedex

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



PARTICIPEZ ACTIVEMENT A LA REUSSITE D'UN PROJET
Dans le cadre de l'expansion de son nouveau département PRODUITS LOGICIELS nous recherchons :

4 INGENIEURS CONFIRMES EN LOGICIEL

Pour intervenir sur le logiciel de TELECOMMUNICATIONS des terminaux multi-fonctions et sur le logiciel BANCAIRE.
Dans les domaines suivants : Architecture de réseaux • SNA • Terminaux compatibles • Produits clés en mains, connectés sur de grands réseaux • Support.
Dans cette participation active, au sein d'une équipe de 4 à 5 personnes naîtra la réussite du projet : ces ingénieurs pourront utiliser et enrichir leurs connaissances en informatique temps réel et microprocesseurs. Une réelle perspective d'évolution est assurée aux candidats de valeur.
Lieu de travail : MASSY • 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence **1007 M** à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY.



CRMA (310 personnes) membre du groupe UTA Industries, nous sommes une équipe d'ingénieurs et de techniciens qualifiés, spécialistes des fabrications mécaniques et l'entretien de matériels aéronautiques.

INGENIEUR METHODES

Le responsable du service que nous souhaitons rencontrer :

- dirigera et animera une équipe de préparateurs et de dessinateurs ;
- pour l'usinage à précision des machines conventionnelles et centres d'usinage à C.N. ;
- pour ateliers de révision ;
- établira les devis ;
- déterminera les besoins et participera aux choix des investissements.

Pour mener à bien la tâche qui lui sera confiée, le candidat devra avoir :

- une formation supérieure ;
- une expérience de plusieurs années, si possible dans le secteur aéronautique ;
- des qualités de commandement et de responsabilité humaines ;
- une compétence réelle des problèmes d'usinage et de la programmation des C.N.

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Le candidat à qui nous confierons ce poste, aura les responsabilités principales :

- la définition et la mise en place des procédures de fonctionnement de l'assurance qualité et du contrôle de production ;
- l'établissement et la mise à jour des manuels d'agréments pour les Services Clients et des manuels de contrôles techniques internes ;
- la mise en place de l'organisation qualité : système d'audit, analyse et contrôle des statistiques de fiabilité, enquêtes techniques, expertises...

Les exigences du poste nécessitent :

- une formation supérieure et une expérience professionnelle approfondie dans le domaine de la fabrication de pièces mécaniques, de précision et de l'Assurance Qualité ;
- de réelles compétences de relations humaines liées à une culture naturelle.

INGENIEUR PRODUCTION

Sous l'autorité du Chef de Département, ce responsable de l'activité révision partie froide de réacteurs (30 personnes) :

- organisera, coordonnera, dirigera et gèrera l'activité du département révision ;
- fera évoluer les méthodes d'entretien et développera les techniques nouvelles ;
- participera aux contacts clientèle.

Outre une formation d'Ingénieur Généraliste, le candidat aura :

- une expérience de 3 à 5 ans en production et révision ;
- d'autres qualités humaines : de l'énergie et de l'autorité, le souci de la perfection.

Ces 3 postes nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à C.R.M.A. - 6, rue Marceau 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX. (Discrétion assurée).



LEADER MONDIAL SYSTEMES AUTOMATIQUES FERROVIAIRES

(métros de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons et diversifions nos produits (doublement du C.A. en 3 ans).

GROUPE MATRA

Ingénieur électronicien pour gérer un groupe méthodes et moyens de tests (composants, sous-ensembles et produits électroniques)

L'ingénieur que nous recherchons a une formation ENSERG ou ENSEINT, il a plusieurs années d'expérience industrielle, de préférence dans un grand groupe. Il a eu l'occasion de concevoir des systèmes de tests et d'optique industrielle. Il a également des connaissances en informatique.

Rattaché aux Méthodes Industrielles, il apportera sa compétence à tous les stades du développement des produits, des études à la série. Il participera activement aux travaux technologiques de tests et contrôles.

Il créera son équipe et définira les moyens qui lui seront nécessaires.

Si vous répondez à ces critères, nous vous invitons à nous adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en référence 1/100 à notre Conseil qui garantira la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015-PARIS

Formation universitaire ou équ.

Rejoignez l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite...

EUTELSAT est une Organisation internationale en plein essor dont le Siège est à Paris. Elle a été créée récemment afin de gérer et d'exploiter le système européen de télécommunications par satellite. L'Organisation recherche actuellement du personnel en vue de pouvoir immédiatement ou ultérieurement des postes vacants.

Les activités de l'Organisation comprennent l'ingénierie des systèmes, l'approvisionnement et l'exploitation de matériel et se répartissent sur trois domaines : la conception globale des systèmes. Une bonne expérience dans le domaine des télécommunications par satellite constituerait un atout. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou avoir une expérience équivalente et posséder des connaissances générales dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- Conception de systèmes de télécommunications.
- Conception et mise au point des équipements.
- Conception ou exploitation d'un Centre de commande.
- Exploitation, planification et maintenance des stations terrestres.
- Transmission télévisuelle ou traitement des signaux.
- Méthodes de transmission analogique et numérique, incluant le traitement des signaux, les techniques de modulation et d'accès multiple.

- Traitement des données et analyse des systèmes logiciels.
- Transmission des données et réseaux d'acquisition.
- Services d'exploitation, procédures et planification.
- Coordination et suivi des projets.

L'Organisation propose aussi des postes à pourvoir très rapidement dans les domaines :

- Technique : Un INGENIEUR spécialiste dans la conception et la construction des équipements de satellite.
- Administratif : Un ADMINISTRATEUR chargé des services et du COMPTABLE.

L'Organisation offre des postes de haut niveau et un travail intéressant. Les candidats doivent avoir travaillé dans un milieu international et avoir une maîtrise parfaite de l'une des langues officielles (l'anglais et le français) et être prêts à acquérir une bonne connaissance de l'autre langue.

Pour obtenir de plus amples renseignements et demander des formulaires de candidature, les candidats doivent s'adresser au Chef du Personnel - EUTELSAT - Tour Maine-Montparnasse - 75765 PARIS CEDEX 15.



INTERM EUTELSAT INTERM

jeunes ingénieurs haut potentiel

pour postes opérationnels en usine

LA BRANCHE EMBALLAGE DU GROUPE BSN numéro 1 de l'emballage verrier en France (10 usines) offre plusieurs postes formateurs évolutifs à de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une première expérience industrielle.

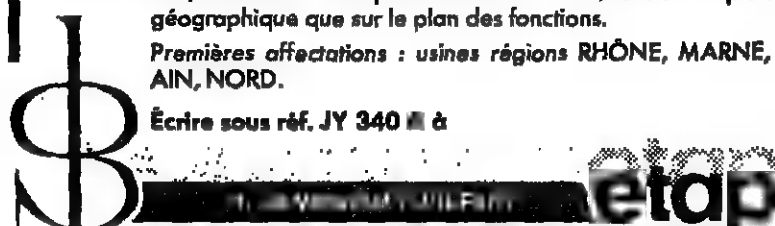
Ils sont capables de s'adapter à des problèmes techniques variés, mais aussi d'approfondir la connaissance d'un "métier". Ils auront le profil d'hommes d'action et de terrain, mais ils seront en mesure de prendre du recul et d'être organisateurs et gestionnaires.

Intégrés dans des usines à taille humaine, ils recevront d'abord une très solide formation en partageant la vie d'une équipe de production en abordant concrètement les divers aspects de la fabrication : problèmes techniques, gestion industrielle, qualité, productivité, encadrement de personnel. Puis ils évolueront, en fonction de leur potentiel, goûts et aptitudes.

Ces postes s'adressent à des diplômés ECP, Mines, ENSAM, ENSI, ENI, ... désireux d'être mobiles, tant sur le plan géographique que sur le plan des fonctions.

Premières affectations : usines régions RHÔNE, MARNE, AIN, NORD.

Écrire sous réf. JY 340 à :



bsn.gervais danone bsn.gervais danone

Jeune ingénieur futur chef de projet informatique

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES offre à un ingénieur débutant une très intéressante opportunité de formation et la possibilité d'assumer rapidement des responsabilités à la mesure des compétences acquises au sein d'une équipe informatique jeune, performante et utilisant des techniques de pointe.

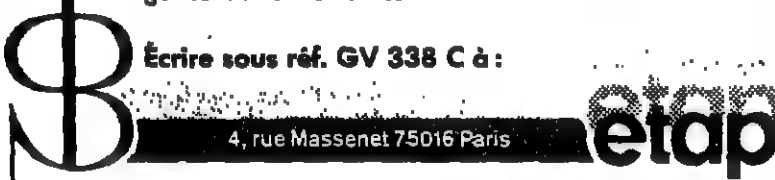
Diplômé d'une école d'ingénieurs, il aura d'excellentes capacités de communication et aura prouvé son ouverture aux problèmes de gestion par une formation complémentaire (type IAE) par des stages dans ce domaine.

Il participera à des projets pouvant concerner tous les domaines de l'entreprise : gestion, production, marketing.

Large perspectives de carrière dans le domaine de la gestion. Poste à PARIS.

Écrire sous réf. GV 338 C à :

4, rue Massenet 75016 Paris



bsn.gervais danone bsn.gervais danone



Cii Honeywell Bull

pour renforcer les équipes d'études qui constituent un atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion.

Une session de formation débutera en Février 1983 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions précisant la réf. 105 M à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIERIE

270000F +

ingénieur responsable de la ligne produits chimie fine



UN DES LEADERS DANS L'INGÉNIERIE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER. à Paris, cherche pour son département Pétrochimie, Chimie fine, un ingénieur Responsable de la ligne produits Chimie fine.

Il a pour missions :

- Définir la politique de la compagnie à l'égard des technologies à mettre en œuvre.
- Faire l'analyse technico-commerciale des projets et coordonner les services concernés (Promotion, procédés, construction etc.).
- Assister les services compétents dans la négociation des accords de licence, la rédaction de la proposition technique etc.

Nous recherchons un ingénieur, ENSCP ou équivalent, ayant acquis une bonne expérience de l'ingénierie chimie fine dans une société d'ingénierie chez un grand exploitant.

C'est un bon commerçant, bilingue anglais, il se déplace 70% du temps à l'étranger.

Nous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 282 LM.

Jacques Fixier S.A.
7 rue de Logelbach, 75017 Paris



syntec



Société d'Ingénierie Industrielle

Ingénieurs confirmés en instrumentation, contrôle et automatisme

Ces postes nécessitent une connaissance approfondie des techniques de contrôle commande, d'automatisme et d'instrumentation.

Ingénieurs électriciens diplômés

Ces postes conviennent à des ingénieurs justifiant de plusieurs années d'expérience dans les installations de production et distribution d'énergie HT et BT.

Les candidats devront pouvoir :

- Diriger les équipes de techniciens.
- Animer les équipes de travail dans les entreprises.
- Assurer des contacts avec les clients à plus haut niveau.
- Lire et parler Anglais.
- Admettre des déplacements de courte ou de moyenne durée.

Envoyer Curriculum-Vitae à :

SOCETEC, Direction des Etudes, 5, rue Chante-Cog, 92808 Puteaux Cedex.

publité

4 COMMERCIAUX HF

- Secteur bancaire ou produits financiers
- Services

Nous sommes un groupe financier en premier plan pour couvrir les besoins de notre DIVISION INVESTISSEMENTS, nous recrutons notre équipe sur PARIS, région PARISIENNE.

Il offrira :

- Une rémunération très motivante : fixe et commission ;
- Une formation technique et commerciale ;
- Une carrière importante évolution professionnelle.

Adresser lettre, c.v., photo, s/réf. 340 à Trondacore, 30, avenue Friedland, Paris, qui transmettra.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION C.A. 1982 : 1,2 milliard de francs - 5-10 personnes

recherche pour son Support Technique National.

un responsable de formation technique

- Après une formation effectuée à notre siège technique européen, le titulaire du poste sera chargé de l'élaboration de cours portant à la fois sur les divers produits informatiques de la société et sur les relations en clientèle.
- Maîtrisant bien les langues française et anglaise, il aura un intérêt marqué pour les relations humaines et pourra se prévaloir d'une expérience réussie dans la formation de techniciens S.A.V.
- Si vous avez une formation ingénieur et une expérience en informatique, si vous souhaitez conserver une certaine autonomie tout en travaillant au sein d'une équipe de support technique national, nous vous proposons votre candidature (lettre manuscrite avec C.V.) à :

Brigitte CHIFFO - Directeur du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue de la République - 93174 BAGNOLET CEDEX

Important groupe financier

recherche pour son agence de VINCENNES

CADRE FINANCIER

Le candidat devra posséder une bonne formation bancaire (crédit MT, LT, et crédit bail). Il devra avoir des connaissances comptables, fiscales, juridiques, la pratique, le goût des contacts et une volonté.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à RECH-PRESSE, 037 660 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

BALLY-FRANCE

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION DE CHAUSSURES ET D'ARTICLES DE MODE HAUT DE GAMME

2900 PERSONNES - USINES ET MINIMUM 1000000 DE VENTES

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

UN CHEF DES VENTES

Chargé du marché intérieur : Dépositaires, Franchisés, Grands Magasins, il dépendra du Directeur Commercial. Il établira les plans de vente de la Direction. Il coordonnera l'activité des Représentants. Il assistera les Franchisés. Il gèrera les Stands. Il assurera la gestion des stocks et l'administration des ventes : suivi commercial des clients, etc.

CE POSTE NECESSITE

- Une formation commerciale supérieure (E.S.S.E.C. ou équivalente).
- Une expérience commerciale réussie dans des responsabilités analogues.

Plusieurs postes à PARIS - Déplacements fréquents en province.

CHARGE DE FORMATION

Il devra assurer la formation du Personnel de vente - Cadres et Employés. En accord avec la Direction des succursales, il aura à détecter les besoins de formation, à créer des supports audio-visuels adaptés, à organiser et assurer la formation en place un suivi des formations. Intégré au Service des relations administratives, il assurera aux services administratifs (plan de formation, gestion du Personnel...).

CE POSTE NECESSITE

- Une formation supérieure.
- Une expérience technique de formation et d'animation.
- Une expérience de 10 ans dans la formation à la vente.
- Une connaissance des supports audio-visuels et de la formation des techniques "vidéo".

Plusieurs postes à PARIS avec déplacements en Province.

DIRECTEUR DE MAGASIN

Responsable de son Chiffre d'Affaires. Il participera aux achats, gèrera son stock. Il organisera l'activité du magasin répartie sur plusieurs niveaux. Avec l'aide d'un adjoint, il dirigera les Cadres et Employés.

CE POSTE NECESSITE

- Une formation commerciale supérieure.
- Avoir dirigé un magasin d'une importance équivalente.
- Si possible, connaissance du produit.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions à l'attention du SERVICE DES RELATIONS SOCIALES - B.P. 208, 75526 PARIS Cedex 11.

CHAUSSURES

BALLY-FRANCE

SOCIÉTÉ AU CAPITAL DE 57 286 300 F.

11 BIS, BOULEVARD RICHARD-LENOIR

75011 PARIS



ORGANISATION
TRAITEMENT DE L'INFORMATION

4 INGÉNIEURS INFORMATIENS

INGÉNIEURS-CONCEPTEURS
2 INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.
- Sens des responsabilités.
- Rémunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification requise.
- Diplômes grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.
- Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avancement pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à SIGMA-CONSEIL, 12, rue Marbeuf - 75006 PARIS.

Société française spécialisée dans l'étude et la réalisation des systèmes

UN RESPONSABLE PAYE

- Paye informatisée travaux publics ;
- 150 personnes ;
- Entreprise à responsabilité limitée, sociales, fiscales, rapports sociaux.

Plus d'expérience minimum. Connaissances techniques et sociales exigées. Lieu de travail : 92 NANTERRE.

Adresser C.V. à : UNIDEL SÉCURITÉ, Direction des Ressources Humaines, 33, av. du Maréchal Joffre, 92000 NANTERRE.

CABINET FISCAL IMPORTANT À PARIS

SPÉCIALISTE EN DROIT FISCAL DE TRÈS HAUT NIVEAU

Expérience professionnelle indispensable dans un cabinet de conseil fiscal ou dans l'administration fiscale.

Situation très intéressante offrant large responsabilité et autonomie.

Envoyer C.V. manuscrit, accompagné de photo et prétentions, sous n° 7501 Le Monde Publi, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

HONDA-FRANCE recherche pour son siège social situé à Marne-la-Vallée, un jeune Chef du Personnel.

Il sera chargé de la mise en œuvre de la politique sociale de l'entreprise, des relations avec les partenaires sociaux, la gestion administrative du personnel (220 personnes) dans le cadre de la convention collective de la métallurgie.

Il devra justifier d'une formation supérieure, le candidat retenu devra pouvoir justifier d'environ 5 années d'expérience dans la fonction personnel et parler couramment anglais.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. CP à :

HONDA FRANCE Parc d'Activité de Paris Est BP 46 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2

2 "MIAGE"

Matériel IBM

financier, dans son domaine et développe de nouvelles activités, recherche pour la MISE EN PLACE DE NOUVELLES APPLICATIONS COMPTABLES ET GESTION FINANCIÈRE 2 informaticiens de formation MIAGE.

CONFIRME, le premier possède la pratique du DL 1 et CICS et une bonne habitude du traitement et des bases de données. Son expérience (3 ans minimum) lui a permis d'acquiescer un niveau chef de projet.

Il connaît le système DOBVE sur IBM. Son sens des responsabilités et des contacts lui donnent une certaine aptitude à l'encadrement dont il devra faire preuve avec ses collaborateurs. En relation directe avec le responsable du bureau d'études, il pourra évoluer vers la conception suivant son potentiel (réf. M/01).

DEBUTANT, le second candidat recherché sera chargé de l'analyse organisationnelle, d'une formation au DL 1 et CICS par la société (réf. M/02).

Ces postes à pourvoir à Paris impliquent un sens certain de l'autonomie. Les rémunérations proposées sont motivantes.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. à Joëlle LE MENN - FIPINLAC - Département Recrutement - 30, rue du Château - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.



Jeunes gens

DUT gestion - BTS comptabilité

Importante banque recherche pour son département financier (postes à dominante administrative et comptable) des jeunes gens libérés des O.M.

Vous diplômés du DUT de gestion ou du BTS de comptabilité, vous proposons de vous situer au cœur de Paris : 2^e arrondissement.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2298/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS. (Réponses et assurances).

مكاتب العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Société ayant son siège à 94-La
Favorable et spécialisée dans la
construction électrique et l'ins-
tallation électrique industrielle,
recrute pour poursuivre l'expan-
sion de ses 2 branches d'activité :

• Pour son Département
EQUIPEMENTS (W) WESTINGHOUSE

CHEF DES VENTES

Il sera responsable du développement des ventes
du secteur Télécom, dans l'industrie privée et des
secteurs d'énergie (industries, particuliers, condi-
tionnement, alimentations spéciales).
C'est un homme d'expérience en matière de vente
et de direction de vendeurs, si possible ingénieur
et compétent en milieu industriel.
(Réf. RC 813/54-M)

• Pour son Département ENTREPRISE

CHEF DE SERVICE
D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE
INDUSTRIELLE

Ingénieur diplômé (ESB ou similaire), il aura quel-
ques années d'expérience ; ce poste lui fait la res-
ponsabilité de plus de 150 personnes et la capacité
d'encadrer et de gérer une politique commerciale
et technique des moyens techniques.
(Réf. RC 815/54-M)

CHEF DU CENTRE
D'AMIENS - 80 -

Jeune ingénieur ayant quelques années d'expé-
rience de négociation d'affaires, une première
expérience d'installation et un potentiel suffisant
pour accroître le volume d'activité du Centre en
vue de le constituer en Agence.
(Réf. RC 828/54-M)

JEUNE INGÉNIEUR

Ingénieur Electricien (ESB ou similaire) débutant,
en vue de la reprise ou de la création d'un Service
à moyen terme.
(Réf. RC 815/54-M)

Un dossier sur la société, ses productions et ses
références sera communiqué à nos clients
ou sera expédié sur simple demande.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite et C.V.
avec indication de votre adresse actuelle
sous référence de poste à :

Cabinet Alain H. FREMONT

30, av. de Clémence de Gaulle

92130 Issy les Moulineaux

WANG

LEADER MONDIAL DES DOMAINES DU TRAITEMENT
DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de \$ - 20.000 personnes
recherche

UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

- Après une formation approfondie sur nos produits le titulaire du poste devra effectuer le dépannage en laboratoire de systèmes de produits informatiques intégrés.
- Si vous avez une formation BTS, DUT ou équivalent qu'une expérience de 3 à 4 années dans des systèmes informatiques.
- Si vous possédez un bon niveau d'anglais et des connaissances de base en électronique, alors vous serez retenu.

Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX

Publicité - Promotion
Relations publiques

Vous avez une formation supérieure ; vous êtes un professionnel de la communi-
cation. Vous possédez une expérience publicitaire acquise dans une
agence ou chez un annonceur.
Le GROUPE DES BANQUES POPULAIRES vous offre une opportunité de car-
rière et vous permet de mettre en valeur votre savoir-faire dans les négociations et votre créa-
tivité en qualité de :

RESPONSABLE DE PROJETS DE COMMUNICATION.

Rattaché directement au Chef du Service Agence Publicité, Promotion, Relations
Publiques du Groupe, et avec l'aide d'une Assistante, vous aurez la responsabilité
complète de la conception et de la réalisation d'opérations de communication natio-
nales ou régionales. Vos fonctions impliquent le suivi et le suivi des relations avec
des intervenants spécialisés, en particulier à certaines étapes du processus
et de la mise en forme des campagnes publicitaires.

Mais nous remercions d'écouter, nous sommes M/5504, à Hélène REFREGIER qui
vous fera parvenir votre candidature.

SERTI
SELECTION 49, av. de l'Opéra
75002 Paris

LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

recherche pour la Direction des Services Juridiques

JURISTE
SPECIALISTE EN
CONTRATS INTERNATIONAUX

- 35 ans minimum ;
- docteur en droit français et si possible titulaire d'un diplôme d'une université
anglaise ou anglaise ;
- plusieurs années de pratique internationale du droit des contrats appliqué aux affaires
industrielles ;
- connaissance approfondie de l'anglais parlé et écrit ;
- une deuxième langue étrangère (allemand ou espagnol) serait appréciée.

Possibilité intéressante de développement de carrière pour candidat de valeur.



Envoyer curriculum vitae détaillé sous référence 1493 à AXIAL PUBLICITE,
27, rue Thiers 75009 Paris, qui transmettra rapidement votre candidature.

PME D'INGENIERIE TECHNIQUE
ETUDES ET TRAVAUX SONDAGES ET FONDATIONS,
CA 50 M DE Fadjoint
de direction
générale

INGENIEUR GEOTECHNIQUE

- 35 ans minimum, ingénieur (ETP, HPG,
A. et M. du bâtiment) spécialisé en géotechnique.
- il dépend du poste qu'il occupera en
géotechnique.
- Technique : reconnaissance in situ, rapports
techniques, calculs, etc.
- Commercial : entretien et développement de
clients.

Le poste requiert une expérience antérieure éprouvée de 5
à 10 ans en géotechnique et clients. Poste basé à Paris.

Ecrire C.V. détaillé et prétentions à : M. A. A.
GUILLON (réponse et assurances) ASSURANCE

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

annonce parlée*

Chef
comptable
mais aussi
gestionnaire

Banlieue Nord - DECS - Anglais parlé.

Société de Transport International Express
en forte croissance, recherche un Chef
Comptable Junior. Il secondera le Directeur
Administratif et Financier non seulement en
prenant la responsabilité complète de la
comptabilité mais en jouant à ses côtés le rôle
d'un contrôleur de gestion orienté vers la
prévision. Expérience indispensable de l'enca-
drement d'une équipe comptable.

* Pour informations complémentaires et
organisation accélérée d'une rencontre,
appelez 763.11.15, du 11h à 18h. Réf. 1289.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris.

L'organisation et le développement d'un
QUALITE

QUALITE : nous recherchons un Chef
de service de pointe vous intéressera
Vos compétences

d'ingénieurs
électroniciens

Vous êtes de l'industrialisation du matériel,
la maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Nous vous proposons d'adhérer vos références
à :

INFORELEC

Chemin de Crémieux - 93200 SAINT-DENIS
(chargé du recrutement)

SNCF OFFRE

198 emplois
dans ses bureaux d'études
options électrotechnique-
électronique (93 emplois)
et "génie civil" (105 emplois)

Recrutement par concours

des 29 et 30 Mars

OUVERTS AUX JEUNES GENS :

Nos offres du 1er juillet 1982 et le 30 juin 1985
- Titulaires du baccalauréat C, D, E, F, P, R, P, R,
F, 10 et possédant des connaissances techniques
équivalentes au BTS ou au DUT ou
ou titulaires de l'un de ces BTS ou DUT.

Rémunération brute annuelle de début :
79.000 F environ

Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction Régionale S.N.C.F.

(Division du Personnel)

dont l'adresse vous sera communiquée
dans toutes les gares.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS
LE 25 FÉVRIER

ÉTABLISSEMENT FINANCIER en forte expansion
recherche

SPÉCIALISTES DE LA P.M.E.

Cette fonction convient à des hommes capables, seuls ou avec une petite
équipe, d'assumer la responsabilité d'un service géographique.

Ceci implique : l'étude du marché, l'approche des P.M.E., leur analyse sous l'angle
du risque, la négociation et le suivi des contrats. Les candidats doivent être capables
d'animer des exposés-débats destinés à des chefs d'entreprise, experts comptables,
banquiers.

Ils devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement sup., posséder une solide
formation comptable et financière acquise au cours de 5 à 10 années d'expérience
professionnelle, dont une partie comme exploitant dans le secteur bancaire.

Lieu de résidence : PARIS et NANTES.

De fréquents déplacements sont prévus.

Envoyer C.V. et photo à FACTOFrance, HELLE,
Service du Personnel, tour Maine-Montparnasse, 75734 PARIS CEDEX 15.

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, SUP de CO

Nous sommes un Groupe de dimension nationale, et nous recherchons,
dans le cadre de notre développement, de JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES,
débutants ou avec une première expérience dans le secteur immobilier.

Nous vous offrons la responsabilité complète de la gestion commerciale, financière
et administrative de programmes immobiliers en Région Parisienne.
Ces postes débouchent sur de vastes perspectives d'évolution
au sein de notre groupe.

Nous vous proposons une rémunération
et de nombreux avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 3969 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Société de Services
et de Conseil en informatique.
Filiale de l'un des plus importants
Groupes de Presse,
diversifie ses produits et crée un poste d'

INGÉNIEUR
COMMERCIAL

Sa mission consistera à assurer le développement du
G.C. à partir de produits (logiciels) s'appliquant au
domaine de la gestion commerciale, administrative et
financière.

Toutes ces applications sont au sein d'une gamme
étendue d'outils allant du micro à l'IBM 4341/2 :
importants besoins de télétransmission. Elle s'adresse
plus particulièrement au monde de la Presse, de l'Édition
et de la P.E.

Le poste convient à un jeune diplômé d'Écoles Supé-
rieures (Université ou Grande École), ayant une solide
expérience de vente dans un des domaines
précités, mais surtout ayant le profond désir d'adhérer à
une personnalité de "vendeur" au sein d'une équipe perma-
nente.

Les ingénieurs Commerciaux intéressés envoient leur do-
ssier de candidature sous référence 53-M à :

Elizabeth FRENCH
Consultant en Psychologie Industrielle
17, rue Mirabeau - 75015 Paris
Déclaration assurée.

GROUPE I.B.G.

DEUX CADRES ANIMATEURS

- Fortement motivés par la formation.
- Formation supérieure : économique, finance,
psycho-sociologique, informatique, etc.
- Déplacements en France.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

M. VICTOR

14, place de France, 95200 SARCELLES.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 1.000 PERSONNES
9 EMPLOIS 9 EMPLOIS RÉGIONALES

recherche

SON RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Sous l'autorité du Directeur, il est chargé de définir et de faire appliquer la politique
humaine, notamment dans ses aspects les plus novateurs : expression des salariés, groupes de
travail.

Nous recherchons, pour ce poste complet, un homme de plus de 30 ans, diplômé de
l'Enseignement Supérieur, plus de 5 ans d'expérience dans le domaine des relations
humaines au moins en usine.

Nous souhaitons des qualités de contact, de dialogue, d'ouverture, une grande rigueur
intellectuelle doublée d'une personnalité affirmée.

Lieu de travail : déplacements mais relativement fréquents sont à prévoir.

Vous voudrez bien envoyer votre dossier - la rémunération souhaitée

sous n° T 037.584 M A

RÉGIE-PRESSE

88 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

Importante entreprise du travail public

présente dans 26 pays

recherche pour son Siège LA DEFENSE

un cadre administratif

Le candidat retenu sera titulaire d'une maîtrise en droit des affaires, il sera
intéressé par le droit international et le droit fiscal.

Il aura acquis une expérience de quelques années, il pourra parler anglais et
travaux publics. Il parlera Anglais et Espagnol.

Il sera chargé d'étudier et de négocier les clauses juridiques des contrats à
l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions

sous référence 9794 à L.T.P. 31, Bonne Nouvelle

75001 Paris Cedex 02 - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



VOTRE EXPERIENCE CHEZ UN CONSTRUCTEUR OU UNE SSCI VOUS PERMET DE PILOTER AVEC SUCCES LE DEVELOPPEMENT DE LOGICIEL
Dans le cadre de l'expansion de son nouveau département PRODUITS LOGICIELS nous recherchons :

3 CHEFS DE PROJETS

Pour intervenir sur : logiciel TELECOMMUNICATIONS terminaux multi-fonctions, sur logiciel BANCAIRE.
Dans les domaines suivants :
- Architecture réseaux SNA - Produits clés mains, connectés sur de grands réseaux.
A partir du plan d'étude défini par le marketing, ils prendront la responsabilité du produit qu'ils devront livrer au service support. Ils assureront également la maintenance du produit pendant la période garantie.
Lieu de travail : MASSY minutes la RER.
Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 9615 M à Michèle CORBINEAU, Direction Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY.

UN DES PREMIERS CONSTRUCTEURS FRANÇAIS DE MACHINES-OUTILS A COMMANDE NUMERIQUE recherche

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS

POSITION II
pour intégrer notre secteur conception et réalisation commande numérique d'ensembles base de microprocesseurs.
Cette opportunité conviendrait à :
- Ingénieurs Grandes Ecoles ou à des universitaires pouvant être :
- d'une connaissance du logiciel (monteur, assembleur, PLM, Pascal, C, etc.)
- d'une expérience réussie dans le domaine de l'informatique temps réel microprocesseurs (à 3 ans).
La connaissance de la machine-outil est un atout supplémentaire.
Le poste à pourvoir est à mi-temps ou à temps plein.
Merci d'adresser C.V. et prétentions réf. 52576 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra.

Ingénieur d'essais

Importante société d'ingénierie spécialisée dans l'étude et la conception d'un puissant groupe industriel recherche
Rattaché au centre d'essais de la société, il sera responsable du laboratoire d'instrumentation :
- travaux de développement d'instrumentation pour les chaudières.
- programmes de tests et de développement de pompes électromagnétiques.
Pour mener à bien sa mission, il encadrera une équipe de techniciens.
La société offre de réelles possibilités d'évolution professionnelle dans un environnement de technologie de pointe.
Ce poste conviendrait à un ingénieur électrotechnicien (ESR, IPR, ENSCM, etc.), ayant une expérience professionnelle et un minimum des compétences en électrotechnique, électronique, technologie de mesures, programmation de logique de contrôle commande de processus, acquies de préférence dans un centre de recherche ou un laboratoire.
Lieu de travail : Brétigny-le-Château (91).
Adresser CV et photo, sous réf. 6803, à l'attention de l'enveloppe Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Pour succéder à notre chef du personnel : un juriste

Société du secteur tertiaire (agence et construction immobilières), nous sommes installés en plein centre de Paris, avec un effectif de 650 personnes. L'organisation que vous trouverez, mise en place par votre prédécesseur, a de quoi satisfaire votre esprit rigoureux et méthodique. Vous aurez néanmoins à cœur de l'améliorer et de l'actualiser car, en matière de personnel, rien n'est jamais définitif.

Développer les outils, procédures et comportements nécessaires pour parvenir à une gestion dynamique, efficace, et à un compromis harmonieux entre intérêts économiques de la société et aspirations légitimes de son personnel : voilà défini, en termes généraux, l'essentiel de votre mission.
Ainsi, sera de votre compétence tout ce qui touche à la politique du personnel (embauche, promotion, formation), à sa gestion (information, relations humaines, rapports avec les partenaires sociaux), son administration (légalisation, paie, contrats, prévisions budgétaires), aux œuvres sociales (comités d'établissement). Vous y travaillerez en liaison permanente avec le Directeur Administratif et Financier, le Directeur Général et les autres directions. Vous aurez également vous entourer de tous les intervenants extérieurs nécessaires : organismes sociaux, légaux et de formation, cabinets de recrutement, avocats conseils, etc.

Notre Chef du personnel était d'une très grande compétence mais aussi d'une très grande chaleur. Nous souhaitons que, comme lui, vous sachiez concilier rigueur objective et qualité des relations humaines.
La rémunération se situera dans une fourchette de 160 à 200 000 Francs. Nous vous demandons de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous référence 4318 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui le transmettra afin que nous l'étudions avec la plus totale discrétion.

Un ingénieur

Notre société s'adresse à un jeune ingénieur qui soit déjà que son bagage lui permettra s'aventurer hors usines et laboratoires. Jeune centralien, Arts et Métiers ou équivalent, vous êtes intéressé par la vie de l'entreprise, et donc par sa gestion, et vous savez que la distribution, sous sa forme actuelle est un maillon important de la vie économique.
Déjà à PRISUNIC, Diplômés de Grandes Ecoles de Commerce, Experts en gestion, Ingénieurs qui s'intéressent également à l'économie et à la gestion collaborent efficacement.
La Direction de la logistique qui imagine met en place les systèmes et les moyens pour approvisionner les magasins vous chargera dans un premier temps de la mission suivante : LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS.
Vous y ferez vos premières armes et y apprendrez à connaître l'entreprise.
Parce que ce poste est évolutif, vos jeunes talents s'ouvriront à prendre en charge la Direction d'Unités logistiques ou l'amélioration de nos méthodes et systèmes.
Si cette offre vous intéresse, il est important que nous nous rencontrions.
Adresser maintenant candidature motivée et lettre de motivation qui précèdera
Mme AMAR PRISUNIC B.P. 351 09 - 75426 PARIS 19
sous référence 4204 M

prisunic

HOLDING SECTEUR BATIMENT recherche libre très rapidement

UN ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum.
Sous la Direction du chef des comptabilités du groupe, il mettra en place et suivra la gestion et l'audit interne des sociétés du groupe (création de poste).
Il sera titulaire d'un D.G.E. complet ou d'un diplôme d'une supérieure de commerce (option comptabilité-finances) ou équivalent.
Il aura 3 à 5 ans de pratique de poste similaire (expérience bâtiment vivement souhaitée).
Il sera familiarisé avec l'outil informatique.
Déplacements principalement en Région Parisienne.
Rémunération annuelle 140.000 F.
C.V. et photo sous réf. 52951 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX



SMA btp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics recherche pour son Service Contrôle de Gestion

Jeune Diplômé de Gestion

desire prendre en charge la comptabilité analytique après une période de mise au courant et sous le contrôle du Responsable de Service.
Formation souhaitée : Maîtrise de Gestion, Ecole de Commerce ou équivalent.

Adresser dossier de candidature, photo et prétentions à Mme VIARD
Société Muruelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics
114 avenue Emile Zola 75739 Paris Cedex 15



LABORATOIRE CENTRAL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES

Établissement autonome spécialisé dans les études, essais et contrôles de conformité de matériels électriques et électroniques recherche

L'ASSISTANT(E) DU RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

Ingénieur de formation, parlant anglais et ayant déjà une expérience industrielle il (elle) sera chargé(e) :

- du développement de l'action "marketing" des produits L.C.I.E. de la clientèle, des services
- pour la promotion L.C.I.E. : la presse, rédaction d'articles techniques
- réalisation d'un bulletin d'informations
- organisation de conférences et d'expositions.

Envoyer C.V., photo et prétentions à L.C.I.E. Service du personnel
33, Avenue du Général Leclerc
92260 FONTENAY-AUX-ROSES



BANQUE POPULAIRE DE LA REGION OUEST DE PARIS

recherche pour les périphéries de : VERSAILLES, MANTES, PALAISEAU, CHARTRES

EXPLOITANTS D'AGENCE HF GRADES (ES)

Leur mission sera de gérer et de développer un fonds de clientèle sportifs et entrepreneurs.

Cette mission peut comporter une responsabilité de Personnel.
Si vous possédez une bonne connaissance des produits et services bancaires et une pratique de l'analyse financière d'au moins 2 ans et si vous souhaitez être jugés (es) sur vos capacités professionnelles et vos résultats, écrivez-nous en joignant C.V., photo et prétentions à :
B.P.R.O.P. - Direction des Relations Humaines - sous référence MONDEX 2, Esplanade Grand Stade - 78003 Versailles Cedex

Un chargé de mission pour établir le plan à moyen terme de l'alpa et en suivre la réalisation.

Diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, Sup de Co., Essec...), ou titulaire d'un diplôme universitaire de gestion ou d'économie vos quelques années d'expérience ont fait de vous un spécialiste des méthodes de planification au sein d'une entreprise privée ou d'un organisme public à gestion décentralisée.

Nous vous proposons aujourd'hui, sous l'autorité du Directeur de la planification, d'orienter, d'animer, de coordonner et de synthétiser les travaux des différents groupes de projets.

Cette mission se déroulera au siège de l'AFPA - Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes - 15, place de Villiers 95108 MONTREUIL Cedex.

Nous vous remercions d'y adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à l'attention de Madame Vesun.

IMPORTANT CABINET FRANÇAIS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES recherche

Jeunes Experts Comptables diplômés

pour les associer à ses projets de développement
Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 1.050 à Publicité Meesters
113, rue de Reuilly 75012 Paris, qui transmettra.

THOMSON-CSF

La Direction de l'informatique interne de THOMSON CSF recherche un

RESPONSABLE DE SERVICES COMPTABLES DECS...

Il possède une expérience d'au moins 3 ans de la fonction, la connaissance de l'informatique et il devra coordonner l'activité d'une équipe de 10 personnes chargée :
- d'établir et contrôler les comptes,
- du budgetaire,
- du suivi des investissements.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et rémunération souhaitée au Service du Personnel THOMSON DIS, 33, rue de Vouillé, 75015 PARIS, sous référence RSM.

DIRECTION INFORMATIQUE INTERNE

EUROSOFT ROBOTIQUE

Jeune **Entreprise** du Groupe EUROSOFT, nos réalisations (Machines Automatiques et Robots d'Assemblage pour l'Électronique) permettent d'occuper déjà une place importante du marché, et nous créons un avenir sans limites.

INGENIEUR COMMERCIAL

De formation **Ingénieur** Ecole ou équivalent en électronique, automatique..., une expérience lui aura permis de connaître, après un premier temps passé en **Technique** Méthodes ou Fabrication, un élargissement de fonction vers le **Technico-Commercial**.

Au candidat retenu, nous offrons, dans un **cadre** porteur, une **responsabilité** dans la commercialisation de nos produits, matériels de haute technologie.

Pour **plus d'informations**, à Suresnes, envoyer CV, photo, lettre de **prétentions** à Ariane CHARTIER, EUROSOFT - 38, boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

jeunes ingénieurs

débutez votre carrière dans un leader de la profession
- Biens d'équipement - 5 000 personnes - 1 milliard 5 -

Vous recevrez une formation à nos produits pendant 6 mois puis vous apprendrez
le TERRAIN le métier passionnant de l'installation et de la maintenance de nos produits

ingénieur chantier

Il est responsable de la conduite, de l'organisation et de la gestion technique et humaine des travaux d'installation, de modernisation et maintenance de nos produits

Des postes sont disponibles à PARIS et PROVINCE.
Une grande mobilité géographique est souhaitable pour une évolution professionnelle importante dans les deux sens.

Le candidat ingénieur diplômé Mécanique et Electricité.

Envoyez votre candidature à tous les candidats pré-sélectionnés.

Service Recrutement, 244 LM

11, rue de la Boétie

75008 PARIS

Mécanique Synec.

Soderhu

SOPAD Nestlé.

complète
son équipe d'
**AUDITS
DE
GESTION**

- Vous êtes jeunes diplômés : HEC, ESSEC, ESCP ou jeunes ingénieurs INA, ENSIA, ENSAM...

- Au sein du Service INSPECTION DE GESTION, chargé de l'audit opérationnel de différents établissements, vous aurez la possibilité d'acquies une large connaissance du fonctionnement, des activités et des structures de l'entreprise.

- Rattachés au siège social, à Courbevoie, vous effectuerez des missions de contrôle et de conseil de 2 à 3 semaines sur l'ensemble de la France.

- La diversité des connaissances acquises vous ouvrira par la suite, selon vos aptitudes et vos goûts, des débouchés variés en GESTION, MARKETING, PRODUCTION, etc.

Ecrivez avec C.V. SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

Chef de production

Chargé de diriger une unité de production de 150 personnes, comportant salle d'emballage, magasins de réception et de stockage, le candidat retenu devra assurer l'ensemble des responsabilités humaines, techniques et de gestion inhérentes à ce type de fonction.

Le poste exige :
- une formation d'ingénieur I.M. ENSI mécanique ou équivalent.
- une expérience de 3 à 5 ans dans une unité de production à un niveau suffisant pour acquies :
- une solide pratique de la gestion industrielle : coût, production, stocks, etc.
- une maîtrise des relations humaines industrielles.

Nous offrons la possibilité à un candidat de valeur de prendre la responsabilité effective d'un service important, doté d'équipements (automates, machines, stockage commandé, calculateur...), au sein d'une entreprise pratiquant une politique sociale ouverte.

Adresser CV et prétentions, sous réf. 6711, à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

COYNE ET BELLIER

BUREAU D'INGÉNIEURS CONSEILS

Spécialisé dans les aménagements hydrauliques et le Génie Civil, la haute technologie, intensifie son potentiel en informatique scientifique et propose à un

JEUNE INGENIEUR

ECP - ENPC... + DEA ou Master

débutant ou avec 2-3 ans d'expérience, de s'intégrer à son équipe pour :

- développer des programmes informatiques dans les domaines de : calcul des structures, géotechnique hydraulique, D.A.O., etc.

- Gérer et tenir à niveau la bibliothèque de logiciels.

La bonne maîtrise d'un langage de programmation (FORTRAN, ALGOL, etc.) et le goût pour les travaux (Mécanique, Géométrie, etc.) sont des éléments indispensables. Méthode des éléments finis, programmation scientifique, informatique graphique, Génie Civil, Hydraulique, Géotechnique) préparant à la polyvalence requise dans ce service.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à COYNE ET BELLIER, Bureau d'Ingénieurs Conseils, 5, rue d'Helopols 75017 PARIS.

Jeune chef de projet informatique

Du poids, de la méthode, de la ténacité : un tiers gagnant venant compléter une formation supérieure de type Miage, Sciences-Eco-3e cycle informatique, et un tiers de l'analyse et de programmation des applications de gestion. Et plus, la volonté de dépasser la technique pure pour assurer des responsabilités humaines.

Vous aurez 3 personnes à animer. Organisation du travail, planning, délais, coup de main par ci, une explication par là... Tout à fait chef d'orchestre, responsable ou pompier, vous devrez éveiller la motivation de l'équipe et garantir la qualité de la production.

Vous vous pencherez essentiellement sur des problèmes de mini-informatique ou système bureautique. Vous apprécierez de pouvoir développer cette activité au sein d'un cabinet d'audit et de conseil, français mais à vocation internationale, qui emploie 150 personnes. Une jolie concentration en matière grise... Intellectuellement stimulant et riche en opportunités. Localisation : Pont de Neuilly. Envoyez sans tarder à conseils SIRCA, référence 725, 10, rue de la Boétie, 75008 PARIS, photo et rémunération.

Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale française (2,7 milliards de C.A. en 1982, leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, pour son siège de PARIS LA DEFENSE.

Contrôleur de gestion financière des produits

Il aura pour mission :
- établir des plans financiers,
- contrôler les prévisions budgétaires,
- être en contact fréquent avec les services de marketing.

Après réussite dans ce poste, il évoluera rapidement :
- vers un autre département financier,
- ou vers la fonction marketing.

Le candidat retenu sera :
- diplômé d'une Grande École de Commerce ou de Gestion,
- attiré par les fonctions Finance et Marketing, débutant de préférence.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Si cette orientation de carrière vous intéresse, adressez votre dossier de candidature à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 9002, qui transmettra.

L'UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES EUROPÉENNES

recherche

diplômé en expertise comptable H.F.

intéressé par l'Audit Interne

Maîtrise de l'Anglais et de l'Espagnol indispensable.
Déplacements de courte durée à prévoir.
Discreté totale assurée.

Envoyer CV et prétentions sous référence 8990 indiquée sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Filiale d'un très important Groupe Financier recherche

Ingénieurs responsables d'opérations

diplômés I.N.S.A. - I.N.S.A. - ESTP ou similaires. Une formation complémentaire en Gestion serait appréciée.

Dans un premier temps, les candidats des bureaux d'études en formation au siège parisien et seront appelés à effectuer des missions ponctuelles d'assistance auprès des unités opérationnelles décentralisées.

Au terme d'une période de 1 à 2 ans, ils recevront, dans une implantation régionale, une affectation en fonction de leur potentiel.

Une expérience de 2 à 5 ans environ dans le Bâtiment est indispensable.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à référence 5441 à

Lion Publicité

2, rue des Dardennes

75017 PARIS qui transmettra

NOVO INDUSTRIE ENZYMES

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Mission :
- Assurer assistance technique et vente de ses produits en France, (déplacements fréquents).

Profil :
- Ingénieur I.A.A. - AGRO - Maîtrise ou équivalent.
- 2 ans à 4 ans d'expérience en agro-alimentaire.
- Anglais parlé et écrit courant.
- Bonnes connaissances en enzymologie.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : NOVO INDUSTRIE ENZYMES, 26, rue Fortuny, 75011 PARIS.

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT

recherche

UN CHEF DES VENTES

La croissance que nous assumons actuellement et nos nombreux projets de développement conduisent notre Directeur Commercial à renforcer la structure de son département.

Le jeune collaborateur qu'il recherche est un Directeur des deux marques dans l'animation de leurs équipes et le contrôle du positionnement des produits. Il participera à des missions très importantes d'implantation et de gestion, et assurera le remplacement des représentants sur tous les marchés.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur ayant prouvé ses compétences en négociation et animation des hommes lors d'expériences commerciales antérieures de préférence acquises en distribution sélective de produits de marques (parfumerie, cosmétiques... mais aussi habillement, accessoires, orfèvrerie... et capable de grandir avec nous.

Envoyez d'adresser C.V. détaillé + photo + prétentions sous réf. 7245 M au Service Recrutement, 80, rue de la Boétie, 75008 NEUILLY SUR SEINE.

LA FILIALE INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche un

responsable système

La mission comporte trois aspects :

- Suivi, réglage, optimisation et évolution à moyen terme du SYSTÈME D'EXPLOITATION MVS et des LOGICIELS (en particulier logiciels de développement de programmes : TSO/SPF).
- Mise en œuvre de nouveaux produits dans le domaine "BUREAUTIQUE" (traitement de texte, courrier électronique, gestion documentaire...)
- Responsabilité hiérarchique d'UNE ÉQUIPE de 3 ingénieurs système.

La configuration MATERIEL ET LOGICIEL DE BASE est aujourd'hui la suivante :
- 4 terminaux TSO/SPF
- système d'exploitation MVS
- système de gestion des bases de données et du réseau de télétraitement IMS.

GIE
GÉNÉRALISTE
EN MATIÈRE
D'EXPLOITATION

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la référence M 205 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin - 92081 Paris La Défense Cedex 11. Discreté assurée.

La BANQUE LOUIS-DREYFUS

cherche à renforcer

DIRECTION INTERNATIONALE

en rassemblant un Responsable

les fonctions jusqu'ici réparties d'

ANALYSTE-CRÉDIT

Le poste :
- Analyse des risques sur les sociétés et banques étrangères (majorité anglo-saxonne et allemande).
- Instruction des dossiers.

Le candidat :
- Indispensable : expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.
- Pratique de l'anglais et de l'allemand suffisante pour traiter les documents nécessaires à la fonction.
- Connaissance des principes et usages comptables allemands et anglo-saxons.

Ce poste d'étude de haut niveau s'adresse à un candidat motivé par une création dans un secteur en fort développement et intéressé par une évolution possible à terme vers l'Exploitation.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais 75008 PARIS.

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT, BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Comptabilité export et gestion dans les TP.

Assistez dans sa mission le patron de l'ensemble des services nécessaires à la réalisation d'affaires à l'exportation (comptabilité, achats, personnel clientèle) : principalement votre action au départ sur la comptabilité, l'organisation de procédures adaptées au métier d'exportateur, la liaison entre le service et les opérations et le suivi des comptes décaissés sur les chantiers ; prendre également en compte certains aspects du contrôle de gestion des affaires ; enfin, suivre en étroite collaboration avec le responsable du service l'ensemble des problèmes liés à l'activité tant au plan des achats qu'à celui de la gestion des chantiers et de l'administration générale.

C'est la mission que vous propose un des leaders européens de travaux publics et d'équipement électrique (12 milliards de CA) pour une de ses divisions qui réalise plus de 60% de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial, comptable ou gestion, votre expérience d'environ 10 ans est décisive de préférence dans le secteur T.P. En tant que responsable de comptabilité ou en tant que directeur administratif ou financier de votre firme, vous êtes rompu aux exigences du métier d'exportateur et vous souhaitez élargir votre domaine de compétences.

Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous référence M 118 E à OC conseil, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

BUREAU D'ETUDES FINANCIERES
ET DE CONTRÔLE COMPTABLE
MULQUIN ASSOCIES

recherche

JEUNES AUDITEURS FINANCIERS

HEC - ESSEC - IEP - ESCP
ou Juristes Droit des Affaires

ayant obtenu le DECS

POUR MISSIONS D'AUDIT,
DE CONSEIL OU D'ORGANISATION
EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER

Une première expérience dans une activité
financière ou comptable opérationnelle
serait appréciée.

Libres rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions sous référence J 111 à :
BEPEC-MULQUIN & ASSOCIES
Département du Personnel
12, rue Marguerite - 75017 PARIS

Saint Gobain Vitrage

recrute un

jeune ingénieur chimiste pour la production

A la pointe des Associations Verre plastique, SAINT GOBAIN VITRAGE investit dans une installation de transformation de produits organiques à Thourrotte (Oise).

Après une période de formation en service central de recherche du groupe dans une filiale à l'étranger, le jeune ingénieur devra assurer les équipements et le démarrage des installations. Par la suite, responsable de la production, il aura en charge également le développement du procédé et l'amélioration de la qualité du produit, notamment par des contacts fréquents avec les utilisateurs et les services de recherche.

Les candidats diplômés d'une école d'ingénieur chimiste, ils peuvent être débutants, une expérience dans le domaine des plastiques (extrusion, injection) serait appréciée.

Envoyer CV et prétentions à
SAINT GOBAIN VITRAGE - Direction du Personnel
« Les Miroirs » - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense

IMPORTANT ÉDITEUR
DISTRIBUTEUR NATIONAL
REVÊTEMENTS MURAUX et SOL

recherche

UN COLLABORATEUR COMMERCIAL H. ou F.

Pour diffuser gamme murale, revêtement Paris + Tunisie.
Clientèle existante importante : délégués spécialisés, grandes surfaces, artisans, prescripteurs.

Une expérience réussie de vendeur dans le secteur équipement de la maison sera appréciée.

Rémunération attractive - forfait voiture - frais.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo, le 32 576 M, à BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes cedex, qui transmettra.

JEUNE RESPONSABLE RECRUTEMENT ET SUIVI D'INTÉGRATION

POSTE-CLÉ DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

dans une entreprise en expansion forte et régulière depuis sa naissance il y a 8 ans. Elle-même filiale d'un très important groupe français, elle a su définir dans son domaine, la vente, les vecteurs de progression en France et à l'étranger.

progression due aussi à notre savoir-faire du recrutement et de l'intégration. Jeune diplômé ayant un ou deux ans d'expérience dans le personnel, soit dans la vente ou la distribution, nous vous formons à cette approche. Vous devrez également définir les tâches d'accueil, d'intégration et de suivi des nouveaux qui nous rejoignent. A cela s'ajoute donc une opportunité d'évoluer, à l'intérieur ou à l'extérieur de la fonction personnel, puisque vous aurez accès à une gamme diversifiée de postes.

Le poste est basé à Paris ; il exige bien sûr de nombreux déplacements en France et en Europe. La maîtrise de la langue anglaise ou anglaise sera appréciée.

Pour un premier entretien, adressez votre candidature (CV + photo + rémunération actuelle) à Frank Menieroud, sous 222, COPERS, 1 rue Moncey 75001 Paris.

SECRÉTAIRE STÉNO DACTYLO

connaissant mémorisation

L.B.M. ayant expérience

Travail Public à :

MÉCANICIEN

sur machines T. P. et machines

Marteau-La Vallée

Joindre C.V. et références

Envoyer sous le n° T 037 à :

25 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AIDE AU CHOIX DE VIE

1 ANIMATEUR (trice)

FORMATEUR (trice)

en plein temps

ou à temps partiel

jeunes marginaux

à partir de février

Tél. 770-15-15 le matin

ETBS
DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES

Etablissement Technique de Bourges

Branches armement recherche pour son

Administration Centrale

Jeune Ingénieur

Mécanicien ou Electronicien

ENI - ENSAM - ENSCM -

(nationalité française).

Domaine missiles et roquettes.

Lieu de travail : Saint-Cloud (94) après un

de formation à Bourges

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et

prétentions sous référence M 111 à :

Monsieur le Directeur de

l'Etablissement Technique de Bourges

Carrefour de Zéro-Nord / Route de Guerry

B.P. 712 - 91015 BOURGES CEDEX

S.S.C.I. PARIS
SYSTEMES TEMPS REEL P.M.E.

recherche

CHIEF (S) PROJET

parfaite maîtrise de la gestion PME

et de l'informatique

ANALYSTE (S) D'APPLICATIONS

Pour ces 2 postes :

• Placements auxiliaires

• Indemnités personnelles

PROGRAMMEUR (S) D'APPLICATIONS

adéquation

Expérience administrative et comptable.

Rechercher 252 245 M,

BOIS - 92096

25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris,

qui transmettra.

POUR DÉVELOPPER D'IMPORTANTES PROJETS
D'INFORMATIQUE DANS LE SECTEUR
MÉTALLERIE : RM 4341 DOS/VSE CICS
CH-IB : MINI 8
Service informatique - Quartier Opère

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR TRÈS EXPÉRIMENTÉ

formation supérieure type MIAGE.

compétences en analyses-programmations et

son habitude des relations utilisateurs lui permet-

tant d'encadrer, sous la responsabilité du chef de

projets, une petite équipe de développeurs.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Expérience d'une ou deux années d'activité. Formation

supérieure type DUT. Aptitude aux contacts

clients.

Rechercher 252 245 M,

BOIS - 92096

25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris,

qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
INTERDEPARTEMENTALE
VAL-DE-LOIRE - YVELINES

recherche un

CONSEILLER EN FORMATION

Responsable du service de la Formation professionnelle

continue, ainsi que de la coordination interdépartementale.

- Formation supérieure ;

- connaissance législative sur la formation ;

- expérience en entreprises souhaitée ;

- Poste basé à Paris (95).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à C.C.I.I.

Service du personnel, 21, avenue de Paris,

78011 VERSAILLES.

L'INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
PARIS

recrute

Ingénieurs ou Universitaires Diplômés

examen des demandes de brevets d'inven-

tionnaire et des demandes de documents anglais et

allemands.

SPECIALISTES DEMANDÉS :

- Physique générale

- Optique

- Electronique

- Téléphonie

- Techniques vidéo

- Traitement de l'information

- Electrotechnique

- Mécatronique générale

- Hydraulique

- Imprimerie

- Eprouvette

- Génie chimique

- Mécatronique

- Mécatronique thermiques

Adresser demande et C.V. à :

INSTITUT NATIONAL DE LA

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

26 bis, rue de Léningrad - 75006 PARIS

Assistant de direction financière et administrative HF

Un important groupe d'édition franco-alle-

mand recherche un jeune assistant de forma-

tion supérieure (H.E.C., ESSEC, etc.), parti-

culièrement intéressés par :

- l'économie d'entreprise

- l'information de gestion

- les techniques d'audit,

connaissant parfaitement la langue allemande

Il assistera le Directeur financier et adminis-

tratif de la Société française, dans la réalisa-

tion de projets de rationalisation et d'Orga-

nisation et aura à mener à bien des missions

Les activités internationales très développées

de groupe lui assureront de larges perspectives

d'une carrière qui ne se limitera pas à la

France.

Rechercher C.V., détail, photo et prétentions

sous réf. 55901 à Contesse Publicité,

20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01

qui transmettra

INGENIEUR BREVETS

Formation large allant de la mécanique à l'électronique.

Bon anglais, allemand souhaité. Expérience il sera

requis dans les brevets ou les activités d'études ou de

recherche ayant accès à des données rédactionnelles.

POSTE :

Départ de brevets locaux et d'origine internationale, re-

cherche et évaluation de droits de propriété de tous natures.

Ecrire avec C.V. et photo à ITT Data Systems France SA

Département de Personnel

Tour Maine

Montparnasse

(télé 148)

25, av. de Maine

75756 Paris

Cedex 15

UNIVERSITÉ DE PARIS-X NANTERRE

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

STAGES RÉMUNÉRÉS PAR L'ÉTAT

PROGRAMMEURS D'APPLICATION

PETITS ET MOYENS SYSTÈMES

- Durée : 800 heures.

- Publics : jeunes entre 18 et 21 ans.

- Niveau : bac +.

Retenir à partir du 24 janvier 1983.

Inscription à partir du 4 janvier 1983.

92061, Nanterre cedex.

I.E.P., Bâtiment G, salle R 30.

Téléphone 725-92-34, postes 864-865-866.

Contrôle Bailey

Groupe CGEE ALSTHOM

recrute pour service informatique industriel

2 INGENIEURS

SYSTEME TEMPS REEL EN

PROCESS CONTROL

Connaissances souhaitées : SOLAR.

Envoyer CV et prétentions au

Service du Personnel - Boîte Postale 210

92142 CLAMART Cedex

INSTITUT D'ANALYSE DE PROGRAMMATION

recrute

enseignant haut niveau

Formation supérieure Ingénieur ou équivalent

376-43-01

31, avenue des Juilliottes

94700 Maisons-Alfort

Division PARAPHARMACIE

d'un groupe français important,

pour son

Développement International

spécialiste marketing

HF

particulièrement pour l'antenne

Allemand et anglais exigés.

expérience indispensable.

Déplacements fréquents.

Poste basé à Paris 8ème.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et

prétentions sous réf. 1492 à AXIAL Publicité,

27, rue Talibout Paris,

qui transmettra.

informaticiens

ingénieurs universitaires

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Rechercher nos équipes

answare

THOMSON CSF INFORMATIQUE

vous propose

de participer à des développements de logi-

ciels pour des projets industriels de pointe en

temps réel sur IBM ou MVS.

Evolution assurée dans le cadre de notre ex-

pansion.

Adresser C.V., détail, prétentions et détail de

disponibilité sous réf. 14719 à Yolande VILLARS,

ANSWARE 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

Informaticien

Organisme professionnel d'information recherche

un responsable de son informatique qui,

seul, aura à assumer la gestion des

informations et le traitement des données statis-

tiques.

Matériel : IBM VSPC fonctionnant sur

ordinateur IBM.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier

d'une maîtrise, d'un cycle universitaire ou

grande école, ainsi que d

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
CAPITAUX	151,80	171,11

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

commins-bbm
acoustique, bruit et vibrations
études, recherches et développement

Dans le cadre de sa participation à de grands projets en France et à l'étranger

DEUX INGÉNIEURS
(G.E. en 3 cycles)
- un, dans le domaine de la construction, notamment de l'acoustique des bâtiments et des salles ;
- un, dans le domaine des vibrations industrielles et du calcul dynamique des structures.

Expérience souhaitée.

Envoyer C.V. 33, rue des Petits-Rois
91570 Verrières-le-Basois.

IMPORTANTE COMPAGNIE DE NAVIGATION
recherche

JEUNES COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Pour PARIS et PROVINCE
- Niveau DUT ou école supérieure de commerce.
- Libérés obligations militaires.
- Anglais courant écrit et oral.
- Permis de conduire.

Adresser C.V. Photo et prétentions sous le n° 11884 à :
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE
recherche

COLLABORATEUR
pour développer clientèle et opérer gestion de placements financiers.

5 ans d'expérience
juridique.
Anglais écrit et oral.
Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. 11884 à :
service ANNONCES CLASSEES, 8, rue des Italiens, 75009 Paris.

CNRS
recherche pour traduction à domicile de résumés documentaires allemands, des

MÉTALLURGISTES CONFIRMÉS
Envoyez C.V. :
diffusion traduction
28, rue Boyer
75071 PARIS Cedex 20.

Importante SMI informatique BP PONT DE NEUILLY

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE
Supér. micro. Anglais écrit et oral.
Env. C.V. à SESA, 88, quai de Dion-Bouton, 92808 PUTEAUX.
Préciser la référence sur enveloppe : 10 LM.

Le Centre d'Informations Financières recherche
COMMERCIAUX (H. ou F.)
- dynamiques et initiés ;
- goût du contact haut niveau ;
- très bonne présentation ;
- sans des responsabilités.
Pour r.v., 500-24-03, p. 208.

ERIN
pour réalisation de... en informatique industrielle (micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
- Option : informatique, automatique, électronique ;
- Débutants à 3 ans d'expérience ;
- 15 jours.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS
- Niveau DUT informatique ;
- 1 an d'expérience minimum souhaitée.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Envoyer C.V. à AXIAL PUE
s/réf. 1457, 27, rue Trévise,
75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE BATIMENT
recherche pour... en informatique industrielle (micro-ordinateurs)

1 TECHNICIEN BATIMENT
possédant une solide expérience des chantiers de bâtiment et ayant particulièrement le goût des comptes de chantier :
- Facturation, règlements, demandes d'acomptes, états des lieux, etc.
C'est un cadre 40-45 ans qui sera responsable de l'ensemble du service. Adr. C.V. et photo à :
A.M.P. sous réf. n° 8444/JP, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, qui transmettra.

POUR... SITES

INGÉNIEURS INFORMATIQUES
OU
ELECTRONICIENS
Bonne expérience / Assemblage
Expérience 7 à 8 ans
SALAIRES MOTIVANTS
Tél. pour r.v., INTER-COMPUTER 808-50-00.

WANDER S.A.
filiale alimentaire du Groupe SANDOZ, recherche

UN(E) JEUNE CHEF DE PRODUIT
pour s'occuper de la panification
Le candidat(e) devra être diplômé(e) de l'enseignement supérieur (HEC, Sup. de Co.) et avoir acquis une expérience similaire dans le secteur des produits de grande consommation.

Anglais courant indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
WANDER S.A., 111, rue Roger-Sabatier,
94501 CHAMPIGNY-SUR-MARNE CEDEX.

IMPORTANT CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL
recherche pour... dans ses équipes

INGÉNIEURS INFORMATIQUES
attirés par la variété d'expérience qu'offre ce type d'activité.

Profil souhaité :
- Diplôme d'Etudes Supérieures
- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle
- Connaissances en :
- exploitation
- réseaux
- bases de données
- Bonne expérience des SGSD.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. photo et prétentions sous n° 11884 à :
Publinter Mesures 113, rue de Valenciennes, 75012 Paris, qui transmettra.

représentation offres

Nous sommes une ascendante entreprise allemande de l'industrie chimique. Notre siège commercial est dans la République Fédérale près de la ville universitaire de Münster.

Depuis 1970 l'effort principal de nos activités est placé sur le développement des systèmes polyuréthanes spécifiques à l'égard de l'application. Ils sont mis en œuvre pour le revêtement des mousses, les revêtements de coulees et des adhésives.

Pour l'intensification de nos activités de vente sur le marché français nous cherchons un

REPRÉSENTANT

L'aspirant devrait être français et devrait posséder de préférence la langue allemande ou anglaise par la parole et par la plume. Flexibilité et habileté de communication ainsi que des connaissances techniques en chimiques facilitent la mise au courant et l'exécution des devoirs. L'activité principale est placée sur l'acquisition de nouveaux clients sur la surveillance des relations d'affaires existantes. Si possible, un domicile devrait être central. Naturellement nous mettrons une voiture à la disposition.

Si vous êtes intéressé à cette activité indépendante et responsable, veuillez adresser votre sollicitation avec curriculum vitae et certificats à :

HAEGER & KAESSNER G M B H
Theodor-Schwarte-Str. 39, D-4730 Ahlen 1
Tél. : 19/49/23-82 / 51-52.

UN AGENT COMMERCIAL 1 %
niveau licence ou maîtrise ou 3 ans d'expérience professionnelle dans la branche pour assurer la gestion d'un portefeuille d'entreprises adhérentes.

Env. C.V. et photo à :
Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

VILLE DE LA MOYON PARSINNE
recherche d'urgence

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU
Rémunération 85.000 F/an.
Boite sous le n° 7 292-828 M
RÉGIE-PRESSA
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ EXPLOITATION ET DISTRIBUTION ORNEMENTS PAROISSIAUX
recherche

ADJOINT COMPTABLE
De niveau DCE ou plus avec 3 ans d'expérience acquise de préférence en cabinet de conseil ou dans le secteur de la vente de produits de grande consommation.

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo à :
DANY LEPEVRE
5, av. Voltaire, 75008 Paris.

MICRO-INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
indiqué par les problèmes de micro-informatique, débutant accepté. Disponibilité rapide.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
M.L.D. M. LAMARQUE
81 bis, av. de la République, 75011 PARIS.

ASSOCIATION PARUS 9
recherche

COLLABORATRICE
culture, animant les rapports humains et d'assurer animation et secrétariat (dactylo).

Salaires motivants

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 8519 à :
CLAUDE CHAMPS, 5, rue du Halier, 75008 PARIS, qui transmettra.

RADIALL
Compagnie électronique
recherche

INGÉNIEUR
Débutant ou quelques années d'expérience, études développement de composants pour filtres optiques.

- Formation micro-informatique, connaissances, souhaitées : optique, anglais.
- Évolution intéressante pour candidat de valeur.

Env. C.V., 101, r. Ph-Hoffman, 92115 ROSNY-BOIS-VOIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL D'ENTREPRISES ET DE FORMATION PERMANENTE
jeune et dynamique

2 FORMATEURS CONSULTANTS

l'un en MARKETING, l'autre en MANAGEMENT et PLANIFICATION.

Conditions requises :
- diplôme d'enseignement supérieur,
- expérience d'au moins 10 ans en entreprise, de préférence en conseil,
- capacités de négociation, d'animation et de rédaction,
- acceptation de fréquents déplacements et cour-
- durée 3 à 5 jours.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 8996 à :
PIERRE LICHOUX S.A. - BP 100
92000 Nanterre Cedex qui transmettra.

secrétaires

Importante entreprise de BTP largement présente dans le monde recherche pour son Siège à la Défense

une secrétaire agent administratif

chargée de la relation des fournisseurs, du suivi des commandes, du contrôle des factures et des déclarations.

L'aisance dans les relations téléphoniques, le sens des responsabilités, la personnalité, les qualités de secrétaire sont des critères indispensables. La maîtrise de l'anglais est requise. Une formation rapide.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous n° 9797 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

REPRÉSENTANTS
plastiques, produits entrecuirs.
Tél. pour r.v. : 823-25-32.

propositions commerciales

GROUPE INTERNATIONAL FABRICANT MONDIAL
de machines à écrire électriques et électroniques portables, compactes et de bureau.

DISTRIBUTEUR GROSSISTE
dans votre région : Lille, Metz, Dijon, Strasbourg, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rouen et Clermont-Ferrand.

Votre réponse, avec description de votre entreprise, sera traitée avec la plus totale discrétion.

Boite sous n° M 52.081
BLEU 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL FABRICANT MONDIAL
de machines à écrire électriques et électroniques portables, compactes et de bureau.

DISTRIBUTEUR GROSSISTE
Dans votre région : LILLE, METZ, DIJON, STRASBOURG, MARSEILLE, MONTPELLIER, TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES, ROUEN et CLERMONT-FERRAND.

Votre réponse, avec description de votre entreprise, sera traitée avec la plus totale discrétion.

Boite sous n° M 52.081 BLEU 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Une société du secteur de L'ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC (C.A. 400 millions de F.) cherchant à poursuivre sa progression sur le marché recherche

UN CADRE COMMERCIAL

CHARGE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Désireux de faire partie d'une équipe jeune et active au sein de son service gestion planification commerciale.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, devra être reconnu apte à animer et à coordonner une équipe de 5 personnes devant maîtriser l'utilisation d'un outil informatique élaboré.

Le candidat devra posséder les atouts d'une carrière évolutive dans la société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à la réf. 56864 à :
Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ MICRO-INFORMATIQUE
recherche

SECRÉTAIRE DYNAMIQUE
Disponible

Envoyer C.V., photo, prétentions à :
M.L.D. M. LAMARQUE, 81 bis, av. de la République, 75011 Paris.

CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche pour grandes entreprises, charisme

COLLABORATRICE EXPÉRIMENTÉE
pour assurer la relation avec les clients. Niveau anglais nécessaire. Niveau informatique souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle.

Ecrite F. HUGUENIN, 11, rue Kieffer, 75116 Paris.

A.D.I.T.E.S.
ORGANISME C.G.T.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation :
B.T.S. de secrétariat de direction

Qualités demandées :
- présentation dactylographique très soignée ;
- bonnes connaissances rédactionnelles (orthographe et style) ;
- aptitude confirmée à la rédaction de comptes rendus fidèles et clairs ;
- qualité d'ordre et de méthode ;
- aptitude à la relation.

Candidatures débutantes acceptées.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo au Chef du Service Confidant (Economie Sociale) C.G.T. 263, rue de Paris 93616 MONTREUIL Cedex.

ETABLISSEMENT FINANCIER
Quartier Champs-Élysées recherche

SECRÉTAIRE

BAC - BTS minimum 26/30 ans.
Bonne dactylo.
Possédant l'anglais parfaitement.
Avoir une documentation économique et financière pour préparer analyses et préparer séminaires.

Pose évoluer à moyen terme

Horaires 9 h / 18 heures

Adresser C.V., manuscrit et photo (reçu) à :
Monsieur PHAN, 5, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

travail à domicile

MADAME, MADAME, MADAME
Vous désirez augmenter vos revenus par une activité à domicile (pas de porte-à-porte) ?
Pour en savoir plus, tél. au : 430-18-00, de 19 à 20 h.

GROUPE INTERNATIONAL FABRICANT MONDIAL
de machines à écrire électriques et électroniques portables, compactes et de bureau.

DISTRIBUTEUR GROSSISTE
Dans votre région : LILLE, METZ, DIJON, STRASBOURG, MARSEILLE, MONTPELLIER, TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES, ROUEN et CLERMONT-FERRAND.

Votre réponse, avec description de votre entreprise, sera traitée avec la plus totale discrétion.

Boite sous n° M 52.081 BLEU 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

DEUX MONITEURS GESTION
2 ans d'enseignement supérieur. Titulaire B.T.S. ou D.U.T. Libéré des O.M. 25 ans maximum - 35 ans minimum.

Tél. 377-30-18, h. bureau.

25/30 ANS PROMOTEUR (TRICE)
même sans expérience, dynamique, bon contact, débrouillard, de préférence originaire pour visiter bureaux tabac PARIS et PROVINCE (peu-être séjours en AFRIQUE).

- Augmentation produits.
- Poss. parvenanceur viticole.
- Participation à des foires.

Permis de conduire (voiture si possible).

Env. C.V., photo et photo à :
MICHEL DEBOCOURTIS
CONSEIL S.A.,
21, rue de Valenciennes, 92200 NEUILLY, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE TRANSPORT
recherche pour son

AGENCE DE PARIS

1 CHEF D'AGENCE
ayant une expérience approfondie dans le domaine du transport et de la logistique.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 20.867 à la Publiinter française.

Publiinter française, 111, rue Roger-Sabatier, 94501 CHAMPIGNY-SUR-MARNE CEDEX.

RECHERCHES

DAME COMPTABLE
Pour deux bureaux de comptabilité et rapprochements comptes de banque. Bonne dactylo et aptitude à travailler d'urgence.

Participation à des foires.

Permis de conduire (voiture si possible).

Env. C.V. indiquant âge, diplômes, réf., salaire demandé à :
S.T.E. d'Etudes et de Gestion Administrative, 5, rue André-Molay, 75008 PARIS. (Lieu de travail 97000.)

Organisme Professionnel Assurances
pour son siège social à PARIS-9 (EUROPE)

UN (E) JURISTE ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

FONCTIONS :
- Etudes et suivi de projets et de textes législatifs et réglementaires ;
- Rédaction d'actes juridiques ;
- Animation de commissions techniques.

Formation minimum exigée DEA ET spécialité des assurances (IDA ou DESS)

Adresser curriculum vitae et photo à :
M. LECTERC, 7, rue Staley, 75017 Paris.

LA GRÈCE, SES DIFFICULTÉS INTERNES ET SES RELATIONS AVEC LA C.E.E.

La drachme est dévaluée de 15,5 %

Le gouvernement grec a annoncé, dimanche 9 janvier, une dévaluation de 15,5 % de la drachme. Cette décision sera accompagnée par une série de mesures visant à favoriser les exportations et à limiter les importations en provenance des pays n'appartenant pas à la C.E.E. Notre correspondant à Athènes, Marc Marleau, nous signale que, au moment où le gouvernement négocie de nouveaux emprunts extérieurs, le problème de la dévaluation se trouve inscrit dans l'écart entre le taux annuel d'inflation en Grèce et le taux moyen enregistré dans les principaux pays avec lesquels la Grèce commerce. Ainsi, en novembre dernier, le taux d'inflation se situait autour de 20 % contre 4,7 % en R.F.A., 6,2 % en Grande-Bretagne, 9,4 % en France et 4,6 % aux États-Unis, par exemple. Les produits grecs devenus chers s'exportent de moins en moins. La chute des exportations de citrons est significative : au 15 décembre 1982, la Grèce avait exporté 716 tonnes de citrons contre 17 204 tonnes durant la même période en 1981. Sur le marché intérieur, les produits importés supplantaient de plus en plus les produits grecs.

Soucieux de limiter les conséquences de cette déflation de la drachme, le gouvernement avait jusqu'à présent tenté la drachme dérapée. Mais cette tentative ne pouvait se prolonger. En effet, il apparaît que, de 31 décembre 1981 au 31 décembre 1982, la drachme a perdu 18,33 % par rapport au dollar, 14,31 % par rapport au mark, 4,19 % par rapport au franc français, 4,05 % par rapport à la livre sterling, 9,65 % par rapport au franc suisse, 0,57 % par rap-

port au franc belge, 13,88 % par rapport au florin, 7,51 % par rapport à la lire, 7,23 % par rapport à la couronne danoise, 7,84 % par rapport à la livre néerlandaise et 13,20 % par rapport au yen japonais.

D'autre part, le taux élevé d'inflation enregistré ces trois dernières années a fait que les produits grecs ont régulièrement perdu de leur compétitivité : 9,4 % face à la R.F.A., 13,9 % face à la France, 8,4 % face à l'Italie, 12,3 % face à la Grande-Bretagne, 21,9 % face à la Belgique.

Devant cette situation, le gouvernement devait choisir. Finalement, il a été décidé une dévaluation de 15,5 %, qui devrait mettre un terme aux spéculations.

M. Arsenis, ministre de l'économie, a justifié la dévaluation par la nécessité de rendre plus compétitive l'économie grecque et de lui redonner un nouveau souffle. « Le gouvernement a non seulement l'intention mais les moyens de soutenir la nouvelle parité de la drachme et de maintenir sa valeur par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux de la Grèce », a-t-il affirmé. Le ministre a ajouté que la décision de dévaluer avait été également prise pour contrecarrer « les activités spéculatives de certains milieux » sur lesquels il n'a pas donné de précisions.

La dévaluation sera accompagnée, selon M. Arsenis, qui n'a pas donné de précisions, par une série de mesures visant notamment à favoriser les exportations grecques et à limiter les importations en provenance des pays n'appartenant pas à la C.E.E. Ces mesures seront très prochainement soumises au Parlement.

Une balance des paiements de plus en plus déséquilibrée

Arrivée au pouvoir en octobre 1981, les dirigeants socialistes avaient dû parer au plus pressé : juguler l'inflation et lutter contre le chômage. Pour ce faire, ils avaient maintenu les contrôles sur l'économie tout en mettant au point un plan quinquennal de développement.

La bataille des prix et des revenus aura marqué l'année 1982. Le gouvernement avait autorisé une augmentation moyenne des salaires et des traitements de 3 %, tout en favorisant les bas revenus relevés de 20 %. L'inflation, si elle est restée très forte (20 %), s'est cependant ralentie, puisqu'elle atteignait 25 % en 1981. En 1982, les investissements privés avaient baissé, alors que le secteur industriel demeurait chaotique. L'indice général de la production industrielle avait reculé de 2 %. Les nationalisations des entreprises n'avaient touché que l'industrie métallurgique et les armements. Les « socialisations » prévues et annoncées par le gouvernement ont été retardées.

Cependant, le capital privé est demeuré plus que réticent. Les réserves suscitées par l'expérience so-

cialiste en cours, les interventions brouillonnées des syndicats, des grèves comme celle des banques (quarante-cinq jours), des transports publics, de l'hôtellerie et de nombreuses entreprises industrielles n'ont pas encouragé les investissements privés.

La lutte contre le chômage a été difficile, la croissance ne cessant de se ralentir depuis 1980 (moins de 1 % en 1982). Le taux de chômage est passé à environ 9 % de la population active, 15 % si l'on tient compte des jeunes en quête d'un premier emploi et de ceux qui ne se sont pas encore fait inscrire comme demandeurs d'emploi. Le plus fort pourcentage est enregistré dans le secteur du bâtiment (60 %). Les efforts du gouvernement pour créer de nouveaux emplois n'ont pas compensé les licenciements.

Pour 1983, dans le cadre du développement, le gouvernement socialiste prévoyait 30 milliards de francs d'investissements publics, ainsi que sept nouvelles unités industrielles dont le financement sera assuré par des banques nationales. Ces sept

unités devaient offrir dix mille nouveaux emplois.

Dans le secteur agricole en revanche, les mesures prises par le gouvernement en faveur des exploitants et le dynamisme des nouvelles coopératives ont produit de bons résultats. Cependant la suppression des montants compensatoires, la baisse des droits de douane et la défection des organisations commerciales joint à la suppression des montants compensatoires a eu comme conséquence une baisse de la compétitivité à l'exportation.

Globalement (agriculture et industrie), la balance commerciale a accusé un déficit de 2 milliards de dollars en 1982. De plus le déséquilibre de la balance des paiements (2,3 milliards de dollars en 1982) s'est accru l'an passé du fait de la baisse des recettes du tourisme et de la crise de la marine marchande.

Source traditionnelle de revenus pour la Grèce (1,9 milliard de dollars en 1981), les activités touristiques ont en effet enregistré une nette régression en 1982 (-18 %). Outre la crise internationale, la hausse très rapide de l'hôtellerie (plus de 20 % par an) a rebattu une partie des cinq millions et demi de touristes qui visitent habituellement la Grèce, parmi lesquels un million de Britanniques, neuf cent mille Allemands et trois cent mille Français. La dévaluation de la drachme permettra, simplement, d'atténuer ces hausses.

Un autre secteur en crise est celui de la marine marchande, point fort de la Grèce, avec dix mille inscrits maritimes sans emploi et une chute des rentrées en devises d'environ 13 %. A ces fléchissements s'ajoute une baisse de 10 % des envois de fonds par les émigrés.

Les prix ouest-allemands ont augmenté de 0,2 % en décembre, comme en novembre, selon les résultats définitifs de l'Office fédéral des statistiques. Sur un an, de décembre 1981 à décembre 1982, le coût de la vie a enregistré une hausse de 4,6 %, soit moins qu'en novembre et qu'en octobre 1982, où son augmentation sur douze mois avait été respectivement de 4,7 % et de 4,9 %. En 1982, le taux moyen de la hausse des prix a été de 5,3 % contre 5,9 % en 1981. — (A.F.P.)

M. Vincenzo Milazzo a été nommé à la présidence de la Comob, la Commission italienne des opérations de Bourse. Ce poste était vacant depuis cinq mois à la suite de la démission de M. Guido Rossi, intervenue à la mi-octobre 1982, lorsque celui-ci avait mis en cause le rôle joué par la Banque d'Italie dans la faillite du Banco Ambrosiano.

Les Grecs, Européens de l'an II

I. — Des paysans perplexes

Lemos. Un village de pêcheurs, au bord du lac de Prespes, à deux pas des frontières albanaise et yougoslave. La Grèce est ici montagneuse, froide et ensoleillée. La salle où se rassemblent les paysans du village central les envois des dix villages voisins — rien que des hommes — est assurément paroissiale. Les rangées de livres et le crucifix témoignent. Préfet, fonctionnaires, représentant de la Communauté économique européenne sont assis pour presider à cette rencontre insolite entre des journalistes (invités par la Commission de Bruxelles à voir comment tourne la petite dernière de la famille des Dix) et de pauvres pêcheurs. Comme le froid et la nuit dehors, les plaintes tombent vite :

— L'eau du lac est polluée. Il faudrait arrêter les prises de poissons pendant deux ans avec une aide de la Communauté.

Les oiseaux rares prolifèrent dans ce coin de paradis oublié par les dieux du tourisme.

— Ce sont des étrangers qui organisent des tenders (1) et on nous le reproche, à nous, gens du village.

— L'usine de bauxite ne fonctionne plus depuis dix ans.

— Pourquoi, demande le préfet ?

— La gestion était assurée par la banque agricole de Grèce. Manque de capitaux, lui répond-on.

— Nous avons d'importants gisements de marbre, mais l'exploitation est interdite pour protéger la forêt nationale.

— Il faut développer le tourisme, lance quelqu'un.

— Pas d'accord, reprend un autre gaillard qu'on tente en vain d'empêcher de parler. On a d'abord un problème de survie. Ici, trois habitants sur cinq gagnent moins de 500 drachmes par an (environ 150 francs). Quand il neige, l'hélicoptère n'atterrit pas et on nous parle de station de ski !

Le ton monte avec la chaleur du poêle à bois :

— La C.E.E. n'a aucun avantage pratique. On attend encore pour couler nos haricots, car un seul gros poisson passe.

Un fonctionnaire intervient :

— N'avez-vous pas reçu l'an dernier des indemnités compensatoires ou revenus ?

Brouhaha général : Oui, non, ils mentent...

— Qui paie cette indemnité ? insiste le fonctionnaire.

— La FEOPA, mais c'est insuffisant. Elle ne fait que couvrir une partie des frais de transport.

Le plus tonitruant reprend : Les journalistes sont venus pour voir quoi ? La région ? La beauté du lac, ou comment on s'en tire ?

Derrière lui, un officiel ou apparenté tourne la main autour de son nez. Selon lui, le brillant serait aviné. Pourtant le pêcheur ajoute :

— Ce qui est intéressant, c'est de savoir combien on gagne. Pourquoi ne sont-ils pas venus chez moi, voir comment on vit ? Les aides de la C.E.E., c'est trop peu. Ajoutées à un revenu ridicule, elles ne servent à rien. Par contre, on aurait pu, en les regroupant, créer des emplois dans l'usine de bauxite.

De notre envoyé spécial JACQUES GRALL

Le représentant de la Commission de Bruxelles se croit obligé d'intervenir. Il le fait longuement pour dire en bref que c'est une question de ligne budgétaire. Les aides, c'est prévu ; le reste pas encore, bientôt peut-être. Et c'est favorablement que nous pourrions envisager l'ouverture de ceci ou de cela, crédits, règlements, nani nanaire, et on ne peut pas dépenser plus que l'on n'a, etc.

Un sombre tableau

Avec les Européens de l'An II, puisque la Grèce a adhéré à la C.E.E. le 1^{er} janvier 1981, l'Europe s'est ouverte sur une certaine manière de tiers-monde : 12 % d'habitants de plus de dix ans, une pléthore de fonctionnaires (trois cent mille, soit 10 % de la population active), une concentration urbaine considérable (trois millions d'habitants à Athènes pour dix millions d'habitants) et un exode rural qui continue.

L'agriculture occupe encore 30,7 % de la population active. Le ministre qui en a la charge dans le gouvernement socialiste, M. Simiitis, veut à la fois accroître la productivité et combattre l'exode rural. Les objectifs ne sont-ils pas contradictoires ? — Ils le seraient, répond-il, si le développement de l'agriculture ne pouvait passer que par cet exode rural. Nous n'en sommes pas là.

Le revenu à la campagne représente 47 % du revenu moyen des villages. La montagne et la semi-montagne occupent 44 % des terres et abritent la moitié des quelque sept cent mille exploitations, dont plus des deux tiers ont moins de 5 hectares.

Sous-emploi, population active âgée entraînant un manque de main-d'œuvre pour certains travaux, absence de technologie, sous-équipement des services de formation et de recherche, chute des investissements publics et privés, exportations à bas prix de produits de mauvaise qualité, morcellement de la commercialisation : le tableau dressé par M. Simiitis n'est pas rose.

Quand la monoculture n'est pas celle du pays, avec l'olivier qui intéresse trois cent cinquante mille exploitants, elle est celle d'un village : ce sont les cerises de Koryfi. On en fait depuis quand ? Impossible à savoir, mais, dans ce village du bout du monde, sans eau contre la sécheresse, avec des routes impraticables l'hiver ou, plus simplement, quand il pleut, on fait de la cerise de père en fils, fruit fragile qui supporte mal les trajets sous la poussière, quand il ne pleut pas.

Nous avons besoin de quelqu'un qui nous pousse », dit un producteur désireux de créer une coopérative de commercialisation et de sortir ainsi des mains des grossistes. Auparavant, le préfet du département d'Edessa nous avait longuement parlé, avec l'engouement d'un néo-planificateur, de la participation populaire importante qui pré-

siderait à l'élaboration du plan quinquennal (1983-1987).

— La coopérative fruitière de Koryfi est inscrite au plan, lâche l'ingénieur agronome.

— Ah bon ! On ne le savait pas, répondent les producteurs de cerises.

C'est le même ingénieur qui, sortant une liasse de papiers de sa grosse serviette, — nous sommes cette fois dans le café de Karidiya, ce qui veut dire noyer, mais ici encore la cerise domine —, affirme que le revenu par tête s'élève à 80 000 drachmes par an. Contestation d'un paysan : « 120 000 à 150 000 drachmes pour une famille de cinq personnes, pas plus ! »

— Mais je compte l'autosconsommation, les légumes du potager, etc.

— Les légumes, on les achète. Il n'y a pas d'eau pour les potagers.

Quels chiffres arriveront jusqu'à l'ordinateur de Bruxelles ? La cerise ne paie plus. A-t-elle jamais payé, avant, quand la C.E.E. n'était pas à l'ordre du jour ? Mystère. Les jeunes doivent travailler, en plus dans la construction, qui est d'ailleurs florissante. Mais ils y passent plus de cent quarante jours : c'est trop, vu de Bruxelles, pour être un vrai paysan et obtenir les aides afférentes.

Dans le café-épicerie de Sarakini, finit la cerise ? Pas tout à fait. Les habitants du village font aussi de l'élevage. Isolement, femme qui ne couche dans une voiture, pas de médecin au village, mais aussi : début de matérialisation des promesses du préfet, affirme le chef de village, un jeune agriculteur, militant du Paski, le parti socialiste grec.

— La C.E.E. donne des aides pour la production de viande mais pas pour le lait. Résultat : on assiste à la progression des importations de produits laitiers, même de feta. On n'est pas contre les importations, mais l'emprunt du nom.

Avant l'adhésion, expliquent M. Simiitis, dans un colloque officiel à Athènes, notre balance commerciale avec la C.E.E. était positive. Elle est devenue déficitaire. On a vendu sur le marché grec des agrumes d'Amérique latine ou de Turquie, et dès le début de l'adhésion nous avions du mal à écouler nos raisins secs devant la concurrence turque ou australienne. Les relations nouvelles avec la C.E.E. facilitent l'entrée de produits concurrents, en Grèce. D'où notre memorandum pour discuter certaines modalités de l'adhésion.

Qui donc gagnera la course de vitesse engagée depuis deux ans : les marchands pour lesquels l'ouverture du marché grec est une aubaine, eux qui se trouvaient dans une Communauté trop étroite, où le peuple grec travaillait à son auto-développement, comme dans un pays d'Afrique ou d'Asie, mais avec le concours de la C.E.E.

Prochain article :

Des aides, des aides, des aides...

(1) Chasse où l'on tend des pièges.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

18 mois de formation intensive au «management» des entreprises

- En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.
- offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres «business schools» réputées en Europe, en Asie et en Amérique,
- avec le concours d'un corps professoral à la renommée internationale,
- pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

Date limite de dépôt des candidatures : en vue de la rentrée de septembre 1983 : lundi 14 mars

Réunions d'information avec d'anciens I.S.A. à : PARIS - mardi 18 janvier - 18 h 30 - Maison de l'Amérique Latine 217, boulevard St Germain (7^e) - Métro Bar JOUR-EN-JOSAS - samedi 28 janvier - 10 h - campus ISA

LILLE - jeudi 13 janv. - 18 h 30 - Hôtel Royal Concord - 2, bd. Carnot BORDEAUX - mardi 19 janv. - 18 h 30 - Frontal - r. Georges Bonnac LYON - mardi 25 janv. - 18 h 30 - Sofitel - 20, quai Gailleton MARSEILLE - mardi 1^{er} fév. - 18 h 30 - Frontal - r. Neuve St-Martin

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES 78350 JOUY-EN-JOSAS - TEL. (1) 868.80.00 POSTE 476. CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (NEO-ISA-CFO). CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour renseignements, sans engagement, un documentateur retournera vos correspondances à l'adresse ci-dessous.

Nom
Rue N°
Code postal Ville
Diplôme
Expérience professionnelle

ISTH Depuis 1983 INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES EXPERTISE COMPTABLE CERTIFICATS SUPÉRIEURS JURIDIQUE ET FISCAL • Mieux servir à mi-journée du soir et samedi • 4 semaines en août cours du jour FORFAIT pour enseignements complets de 160 heures • CENTRE ITALIE TOLÉMO 83, av. d'Italie 75012 Paris Tél. : 885.88.85



CE DOSSIER EST DISPONIBLE UNIQUEMENT PAR CORRESPONDANCE EN INVOYANT 21 F. 20 F. EN IMPRESSION EN DEUX COULEURS

Pourquoi et comment l'Union de la Publicité Directe a fait réaliser ce dossier sur le MARKETING DIRECT. L'Union de la Publicité Directe a demandé à Junior Essec de faire le point sur un type de promotion de plus en plus utilisé aussi bien par les grandes entreprises que les PME. «Situation et perspectives du marketing direct en France» analyse les champs d'application, les marchés, les utilisateurs, les médias, les partenaires et les perspectives du MARKETING DIRECT. Cet ouvrage est destiné à tous les responsables d'entreprises ou de sociétés désireuses de profiter des possibilités du MARKETING DIRECT. L'Union de la Publicité Directe est une association de professionnels au service d'un média original.

RENAULT - LA COMTESSE DU BARRY - L'EXPANSION - PHILIPS - CARREFOUR - LE CLUB MÉDITERRANÉE - LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE - RANK XEROX - LE PARTI SOCIALISTE - LA FONDATION DE FRANCE - HOMSY DELAFOSSE - LA FÉDÉRATION CONTINENTALE - ETC.

Le marketing direct est l'avenir de la publicité. De nombreuses entreprises l'ont compris : le MARKETING DIRECT est un formidable outil de prospection, de vente et de communication. Ses résultats, directement mesurables, permettent un contrôle permanent de son efficacité. Aujourd'hui, grâce au dossier «Situation et perspectives du marketing direct en France», les mille questions que tout responsable se pose sur le MARKETING DIRECT viennent de trouver leurs réponses concrètes et chiffrées.

BON DE COMMANDE

Qui je désire recevoir : exemplaire(s) de «Situation et perspectives du marketing direct en France», au prix de 246 F TTC (Lune + 15 F de frais d'envoi = 261 F).

NOM PRÉNOM
SOCIÉTÉ FONCTION
ADRESSE
CODE POSTAL
SIGNATURE
Retourner ce bulletin avec votre règlement à : L'Union de la Publicité Directe 80, rue de la Boétie - 75006 PARIS. Une facture vous sera envoyée séparément. Les chèques et les virements sont acceptés.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne Le gouvernement souhaite voir Honda prendre une participation dans le groupe nationalisé British Leyland

Le gouvernement britannique est « très désireux » de voir Honda prendre une participation dans le capital de British Leyland (B.L.), le constructeur automobile nationalisé britannique. C'est le ministre de l'Industrie, M. Jenkin, qui l'a affirmé, le 8 janvier. M. Jenkin, qui doit se rendre dans les jours qui viennent au Japon, a déclaré au *Financial Times* que « si B.L. et Honda veulent développer leur collaboration pour arriver à un arrangement [prise de participation de Honda dans B.L., si ce dernier est d'accord], le gouvernement, en tant que principal propriétaire de British Leyland, serait très désireux de voir la réalisation d'une telle collaboration ».

Les deux groupes coopèrent depuis 1979 pour la construction en Grande-Bretagne d'une voiture japonaise sous licence britannique, la Triumph Acclaim. Ils ont, en outre, le projet de constituer une filiale commune pour la conception d'une voiture de luxe, baptisée « X.X. ».

Une prise de participation de Honda dans B.L., déjà envisagée en mars 1981, donnerait à l'entreprise britannique l'argent frais qui lui fait défaut et aiderait à cette dénationalisation voulue par un gouvernement conservateur qui a du mal à trouverpreneur. M. Jenkin a toutefois pré-

cié qu'il n'était pas question de céder la totalité du capital de B.L. aux Japonais. Il se souvient sans doute des critiques très vives qu'avait suscitées l'accord de 1979.

Cependant, les statistiques du marché automobile britannique en 1982 font apparaître l'ampleur de la part prise par les constructeurs étrangers. Les importations couvrent désormais le chiffre record de 57,7 % du marché. Le précédent record était de 56,7 % en 1980. En parts de marché, Ford obtient 30,49 % ; British Leyland, 17,83 % ; General Motors, 11,69 %, et le groupe Peugeot (Peugeot, Citroën, Talbot) 5,97 %, contre 7,62 % en 1981. Globalement, les ventes d'automobiles sur le marché britannique, avec 1 550 027 véhicules, sont en augmentation de 4,7 % par rapport à 1981.

● **Augmentation des importations d'automobiles sur le marché américain.** - 2,3 millions d'automobiles importées ont été vendues aux États-Unis en 1982. En 1980, il en avait été écoulé 2,4 millions. Mais sur un marché plus restreint, la part des véhicules importés atteint un record en 1982 avec 27,77 % des ventes.

SOLDES

du 3 au 22 Janvier

Aperçu de quelques prix, offre faite dans la limite des stocks disponibles.

COSTUMES fantaisies deux-pièces	1.550-F soldés 1 240 F	COMPLETS habillés avec gilets	1.000-F soldés 1 520 F
VESTONS sport tous coloris	1.050-F soldés 840 F	PANTALONS serge et flanelle	420-F soldés 336 F
PARDESSUS classiques haut luxe	1.500-F soldés 1 200 F	LODENS tricotés tous coloris	1.500-F soldés 1 280 F
IMPERMEABLES anglais 100 % coton	— 20 %	SPORTWEAR Blousons peaux/cuir	— 20 %
CHEMISES ville/sport Cravates	— 20 %	RONNETERIE Chapelierie Accessoires	— 20 %
RAYON DAMES			
Ensembles - Tailleurs - Jupes			— 30 %
Manteaux - Lodens - Impers			

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820
Magasin ouvert sans interruption du mardi au samedi de 10 h à 19 h, et le lundi de 14 h à 19 h.

PROFILS ÉCONOMIQUES

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE - 9

PROBLÈMES MONÉTAIRES INTERNATIONAUX
LA CRISE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS
LA CRISE DES ANNÉES 30 ET 70 EN FRANCE : ÉTUDE COMPARÉE
LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : MÉCANISMES ET MESURES
LES INVESTISSEMENTS DIRECTS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE EN FRANCE

en vente dans les librairies universitaires 32, rue Garance 75015 PARIS tél. 567 74 19

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vaucluse, 91 de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marée marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

AFFAIRES

LA RENCONTRE DES PRÉSIDENTS DE THOMSON ET PHILIPS

Paris est convaincu qu'un accord européen est possible dans l'électronique

Les présidents de Philips et Thomson, MM. Wisse Dekker et Alain Gomez, qui se sont rencontrés le 8 janvier aux Pays-Bas, ont manifesté leur intention de poursuivre leurs conversations pour parvenir à un accord dans l'électronique grand public. Ils se reverront dans six semaines.

La coopération entre Thomson et Philips dans toute la gamme de l'électronique de loisir a été au centre des négociations entre les deux groupes, a précisé un porte-parole de Philips.

En outre, s'est-il dit, les modalités, de la prise de participation à hauteur de 75 % de Thomson dans la firme west-allemande Grundig, dont Philips détient

24,5 % du capital, devront automatiquement résulter d'un accord de coopération entre les deux groupes.

« La volonté et le désir de coopération existent dans les deux camps », estime-t-on encore à Eindhoven.

A Paris, où l'on a été frappé de l'assouplissement du climat de la rencontre, on se dit convaincu qu'un accord européen est possible. Le rapprochement Thomson-Grundig s'inscrirait alors dans un cadre plus général d'une large stratégie de l'électronique européenne face à la concurrence japonaise.

Faits et chiffres

Social

● **Le sous-directeur d'Usinor-Louvre.** M. François Davenney, a été libéré le 8 janvier, peu avant 14 heures, après avoir été séquestré depuis vendredi après-midi par une centaine d'ouvriers des Acieries et fonderies de Gorcy (Meurthe-et-Moselle). Les sidérurgistes exigeaient qu'Usinor aide leur entreprise, en règlement judiciaire, à redémarrer. Ils ont cessé leur action après la réception d'un message de l'hôtel Matignon qui, après avoir souligné que « la séquestration n'est pas tolérable », annonçait la réunion d'une « table ronde » rassemblant le responsable d'une étude sur la viabilité des entreprises, les responsables

d'Usinor et ceux des Acieries et fonderies de Gorcy. Usinor avait porté plainte le 7 janvier pour séquestration. - (A.F.P.).

● **Fin de l'occupation de la mine de la Tronquie à Carmaux.** - Les sept mineurs tarnaïens, qui occupaient, depuis le 23 décembre, le puits de la Tronquie à Carmaux (Tarn) pour protester contre leur licenciement, sont remontés à la surface vendredi 7 janvier en fin d'après-midi. Un accord est intervenu avec la direction des Houillères d'Aquitaine. Les mineurs, qui protestaient contre le licenciement, pour la fin du mois de février, des vingt-sept travailleurs qu'employait cette société à Carmaux, ont obtenu leur intégration ou leur reclassement.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-11	6,6850 6,6100	+ 285 + 240	+ 395 + 445	+ 1100 + 1220
SE-12	5,3860 5,3225	+ 95 + 140	+ 220 + 280	+ 630 + 700
Yen (100)	2,9225 2,9600	+ 150 + 170	+ 285 + 320	+ 840 + 985
DM	2,8320 2,8350	+ 170 + 190	+ 325 + 355	+ 940 + 1010
Flou	2,5230 2,5645	+ 165 + 185	+ 320 + 345	+ 925 + 995
F.R. (100)	14,3030 14,4130	+ 380 + 400	+ 680 + 720	+ 1275 + 1370
F.S.	3,4170 3,4325	+ 385 + 395	+ 595 + 610	+ 1530 + 1615
L.T. (100)	4,9100 4,9155	+ 375 + 420	+ 870 + 920	+ 2690 + 2875
£	10,5725 10,5850	+ 150 + 250	+ 390 + 420	+ 980 + 1140

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	9	8 5/8	9	8 5/8	9	8 3/4	9 1/8
SE-11	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16
Flou	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2
F.R. (100)	12	14	13 1/4	15 1/4	12 1/4	15 1/4	13 1/4	15 1/4
F.S.	5/8	1 3/8	2 5/8	3	2 5/8	3 1/8	3	3 3/8
L.T. (100)	16	20	22 3/8	25	23 3/8	25 3/4	23 3/8	25 3/4
£	18	10 3/4	18 1/4	10 7/8	18 5/8	11 1/16	10 5/8	11 1/16
£ imp.	24	30	23	24 1/2	23	24 1/2	21 1/2	23

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UBR

EMPRUNT 15,90% JANVIER 1983 DE F 150 MILLIONS

BALO du 10 janvier 1983. Une note d'information (voir COB n° 82-190 du 19 octobre 1982) peut être obtenue sans frais au siège social de la société, 33, avenue Hoche, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement.

UNION DE BANQUES RÉGIONALES POUR LE CRÉDIT INDUSTRIEL

Banque de crédit à moyen et long terme

groupe cic

CNT

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

EMPRUNT 15,60%

15,65%

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT (AU 24 JANVIER 1983)

REGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS 24 JANVIER 1983

PRIX D'ÉMISSION 99,80%

MONTANT : 2 MILLIARDS DE FRANCS, DURÉE 12 ANS

SOUSCRIPTION DANS LES BANQUES, LES P.T.T., LE CRÉDIT AGRICOLE OU LES COMPTABLES DU TRÉSOR.

NOUS FINANÇONS L'AVENIR DU TÉLÉPHONE

Une note d'information Vise C.O.B. n° 8309 en date du 4 janvier 1983 est tenue à la disposition du public.

Multinationales françaises.

La France à l'échelle mondiale.

Les multinationales ne sont pas le cheval de Troie des USA. Julien Savary passe au crible 413 entreprises françaises et montre pourquoi et comment beaucoup d'entre elles, y compris des PME, créent des filiales à l'étranger. Comme son préfacer François Morin, du Haut Conseil du Secteur Public, l'enseignement qu'il en tire est la nécessité de soutenir l'activité internationale des groupes industriels français. "Ce livre s'impose" - *le Nouvel Observateur*; "Le sérieux de la recherche" - *Libération*. Pour des renseignements sur les publications et les activités de l'IRM : tél. (1) 274 25 10. Institut de Recherche et d'Information sur les Multinationales : 29, bd Bourdon, 75004 Paris.

MARCHÉS FINANCIERS

Aux États-Unis

LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE ABORDENT 1983 AVEC UNE RELATIVE CONFIANCE

New-York. — Pour la plupart, les dirigeants d'entreprise s'attendent à voir les conditions générales de l'économie s'améliorer cette année, mais l'optimisme qu'ils affichent apparaît sensiblement plus modéré que celui dont ils avaient fait preuve fin 1981. Telle est l'impression générale qui ressort de l'analyse des réponses obtenues par le *Wall Street Journal* lors d'un sondage effectué à la demande, par l'Institut Gallup, auprès de 310 dirigeants de grandes entreprises, 205 patrons de moyennes entreprises et 207 petits patrons.

La comparaison des résultats de cette enquête, effectuée par téléphone le mois dernier, et de ceux d'un sondage similaire opéré un an plus tôt permet d'affirmer que la proportion des personnes interrogées s'attendant à une amélioration de l'économie a diminué de 10 points de pourcentage, de 46 à 36 %, mais que les responsables sont de plus en plus nombreux à estimer que cette amélioration ne sera que de peu d'ampleur.

Parmi les dirigeants interrogés, la proportion de ceux annonçant, pour cette année, la fin de la récession ou, au moins, une amélioration de la situation économique, est de 46 % au niveau des grandes entreprises, contre 36 % pour les moyennes entreprises (contre 39 %) et de 31 % parmi les petits patrons (36 %).

Alors qu'il y a seulement un an à 6 % en moyenne des chefs d'entreprise prévoyaient que l'amélioration ne serait que de faible ampleur, cette proportion atteint maintenant 29 % pour les grandes entreprises, puis 20 %, respectivement, pour les moyennes et petites entreprises. — (A.G.)

LA MAISON BLANCHE S'ATTEND A UNE PROGRESSION DU P.N.B. DE 4 % PAR AN JUSQU'À LA FIN DE 1983

Agefi. — Précisant les indications déjà fournies par les milieux proches des conseillers économiques du président Reagan, le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, a fait état des prévisions officielles concernant la progression du produit national brut pour 1983 et au-delà.

Soulignant que l'économie américaine était, maintenant, pour le gouvernement, dans une période de « croissance soutenue », M. Speakes a déclaré qu'en données corrigées de l'inflation, le P.N.B. devrait progresser de 1 % au premier trimestre, de 3 % au deuxième et de 4 % au troisième et au quatrième trimestres. Pour 1983, la progression moyenne du P.N.B. devrait être ainsi de 3 %.

M. Speakes a ajouté que la Maison-Blanche s'attendait à une croissance moyenne de 4 % par an en termes réels jusqu'à la fin de 1983. Le porte-parole a ajouté que le niveau moyen du P.N.B. cette année, devrait dépasser de 1,4 % en termes réels, celui de 1982. A la fin du quatrième trimestre, a-t-il dit, le P.N.B. devrait avoir enregistré une progression de 3 % par rapport à la période correspondante de 1982.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a précisé que ces prévisions seront officiellement formulées dans un rapport économique annuel qui doit être présenté au Congrès par le président Reagan le 31 janvier. L'occasion du projet de budget de l'exercice fiscal 1984. Il a rappelé qu'en 1982 le P.N.B. avait enregistré une contraction de 5,1 % au premier trimestre, une croissance de 2,1 % au deuxième, une croissance de 0,7 % au troisième et un recul de 1,2 % au quatrième.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

UNE ÉTUDE SUR LE GROUPE ROYAL-DUTCH. La charge d'agent de change Jean de Chole-Gilles Dupont estime dans une étude que le bénéfice net par action du groupe Royal-Dutch devrait atteindre 20 florins pour l'exercice 1982 et 24 florins pour l'exercice 1983. (Le bénéfice de 1981 avait été de 17,70 florins.) Les actions de l'exercice qui vient de s'achever pour l'exercice qui vient de s'achever pourraient s'élever à 8 florins (contre 7,50 florins).

COMPAGNIE DU MIDI. — La Compagnie du Midi fait savoir qu'à la fin de l'exercice 1982, elle a acquis 25 000 actions de la Compagnie du Midi.

LES DOCKS LYONNAIS. — La Société des docks lyonnais a été la Société Gemy-Catharin 22,97 % du capital de la Société Dock. Après cette cession, elle conserve 25,03 % dans le capital de la Société Dock.

ELLE a également cédé à la Société Gemy-Catharin 10 % de la Société Malin, qui conserve après cette cession 30 % du capital de la Société MEG.

U.F.B.-LOCABAIL. — L'Union française des banques (U.F.B.) et sa filiale Locabail, société du groupe de la Compagnie bancaire, spécialisée dans le financement des biens d'équipement au service des petites et moyennes entreprises, ont réalisé ensemble 7 milliards de francs d'opérations nouvelles en 1982, soit 21 % de plus qu'au cours de l'année précédente.

INDICES QUOTIDIENS (1982, base 100 à 31.12.1982)

Indice général 1983

Indice des actions 1983

Indice des obligations 1983

Indice des devises 1983

Indice des matières premières 1983

Indice des produits agricoles 1983

Indice des produits industriels 1983

Indice des produits de consommation 1983

Indice des services 1983

Indice des transports 1983

Indice des communications 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

Indice des loisirs 1983

BOURSE DE PARIS Comptant

7 JANVIER

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				7/1				Emission		Rachet	
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	7/1	Emission	Frais net.	Rachet		
3 %	...	0.814	Digamont	95	95	Hav. (Int. de)	49 65	45 40	D. N. Mexique	7,25	36000	SICAV											
4 %	...	1.315	Dalmeida S.A.	80	80	Medias	315 50	323 70	B. Rgl. Internat.	73	76	Actions France	154,06	156									
4 1/4 % 1983	102 30	1 288	Dalm. Vapour	100	100	Milieu Gange	115	102	Bell Canada	146	148	Actions France	212,12	212									
5 % 1983	111 90	3 633	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter	75	74 50	Blyvoor	161 50	150	Actions France	212,12	202									
5 % 1983	102 30	1 845	Dalm. Vapour	122	122	Orbiter																	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE CAS ARAGON : « Laissons les hommes enterrer leur mort », par Jean-Pierre Garrier et Louis Jancovici ; « Fidéité exemplaire au parti ? », par Jeanne Hersch ; « Une rose pour lui », par Yves Fleischmann ; « Un déclin enragé », par Henri Frenay.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- Le ministre espagnol des affaires étrangères en visite à Paris.
4. AMÉRIQUES
- Les crises en Amérique centrale.
5. EUROPE
- SUÈDE : la politique économique du gouvernement.
- GRANDE-BRETAGNE : le voyage de M^{rs} Thatcher aux Malouines.
6. ASIE
- JAPON : la visite en Corée du Sud du premier ministre.
- PHILIPPINES : « Rébellion, répression, récession » (I), par Roland-Pierre Feringues.
7. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : l'organisation d'Abou Nidal revendique la responsabilité de l'attaque d'un autobus à Tel-Aviv.

POLITIQUE

8-9. LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES.
10. LA situation en Corse.
10. RÉGIONS.

SOCIÉTÉ

11. ÉDUCATION.
12. MÉDECINE : l'assistance publique a mis au point une stratégie pour intégrer l'innovation.

SPORTS

13. FOOTBALL : la crise de l'A.S.-Saint-Etienne.

CULTURE

14. Un entretien avec Catherine Clément : les projets de l'Action artistique.
- CINÉMA.
17. COMMUNICATION : sur TF 1 et Antenne 2, le match des magazines d'information.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. Comment organiser l'industrie française du téléphone.
20. Désiré à prendre la relève des 5 000 F Monory, le compte d'épargne en actions (C.E.A.) est un placement aussi attrayant pour l'investisseur.
21. POINT DE VUE : « Rendre les Français propriétaires des entreprises étatiques », par Alain Madelin.
22. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

ÉCONOMIE

44. SOCIAL : le Conseil économique et social et le travail clandestin.
46. La situation économique et les relations de la Grèce avec la C.E.E.
46. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS
« SERVICES » (18) :
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (23 à 43) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (15 et 16) ; Marchés financiers (47).

SOLDES D'HIVER
LE BAZAR À TISSUS
LE PLUS CHIC
LE PLUS GRAND
LE PLUS ÉTONNANT
TISSUS
"COUTURE"
ET
"DÉCORATION"
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. Jack Lang fait un bilan optimiste de la politique culturelle

Invité de l'émission « Le grand jury R.T.L.-le Monde », le dimanche 9 janvier, M. Jack Lang, ministre de la culture, a commencé par évoquer les deux partenaires culturels que sont - hors du ressort de son ministère - la télévision et l'école.

Le ministre a dressé un bilan positif de l'action du gouvernement pour le premier secteur : citant notamment les décisions prises à l'égard des radios libres et l'option d'engager la France vers un système de câblage en fibres optiques, et affirmant qu'il « appartient à chaque directeur de programmes de concevoir de quelle manière il peut passionner et susciter dans le pays un vif intérêt pour l'art et la création », espérant qu'avec l'apparition des réseaux nouveaux « l'État associera l'ensemble des industries privées à la création des nouveaux programmes ».

Au sujet des lacunes du système scolaire, M. Jack Lang a annoncé pour le mois de mars prochain la publication du premier avant-projet d'une loi pour l'éducation artistique dans l'école et hors l'école.

Interrogé ensuite sur une éventuelle crise de la création, le ministre de la culture, citant le Dictionnaire des idées reçues de Flaubert, trace un tableau optimiste de la vie musicale française, incluant dans celle-ci le « travail remarquable » de groupes de rock ou de chanteurs de variété ; il n'a pas craint d'estimer que « le théâtre français, aujourd'hui, est le plus brillant du monde » et d'avancer que « nous sommes, après les États-Unis, le premier pays de cinéma du monde », ajoutant que « la fréquentation cinématographique a augmenté de près de 30 % depuis le 10 mai ». Enunçant les efforts entrepris en matière de culture technique (écoles, musées du patrimoine industriel et Cité des sciences

de La Villette), il a insisté sur la notion de patrimoine culturel et sur la prise en compte de formes de culture supérieures. « excommuniées ».

M. Jack Lang a rappelé les « grands projets » (Opéra de la Bastille, École de photo à Arles, Centre d'art contemporain à Grenoble, etc.), n'ayant pas l'appel aux contributions privées y compris pour le « Grand Louvre ». Le débat a ensuite porté sur le Centre Pompidou, dont un nouveau président devrait être désigné avant le mois de février, La Villette, le musée d'Orsay, et l'Exposition universelle qui « rapportera » beaucoup à la France en termes d'emplois créés (« plus de deux cent mille ») et de prestige. Et puis, qui sait, on construirait peut-être un nouveau pont sur la Seine ?

Après avoir récusé successivement les accusations de « copinage » en matière de concours d'architectes et de « dirigisme culturel » concernant la région parisienne, M. Lang s'est félicité de la bonne consommation des crédits de son ministère en 1982, ainsi que des effets de la nouvelle loi sur le prix unique du livre, non sans insister sur le rôle du marché dans le secteur culturel. Sa définition de la culture revenant à dire : pas seulement les livres, pas seulement le cinéma, pas seulement la musique, c'est aussi votre manière d'être et de vivre.

Sur le point des relations internationales, M. Lang s'est contenté de souligner l'importance d'un « espace audiovisuel européen ».

● Supplément d'information dans l'affaire Le Bal'h. - Le tribunal correctionnel de Brive a ordonné, le 6 janvier, un supplément d'information dans le procès en responsabilité médicale concernant le docteur Yves Le Bal'h, qui était poursuivi pour « coups et blessures volontaires », après la mutilation, le 22 juillet 1978, de M^{me} Geneviève Desmoulin, vingt-six ans, à la suite d'une césarienne (le Monde du 26 mars 1981 et du 17 décembre 1982). Le tribunal a, en outre, réqualifié le chef d'accusation en « coups et blessures involontaires ».

Le numéro du « Monde » daté 9-10 janvier 1983 a été tiré à 480 174 exemplaires.

TED LAPIDUS
SAINT-HONORÉ
Femmes **SOLDES** Hommes
23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

(SOLDES)
ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{re})
jusqu'à épuisement des stocks sur la collection hiver

NUMERO 1
DE LA FOURRURE D'OCCASION
Mieux que des SOLDES
de 15 à 40 % de remise
sur près de 500 pièces en parfait état
Offre exceptionnelle jusqu'au 29 Janvier inclus.
LES DEUX OURS
106 Bd de Grenelle
Paris 15^e M^{me} La Motte Paquet **575.10.77**

LA BAISSSE DU DOLLAR REPREND : 6,60 F

Interrogé au milieu de la semaine dernière, la baisse du dollar a repris, lundi 10 janvier, sur tous les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine revenant, à Francfort, de 2,3450 deutschemarks à 2,3280 deutschemarks, à Paris, de 6,65 F à 6,60 F, et à Tokyo de 231 yens à 228,50 yens.

Ce nouveau repli s'est pas dû à une nouvelle particularité. Car, les opérations d'achat de dollars par les investisseurs du taux d'échange des États-Unis, mais c'est le cas également, pour les taux d'échange européens. En fait, le sentiment, sur les marchés financiers internationaux, est favorable à la baisse du dollar. A Paris, un peu de calme est revenu après la forte attaque qu'a subie le franc tout au long de la journée du vendredi 7 janvier : la réapparition de rumeurs très insistantes sur une sortie éventuelle du franc du S.M.E. pendant le week-end, a obligé la Banque de France à intervenir massivement pour maintenir à 2,8350 F le cours de mark à Paris.

Lundi 10 janvier, la Banque fédérale d'Allemagne s'est efforcée de freiner la baisse du dollar, tandis que le livre sterling, considéré de stable, revenant, à Paris, de 16,66 F à 16,58 F. Le cours de l'once d'or à Londres est passé de 455 dollars à 471 dollars.

A la demande de la Commission de Bruxelles, six banques commerciales opérant en Europe, le Crédit lyonnais, la Lloyd (G.-B.), l'Institut Bancario San Paolo de Torino, la Krediet Bank (Belgique), l'Européen Investment Bank et la Morgan Guaranty (États-Unis), vont créer prochainement une association pour la compensation des opérations en unités de compte européennes (E.C.U.). Étudiée depuis un an, la compensation internationale des opérations en E.C.U. sera pour avantage de réduire le coût des règlements en évitant d'avoir à fractionner l'E.C.U. en ses monnaies constitutives pour les besoins de chaque banque nationale. Selon la Krediet Bank, le marché des dépôts en E.C.U. est passé de 500 millions en 1980 à 3 milliards actuellement (environ 2,9 milliards de dollars), et les émissions d'obligations libellées, dans cette monnaie, de 198 millions en 1981 à presque 2 milliards en 1982.

A FLINS

Les négociations ont repris entre la direction et les syndicats de la régie Renault

A l'usine Renault de Flins la situation demeure tendue lundi 10 janvier, après la décision de la direction de mettre en chômage technique 10 300 salariés sur environ 18 000. A 6 h 30, seuls les secteurs hors chaîne (électrolyse, presses et portes de B-18) fonctionnaient normalement. Les négociations entre la direction de l'usine de Flins et les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.) ont repris lundi à 11 heures.

De notre correspondant

Flins. - « L'usine est fermée pour la journée. Vous pouvez rentrer chez vous. » Lundi 10 janvier au matin, peu avant 5 h 45, sur l'immense parking des usines Renault de Flins battu par une pluie fine, l'arrivée des cars de ramassage s'est faite dans une certaine pagaille.

« Prévenir le personnel par le canal des ondes un dimanche, c'est tout un problème », affirmait-on à la Régie. Alors, un à un, après avoir récupéré leurs passagers perdus dans la foule, les chauffeurs de cars ont repris le chemin des banlieues lointaines et des foyers de travailleurs immigrés.

Depuis le jeudi 6 janvier à 13 heures, l'usine était paralysée par une grève-bouchon observée par une centaine de peintres à l'appel de la C.F.D.T. Face à cette situation, la direction a décidé de mettre quatorze 10 300 salariés en chômage technique, sur environ 18 000 pour une durée indéterminée. L'équipe de l'après-midi, lundi, est elle aussi invitée à rester chez elle.

Les trois séances de négociations qui se sont déroulées pendant le week-end s'étaient soldées par un échec. La C.F.D.T. et la C.G.T., dont le ton s'est durci au cours du week-end, ont rejeté les propositions de la direction tout à fait insuffisantes. Dès vendredi, M. Daniel Richter, le délégué C.F.D.T., avait prévenu : « Nous sommes prêts à aller vers une lutte très dure s'il le faut. » La C.F.D.T., maintenant rejointe par la C.G.T., demande pour les 1 000 « pistoletiers » et pour ceux de l'atelier de peinture une augmentation des coefficients salariaux, une augmentation de 30 % de la prime de nuit (bruit, odeurs), un allongement de dix minutes du temps de douche et une prime de 300 F pour l'ensemble des salariés des services de fabrication.

« La prime de 300 F pour tous et l'augmentation des coefficients salariaux ne sont pas négociables. Ces revendications sont impossibles à satisfaire », affirme tout net la direction de Renault, qui, au cours du week-end, a pourtant lâché sur l'augmentation de la prime de nuit (de 27 à 30 F de plus par mois), sur l'allongement du temps de douche (plus cinq minutes sur les dix minutes demandées), ainsi que sur la modification de certaines installations dans les ateliers de peinture.

Tôt, lundi matin, à la descente des cars, délégués C.F.D.T. et C.G.T., au coude à coude, distribuaient aux O.S. des tracts dénonçant « le scandaleux lock-out », mais surtout demandant un référendum général des classifications au sein de l'ensemble de la Régie. Cette extension des revendications traduit l'évidence d'un volume des syndicats de dépasser le simple problème des 1 000 peintres de Flins.

DAMIEN RÉGIS.

En Pologne

L'ancien président de l'Association des journalistes dénonce l'« incompétence » du pouvoir

L'interdiction du « syndicat indépendant Solidarité » a été une « grosse faute politique » commise par les autorités, a déclaré M. Lech Wałęsa à l'hebdomadaire dominical britannique « Sunday Times ». Les conflits auraient pu être résolus par des négociations « nous provoquer les gens », a-t-il ajouté.

Tel est aussi l'avis de M. Stefan Bratkowski, ancien président de l'Association des journalistes polonais à présent dissoute. Il estime que, « tout en lançant des appels à une entente nationale, le pouvoir ne la désire nullement mais exige de la société une capitulation inconditionnelle et ne donne en échange qu'un retour aux vieilles méthodes de gouvernement ». Pour lui, dans ces conditions, la société « n'a d'autre solution » que de s'organiser pour « résister » au pouvoir.

M. Bratkowski a fait ces déclarations dimanche 9 janvier devant mille cinq cents personnes à l'église de Podkowa-Leśna, située à 25 kilomètres de Varsovie. Le curé de la paroisse, le Père Kantorzki, y organise des rencontres deux fois par mois pour permettre à des personnalités indépendantes de s'exprimer. M. Bratkowski s'était déjà fait remarquer tout au long de 1981, et surtout pendant l'été, en rappelant à leur devoir professionnel de vérité ses confrères qui se prélassaient aux campagnes soutenues par le pouvoir et dénaturent l'information selon les ordres reçus.

Pendant une heure, M. Bratkowski a dénoncé la « gabegie » dans l'économie et l'administration, ainsi que l'« incompétence » du pou-

voir. Il a dit : « Personne ne fait ce qu'il est censé faire. La police ne poursuit pas les criminels mais recherche les ennemis politiques. Les services de sécurité (...) font de l'endoctrinement politique, tandis que les généraux et les militaires, habitués à donner des ordres, se chargent maintenant de l'économie ».

Tout cela mène à une « dégradation » de la situation tout comme « l'état de guerre n'a résolu aucun problème, car il est impossible de résoudre des problèmes politiques par la force », a-t-il dit. M. Bratkowski a observé que le pouvoir n'avait réussi à gagner à sa cause aucune personne bénéficiant de l'appui de la société et que, « ce qui est plus significatif, toutes personnes ayant rallié le pouvoir a aussitôt perdu le consensus de la société ».

« Le précipice entre le pouvoir et la nation est plus profond que jamais », a-t-il affirmé, puisque la société « n'a pas capitulé devant le pouvoir militaire et elle a montré qu'elle ne capitulera pas devant la force ».

Pour sa part, l'agence PAP a indiqué dimanche que trois mille fonctionnaires de l'administration centrale devaient être soumis ce lundi à un « examen » pour tester leur connaissance des principes de la réforme économique. Dans un deuxième temps, l'administration régionale et les directeurs de toutes les entreprises du pays devront subir le même test.

les soldes Tunmer

commencent demain à partir de 10 h

Tunmer
La mode pour le sport
5, place Saint-Augustin - Paris 8^e

Publicité
REUSSITE PROFESSIONNELLE-SOCIALE-AFFECTIVE

MAURICE OGIER
Créateur de nouvelles Techniques de Communications
Vous formez, vous conseillez

sachez parler avec aisance
et votre vie en sera transformée

Avec Audace et Parole
Vous vous exprimez avec aisance, clarté, les mots viennent facilement. Vous maîtrisez les techniques de la parole à l'improvise et les « trucs » des professionnels. Vous saurez convaincre.

Cette nouvelle Méthode, très concrète, permet à chacun de mettre en valeur ses capacités, d'être de conseils personnels, vous débarrasser. Elle vous apprend à développer sans cesse plus de confiance en vous : comment maîtriser votre émotivité.

Avec Contacts et Dialogue
Vous apprendrez l'Art des Contacts. Facile avec tous et toutes : à vous faire des amis. Vous assimilerez les techniques de négociation : de la conversation : comment la démentir, l'entretenir, faire face à tout événement difficile.

Vous deviendrez un fin psychologue : vous comprendrez les moindres réactions des autres ; vous saurez comment vous en faire profiter et en obtenir ce que vous espérez.

Vous Personnalité s'épanouira
Vous développerez confiance en vous. Vous découvrirez vos talents cachés et saurez les mettre en valeur. Votre autorité, votre influence croîtront : vous réussirez mieux.

Vous vivrez heureux au contact des autres. Vous découvrirez les raisons de vos blocages et les moyens pratiques de les éliminer. Vous serez pleinement vous-même, épanoui, plein de joie de vivre, « bien dans votre peau ».

Votre Vie sera ce que vous la ferez
Quels que soient votre âge, votre situation sociale, votre instruction, en quelques semaines, tout peut changer pour vous : - soit à Paris : Maurice Ogier vous accueillera et vous conseillera personnellement en petits stages amicaux. - partout ailleurs : vous pouvez vous former par correspondance à ses Méthodes d'Actions et de Communication.

MAURICE OGIER
Institut Français de la Communication
6, rue de la Plaine 75013 PARIS
Tél. : (0) 31.11.70 M^{me} NATION

GRATUIT ENVOYEZ MOI LE LIVRE **PARLEZ AVEC AISANCE**
sans engagement d'aucune sorte, sous pli fermé confidentiel - ainsi que ses références et les renseignements concernant vos Méthodes d'Action.
M. M^{me} Mlle : Prénom :
Profession :
Adresse :
Code : Ville : P 692